



Assemblée générale

Distr. générale
25 janvier 2021
Français
Original : anglais

Trente et unième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la pandémie de coronavirus (COVID-19)

Note du Président de l'Assemblée générale

J'ai l'honneur de distribuer, en application de la décision 74/562 du 22 juillet 2020, le présent document récapitulatif des déclarations préenregistrées faites par les chefs d'État et autres dignitaires à la trente et unième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la pandémie de coronavirus (COVID-19) et soumises à la présidence au plus tard le jour de leur diffusion dans la salle de l'Assemblée.

Les déclarations figurant dans le présent document ont été prononcées le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la session extraordinaire (voir A/S-31/PV.2). Les additifs 1 et 2 au présent document contiennent les déclarations faites aux première et deuxième reprises de la 2^e séance de la session extraordinaire (voir A/S-31/PV.2 (Resumption 1) et A/S-31/PV.2 (Resumption 2)), respectivement.

Conformément à la décision 74/562, et sans que cela ne crée de précédent pour les réunions de haut niveau organisées dans le cadre de futures semaines de haut niveau, les procès-verbaux de l'Assemblée générale s'accompagneront d'annexes où figureront les déclarations préenregistrées faites par les chefs d'État et autres dignitaires, qui auront été soumises à la présidence de l'Assemblée générale au plus tard le jour de leur diffusion dans la salle de l'Assemblée générale. Les déclarations doivent être envoyées à l'adresse estatements@un.org.



Président de l'Assemblée générale (voir aussi A/S-31/PV.2, p. 1)**Allocution M. Volkan Bozkir, Président de l'Assemblée générale**

Prononcée en personne le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

C'est un honneur pour moi de souhaiter aux représentants la bienvenue à la trente et unième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la toute première session extraordinaire à traiter d'une pandémie. Nous dressons aujourd'hui un bilan hautement nécessaire et qui n'a que trop tardé. Aucun de nous n'aurait imaginé, au même moment l'an dernier, ce qui allait se passer. La pandémie de COVID-19 a perturbé la vie de tout un chacun dans le monde entier. Elle nous a lancé un défi comme nulle autre crise durant les 75 ans d'existence de l'Organisation des Nations Unies.

La COVID-19 est d'abord et avant tout une crise sanitaire mondiale. Mais c'est en même temps une crise économique, une crise du développement, une crise humanitaire et une crise des droits de l'homme. Nous sommes aux prises avec la plus profonde récession mondiale depuis la Grande Dépression et avec le plus vaste effondrement des revenus depuis 1870. L'économie mondiale s'est contractée de 4,4 %. On s'attend à ce que l'extrême pauvreté mondiale augmente pour la première fois en plus de 20 ans. Quelque 115 millions de personnes risquent de sombrer dans l'extrême pauvreté. Les investissements étrangers s'évaporent. Les restrictions au commerce et aux voyages et la très forte baisse des recettes à l'exportation, du tourisme et des envois de fonds mettent en péril les moyens de subsistance de milliards d'individus à travers le monde. Notre trajectoire mondiale de développement s'est infléchie. Chaque pays est sous pression. Néanmoins, ceux qui étaient déjà en retard sont les plus durement touchés. Les crises humanitaires en cours se sont aggravées tandis qu'une famine aux proportions sans précédent menace les populations les plus pauvres de la planète. Nous sommes face au danger d'un scénario terrible où la moitié de la Décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable n'aura servi qu'à revenir là où nous en étions au début de l'année.

La pandémie touche de manière disproportionnée les membres les plus vulnérables de nos sociétés – les femmes, les enfants, les personnes âgées, les handicapés, les réfugiés, les migrants, les habitants des bidonvilles et les sans-abri. Elle met en lumière les inégalités structurelles et les obstacles au plein exercice des droits humains. Les mesures de confinement ont entraîné une hausse de la violence fondée sur le genre et de la violence domestique contre les femmes. Nombre de femmes ne réintégreront pas le monde du travail, étant donné qu'elles portent bien plus que les hommes le fardeau des soins et travaux domestiques non rémunérés et de la scolarisation à domicile. Les jeunes se sentent frustrés car leur éducation, leur participation à la vie de la communauté et leurs possibilités d'emploi sont restreintes.

Les perturbations liées à la pandémie dans les services de santé et de nutrition pourraient se traduire par une augmentation des décès évitables d'enfants. La fracture numérique entre pays en développement et pays développés et entre milieux urbains et milieux ruraux accentue l'exclusion et les inégalités. Dans les communautés du monde où la connectivité Internet est faible, des millions d'enfants n'ont pas accès à l'apprentissage à distance. Déjà éloignés de chez eux en raison des conflits, des catastrophes ou des persécutions, les réfugiés et les déplacés souffrent encore plus du fait de la pandémie, qui s'accompagne d'un renforcement des discours racistes, de la haine, de la stigmatisation, des stéréotypes et de la désinformation.

La salle de l'Assemblée est l'endroit où les nations se rassemblent ; l'endroit où elles font front commun. L'Assemblée générale est la voix, la volonté et la conscience de l'humanité. Le monde compte sur l'ONU pour montrer l'exemple et prendre des mesures plus fortes et concrètes face au plus grand défi qui se pose à notre monde aujourd'hui. La crise nous oblige à repenser radicalement notre manière d'agir ; à faire preuve d'audace et à rétablir la confiance dans l'Organisation. Aucune autre institution n'a un mandat d'aussi grande portée, ni n'est mieux placée sur le plan normatif. L'ONU doit être en première ligne sur cette question. La présente session extraordinaire est un moment historique pour les États Membres, le système des Nations Unies, la communauté scientifique et les autres parties prenantes, y compris la société civile, pour s'écouter les uns les autres et dialoguer sur les conséquences complexes de la pandémie ainsi que sur les moyens de reconstruire en mieux et en plus solide.

Ce n'est pas le moment de désigner des coupables. Nous sommes réunis ici pour dégager une marche à suivre et mettre fin à la souffrance des populations que nous servons. Depuis le début, je suis convaincu que la tenue de la présente session extraordinaire est une mise à l'épreuve du multilatéralisme, défini par notre action collective sur la question la plus pressante de notre temps. Ce n'est en aucun cas la fin de notre réponse commune et de notre relèvement face à la pandémie. Nous n'étions pas préparés pour la COVID-19 mais nous devons l'être pour la prochaine pandémie, la prochaine catastrophe climatique ou la prochaine récession mondiale, car une crise de cette ampleur nécessite que nous soyons prêts le moment venu.

Nous devons être en mesure de nous montrer à la hauteur des circonstances et notre réponse ne devrait pas simplement viser le retour au *statu quo ante*. Ce que nous avons besoin de faire est clair. Premièrement, il nous faut commencer par garantir un accès juste et équitable aux vaccins.

S'assurer que tout le monde ait accès aux vaccins contre la COVID-19 est à la fois juste et judicieux. Du point de vue moral, nous avons l'obligation de ne laisser personne de côté et de protéger les plus vulnérables. Du point de vue pratique, l'intérêt de n'importe quel vaccin dépend entièrement du nombre de personnes qui peuvent en bénéficier, de telle sorte que nous devons renforcer la mobilisation politique et la mobilisation des ressources au profit des initiatives qui visent une distribution équitable d'un vaccin contre la COVID-19.

Deuxièmement, il nous faut travailler ensemble pour protéger les pays les plus vulnérables qui ont du retard, tout particulièrement les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. Nous devons veiller à ce que des ressources financières suffisantes soient disponibles afin de parvenir à un relèvement inclusif et résilient. Nous avons besoin d'unir nos forces pour remédier aux difficultés associées à cette vulnérabilité et à cette marge de manœuvre budgétaire restreinte. J'encourage les institutions financières internationales et les pays partenaires à faire leur possible pour alléger le fardeau de la dette, faciliter l'investissement et tirer profit de l'aide au développement durant cette période cruciale. Si nécessaire, nous devons mettre en commun les ressources financières de manière à créer des fonds d'investissement.

La pandémie a également montré qu'il nous fallait plus d'investissement dans les services sociaux et de santé partout dans le monde. Nous avons besoin d'élaborer des projets en faveur de l'inclusion sociale des groupes les plus vulnérables. Nous devons garantir la couverture sanitaire universelle. Tout en faisant face aux conséquences immédiates de la pandémie, nous devons aussi œuvrer à la concrétisation des 17 objectifs

de développement durable, honorer notre promesse de ne laisser personne de côté et faire en sorte que nos efforts de relèvement donnent une nouvelle impulsion à la réalisation des objectifs de développement durable. En effet, l'urgence sous-jacente qui consiste à en finir avec l'extrême pauvreté, à porter un coup d'arrêt aux changements climatiques, à protéger les océans et à bâtir des sociétés plus inclusives est plus pressante que jamais. Les investissements dans les objectifs de développement durable peuvent être à la fois un moyen et une fin dans le cadre d'un relèvement post-COVID-19.

Les causes environnementales profondes doivent également être traitées. La COVID-19 est une zoonose infectieuse, venue de populations animales soumises à une pression environnementale sévère. C'est notre dernier avertissement. Nous devons remonter à l'origine de ce qui s'est produit pour nous assurer que cela n'arrivera plus jamais. Il nous faut protéger la biodiversité et nous orienter vers un relèvement vert.

Enfin, nous devons veiller à ce que les politiques que nous mettons en œuvre pour combattre la pandémie ne sapent pas les institutions démocratiques qui sous-tendent la santé à long terme de nos économies et de nos sociétés. Notre réaction face à la crise doit s'inscrire dans le respect et la défense des droits humains. Il convient que nos politiques soient universelles, ouvertes, transparentes, responsables et inclusives. La promotion de la bonne gouvernance, le respect de l'état de droit et l'allocation de ressources aux plus vulnérables soutiendront en fait notre réponse à la pandémie en rendant nos sociétés plus équitables et résilientes.

En tant que communauté mondiale, nous sommes au début du plus grand relèvement socioéconomique que nous ayons connu depuis la création de l'Organisation des Nations Unies. Correctement planifié et coordonné, notre relèvement peut imprimer un élan aux objectifs de développement durable, accélérer l'action en faveur d'infrastructures résilientes, améliorer l'accès à l'éducation et aux soins de santé et protéger mieux le monde naturel qui nous entoure. En 1945, les sceptiques pensaient que l'idée d'un système multilatéral, avec en son cœur une organisation à la légitimité sans équivalent, était impossible. Pourtant, même en ces temps d'inimaginable tragédie, le monde s'est rassemblé pour le bien de l'humanité. Je suis sûr que nous serons capables de le faire une fois encore. Aujourd'hui, nous rêvons tous du jour où la pandémie sera terminée ; du jour où nous pourrons prendre une grande inspiration, sans crainte ; du jour où nous pourrons serrer les mains de nos collègues, embrasser nos familles et rire avec nos amis.

Après des mois à s'adapter à la vie pendant cette pandémie, on peut facilement se sentir frustré, mais il ne faut pas se décourager. Nous travaillons pour vous. Nous travaillons pour les réfugiés qui prennent toutes les précautions afin de protéger leurs familles dans les camps. Nous travaillons pour les personnes qui ont des comorbidités, et qui s'isolent chez elles ; pour les filles et les garçons qui souhaitent, plus que tout, retourner à l'école ; pour les gens qui font la queue, attendant un dépistage de la COVID-19, et pour ceux qui n'ont pas accès à de tels diagnostics ; pour le personnel de santé qui continue de travailler sans relâche en première ligne ; pour les personnes aux prises avec les effets de la COVID-19 et pour les familles du monde entier qui pleurent la perte de leurs proches. L'ONU travaille pour vous. Nous sommes unis pour vous. Continuez à être forts. Des jours plus radieux viendront.

Le Secrétaire général (voir aussi A/S-31/PV.2, p. 3)

Allocution du Secrétaire général

Prononcée en personne le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

C'est un honneur pour moi de m'exprimer devant l'Assemblée générale à sa session extraordinaire consacrée à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Presque un an après le début de la pandémie, nous sommes face à une tragédie humaine et à une urgence de santé publique qui se double d'une crise humanitaire et d'une crise de développement. Pour la première fois depuis 1945, le monde entier est en proie à une menace commune, qui se joue des nationalités, de l'appartenance ethnique ou de l'aspect physique. Toutefois, si la COVID-19 n'opère aucune discrimination, nos efforts pour la prévenir et la contenir eux la pratique. Pour cette raison, la pandémie touche plus durement les plus pauvres et les plus vulnérables de nos sociétés. Elle a un impact dévastateur sur les personnes âgées, les femmes et les filles, les communautés à faible revenu, les personnes marginalisées et les gens isolés. Elle présente de nouvelles menaces pour le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable. Dès le début, l'Organisation mondiale de la Santé a donné des informations factuelles et des orientations scientifiques qui auraient dû former la base d'une action mondiale coordonnée. Malheureusement, nombre de ces recommandations n'ont pas été suivies et, dans certaines situations, les faits ont été rejetés et les orientations, ignorées. Or, quand les pays vont chacun dans leur sens, le virus lui part dans tous les sens.

L'impact socioéconomique de la pandémie est énorme et va grandissant. Grâce au travail acharné et au dévouement de scientifiques et de chercheurs du monde entier, y compris ceux qui sont avec nous aujourd'hui, des vaccins pourraient être disponibles dans les prochaines semaines ou les prochains mois. Cependant, ne nous berçons pas d'illusions. Un vaccin ne saurait annuler des dégâts qui se feront sentir pendant des années, et même des décennies. L'extrême pauvreté est à la hausse. La famine guette. Nous sommes devant la plus grande menace de récession mondiale en huit décennies et ces incidences intergénérationnelles ne sont pas uniquement dues à la COVID-19. Elles sont le résultat de fragilités, d'inégalités et d'injustices de longue date que la pandémie a mises en lumière. Il est temps de remettre le compteur à zéro. Un relèvement solide doit être l'occasion d'un changement.

Depuis mars, le système des Nations Unies s'est concentré sur la mission d'aider les pays à éviter les pires effets de la pandémie, tout en œuvrant à un relèvement vigoureux. Nous avons mobilisé nos capacités d'approvisionnement et nos services logistiques afin d'acheminer du matériel médical et des fournitures sanitaires dans 172 pays.

Une réponse sanitaire coordonnée et globale à grande échelle, guidée par l'Organisation mondiale de la Santé, vise à éliminer la transmission du virus, à réduire la mortalité et à mettre au point des vaccins, des diagnostics et des traitements, qui doivent être à la disposition de tous.

J'ai appelé à plusieurs reprises à ce que le vaccin contre la COVID-19 soit un bien public mondial, disponible pour tout le monde, partout. Le Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT) et le Mécanisme

COVAX pour un accès mondial aux vaccins sont les outils requis pour que nous y parvenions. Néanmoins, il reste un déficit financier de 28 milliards de dollars, dont 4,3 milliards sont nécessaires d'urgence pour les deux prochains mois. Je remercie ceux qui ont apporté leur contribution et j'encourage chacun à fournir un appui solide.

Au-delà de la santé, j'ai lancé en mars un appel en faveur d'un cessez-le-feu mondial pour que les pays puissent se concentrer sur la lutte contre le virus. J'ai réitéré cet appel dans mon discours à l'Assemblée générale en septembre et exhorté à de nouveaux efforts et engagements en vue de faire taire les armes d'ici à la fin de l'année (voir A/75/PV.4). Je suis encouragé par la manière dont l'appel a été reçu par les États Membres, les organisations régionales, les mouvements armés et les organisations de la société civile. Je suis aussi encouragé par la réponse à mon appel à la paix dans les foyers du monde entier et à la fin de la violence contre les femmes et les filles. Alors que nous marquons les 16 Jours d'action contre la violence fondée sur le genre, j'invite instamment les gouvernements à prendre des mesures concrètes afin d'honorer les engagements pris.

Par ailleurs, l'ONU est fortement impliquée dans la lutte contre la désinformation en ligne. Notre campagne Verified fournit des informations convaincantes et fiables, tout en offrant au public des outils pour repérer les contenus fallacieux.

Le système des Nations Unies est mobilisé pour aider les pays à s'attaquer aux aspects socioéconomiques, humanitaires et humains dévastateurs de la crise. Nous avons déjà apporté une assistance vitale à 63 des pays les plus vulnérables, par l'intermédiaire de notre Plan de réponse humanitaire global COVID-19. Dès le départ, nous avons appelé à un plan de relance d'une valeur équivalant à au moins 10 % du produit intérieur brut mondial et à un allègement de la dette pour les pays qui en avaient besoin. Je me félicite des mesures prises pour venir au secours des pays en développement, mais elles sont totalement insuffisantes au vu de l'ampleur de cette crise. Beaucoup de pays en développement à faible revenu et à revenu intermédiaire nécessitent un appui immédiat pour empêcher une crise de liquidités. Ils sont contraints de choisir entre la fourniture de services de base à leurs citoyens et le service de leur dette.

L'initiative que nous avons lancée avec les Gouvernements canadien et jamaïcain a permis d'élaborer des options de politique générale pour financer la riposte face à la COVID-19 et nous remettre sur les rails pour atteindre les objectifs de développement durable. Cela inclut notamment un accroissement des ressources dont dispose le Fonds monétaire international, grâce à une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux au profit des pays en développement et à la réaffectation volontaire des droits de tirage spéciaux non utilisés. J'espère que les initiatives du Groupe des Vingt (G20) relatives à la dette seront élargies de telle sorte que tous les pays en développement vulnérables, y compris les pays à revenu intermédiaire, puissent en bénéficier. À plus long terme, nous avons besoin d'une architecture mondiale réformée afin d'améliorer la transparence et la soutenabilité de la dette. Je plaide pour ces politiques dans tous mes engagements mondiaux, comme tout récemment au G20. Sur le terrain, nos équipes de pays des Nations Unies revisitées, en grande partie grâce à l'incidence de la réforme et menées par une nouvelle génération de coordonnateurs résidents, sont maintenant à même d'aider les gouvernements à mettre au point des plans nationaux de riposte et de relance.

À l'avenir, le relèvement de la COVID-19 doit être l'occasion de remédier aux problèmes préexistants que la maladie a mis en lumière et exploités, des lacunes dans les services de base à la surchauffe de la planète. Des systèmes de santé plus forts et la couverture sanitaire universelle doivent être une priorité. Depuis 2007, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré six urgences de santé publique de portée internationale.

La COVID-19 ne sera pas la dernière. Nous devons appliquer les enseignements tirés de l'expérience si nous voulons être à la hauteur des responsabilités que nous avons à l'égard de nos enfants et de nos petits-enfants. Il est impératif que les filets de sécurité sociale fonctionnent pour toutes et tous. Trop souvent, ils font défaut précisément là où ils sont le plus nécessaires. Un nouveau contrat social entre la population, les gouvernements, le secteur privé, la société civile et d'autres peut permettre de s'attaquer aux causes profondes des inégalités, avec une imposition équitable des revenus et des richesses ainsi que des avantages sociaux universels et des possibilités pour chacune et chacun.

Alors que nous relançons les économies, de nouveaux investissements doivent poser les bases du développement durable et de la neutralité carbone, conformément au Programme 2030 et à l'Accord de Paris. Nous ne pouvons pas laisser une planète brisée et une dette gigantesque aux générations futures. L'argent que nous dépensons pour le relèvement doit aller à un avenir plus vert et plus juste. Il y a des nouvelles encourageantes sur le front climatique. Une coalition mondiale pour zéro émissions nettes est en train de prendre forme. D'ici au début de l'année prochaine, les pays qui comptent pour plus de 65 % des émissions mondiales de dioxyde de carbone devraient normalement s'être engagés à parvenir à la neutralité carbone. Cela envoie un signal clair aux marchés, aux investisseurs et aux décideurs : agissez maintenant pour mettre un prix sur le carbone, arrêtez de subventionner les combustibles fossiles, cessez la construction de nouvelles centrales à charbon et investissez dans des infrastructures résilientes.

L'année 2021 doit marquer un bond en avant – elle doit être l'année d'un saut quantique vers le zéro émissions nettes de gaz à effet de serre, et il faudrait que, dès avant la vingt-sixième session de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, qui doit se tenir en novembre prochain à Glasgow, chaque pays accroisse sa contribution déterminée au niveau national, conformément à l'objectif à long terme de la neutralité carbone d'ici à 2050. L'adaptation est un élément essentiel de l'action climatique. Pour les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, il s'agit d'une question existentielle. J'appelle les pays développés à honorer leur promesse de longue date de verser chaque année 100 milliards de dollars pour aider les pays en développement à atteindre nos objectifs climatiques communs. Des systèmes d'alerte rapide, des infrastructures et une agriculture résistantes aux changements climatiques peuvent contribuer à éviter de futures pertes, tout en donnant lieu à des gains en matière de biodiversité et à d'autres avantages pour l'humanité.

Nous ne pouvons pas séparer l'action climatique du bien-être mondial, en particulier la biodiversité. Il est temps d'en finir avec la guerre suicidaire que nous menons à notre planète. L'année 2021 doit être celle où nous nous occuperons de notre urgence planétaire. Nous avons besoin d'un cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, qui doit être élaboré à Kunming, afin d'arrêter la crise de l'extinction, et il nous faut agir d'urgence pour protéger et favoriser la santé des mers et des océans du monde. La surpêche doit cesser. La pollution par les déchets chimiques et solides, en particulier les plastiques, doit être drastiquement réduite. Nous devons faire la paix avec notre planète si nous voulons vivre en équilibre avec ses incroyables richesses.

Alors que cette année difficile touche à sa fin, décidons-nous à prendre les décisions et les mesures difficiles et ambitieuses qui nous amèneront à des jours meilleurs. Dans une crise mondiale, nous devons répondre aux attentes de celles et ceux que nous servons, en faisant preuve d'unité, de solidarité et en mettant en place une action mondiale multilatérale coordonnée. J'invite les membres à saisir l'occasion de la présente session extraordinaire pour faire face à la pandémie de COVID-19 avec l'urgence qu'elle exige afin de sauver des vies et de bâtir ensemble un avenir meilleur.

Président du Conseil économique et social (voir aussi A/S-31/PV.2, p. 6)**Allocution de M. Munir Akram, Représentant permanent du Pakistan et Président du Conseil économique et social.**

Prononcée en personne le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

C'est un honneur pour moi de pouvoir m'exprimer devant l'Assemblée générale à sa session extraordinaire consacrée à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). La crise déclenchée par la COVID-19 est une crise sanitaire, une crise économique et, surtout, une crise humanitaire. À l'échelle mondiale, on compte à présent 65 millions d'infections. Un million et demi de personnes sont mortes. Nous avons perdu l'un des nôtres, l'Ambassadeur Touré, Chargé d'affaires de la Guinée. Je profite de l'occasion pour adresser mes sincères condoléances à sa famille et au Gouvernement guinéen.

Les statistiques économiques sont tout aussi catastrophiques. L'activité économique mondiale s'est contractée de pratiquement 5 % et plus de 60 pays en développement ont besoin d'une aide financière d'urgence.

Cinq pays ont cessé le paiement de leur dette. Vingt autres sont confrontés au risque d'une insécurité alimentaire aiguë et de graves pénuries de denrées. Plus de 300 millions de personnes ont perdu leur emploi et 100 millions d'individus sont retombés dans l'extrême pauvreté.

Face à cette crise monumentale, la réponse mondiale doit être à la hauteur du défi. Nous devons tout d'abord veiller à ce qu'un vaccin contre le virus soit mis à la disposition de chacune et de chacun, partout, riche ou pauvre, sur un pied d'égalité. Les personnes qui courent le plus grand risque – le personnel de santé, les malades et les infirmes, les femmes et les enfants – doivent avoir la priorité. Il ne faut pas laisser des accords d'achat anticipé miner notre engagement collectif en faveur de l'équité dans la distribution des doses. Une mobilisation mondiale collective pour le Mécanisme COVAX et le Groupement d'accès aux technologies contre la COVID-19 est indispensable. Les gouvernements doivent également faire preuve de transparence pour ce qui concerne tous les aspects relatifs à la production, à la distribution et au juste prix du vaccin.

En outre, chaque gouvernement doit être encouragé à répondre aux besoins de sa population. Comme la Directrice générale du Fonds monétaire international l'a conseillé, les pays devraient dépenser autant que nécessaire pour maintenir leurs citoyens en vie et leurs économies à flot. Il est évident que les pays en développement n'ont pas le volant budgétaire requis pour financer un relèvement de la pandémie. Je signale que, plus tard durant la session, le Premier Ministre du Pakistan, M. Imran Khan, proposera un plan d'urgence aux fins d'un soutien financier aux pays en développement. S'il se produit un effondrement économique ou une catastrophe humanitaire dans les pays en développement, cela portera un coup d'arrêt au relèvement économique mondial et la concrétisation des objectifs de développement durable ne sera plus que chimère.

Au moment de déployer des ressources, les gouvernements et les institutions internationales doivent donner la priorité aux personnes. Il faut que nul ne soit laissé pour compte. Pour sortir des millions de personnes de la pauvreté et renforcer la résilience de nos sociétés, il sera crucial d'investir dans des infrastructures durables.

La science et la technologie doivent être mises à profit de manière à reconstruire en mieux. Les objectifs de recherche et de développement, le régime international des brevets et la numérisation des économies devraient être alignés sur les objectifs de développement durable et les objectifs climatiques. J'ai bon espoir que la session extraordinaire contribuera sensiblement à la réalisation de ces objectifs importants.

J'ose croire aussi que le Conseil économique et social, par l'intermédiaire de son forum sur le financement du développement en avril prochain, de son forum sur la science, la technologie et l'innovation, en mai, et de son forum politique de haut niveau, en juillet, complètera et prolongera les travaux et les résultats de la session extraordinaire, afin de bâtir des structures résilientes qui puissent se relever de la crise de la COVID-19, d'atteindre les objectifs de développement durable et d'empêcher une catastrophe climatique.

Le temps est à l'expression de la solidarité internationale. C'est le moment pour nous de transformer nos jolis mots en actions concrètes et précises.

Mouvement des pays non alignés (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 1)**Déclaration de M. Ilham Heydar oglu Aliyev, Président du Mouvement des pays non alignés**

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

Monsieur le Président,

Distingués chefs d'État et de gouvernement,

Mesdames et Messieurs,

J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom des 120 États membres du Mouvement des pays non alignés.

Alors que nous marquons le soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, qui reste le forum multilatéral central pour traiter des questions et difficultés mondiales pressantes, nous notons avec regret l'émergence de nouveaux sujets de préoccupation. Ceux-ci nécessitent que nous renouvelions notre engagement collectif en faveur des valeurs du multilatéralisme et de la coopération internationale, qui sous-tendent la Charte des Nations Unies et le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

On l'a bien vu avec le soutien écrasant des États Membres de l'ONU à l'initiative de convoquer la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la pandémie de COVID-19, qui a été proposée par le Mouvement des pays non alignés. Cela constitue, entre autres, un succès remarquable pour les États membres du Mouvement, étant donné que cette année marque le soixante-cinquième anniversaire de l'adoption de la Déclaration de Bandung, qui envisageait la promotion de la coopération internationale pour la prospérité commune et le bien-être de toutes et tous. À ce propos, je tiens à exprimer aux États Membres de l'ONU et au Président de l'Assemblée générale la gratitude sincère du Mouvement des pays non alignés pour l'appui qu'ils lui ont fourni.

Tout au long de l'année 2020, la communauté mondiale a été aux prises avec la plus grande crise sanitaire de l'histoire récente, avec près de 60 millions de cas signalés et plus de 1 million de morts dans le monde à ce jour, entraînant des répercussions complexes dans les sphères sanitaire, sociale, économique et financière, perturbant les sociétés et les économies, ainsi que le commerce et les voyages mondiaux, et produisant un impact dévastateur sur les moyens de subsistance des gens.

Dans le but de contribuer aux efforts mondiaux de lutte contre l'impact universel sans précédent de la pandémie et de trouver des moyens possibles d'apporter une assistance rapide, adéquate et inclusive aux États membres du Mouvement des pays non alignés, l'Azerbaïdjan, en tant que Président du Mouvement, a convoqué la réunion au sommet virtuelle de son groupe de contact en réponse à la COVID-19 sur le thème « Unis contre la COVID-19 », le 4 mai 2020. Comme résultat concret de cette réunion, les États membres du Mouvement ont décidé d'établir l'équipe spéciale en réponse à la COVID-19 et de mettre en place une base de données sur leurs besoins humanitaires et médicaux de base dans leur lutte contre la COVID-19.

Nous sommes heureux de savoir que l'OMS utilise la base de données du Mouvement des pays non alignés comme l'un de ses points de référence afin d'identifier les besoins existants des États membres du Mouvement face à la pandémie.

Le Mouvement des pays non alignés loue les activités du système des Nations Unies en réponse à la COVID-19. Nous saluons le leadership fort du Secrétaire général, qui a joué un rôle central en se portant à l'avant-garde de la riposte mondiale de l'ONU, tout en assurant la continuité des opérations du Secrétariat. Le Mouvement appuie sans réserve l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et sa direction dans leur action cruciale pour fournir des orientations, des formations, du matériel et des services vitaux concrets en vue de garantir une réponse efficace de la communauté internationale aux défis toujours croissants que représente la pandémie de COVID-19.

La pandémie a mis au jour et aggravé les vulnérabilités et les inégalités dans les pays en développement comme dans les pays développés, et aussi entre eux, creusant la pauvreté et l'exclusion et repoussant les plus vulnérables encore plus en marge. Ce sont les plus pauvres et les plus vulnérables qui ont été frappés le plus durement par cette pandémie, et le Mouvement s'inquiète vraiment à l'idée que les effets prolongés de la crise pourraient anéantir des avancées âprement obtenues sur le plan du développement et entraver les progrès dans la concrétisation des objectifs de développement durable.

Nous notons également avec préoccupation que la flambée de COVID-19 a exacerbé plus avant des obstacles fondamentaux qui existaient déjà, dont il a été question récemment durant le dix-huitième Sommet du Mouvement des pays non alignés, tenu en 2019 à Bakou, tels que l'incidence des crises financières et économiques mondiales, le manque de ressources et le sous-développement persistants de la majorité du monde en développement, les termes de l'échange qui restent inégaux et le manque de coopération des pays développés, les mesures coercitives et unilatérales imposées par certains d'entre eux, ainsi que la menace ou l'emploi de la force, qui se dressent sur la voie d'un ordre mondial juste et équitable.

Le Mouvement des pays non alignés souligne l'importance d'un accès abordable, sans entrave et équitable de tous les pays aux médicaments, aux vaccins et au matériel médical, qui devrait faire partie intégrante d'une réponse mondiale coordonnée et efficace face à la COVID-19.

Étant donné que de nombreux vaccins contre la COVID-19 sont actuellement à l'étude, nous attendons tous impatiemment la réussite d'essais cliniques et espérons qu'un vaccin sûr et efficace sera bientôt disponible et qu'il sera considéré comme un bien public mondial, afin de garantir sa distribution universelle à un prix abordable pour toutes et tous. Nous apprécions les efforts de coordination de l'OMS dans ce processus et insistons sur l'importance de cette organisation pour faciliter l'accès équitable des populations du monde entier à un tel vaccin une fois qu'il sera disponible.

Monsieur le Président,

C'est par une réponse mondiale coordonnée et concertée, fondée sur l'unité, la coopération multilatérale, la solidarité et le respect des droits humains, que la communauté internationale pourra élaborer des stratégies permettant d'atténuer les effets de la COVID-19 et de se relever de la pandémie, qui, à l'heure actuelle, continue de se propager.

La présente session extraordinaire servira des objectifs larges, notamment ceux consistant à réaffirmer et renforcer l'attachement à la coopération internationale et au multilatéralisme, à mettre en exergue les meilleures pratiques, ainsi que les difficultés rencontrées par les États Membres de l'ONU dans leur riposte face à la pandémie, et à réfléchir à la position centrale de l'Organisation en donnant la possibilité de discussions ouvertes et transparentes entre les États Membres, les États observateurs, les observateurs, les organismes et organes compétents des Nations Unies et les autres parties prenantes. Nous nous réjouissons à l'avance des échanges fructueux qui auront lieu tout au long de la présente session.

Merci.

Conseil européen (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 2)**Allocution de M. Charles Michel, Président du Conseil européen**

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : français et anglais]

Excellences

Mesdames et Messieurs,

Tout d'abord, merci au Président de l'Assemblée générale, Volkan Bozkır, et au Secrétaire général, António Guterres, pour avoir convoqué ce sommet extraordinaire sur la COVID-19.

Les Nations Unies doivent être le lieu du rassemblement de toutes les forces positives. C'est donc le lieu par excellence où nous devons, tous ensemble, tirer les leçons de cette épreuve et dessiner les plans pour nous en sortir plus solide à l'avenir.

Je vais être très pragmatique ici, et vous lancer une proposition concrète.

Le nombre des épidémies s'est multiplié ces dernières décennies. Nous savions que le monde n'était pas à l'abri d'une grande pandémie. Cependant, nous avons été pris au dépourvu. Il y a donc une forme d'échec, et il faudra en tirer les conséquences et les leçons.

Mais il y a aussi un gigantesque succès : des vaccins développés en moins d'un an, alors qu'il en faut généralement 10. La clef de cette réussite ? Une coopération et une mobilisation mondiale sans précédent où se sont associées la communauté scientifique et les entreprises, auxquelles les autorités publiques ont apporté leur soutien et les financements nécessaires. L'Union européenne a été à l'avant-poste de cette mobilisation.

Nous avons organisé au printemps dernier la levée de fonds marathon qui a permis de mobiliser près de 16 milliards d'euros de fonds publics, mais aussi privés, pour la recherche de produits de diagnostic, de traitements et vaccins universellement accessibles. L'Union européenne participe à la facilité COVAX. Nous entendons aussi prendre notre part de responsabilité en faveur d'une distribution équitable des vaccins, par des dons d'une partie des doses achetées par nos États membres.

Le succès en matière de vaccins est le résultat de la mobilisation et de la solidarité internationale. Face aux futures pandémies, il faut maintenant pérenniser cette approche, en structurant notre capacité collective à anticiper, préparer et gérer ce type de crises.

Je propose que nous le fassions par la voie d'un traité international sur les pandémies. Pareil traité devrait s'inscrire dans le cadre de l'Organisation mondiale de la Santé, qui est la pierre angulaire de la coopération internationale contre les pandémies. Il viendrait en compléter et en renforcer l'action. Les autres organisations et agences internationales concernées devraient aussi être impliquées.

Quel objectif devrait poursuivre ce traité ? L'objectif, c'est de faire mieux. Et de faire mieux dans tous les domaines où nous avons constaté que nous avons intérêt à renforcer la coopération. J'en évoquerai ici quelques-uns.

Mieux surveiller les risques. Nous devons développer nos connaissances et la surveillance de l'apparition de maladies infectieuses animales, dont la transmission à l'homme constitue le risque épidémiologique majeur.

Mieux financer et coordonner la recherche. On a vu combien la rapidité de la mobilisation financière a été cruciale pour raccourcir les délais de mise au point de vaccins. L'expérience de l'Accélérateur ACT doit nous servir de modèle pour la mise en place d'une capacité de réaction scientifique et industrielle rapide.

Mieux alerter et partager l'information. Soyons honnêtes : la pandémie de COVID-19 a cruellement montré que nous avons des progrès à faire en matière d'alertes aux risques sanitaires. Il convient peut-être d'élaborer une échelle plus étendue de niveaux d'alerte. Cela permettrait d'en relever la transparence. Plus largement, c'est aussi la base indispensable pour assurer une communication efficace.

Améliorer l'accès aux soins. Je l'ai dit il y a un instant, le principe de l'accès universel aux nouveaux vaccins anti-COVID-19 est fondamental. Il faut viser à garantir l'accès aux vaccins, soins et tests pour les pandémies futures. Ceci mérite d'être confirmé par un traité.

Améliorer la résilience. Les systèmes de soins de santé de pays riches ont été mis à rude épreuve. Alors que dire des pays où ces systèmes sont fragiles... Leur renforcement constitue un enjeu mondial en cas de pandémie, et il devrait être adressé. Il convient aussi de réfléchir à la sécurisation des chaînes d'approvisionnement des produits et équipements médicaux. C'est un enjeu de santé global, mais qui relève du fonctionnement du commerce international.

Voilà, Excellences, Mesdames et Messieurs, quelques idées qui pourraient servir de pistes pour la négociation de ce traité international sur les pandémies. Je vous lance cet appel. Mobilisons-nous. Rassemblons nos expériences. Tirons les leçons. Prenons les bonnes décisions. Pour un monde et une humanité plus justes et plus robustes.

Je vous remercie.

Malawi (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 3)

Allocution de M. Lazarus McCarthy Chakwera, Président de la République du Malawi et Ministre de la défense

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Monsieur le Président du Conseil économique et social,
Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

J'apprécie vivement que le Président de l'Assemblée générale ait convoqué la présente session extraordinaire consacrée à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Alors que nous traversons cette période de crises multidimensionnelles extraordinaires, déclenchées par la pandémie de COVID-19, des centaines de milliers de personnes ont perdu la vie, des millions sont touchées, et des milliards ont perdu leurs moyens de subsistance. En outre, la deuxième vague de la pandémie a renvoyé nombre de pays en confinement. Je signale que les pays les moins avancés ont été et continuent d'être touchés de manière disproportionnée.

Quelque 35 % de la population des pays les moins avancés vivaient dans la pauvreté avant la flambée de la pandémie, des millions de nos citoyens ont déjà perdu leur emploi et leur revenu de subsistance, relevant sensiblement le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans nos pays.

Ces facteurs ont de graves conséquences sur le niveau de pauvreté, de malnutrition, d'éducation et de disponibilité des services de santé dans les pays les moins avancés, ce qui entraîne des replis et l'annulation des avancées obtenues de haute lutte dans la réalisation des objectifs de développement durable.

Monsieur le Président,

La part des exportations des pays les moins avancés risque de fortement baisser ; l'endettement extérieur est devenu une préoccupation de plus en plus sérieuse et les gouvernements sont confrontés à un fort rétrécissement des budgets, à l'heure où les recettes déclinent tandis que les dépenses sociales augmentent. Il est de plus en plus probable que davantage de pays ne pourront plus rembourser leurs dettes.

Une action urgente, globale, judicieuse et énergique est plus que jamais nécessaire pour sauver le monde, en particulier les pays les moins avancés, d'une catastrophe économique et humanitaire qui se profile à l'horizon. Nous devons élaborer un plan de relèvement fondé sur des politiques monétaires, budgétaires et d'allègement de la dette qui soient synchronisées au niveau national et mondial si nous voulons nous relancer et rester sur les rails pour 2030.

Dans cet esprit, le Groupe des pays les moins avancés a publié une déclaration proposant un plan de relance mondial immédiat pour les pays les moins avancés. J'engage les dirigeants mondiaux à répondre à notre appel en fournissant un appui pour donner suite à la déclaration.

Monsieur le Président

Aujourd'hui, dans le cadre de la session extraordinaire de l'Assemblée, je tiens à lancer les appels suivants.

Premièrement, la priorité la plus haute immédiate et la plus absolue du monde doit être de sauver des vies et de rétablir les moyens de subsistance. Nous trouvons encourageant de constater que plusieurs vaccins sont presque prêts. Nous trouvons également matière à encouragement dans la récente promesse des dirigeants du G20 de veiller à la distribution équitable des vaccins et d'aider les pays pauvres dont les économies ont été frappées par les répercussions de la pandémie de COVID-19. J'appelle ici les dirigeants mondiaux à déclarer tous les vaccins et médicaments efficaces comme « bien publics mondiaux et propriété commune de l'humanité », de sorte que tout le monde ait un accès équitable à ces produits. L'OMS devrait jouer un rôle central à cet égard.

Deuxièmement, nous sommes encouragés par les récents accords du G20 sur un cadre de la dette pour aider les pays à bénéficier d'une restructuration ou d'une remise de leur dette. Bien que nous ayons hâte que ces mesures se concrétisent, nous réitérons néanmoins notre appel à une annulation complète de la dette de tous les pays les moins avancés auprès des créanciers bilatéraux et multilatéraux, y compris ceux du secteur privé.

Troisièmement, nous demandons l'activation du mécanisme de financement vital du FMI par l'émission de droits de tirage spéciaux. Nous demandons l'émission exceptionnelle de 50 milliards de dollars en droits de tirage spéciaux pour les pays les moins avancés. Cela nous aidera à financer une réponse immédiate à la pandémie.

Quatrièmement, nos partenaires de développement doivent honorer leur engagement de consacrer entre 0,15-0,2 % de l'APD aux pays les moins avancés, avec effet immédiat. La communauté internationale doit aussi appuyer un système d'échange robuste pour servir de principal moteur au relèvement après la crise. À cet égard, nous demandons un cadre commercial mondial revitalisé afin de tirer le meilleur parti possible du commerce international.

Cinquièmement, alors que le monde combat la COVID-19, la connectivité numérique se révèle être une ligne de vie salubre pour le maintien des activités économiques et sociales. Les économies avancées ont pu facilement recourir à la plateforme en ligne pour l'éducation, les activités de bureau et le commerce. Les pays les moins avancés ont eux aussi besoin d'avoir accès à la science, à la technologie et à l'innovation modernes, ainsi qu'aux biens et services technologiques, pour se relever rapidement et reconstruire en mieux.

Enfin, pour faire face aux urgences de développement qui se multiplient au niveau mondial, le monde doit œuvrer de manière unie à un relèvement résilient pour parvenir à un point d'équilibre plus haut. Nous devons nous concentrer sur l'investissement dans les mesures de préparation et de prévention, de manière globale. Il nous faut aussi veiller à ce que nos réponses soient inclusives et conséquentes pour les pauvres et les personnes marginalisées de nos sociétés. Telles sont quelques-unes des priorités qui formeront les pierres angulaires de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui se tiendra à Doha en janvier 2022.

Je vous remercie tous de votre aimable attention.

Turquie (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 4)

Allocution de M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République turque

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : turc ; texte anglais fourni par la délégation]

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Monsieur le Secrétaire général,

Honorables Présidents du Conseil économique et social et du Conseil de sécurité,

Distingués représentants,

Je vous présente mes respects en mon nom propre et au nom de ma nation. Je souhaite que notre réunion soit un succès et profite à toute l'humanité.

La communauté internationale est face au plus grand défi mondial du XXI^e siècle.

La clef pour surmonter cette période difficile réside dans la coopération internationale et la solidarité mondiale.

La présente session est donc extrêmement opportune et utile.

Je tiens à remercier toutes les personnes ayant participé à l'organisation de cette session extraordinaire, en particulier mon cher frère le Président Aliyev, qui a été le pionnier de cette initiative en tant que Président du Mouvement des pays non alignés, et M. Bozkır, Président de l'Assemblée générale.

Distingués délégués,

Depuis les premiers jours de l'épidémie, la Turquie a agi en coopération avec la communauté internationale.

Outre celles de l'ONU, nous avons été en première ligne des activités de l'Organisation mondiale de la Santé, du G20, du groupe MIKTA, du Conseil de coopération des États de langue turcique, de l'Organisation de la coopération islamique et d'autres plateformes internationales.

À ce jour, nous avons fourni une assistance à 156 pays et 9 organisations internationales.

Nous soutenons les pays et les régions qui souffrent de problèmes de sécurité alimentaire dans le contexte de la pandémie. Nous menons des programmes spéciaux dans 16 pays au profit des groupes défavorisés comme les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et les orphelins.

Nous conduisons des programmes de formation dans plusieurs pays en développement pour la production d'équipement de protection personnelle au moyen de ressources locales.

Nous essayons d'apporter un appui budgétaire à divers pays confrontés à des difficultés économiques dues à la pandémie.

Notre secteur privé contribue aussi à nos efforts dans la sphère publique.

À ce jour, plus de 50 entreprises turques prêtent leur concours à la lutte contre la pandémie dans plus de 20 pays, de diverses manières.

Les espoirs du monde sont suspendus aux nouvelles concernant la production d'un vaccin.

Je profite de l'occasion pour féliciter, en votre présence, le professeur Uğur Şahin et le docteur Özlem Türeci, fondateurs de la société BioNTech, qui a enregistré un succès notable dans la mise au point d'un vaccin et participent en ligne à la présente session.

Nous sommes également très satisfaits que, dans l'une des 16 études turques de recherche sur un vaccin, dont 12 figurent sur la liste de l'Organisation mondiale de la Santé, la phase d'expérimentation sur l'être humain ait débuté.

Grâce aux efforts emmenés par la Turquie, l'année 2021 a été déclarée « Année internationale des personnels de santé et d'aide à la personne » par l'Organisation mondiale de la Santé.

À cet égard, j'exprime ma gratitude à tous les personnels de santé et d'aide à la personne qui travaillent sans compter dans le monde entier.

Le Bureau géographiquement dispersé pour la préparation aux situations d'urgence humanitaire et sanitaire de l'Organisation mondiale de la Santé a été établi à Istanbul en septembre.

Ce bureau, témoignage de l'appui de la Turquie aux travaux de l'Organisation mondiale de la Santé, renforcera les efforts pour combattre la pandémie.

Distingués représentants,

En Turquie, les secteurs solides de l'agriculture, de l'alimentation et de la transformation, les hôpitaux de ville, les personnels de santé dévoués et le système de sécurité sociale complet sont nos plus grands atouts dans ce processus.

Il y a des groupes vulnérables dans le monde entier, qui sont beaucoup plus touchés durant cette période.

Les mesures doivent être inclusives, et il faut prêter attention aux besoins des groupes vulnérables et défavorisés.

En ayant cela à l'esprit, nous attachons une importance particulière à la protection des droits des femmes, des enfants, des personnes âgées et des personnes en situation de handicap.

Quelque 3,6 millions de Syriens sous notre protection bénéficient de services de santé dans notre pays au même titre que nos citoyens.

Nous sommes conscients que la COVID-19 sera avec nous pour un moment.

En effet, la hausse du nombre de cas, de patients et de décès à travers le monde ces dernières semaines nous le rappelle à tous.

Dans ce processus, il est nécessaire de combattre non seulement la pandémie mais aussi l'islamophobie, la xénophobie et le racisme, qui vont croissant.

Nous avons adhéré dès le départ à l'Initiative d'allègement de la dette lancée par la plateforme du G20, dont nous sommes membres.

Je veux aussi vous rappeler que nous devons accélérer nos efforts, y compris la mise en place de chaînes d'approvisionnement et de réseaux de distribution durables, pour assurer la transition vers la « nouvelle normalité ».

La pandémie nous rappelle également que le système des Nations Unies doit être réformé en tenant compte des menaces et des besoins d'aujourd'hui.

J'estime que l'Assemblée générale doit être renforcée pour rendre le système des Nations Unies plus efficace, plus démocratique, plus équitable et plus transparent.

Pour terminer, j'espère que la présente session extraordinaire donnera un nouvel élan à la lutte de la communauté internationale contre la pandémie.

Je tiens à remercier toutes les personnes impliquées dans la conduite du programme et je vous adresse à tous une fois encore mes salutations sincères.

Je vous souhaite la meilleure santé possible.

Suisse (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 5)

Allocution de M^{me} Simonetta Myriam Sommaruga, Présidente de la Confédération helvétique

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Mesdames et messieurs,

Cela fait bientôt une année que nos vies ont été bouleversées par la pandémie du COVID-19. Cet ennemi invisible met en lumière l'interdépendance et la vulnérabilité de nos sociétés. La Suisse est également fortement touchée par ce virus, qui ne connaît pas de frontières.

Je souhaiterais aujourd'hui souligner les trois points suivants.

Premièrement, alors que nous célébrons les soixante-quinze ans de l'ONU, nous avons plus que jamais l'occasion de démontrer le rôle et la valeur uniques du multilatéralisme. La Suisse, en tant qu'État hôte du cœur opérationnel de l'ONU et de l'OMS à Genève, s'engage à soutenir son fonctionnement. La crise actuelle nous confirme à quel point une approche universelle et coordonnée de la santé est nécessaire, avec une OMS renforcée, pour faire face aux urgences sanitaires mondiales.

Deuxièmement, cette crise met en évidence les liens entre économie et santé. Il est primordial d'investir dans le renforcement de nos systèmes de santé afin de prévenir de telles crises à l'avenir. Investir dans la prévention coûte moins cher que de réagir à une crise.

Troisièmement, malgré l'arrivée imminente d'un vaccin, nous ne pouvons pas nous permettre de revenir à la situation qui prévalait avant la crise. Nous avons aujourd'hui une occasion de nous orienter vers un modèle de société plus inclusif, résilient et durable conforme au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux accords multilatéraux sur l'environnement, tels que l'Accord de Paris sur le climat.

Mesdames et messieurs,

Protéger la santé de tous est une responsabilité commune. En tant qu'États, il est de notre devoir de nous conformer et de renforcer encore davantage le Règlement sanitaire international. Conjointement avec nos partenaires de la coalition pour une architecture universelle de la protection de santé, la Suisse s'engage en ce sens. La Suisse soutient avec détermination la recherche et le développement d'un vaccin sûr, efficace, accessible et équitablement distribué au niveau mondial, en soutenant notamment les organisations impliquées dans l'Accélérateur ACT. Nous nous engageons pour faire du Mécanisme COVAX un succès pour tous.

La Suisse soutient également la réponse mondiale aux aspects sociaux et économiques de la pandémie. Elle fournit un financement de plus de 1 milliard de dollars au Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du FMI et soutient aussi l'initiative du G20 et du Club de Paris visant à suspendre temporairement le service de la dette des pays les plus pauvres. En outre, la Suisse contribue à hauteur de 400 millions de dollars à l'action internationale.

Les contributions et les actions des États sont importantes, mais seuls la solidarité, la coopération internationale et le multilatéralisme nous permettront de surmonter ensemble la pandémie.

Merci de votre attention.

Honduras (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 6)

Allocution de M. Juan Orlando Hernández Alvarado, Président de la République du Honduras

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : espagnol]

Cette année 2020 a été intense et sera difficile à oublier. La pandémie et deux tempêtes destructrices nous laissent en état de catastrophe. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) touche toutes les nations du monde, et son impact est peut-être ressenti encore plus durement par les pays qui ont moins de ressources, des populations plus vulnérables et des systèmes de santé moins robustes. Le Honduras a fait face à la pandémie avec détermination et pris rapidement des mesures qui ont retardé la propagation du virus assez longtemps pour nous permettre de renforcer notre système de santé afin que la demande de services ne dépasse pas nos capacités.

Toutefois, les retombées ont été terribles, non seulement en ce qui concerne la santé des familles, mais aussi pour ce qui est de l'aptitude des foyers à générer des revenus et à se fournir en denrées alimentaires et autres produits de base. En outre, notre économie a été touchée à grande échelle, compte tenu de la pénurie d'emplois, de salaires décents, de nourriture, de logements et de biens de première nécessité. Notre pays est situé dans une zone à haut risque en raison des effets des changements climatiques. En novembre, nous avons subi les conséquences de deux ouragans dévastateurs – deux ouragans le même mois.

La partie la plus productive du pays, sur les plans agricole et industriel, est toujours inondée. Les eaux ne se sont pas encore retirées, et les familles attendent d'être secourues. Des milliers de personnes vivent dans des abris et ont besoin d'être réinstallées. Nous manquons encore de statistiques précises sur les dégâts causés par les ouragans, tâche que nous avons confiée à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, qui prépare une évaluation des dommages et des pertes nous concernant. Cependant, aujourd'hui, nous savons déjà que 4 millions de personnes – près de 50 % de la population du Honduras – ont été frappées par la dévastation causée par ces phénomènes météorologiques.

Plus de 65 000 maisons ont été endommagées au point qu'il faudra beaucoup de moyens et de travail pour les rendre de nouveau habitables. Il est douloureux de voir comment des familles ont perdu tout une vie d'économies et de labeur. C'est douloureux et injuste, car le Honduras n'est pas responsable des changements climatiques. La responsabilité en incombe aux pays industrialisés et à leurs émissions de gaz à effet de serre. Des pays comme le Honduras paient le prix de leurs agissements. Notre population a été gravement atteinte et les infrastructures dont elle dépend pour la production sont dévastées. Des routes, des ponts, des écoles, des hôpitaux et des bâtiments publics et privés ont été détruits. Cela représente un retour en arrière de bien des années. Si nous ne pouvons pas compter sur le soutien de la communauté internationale, tout le travail que nous avons accompli pour rebâtir au cours des 22 années qui ont suivi la tragédie de l'ouragan Mitch, le grand désastre précédent, sera très difficile, voire impossible, à sauver. Notre pays est au bord de la banqueroute.

Malgré la gravité de la situation, nous n'avons perdu ni l'espoir ni notre optimisme. Nous travaillons à un plan de reconstruction avec la participation de différents secteurs de la société hondurienne et celle de la communauté internationale. Nous nous efforçons de remédier aux trois graves crises extérieures qui nous ont touchés cette année, situation sans précédent dans l'histoire du Honduras.

Dès le tout début de la pandémie, en coordination avec l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation panaméricaine de la santé et le système national de gestion des risques de catastrophe, le Honduras a adopté un plan d'urgence et participé activement à l'action de la communauté internationale pour accéder aux équipements de protection personnelle, au matériel médical et aux médicaments pour contenir la propagation de la COVID-19.

Le Honduras a réaffirmé son attachement aux objectifs de l'ONU dans la lutte contre la COVID-19. Nous souscrivons à l'initiative du Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial, qui permettrait à l'aide humanitaire d'atteindre les populations dans le besoin, en particulier les plus vulnérables et celles qui se trouvent dans des zones de conflit. Le Honduras s'est porté coauteur des premières résolutions de l'Assemblée générale sur la COVID-19, à savoir la résolution 74/270 sur la solidarité mondiale dans la lutte contre la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) et la résolution 74/274 sur la coopération internationale visant à assurer l'accès mondial aux médicaments, aux vaccins et au matériel médical pour faire face à la COVID-19, qui ont été adoptées par consensus. Le 11 septembre, le Honduras a soutenu l'adoption de la résolution 74/306 de portée général, intitulée « Action globale et coordonnée face à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ». Nous sommes également reconnaissants au Fonds des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement d'avoir alloué 1 million de dollars à un projet axé sur le renforcement du système de santé et des capacités des laboratoires au Honduras.

Le Honduras a rejoint avec succès Gavi, l'Alliance du Vaccin, qui codirige le Mécanisme COVAX et nous permettra de garantir l'accès au vaccin contre la COVID-19 à 20 % de la population, selon la réponse que nous avons reçue du docteur Seth Berkley, Directeur exécutif de l'Alliance. Le reste des doses nécessaires pour le pays sera acheté en commun avec d'autres pays d'Amérique latine par l'intermédiaire du fonds de roulement de l'Organisation panaméricaine de la santé, ce qui a été confirmé, à ce jour, par 32 pays de la région.

Le Gouvernement hondurien demande à la communauté internationale de renforcer le financement de GAVI Alliance et du COVAX, mécanisme important appuyé par l'OMS pour garantir l'accès des pays les plus vulnérables aux vaccins contre la COVID-19. Nous lui en sommes profondément reconnaissants. Le Gouvernement exprime sa profonde gratitude aux gouvernements des pays amis, au système des Nations Unies et aux organisations internationales pour leur solidarité inébranlable avec le peuple hondurien face à la pandémie de COVID-19 et, plus récemment, face aux ouragans Eta et Iota.

Nous sommes reconnaissants du déploiement de l'Équipe des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe afin d'aider à gérer l'impact d'Eta et d'Iota, ainsi que de la mobilisation du Fonds central pour les interventions d'urgence. La somme de 3,9 millions de dollars a déjà été allouée pour soutenir les populations touchées. Nous faisons un nouvel appel de 69,2 millions de dollars afin de répondre aux besoins humanitaires dans les domaines de la santé, de l'eau, de l'assainissement, de l'hygiène, de l'hébergement et de l'éducation.

L'ONU et la communauté internationale doivent tenir compte des grandes vulnérabilités des pays à revenu intermédiaire, comme le Honduras, et par conséquent appuyer des initiatives ambitieuses mais équitables pour revoir l'architecture de financement coopératif, y compris de nouvelles mesures innovantes par les institutions financières internationales, telles que la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale et le Fonds monétaire internationale, permettant l'accès à des fonds de reconstruction. Le Honduras réitère son appel à l'élimination des taxes sur les envois de fonds aux familles durant la crise actuelle.

Le Honduras est considéré depuis 25 ans comme un des pays les plus vulnérables du monde aux changements climatiques, ce qui est prouvé par les sécheresses prolongées et le récent passage de non pas un mais deux ouragans dévastateurs qui ont entraîné des glissements de terrain. Nous demandons une nouvelle fois qu'une action soit engagée en ce qui concerne les fonds verts pour le climat. La question est urgente et ne saurait attendre. Nous appelons donc à une réponse rapide, débarrassée du fardeau de la bureaucratie.

Le Honduras est déjà victime de la gravité des changements climatiques, qui ne montrent aucun signe d'amélioration. Au contraire, cela s'aggrave, raison pour laquelle des fonds verts s'imposent sans délai pour remédier rapidement aux catastrophes en gérant les urgences humanitaires et en fournissant des réparations pour les dommages et les pertes, et, plus tard, en prenant des mesures d'atténuation et d'adaptation. La gestion de telles urgences dépasse actuellement nos capacités. Étant donné que les dégâts sont sans équivalent, le Honduras envoie un SOS au monde entier.

Nous demandons à la communauté internationale de ne pas nous abandonner à notre sort. Nous sommes le pays de la région le plus touché – et l'Amérique centrale est une des régions les plus touchées – par les ouragans, les sécheresses et les incendies. Nous appelons à une solidarité internationale solide, à une assistance immédiate et à une aide à la reconstruction. À cela s'ajoutent les dommages économiques dus à la pandémie de COVID-19, qui ont créé une situation qui dépasse de loin l'aptitude du pays à gérer une telle crise. À cette fin, la solidarité des amis et du monde entier sera impérative, tout comme le fait que ceux qui ont signé les accords sur les changements climatiques assument leur responsabilité.

Merci beaucoup.

Azerbaïdjan (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 7)

Allocution de M. Ilham Heydar oglu Aliyev, Président de la République d'Azerbaïdjan

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Distingués chefs d'État et de gouvernement,

Je tiens à exprimer ma gratitude au Secrétaire général, M. António Guterres, et au Président de l'Assemblée générale, M. Volkan Bozkir, pour leurs efforts dans l'organisation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

J'adresse mes remerciements à tous les États Membres qui ont soutenu l'initiative de tenir la session extraordinaire.

Aujourd'hui, il est éminemment nécessaire que la communauté internationale agisse collectivement pour contrer la pandémie de COVID-19, qui constitue la plus grande menace pour le monde.

L'Azerbaïdjan, en tant que Président du Mouvement des pays non alignés, faisant preuve de responsabilité aux niveaux national et international, a été à l'origine de la tenue, le 4 mai 2020, du Sommet du Groupe de contact du Mouvement des pays non alignés en réponse au coronavirus. Durant le Sommet, j'ai proposé de convoquer la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la pandémie de coronavirus au niveau des chefs d'État et de gouvernement. Les 120 membres du Mouvement des pays non alignés ont souscrit à cette proposition, réaffirmant ainsi leur attachement aux « Principes de Bandung », aux valeurs du Mouvement, au multilatéralisme et à la solidarité internationale. Au total, plus de 150 États Membres de l'ONU ont soutenu cette initiative.

L'Azerbaïdjan a adopté les mesures préventives nécessaires en temps utile pour arrêter la propagation du virus. Nous avons pris des dispositions adéquates en réponse à l'apparition de la COVID-19.

À l'heure actuelle, les patients atteints du coronavirus sont sous traitement dans 46 hôpitaux publics répartis sur tout le pays. Nous comptons 6 laboratoires opérationnels quand la pandémie a débuté. Aujourd'hui, nous en avons plus de 40.

Le Gouvernement a débloqué 2,5 milliards de dollars d'aide socioéconomique et financière pour contrer l'impact négatif de la pandémie. Les mesures de protection sociale couvrent pratiquement 5 millions de personnes, soit la moitié de la population du pays. Le financement de la lutte contre la pandémie provient uniquement de sources intérieures, sans aucune aide financière extérieure.

À présent, le monde est aux prises avec la nouvelle vague de la pandémie.

Depuis le déclenchement de la pandémie, l'Azerbaïdjan est en contact étroit avec l'Organisation mondiale de la Santé. Nous lui sommes reconnaissants de ses recommandations précieuses et d'avoir dépêché ses spécialistes dans les premiers

jours de la pandémie. Nous avons fait deux contributions volontaires à l'Organisation mondiale de la Santé, à hauteur de 10 millions de dollars. Par ailleurs, à ce jour, l'Azerbaïdjan a fourni une assistance humanitaire et financière à plus de 30 pays.

Monsieur le Président,

L'Azerbaïdjan a soutenu l'initiative du Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial pendant la pandémie. Toutefois, cet appel reste sans effet sur l'Arménie, qui maintient des territoires azerbaïdjanais sous occupation depuis près de 30 ans et fait fi de quatre résolutions du Conseil de sécurité exigeant son retrait de toutes nos terres occupées.

Ces deux dernières années, l'Arménie a délibérément détruit le processus de négociation. Le Premier Ministre arménien a fait une série de déclarations provocatrices selon lesquelles le « Haut-Karabakh était partie intégrante de l'Arménie », ce qui a mis fin aux négociations. Le Ministre de la défense a quant à lui appelé à « une nouvelle guerre pour de nouveaux territoires ».

En juillet 2020, l'Arménie s'est livrée à une provocation militaire le long de la frontière afin de créer une nouvelle source de tension dans la région, d'occuper de nouveaux territoires et de porter préjudice aux projets d'infrastructure énergétique stratégique de l'Azerbaïdjan.

Plus tard, en août, un groupe de sabotage arménien a tenté de franchir la ligne de contact.

Dans ma déclaration au débat général de l'Assemblée générale, le 24 septembre, j'ai averti que l'Arménie se préparait pour une nouvelle guerre.

Le 27 septembre, l'Arménie a lancé une agression militaire à grande échelle contre l'Azerbaïdjan. Pendant 44 jours, les forces armées arméniennes ont effectué des bombardements intensifs contre Tartar et d'autres villes azerbaïdjanaises situées le long de la ligne de front. L'Arménie a tiré des missiles balistiques sur Ganja, Barda, Mingechevir, Gabala, Siyazan et d'autres villes qui se trouvent loin de la ligne de front. Elle a utilisé de l'artillerie lourde, des missiles balistiques, du phosphore blanc et des bombes à sous-munitions pour causer des pertes massives, entraînant le déplacement forcé de civils azerbaïdjanais. Il y a eu 94 morts, dont 11 enfants, parmi les civils, et plus de 400 blessés.

L'armée azerbaïdjanaise a riposté comme il convenait et défendu ses citoyens et son territoire en lançant une contre-attaque réussie qui a permis la libération de vastes pans de nos territoires occupés. La victoire militaire de l'Azerbaïdjan durant les opérations armées a forcé l'agresseur à capituler, ce qui a abouti à la signature d'une déclaration tripartite des Présidents de l'Azerbaïdjan et de la Russie et du Premier Ministre de l'Arménie, le 10 novembre, prévoyant la libération d'autres territoires occupés. Depuis lors, le régime de cessez-le-feu tient depuis bientôt un mois. La Turquie et la Russie jouent un rôle important dans le maintien du cessez-le-feu par l'intermédiaire du Centre de surveillance conjointe du cessez-le-feu.

Ainsi, le conflit du Haut-Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan a été réglé par des moyens politico-militaires. Faute de respect du droit international, il était inévitable d'assurer l'application des résolutions du Conseil de sécurité par la force, en conséquence de quoi l'État agresseur a été contraint à la paix.

L'attitude destructrice de l'Arménie ne s'est pas limitée à cela. L'Arménie a été le seul pays à s'opposer à la tenue de la session extraordinaire de l'Assemblée générale

consacrée à la pandémie de COVID-19. Jusqu'au dernier moment, l'Arménie a tenté par tous les moyens de saper les préparatifs de la session extraordinaire. Elle a fait objection à cette initiative pour la simple raison que celle-ci venait de l'Azerbaïdjan.

Je crois que la session extraordinaire contribuera à la lutte mondiale contre la pandémie et nous rendra plus unis autour de notre objectif commun.

Merci.

Tunisie (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 8)

Allocution de M. Kaïs Saïed, Président de la République tunisienne

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : arabe]

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Majestés et Excellences,

Excellences,

Tout d'abord, je tiens à remercier S. E. le Président de la République d'Azerbaïdjan et Président du Mouvement des pays non alignés pour son initiative de convoquer, au nom des pays du Mouvement, la présente session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la pandémie de COVID-19 et à ses répercussions.

Je tiens aussi à exprimer l'appréciation et l'appui de la Tunisie à S. E. le Secrétaire général, M. António Guterres, dans ses démarches et initiatives pour unifier les efforts internationaux déployés face à la pandémie, qui fait peser une grave menace sur la santé des populations du monde entier, ainsi que sur la paix et la sécurité internationales.

Monsieur le Président,

Depuis le déclenchement de l'épidémie, la Tunisie a toujours insisté sur l'importance d'une réponse internationale renforcée, concertée et complémentaire, dans un esprit de solidarité, afin de lutter contre la pandémie. Aucun pays du monde ne peut le faire seul et, dans ce contexte, la Tunisie appelle à l'adoption d'une approche globale et claire qui tienne compte des besoins de tous les pays et de tous les peuples.

En vue de traduire cet appel en actes, la Tunisie, membre non permanent du Conseil de sécurité, a pris l'initiative de déposer, avec la France, un projet de résolution au Conseil, qui a été adopté à l'unanimité par tous les membres du Conseil en tant que résolution 2532 (2020). Cette résolution représente un jalon dans l'histoire de l'ONU car elle a réussi à élargir la notion de sécurité collective pour y inclure les pandémies sanitaires comme menace à la paix et à la sécurité.

La résolution a également permis aux membres du Conseil de sécurité d'embrasser une vision commune s'agissant de notre responsabilité collective d'instaurer un cessez-le-feu mondial immédiat, une trêve humanitaire et une pause des opérations militaires dans les divers conflits qui font rage à travers le monde.

Monsieur le Président,

La Tunisie accueille avec satisfaction les efforts de l'ONU et de ses divers organismes pour contenir la crise actuelle et en atténuer les effets. Néanmoins, elle tient à souligner la nécessité urgente d'élaborer un plan qui réponde véritablement aux besoins de tous les peuples du monde dans un esprit de solidarité mondiale, y compris en allégeant le fardeau de la dette et en soulageant les pays des pressions financières ou économiques. À ce sujet, nous mettons aussi l'accent sur le besoin de veiller à ce que tous les pays bénéficient d'un accès équitable à un vaccin dès qu'il sera disponible.

Il nous faut redéfinir nos priorités dans le domaine de la coopération internationale et fournir un appui approprié qui reflète les circonstances extraordinaires auxquelles nous nous heurtons, y compris en assurant la sécurité alimentaire et des moyens durables de production et de consommation, ainsi qu'une protection sociale efficace, une couverture sanitaire universelle et l'égalité pour toutes et tous dans le cadre du système des droits de l'homme.

Nous estimons que la présente session extraordinaire est une excellente occasion d'examiner plus en profondeur la notion de sécurité collective afin de renforcer le multilatéralisme et d'engager des discussions sur l'amélioration de la gouvernance institutionnelle et de nos méthodes de travail. Nous devons mettre en place un système qui profite à tous les peuples et garantisse un avenir meilleur pour les générations à venir.

Merci de votre aimable attention.

Que la paix ainsi que la miséricorde et les bienfaits de Dieu soient sur vous.

Cuba (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 9)

Allocution de M. Miguel Díaz Canel Bermúdez, Président de la République de Cuba

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : espagnol et anglais]

Monsieur le Secrétaire général ;

Monsieur le Président ;

Mesdames et Messieurs les chefs d'État ou de gouvernement ;

Mesdames et Messieurs les chefs de délégation,

Je tiens tout d'abord à remercier la République d'Azerbaïdjan, qui préside le Mouvement des pays non alignés, d'avoir lancé l'initiative qui a permis la convocation de cette session extraordinaire de l'Assemblée générale.

En effet seul cet organe, le plus universel et le plus représentatif de l'Organisation des Nations Unies, est en mesure de promouvoir à grande échelle une réponse coordonnée à la COVID-19 et à ses conséquences, conformément aux protocoles et aux bonnes pratiques de l'Organisation mondiale de la Santé.

La pandémie, c'est une réalité triste mais indéniable, a aggravé les graves problèmes et les enjeux colossaux sur lesquels buttait l'humanité avant son apparition.

Je veux parler des guerres, y compris les guerres non classiques ; de la menace et du recours à la force ; de l'application de mesures coercitives unilatérales, mais aussi des carences ou de la précarité des services de santé, d'éducation et de sécurité sociale, malmenés par les règles aveugles du marché et par le commerce inégal qui régissent notre monde.

On ne saurait fermer les yeux devant les signes dramatiques de ce que certains experts qualifient de pire récession économique depuis la Deuxième Guerre mondiale, et nul ne doute que le poids de la crise retombera surtout sur les pays du Sud, déjà frappés par les abus du néolibéralisme qui a aggravé les ravages de la pauvreté.

La dette extérieure des pays en développement, déjà payée plusieurs fois et qui a augmenté du fait de la pandémie, cette dette qui tue dans l'œuf leurs aspirations au bien-être économique et social est irrécouvrable et doit être annulée.

Il est urgent, dans les conditions actuelles, d'instaurer un nouvel ordre économique juste, démocratique et équitable, condition *sine qua non* de la survie de notre espèce dans un monde toujours plus interconnecté mais, paradoxalement, toujours plus inégal.

La COVID-19 a mis à nu les coûts humains de cette inégalité et souligné la nécessité urgente de renforcer les systèmes de santé nationaux, de favoriser l'accès universel et gratuit aux services de santé de base et de garantir la distribution équitable de ressources vitales.

Le monde constate, stupéfié, pour ne prendre qu'un exemple, que les États-Unis, qui représentent à eux seuls 38 % des dépenses militaires mondiales, s'avèrent pourtant incapables de faire face à la pandémie de COVID-19 au point d'enregistrer plus de 11 millions de personnes infectées et plus de 238 000 morts.

Dès lors, quand on voit la terrible situation des cas de contagion, de nouvelles flambées et d'effondrement de services de santé dans des nations à la prospérité enviable, une simple question se pose : pourquoi n'emploie-t-on pas les sommes énormes englouties aujourd'hui dans la course aux armements à combattre cette pandémie et bien d'autres plus anciennes, telles la faim et la pauvreté ?

Monsieur le Président,

À peine le SARS-CoV-2 apparu, Cuba a, compte tenu du risque qu'il se transforme en pandémie, mis en place un Plan national de prévention et de contrôle, s'appuyant sur les points forts de notre système de santé, à la qualité éprouvée et accessible à tous, et sur le développement scientifique de notre pays.

Nous pouvons expliquer aujourd'hui au monde, sans fausse modestie parce que nous en sommes fiers, comment cela a été possible.

Nous avons mis en œuvre un système de gestion gouvernemental fondé sur la science et l'innovation qui a fertilisé les connexions entre différents secteurs : connaissance, production, services et maillage social.

Il s'agit d'un bloc inclusif, participatif, systémique, transdisciplinaire et intersectoriel qui cristallise et atteint ses meilleurs résultats grâce à la robustesse des protocoles appliqués dans le combat contre la COVID-19 et grâce au sens de ses responsabilités de notre peuple.

Bref, ce que nous faisons est une expression pratique de la façon dont opère le système social cubain, capable de résoudre avec succès des problèmes très complexes parce que le Gouvernement fait de l'être humain la priorité de son action.

Le rôle de la science et son articulation avec la gestion gouvernementale ont été fondamentaux. Les acquis importants de l'industrie médico-pharmaceutique et de la biotechnologie nous permettent de faire face à la pandémie dans de meilleures conditions. Deux candidats-vaccins cubains en phase d'essais cliniques sont inscrits parmi les 47 retenus à ce jour par l'Organisation mondiale de la Santé.

Fidèles à notre vocation humaniste, nous avons envoyé 53 brigades médicales dans 39 pays et territoires pour appuyer le combat contre la maladie, en sus des celles qui prêtaient déjà main forte dans 59 nations du monde.

Et ce, malgré le blocus criminel et injuste que nous impose le Gouvernement des États-Unis et que l'Administration actuelle a durci à des niveaux sans précédent, et malgré la campagne de discrédit que cette dernière orchestre contre notre coopération médicale internationale.

Je dénonce ici la conduite agressive de cette administration envers Cuba et d'autres nations souveraines et sa volonté affichée de ressusciter la doctrine Monroe au mépris du droit international et de la proclamation faisant de l'Amérique latine et des Caraïbes une zone de paix.

Nous restons invariablement attachés aux buts et principes qui ont donné naissance à l'Organisation des Nations Unies. Nous continuerons d'œuvrer fermement et résolument en faveur du multilatéralisme, de la solidarité, de la dignité humaine et de la justice sociale.

L'urgence planétaire que nous impose la COVID-19 résonne comme un nouvel appel à la conscience du monde. Cette fois-ci, du moins, écoutons-le ! Oui, nous pouvons le faire ! Cuba en donne la preuve.

Je vous remercie.

Pérou (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 10)

Allocution de M. Francisco Rafael Sagasti Hochhausler, Président de la République du Pérou

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : espagnol]

Monsieur le Président,

La crise mondiale sans précédent causée par la pandémie de COVID-19 connaît à présent de nouvelles flambées et continue d'avoir un grave impact sur la vie, la santé et l'économie de nos sociétés. Cela suppose donc que nous redoublions d'efforts pour définir ensemble des solutions efficaces et opportunes.

La pandémie a rendu les inégalités encore plus évidentes et, dans la plupart des pays, anéanti des années de progrès dans notre marche vers la réalisation du Programme 2030 et des objectifs de développement durable. Pour la première fois de ce siècle, les niveaux de pauvreté augmentent et la récession mondiale plongera des millions de personnes dans l'extrême pauvreté.

Cette année, alors que l'ONU célèbre le soixante-quinzième anniversaire de sa création – grâce à la volonté de nombreux États, dont le Pérou –, nous reconnaissons sa force et son pouvoir de mobilisation collective, mis à l'épreuve une fois de plus face à un virus qui a déjà fait 1,3 million de morts et infecté plus de 59 millions de personnes dans le monde.

Monsieur le Président,

Dans une telle situation sans précédent, tous les pays du monde sont face à deux crises simultanées : une crise accélérée sous la forme de la pandémie de COVID-19, qui a dévasté le monde en à peine quelques mois, et la crise des changements climatiques, pas tant au ralenti que cela, qui menace l'humanité au niveau planétaire. L'ampleur des difficultés que posent ces deux crises, toutefois, nous donne aussi l'occasion d'appliquer des solutions novatrices dans tous les domaines et de nous attaquer aux inégalités, aux déficiences et au manque de protection sociale, qui sont ignorés depuis tellement d'années.

À cet égard, le Pérou demande une nouvelle fois que le vaccin contre la COVID-19 soit déclaré bien public mondial, proposition qui a également été validée par le Secrétaire général. Un accès universel, rapide et équitable aux vaccins, aux médicaments, aux traitements et au matériel nécessaire sera essentiel pour honorer l'engagement du Programme 2030 de ne laisser personne de côté et d'aider les plus défavorisés en premier.

Fort de cette conviction, le Pérou a rejoint l'initiative du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins menée par l'Organisation mondiale de la Santé, l'Alliance du Vaccin et la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI) afin de garantir l'intégrité sanitaire et physique des Péruviens durant la pandémie de COVID-19.

Pour faire face ensemble aux crises de la pandémie et des changements climatiques, le Pérou considère les initiatives suivantes comme une priorité.

Premièrement, les crises auxquelles nous sommes confrontés requièrent des réponses mondiales soutenues par un système multilatéral robuste et efficace. L'architecture sanitaire multilatérale doit être consolidée, à commencer par l'Organisation mondiale de la Santé, organe directeur de l'action sanitaire internationale. Il nous faut lui fournir les ressources financières nécessaires, en particulier des ressources non assorties de conditions, pour qu'elle soit en mesure de s'acquitter de ses mandats de manière indépendante et efficace.

Deuxièmement, nous devons combler tous les fossés sociaux et bâtir des sociétés plus justes, inclusives et durables. Cela suppose que nous redoublions d'efforts afin d'assurer la couverture sanitaire universelle, la sécurité alimentaire mondiale, une éducation de qualité à tous les niveaux, la libre circulation des denrées alimentaires, des biens et des services, la fourniture de services de base sans discrimination et l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, ainsi qu'une transition écologique qui favorise la création d'emplois verts et des systèmes de santé ayant la capacité de s'adapter aux changements climatiques.

Troisièmement, il est impératif que nous éliminions les lacunes en matière de connaissances. Les crises de la pandémie et des changements climatiques montrent clairement que l'aptitude à produire et utiliser des savoirs scientifiques et technologiques est cruciale pour comprendre la nature de telles crises et concevoir et appliquer des réponses appropriées. Cependant, l'inégalité mondiale concernant ces capacités est bien plus grande que les inégalités de revenu et de richesse, ce qui exige une action multilatérale majeure afin de réduire les inégalités dans l'aptitude à produire et utiliser des savoirs et de donner aux pays à revenu plus faible les moyens de former leurs citoyennes et citoyens à la recherche scientifique, au développement technologique et à l'innovation au plus haut niveau. Nous appelons les institutions financières internationales à promouvoir des mécanismes de financement et d'investissement dans le développement de ces capacités.

Vous pouvez compter sur la détermination inébranlable du Pérou dans les efforts pour relever tous nos défis collectifs.

Merci beaucoup.

Bolivie (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 11)

Allocution de M. Luis Alberto Arce Catacora, Président constitutionnel de l'État plurinational de Bolivie

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : espagnol]

Monsieur le Secrétaire général, António Guterres,

Monsieur le Président de l'Assemblée générale, Volkan Bozkir,

Distingués chefs d'État et de gouvernement des États Membres de l'Organisation des Nations Unies,

Comme c'est la première fois que je participe à cet important forum en tant que Président constitutionnel de l'État plurinational de Bolivie, je tiens à réaffirmer l'attachement de mon pays au multilatéralisme et aux principes consacrés par la Charte des Nations Unies.

En même temps, je souhaite vous faire savoir que, le 8 novembre 2019, la Bolivie a rétabli ses institutions démocratiques et qu'aujourd'hui j'ai l'honneur de diriger un gouvernement qui jouit de la confiance et de la légitimité exprimée par le vote du peuple bolivien.

J'en viens au sujet qui nous réunit. Nous remercions l'Azerbaïdjan, en sa qualité de Président du Mouvement des pays non alignés, de l'initiative de convoquer la présente session consacrée à la pandémie de COVID-19.

Il y a exactement un an, la COVID-19 était un virus inconnu, loin de faire partie de notre réalité. De nombreuses théories font encore débat au sein de la communauté scientifique à propos de son origine et de son traitement possible. Toutefois, le fait est que tous les pays du monde sont touchés par cette pandémie, et que les plus durement frappés sont les plus vulnérables et ceux qui connaissent des situations particulières.

C'est pourquoi ce forum est si important, étant donné que la crise sanitaire ne saurait être réglée par les actions individuelles et isolées des États, mais uniquement à la faveur des efforts conjoints de tous les pays et des diverses institutions spécialisées dans le domaine.

Monsieur le Président,

La crise politique bolivienne de novembre 2019 et la mauvaise gestion du gouvernement *de facto* de l'époque ont entraîné une détérioration de l'économie du pays, ensuite aggravée par la pandémie, mettant sérieusement en péril les progrès sociaux majeurs qui avaient été accomplis en 14 ans sous une administration démocratiquement élue.

Selon les données de la CEPALC, l'Amérique latine et les Caraïbes devraient connaître une contraction de l'activité économique en 2020, au point que le PIB régional chutera de 9,1 %. Le PIB de mon pays devrait quant à lui baisser de 11,1 %, ce qui causera du chômage, de la pauvreté et des inégalités. La situation constitue clairement un retour en arrière par rapport à nos résultats économiques antérieurs, sachant que mon pays était à l'avant-garde de la croissance économique de l'Amérique du Sud entre 2006 et 2019.

Mon gouvernement est à présent en train de revenir sur les rails de la stabilité et de la croissance économique, assurant la continuité de notre modèle productif économique, social et communautaire afin de restaurer le bien-être dont le peuple bolivien a été brutalement privé en novembre 2019.

Par conséquent, dans le cadre de la riposte face à la pandémie et en vue de prévenir une résurgence qui nous ferait dérailler davantage, nous faisons tout pour acquérir des vaccins sûrs et efficaces et veiller à ce qu'ils soient fournis gratuitement à environ 3 millions de Boliviennes et de Boliviens, y compris les groupes les plus vulnérables de la population et les personnels de santé. Nous entendons atteindre cet objectif d'ici au premier trimestre de 2021 et la coopération de l'ONU, des institutions spécialisées et des pays amis sera indubitablement fondamentale à cette fin.

Monsieur le Secrétaire général,

Chefs d'État et de gouvernement,

Cette pandémie a mis en lumière les grandes inégalités et vulnérabilités qui ont cours dans les pays tant en développement que développés, mais l'impact n'a pas été le même dans les uns et les autres. Des systèmes de santé insuffisants, des lacunes en termes de protection sociale, des inégalités structurelles, la dégradation de l'environnement et, bien sûr, la crise du climat ont exposé la fragilité de pans entiers de la population de nos pays. De fait, l'élimination de la pauvreté et de l'extrême pauvreté demeure un défi majeur, et une des grandes priorités de mon gouvernement consiste à œuvrer pour un développement durable au profit des plus vulnérables.

Le Programme de 2030 et les objectifs de développement durable que nous avons énoncés en tant que communauté internationale en 2015 doivent être préservés. Les effets de la pandémie devraient nous amener à réfléchir et à nous engager de nouveau à soutenir les efforts qui, par la coopération internationale, favorisent le développement des pays les moins avancés.

Plus que jamais, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 nécessite d'honorer les obligations internationales en ce qui concerne le financement du développement, notamment les fonds requis pour combattre les conséquences de la pandémie et pour le transfert de technologie.

Dans ce contexte, nous espérons trouver l'entente et la solidarité qui conviennent dans la coopération internationale, s'agissant en particulier de l'aide publique au développement. Il est impératif de mobiliser l'ensemble des sources et des instruments de financement et d'annulation de la dette extérieure.

Il est indéniable que la pandémie a eu un impact très grave sur l'économie internationale, entraînant une récession économique dans la plupart des pays, dont beaucoup ont des capacités de réaction immédiate. Malheureusement, tel n'est pas le cas de tous les pays en développement.

La situation actuelle appelle des solutions reposant sur une approche systémique qui tienne compte de l'incidence de la pandémie sur le prix des matières premières, le flux du commerce international, la stabilité des chaînes d'approvisionnement, les recettes du tourisme, les niveaux des envois de fonds et de l'emploi et les recettes fiscales.

La perturbation de toutes ces variables économiques, en particulier dans le cas des pays en développement, pourrait faire courir à beaucoup le risque d'une dette extérieure et intérieure excessive. Il est donc capital de promouvoir et d'appliquer des mécanismes d'allègement de la dette. Les organisations financières multilatérales doivent aussi continuer à fournir des liquidités et à procéder à des annulations de la dette.

En outre, il importe de souligner que la COVID-19 est un problème mondial qui, en tant que tel, requiert une réponse collective, fondée sur la solidarité et la coopération internationale, avec une approche globale qui traite des effets multidimensionnels de la pandémie.

Dès lors, étant donné que nos pays doivent composer avec une contraction économique à court et moyen terme, il est essentiel de garantir un accès équitable et abordable aux médicaments et aux fournitures médicales comme les tests de laboratoire, les réactifs diagnostiques et d'autres équipements, ainsi qu'un accès sûr et efficace aux vaccins.

Monsieur le Président,

Les défis de l'heure appellent une coopération étroite entre tous les pays. Dans un monde où les menaces sont interconnectées, la solidarité est dans l'intérêt non seulement des États mais aussi de tous les acteurs internationaux. Toute solution doit être abordée collectivement, par l'intermédiaire du multilatéralisme.

La Bolivie réaffirme donc sa volonté de travailler de concert avec la communauté internationale, dans le strict respect des principes de solidarité, d'égalité entre les États, d'autodétermination, de souveraineté nationale, d'intégrité territoriale et d'indépendance politique.

Merci beaucoup.

Équateur (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 12)

**Allocution de M. Lenin Moreno Garcés, Président constitutionnel
de la République d'Équateur**

*Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session
extraordinaire*

[Original : espagnol]

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Monsieur le Secrétaire général,

Collègues chefs d'État et de gouvernement,

Veuillez accepter les salutations sincères du peuple équatorien.

Chers amis,

La présente réunion et toutes celles que nous avons tenues ces derniers mois ont un dénominateur commun : la compréhension que la coopération internationale n'a jamais été aussi nécessaire et importante qu'elle l'est aujourd'hui. Si nous ne renforçons pas le multilatéralisme, il n'y aura aucun moyen de lutter contre les effets dramatiques de la pandémie. Nous n'aurons pas la capacité d'apporter une réponse globale à une menace qui est non seulement sanitaire, mais également économique, sociale et politique.

La pandémie a des effets sans précédent. Tous les pays n'ont pas la capacité de répondre efficacement à ses répercussions. C'est pourquoi nous insistons avec tant de vigueur sur une aide opportune et efficace dans un esprit de solidarité. À qui ? Aux pays les moins avancés et aux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Il est essentiel que les pays donateurs intensifient leurs efforts pour honorer leurs engagements en matière d'aide publique au développement – bien sûr, je ne fais référence ici qu'à ceux qui ne l'ont pas encore fait, car nous sommes très reconnaissants à ceux qui ont déjà agi.

Dans des crises aussi aiguës que celle-ci, l'appui des organisations financières internationales signifie certes de sauver des vies, mais au-delà c'est de la survie de peuples entiers dont il est question. Dans le cas de l'Équateur, le soutien reçu nous a permis de faire face aux jours les plus difficiles de cette pandémie. À présent que la reprise de notre économie bat son plein, les prêts qui nous ont été accordés, sous d'excellentes conditions, ont été fondamentaux pour protéger l'emploi et la dollarisation. Le peuple équatorien vous en est très reconnaissant.

Collègues dirigeants,

Dans l'histoire de l'humanité, il y aura un avant et un après la COVID-19. Malheureusement, l'après comportera de la pauvreté, du chômage et des inégalités, tout comme dans les situations d'après-guerre. Si nous ne mobilisons pas immédiatement les ressources techniques, technologiques et économiques requises pour contenir les effets de la pandémie, la route vers le relèvement sera très longue et difficile.

Certains experts estiment que cela prendra trois à quatre ans. Il est hautement probable que nous ne serons pas en mesure d'atteindre les objectifs de développement durable et que nous pourrions même connaître un recul sur certains des jalons que nous avons déjà franchis.

La pandémie a aggravé les inégalités sous divers aspects et une fois encore mis en lumière les fossés économiques et technologiques entre les peuples du monde. Comme c'est toujours le cas, la pandémie a touché le plus gravement celles et ceux qui sont les plus vulnérables car, aujourd'hui, la technologie est la base de l'accès à la télémédecine, à l'enseignement à distance et au télétravail.

La COVID-19 a également révélé la double vulnérabilité des femmes, des enfants, des personnes âgées, des personnes en situation de handicap, des peuples autochtones et des migrants. Le chômage, la violence domestique et la pauvreté se sont tous accrus pendant le confinement, aggravant ainsi terriblement la situation de ces groupes vulnérables. Nous devons les protéger et garantir leurs droits, car ils ont plus que jamais besoin de nous.

L'Équateur soutient le travail de l'Organisation mondiale de la Santé et le leadership dont elle a fait preuve durant cette urgence mondiale. Sa coordination sera décisive pour accélérer l'accès de toutes et tous à tous les vaccins contre la COVID-19, ainsi qu'à des technologies libres de brevets pour les médicaments qui peuvent être distribués de façon juste et équitable.

Collègues du monde,

Le seul moyen de surmonter la pandémie et ses effets consiste pour nous à travailler ensemble de façon coordonnée et globale. Le temps n'est pas aux batailles géopolitiques ; il est plutôt à la solidarité et à la cohésion afin de faciliter le processus d'accès de l'aide humanitaire à nos peuples. La pandémie devrait être une raison supplémentaire d'accélérer la concrétisation des engagements en matière de désarmement et de libérer des ressources hautement nécessaires pour le relèvement économique. Nous avons pour obligation morale de réorienter nos efforts vers la lutte contre la COVID-19, notre ennemi commun.

Les 7,7 milliards d'habitants du monde ont besoin que nous soyons unis alors qu'ils attendent de nous tous une action urgente. C'est le moment de démontrer que les motifs qui ont présidé à la création de l'ONU restent valides et, surtout, que l'Organisation peut répondre efficacement lorsque la communauté mondiale en a besoin.

Mes amis,

Chefs d'État et de gouvernement,

La pandémie a fauché la vie de plus de 1,3 million de personnes. Ne laissons pas ce chiffre continuer d'augmenter. Le sort de l'humanité dépend de notre réaction, qui doit être rapide, efficace et précise. Ne décevons pas nos peuples, qui placent de grands espoirs en nous, mais, surtout, ne décevons pas les générations futures, dont le bien-être, ainsi que nous le savons tous, est tributaire de l'action que nous engageons aujourd'hui.

Merci beaucoup.

Botswana (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 13)

Allocution de M. Mokgweetsi Eric Keabetswe Masisi, Président de la République du Botswana

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Excellence M. Volkan Bozkir, Président de l'Assemblée générale,

Excellences les chefs d'État et de gouvernement,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de féliciter le Président en exercice du Mouvement des pays non alignés et Président de la République d'Azerbaïdjan, S. E. M. Ilham Aliyev, de sa sage initiative visant à la convocation de cette importante session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

La COVID-19 continue d'avoir des effets dévastateurs et profonds sur nos vies et nos moyens de subsistance. En tant que partie du village mondial, mon pays, le Botswana, n'a pas été épargné. Bien que nous ayons atteint un certain niveau de succès au début de la pandémie, avec relativement moins de cas de COVID-19, nous connaissons maintenant, comme le reste du monde, une hausse marquée du nombre de cas locaux. Au 19 novembre, 8 531 Botswanais avaient été testés positifs, avec 808 cas actifs, tandis que 7 692 de nos citoyens avaient guéri du virus. Nous avons aussi, malheureusement, enregistré jusqu'à présent 51 décès liés à la COVID-19.

Il n'y a pas si longtemps que notre ancien président, M. Festus Mogae, avait demandé l'assistance de la communauté internationale pour combattre le VIH/sida. La réponse exemplaire qui nous a aidés à contenir les effets du VIH/sida est à présent nécessaire pour qu'ensemble nous défendions nos nations et nos peuples contre les durs effets de la COVID-19. Cela nous rappelle les valeurs fondamentales qui ont sous-tendu la création de l'ONU. La Charte des Nations Unies réaffirme la « foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites ».

Monsieur le Président,

L'énormité du fléau de la COVID-19 a nécessité que nous adoptions des interventions de santé publique robustes pour améliorer nos mesures de détection, d'endiguement et de prévention. Mon gouvernement a dû introduire des mesures qui ont été strictes par moments afin de réduire autant que possible l'impact du virus sur notre économie encore en développement : éducation et sensibilisation du public, filtrage à tous les points d'entrée pour une détection et un diagnostic précoces, isolement des cas suspects et maintien de l'accent sur les protocoles clefs de l'OMS concernant la distanciation sociale, l'hygiène des mains et le port de masques dans les espaces publics.

Nous continuons également de restreindre et de déconseiller les voyages non impératifs au sein et en dehors du pays. Ces mesures s'accompagnent néanmoins de multiples conséquences économiques néfastes, particulièrement pour les petites

entreprises. Dans un effort tendant à atténuer certains de ces effets néfastes, notamment sur le commerce et le tourisme, nous avons ouvert nos frontières le 1^{er} décembre. En plus de promulguer des politiques à l'appui des entreprises par l'entremise de concessions fiscales, de garanties sur les prêts des banques commerciales et d'un accès au crédit, mon gouvernement a également mis en place un fonds de soutien face à la COVID-19. Le fonds, qui a bénéficié de contributions de nos généreux partenaires et des Botswanais de l'étranger, a été décisif afin de combler le manque de ressources financières pour la fourniture de produits de base, tels que des paniers alimentaires, et de garantir un accès à l'eau et à l'assainissement.

La COVID-19 a exposé plus avant notre dépendance excessive aux denrées et aux produits de base importés, y compris les ressources pétrolières critiques. Comme nous sommes enclavés et lourdement tributaires de nos voisins pour le commerce, nous sommes un parfait exemple du besoin de solidarité internationale. Le Botswana est très chanceux à cet égard de pouvoir compter sur le soutien solide de ses voisins de la région australe pour assurer la continuité du commerce transfrontière. Le rôle directeur du système des Nations Unies, et en particulier de l'Organisation mondiale de la Santé, et l'appui reçu de nos nations amies ont été capitaux pour garantir une assistance technique à nos personnels de santé, ainsi que pour la fourniture d'équipements de protection personnelle et de kits de dépistage. J'appelle à nouveau à la poursuite de l'assistance, notamment pour veiller à une disponibilité ininterrompue des équipements de protection personnelle.

Monsieur le Président,

Malgré ces mesures, les effets dévastateurs manifestes de la pandémie, en particulier parmi les plus vulnérables, y compris les femmes et les enfants, ne sauraient être ignorés. L'augmentation de la violence fondée sur le genre a mis en lumière des maux sociaux qui appellent notre attention. Nous nous félicitons donc de l'appel lancé du Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu immédiat aux quatre coins du globe – une mesure qui fera beaucoup pour limiter les violences contre les femmes et les filles, y compris au sein de leur foyer. Nous nous rallions par ailleurs à la déclaration adoptée par le Mouvement des pays non alignés au Sommet du 4 mai, qui a porté création, entre autres, d'une équipe spéciale chargée de mettre au point une base de données sur les besoins humanitaires et médicaux essentiels des États membres du Mouvement.

Mon pays soutient en outre l'appel en faveur d'un accès universel et abordable aux vaccins et traitements contre la COVID-19 et salue donc l'adoption par l'Assemblée mondiale de la Santé de sa résolution de mai demandant un accès universel aux médicaments contre la COVID-19. Nous accueillons aussi avec satisfaction l'initiative concernant le Mécanisme COVAX, qui vise à faire en sorte que les pays en développement, en particulier les plus vulnérables, bénéficient d'un accès immédiat à un vaccin.

Monsieur le Président,

Le monde tout entier est aux prises avec les effets socioéconomiques de la COVID-19, à un moment où nous nous employons également avec difficulté à atteindre les objectifs de développement durable du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il est par conséquent impératif que nous mettions à profit nos technologies responsables afin de fournir des services et de renforcer l'action tendant à réaliser les objectifs de développement durable.

Monsieur le Président,

Avant de conclure, je saisis cette occasion pour exprimer ma compassion et mes condoléances sincères à tous ceux qui ont perdu des proches du fait de la pandémie. Ma reconnaissance va aussi aux travailleurs qui opèrent en première ligne et risquent leur vie dans la lutte contre la COVID-19. Leur agilité et leur engagement inébranlable incarnent le véritable esprit d'humanité et sont pour nous une source d'optimisme. Je suis convaincu que, si nous conjugons tous nos efforts, nous pouvons surmonter le défi de la pandémie de COVID-19 et nous relever avec une ONU plus forte.

Je vous remercie de votre attention.

Monaco (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 14)

Allocution de S. A. S. le Prince Albert II, Prince souverain de Monaco

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Le caractère inédit de la crise que nous traversons nous a conduits à convoquer cette trente et unième session extraordinaire de l'Assemblée générale à laquelle j'ai l'honneur de prendre part. Permettez-moi de saisir cette occasion pour remercier chaleureusement, une nouvelle fois, le Secrétaire général ainsi que tous les personnels de l'ONU et de ses agences, qui ont travaillé et continuent de s'investir sans relâche pour faire face à l'épidémie. Par ses 22 notes de synthèse et son plan de riposte globale du Système des Nations Unies face à la COVID-19, M. Guterres a tracé les grandes lignes d'une réponse collective et adaptée à chaque contexte qu'il soit géographique, économique ou social.

Pour autant, l'adoption, par vote, de la résolution omnibus intitulée « Action globale et coordonnée face à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) » près de six mois après le début de la pandémie et l'organisation de cette trente et unième session extraordinaire, un an après l'apparition du virus, ne peuvent nous satisfaire et doivent résonner comme un avertissement pour tous.

Monsieur le Président,

Comme de nombreux pays de la région européenne, la Principauté est affectée par la « deuxième vague » de la pandémie, qui a déjà touché tant de personnes et de nations sur chaque continent.

Mon gouvernement suit quotidiennement l'évolution de la circulation du virus à Monaco. Il le fait avec un double objectif : veiller à la non-saturation de nos filières de soins et limiter au strict nécessaire les impacts sur le quotidien.

Cette pandémie nous rappelle – si nous l'avions oublié – l'utilité fondamentale de la vaccination. Aussi faut-il s'assurer du maintien de la continuité vaccinale. En parallèle, nous devons nous mobiliser, de façon coordonnée et solidaire, afin de garantir un accès équitable à tous aux vaccins contre la COVID-19. C'est ainsi que j'ai souhaité que mon pays contribue aux efforts internationaux en la matière, notamment au travers de l'initiative « Access to COVID-19 Tools Accelerator » conduite par l'OMS et ses partenaires.

Par ailleurs, nous le savons, il est impératif de construire des systèmes de santé plus solides et d'améliorer nos capacités à faire face aux situations d'urgence pour être mieux préparés à la survenance de futures pandémies. En effet, l'IPBES a publié en octobre dernier un rapport alarmant mettant en exergue le lien entre les

maladies émergentes et la destruction de la biodiversité. Comme l'indique ce rapport, environ 60 % des maladies infectieuses humaines sont d'origine animale. La santé de l'environnement et la santé humaine sont donc étroitement liées. C'est pourquoi il faut traiter ces sujets de façon concomitante.

Ainsi, tout en renforçant les systèmes de gestion des crises sanitaires, il est fondamental de développer une approche préventive basée sur la préservation de l'environnement. À cet égard, je me réjouis que de nombreux pays aient choisi de faire de la protection de l'environnement un axe important de leur plan de relance. L'enjeu est donc également de parvenir à concilier reprise économique et préservation de la santé.

C'est la raison pour laquelle j'ai tenu à ce que le Gouvernement princier lance, en septembre 2020, un plan de relance qui se veut à la fois pragmatique, évolutif et compatible avec les mesures sanitaires actuellement en vigueur.

Un soutien aux entreprises, commerces et salariés, se concrétise par la mise en place de plusieurs fonds qui prennent en compte tous les secteurs d'activités, favorisent l'investissement et intègrent les enjeux de la transition énergétique et de la transformation numérique.

Déjà bien engagée à Monaco avant la crise de la COVID-19, cette dernière a connu une accélération suite aux mesures de confinement mises en place. Toutefois, le déploiement du numérique ne doit pas se limiter aux services de l'État et aux entreprises, il doit également intégrer d'autres sphères.

Nous avons par exemple constaté que la mise à l'arrêt du système scolaire a mis en exergue les inégalités d'accès des familles et des jeunes au numérique. Il est évident que l'insuffisance de l'accès aux technologies ou à une bonne connexion Internet est un obstacle à la continuité de l'apprentissage. La fermeture des écoles, ce n'est pas seulement l'interruption de l'enseignement, mais aussi un enjeu alimentaire et nutritionnel. Dans de nombreux pays, les familles comptent grandement sur les repas fournis par leur école.

C'est pourquoi, soucieux de maintenir une continuité pédagogique et un enseignement de qualité pour tous, le Gouvernement monégasque a eu à cœur de garder les écoles et les cantines ouvertes, tout en y assurant une sécurité sanitaire.

Enfin, alors même que les femmes à travers le monde sont les plus impactées par les conséquences de la pandémie, on enregistre de plus en plus de victimes de violences domestiques, ce qui est parfaitement intolérable. À cet égard, le Comité monégasque pour la promotion et la protection des droits des femmes a lancé une nouvelle campagne. Celle-ci met l'accent sur les violences intrafamiliales et leurs conséquences aussi bien sur les victimes que sur les témoins directs de ces violences, en particulier les enfants.

Monsieur le Président,

Nous le voyons, les défis que nous devons surmonter sont multiples et seule une réponse coordonnée à l'échelle mondiale nous permettra de lutter avec succès contre cette maladie et ses conséquences.

Or, cette crise sanitaire met à l'épreuve, encore davantage, le système multilatéral que nous avons mis tant d'années à bâtir. C'est pour cette raison que, depuis le début de la crise, j'ai souhaité associer ma voix à celles d'autres dirigeants pour lancer un appel à la solidarité et à la coopération.

En révélant les failles de notre système, la COVID-19 nous pousse à l'action et nous offre une occasion unique de repartir sur des bases plus vertueuses.

L'opportunité nous est ainsi donnée de construire ce monde solidaire, sûr et résilient que nous avons promis aux générations futures. Ne manquons pas de la saisir !

Je vous remercie de votre attention.

Iraq (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 15)

Allocution de M. Barham Salih, Président de la République d'Iraq

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : arabe]

Mesdames et Messieurs,

Que la paix ainsi que la miséricorde et les bienfaits de Dieu soient sur vous.

Les séances de la présente session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) constituent une occasion très importante pour nous de poursuivre, à distance, nos efforts visant à traiter cette crise sans précédent pour la communauté internationale. Cette occasion montre une nouvelle fois que nous sommes une seule et même famille, non seulement dans notre souffrance due à la pandémie mais aussi dans notre lutte commune pour vaincre la COVID-19 et en débarrasser la planète.

Dans ma déclaration au débat général de l'Assemblée générale, j'ai déclaré que si la pandémie continuait de toucher ne serait-ce qu'un village ou une ville du monde, toute l'humanité resterait menacée par la maladie, qui ne connaît pas de frontière. À ce propos, nous réaffirmons qu'une souffrance collective requiert des solutions collectives.

La présente rencontre tombe à point nommé et nous offre une chance de renouveler notre engagement à adopter une approche multilatérale face à la pandémie. Elle a également lieu à un moment où les gouvernements et les peuples de tous les pays du monde suivent de près les informations fournies par les sociétés, les laboratoires, les instituts de recherche et les scientifiques en ce qui concerne la disponibilité imminente de plusieurs vaccins contre la COVID-19.

Nous estimons que l'accès équitable de tous les pays et de tous les peuples aux vaccins et au traitement doit avoir rang de priorité. Il est donc essentiel de garantir une distribution juste et de limiter les restrictions à la commercialisation, ainsi que d'éviter les divergences politiques sur la question.

Dans ce contexte, il importe de prendre en considération l'extrême disparité des capacités économiques et financières des pays et d'adopter les mesures qui s'imposent pour faire en sorte que les vaccins puissent parvenir aux nombreux pays où l'infrastructure de transport et de distribution requise n'existe pas.

En principe, nous sommes l'un des pays où le Gouvernement s'occupera de l'achat du vaccin et le distribuera gratuitement à ses citoyens. Nous le faisons en dépit de la situation financière et économique complexe et difficile dans laquelle se trouvent notre pays et notre peuple. Mon pays mène une guerre coûteuse contre le terrorisme depuis 17 ans. La dictature qui régnait auparavant dans mon pays a aussi porté gravement préjudice à nos institutions et infrastructures, y compris les hôpitaux.

Durant la pandémie, nous avons également vu une chute du prix du pétrole, principale source de revenu de l'État, ce qui a eu de sérieuses répercussions sur notre système financier. Nous espérons que nous serons en mesure de compter sur l'appui des pays amis dans nos efforts de vaccination et que notre situation sera prise en considération et comprise afin que nous puissions bénéficier de l'aide nécessaire pour faire face à la pandémie.

Malgré nos ressources limitées, nous avons réussi, dans une certaine mesure, à contenir les effets de la pandémie sur notre société, grâce aux sacrifices consentis par nos médecins et autres professionnels de santé, ainsi que par nos citoyens. Nous avons également reçu le soutien d'institutions internationales et de certains pays amis.

Si nous avons été à même d'atténuer quelque peu l'impact de la pandémie, elle demeure néanmoins une menace constante pour notre peuple. Il est dans notre intérêt de travailler ensemble afin de rendre le vaccin accessible à tous les citoyens.

Nous sommes convaincus qu'il importe d'obtenir des résultats durant cette session en vue de renforcer l'action internationale, y compris par l'intermédiaire des organisations et des organismes compétents, de manière à garantir des vaccins pour toutes celles et tous ceux qui en ont besoin mais ne disposent pas forcément des moyens de les payer.

Mesdames et Messieurs,

Dans un esprit d'optimisme, nous rappelons que le vaccin est indéniablement important mais ne saurait suffire à lui seul. La communauté internationale doit adopter des politiques rationnelles et résolues pour préserver l'environnement et prendre des mesures en faveur du développement technologique et industriel afin de garantir la survie des êtres humains sur la Terre. Nous devons sauvegarder et protéger notre planète, ce qui constitue la responsabilité collective de toute l'humanité – responsabilité qu'il convient de ne pas sous-estimer.

L'ONU peut grandement contribuer à notre travail à cet égard en offrant un environnement propice au dialogue, grâce auquel des accords peuvent être conclus sur la préservation de l'environnement et la protection de la vie sur notre planète.

Encore une fois, nous tenons à remercier le Président de l'Assemblée générale et le Secrétaire général, ainsi que tous ceux qui ont participé aux préparatifs de cette session extraordinaire.

Nous souhaitons un prompt rétablissement à toutes les personnes touchées par la pandémie, où qu'elles se trouvent. Nous espérons qu'une certaine stabilité sera bientôt rétablie dans notre monde et que les gens pourront travailler, voyager et vivre en sécurité et dans la prospérité.

Que la paix, la miséricorde et les bénédictions de Dieu soient sur vous.

Îles Marshall (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 16)

Allocution de M. David Kabua, Président de la République des Îles Marshall

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Excellences,

J'ai l'honneur de vous transmettre les salutations chaleureuses, le « yokwe », au nom du peuple et du Gouvernement de la République des Îles Marshall.

J'associe ma déclaration à celle du Belize, au nom de l'Alliance des petits États insulaires, et des Tuvalu, au nom du Forum des îles du Pacifique.

La République des Îles Marshall reste l'une des très rares nations exemptes de COVID-19 dans le monde. Bien que les contrôles rigoureux aux frontières aient permis d'éliminer efficacement les risques et que nous rapatriions lentement les personnes bloquées à l'étranger, nos frontières nationales restent quasiment isolées. Nous sommes reconnaissants pour notre santé et notre sécurité, mais pour cela, nous continuerons à payer un très lourd tribut. L'application de notre confinement a gravement affecté notre principal moteur économique, à savoir la pêche, et a imposé de sévères restrictions aux importations et un arrêt quasi-total des voyages aériens. En outre, une partie importante de notre population à l'étranger a été profondément et de manière disproportionnée touchée par la COVID-19, tant sur le plan économique que sur celui de la mortalité. Même si, en tant que nation et peuple, nous continuerons à relever ce défi de toutes nos forces et de toute notre volonté, notre situation unique est incroyablement difficile à maintenir à long terme.

Monsieur le Président,

Alors que le monde s'achemine avec un optimisme prudent vers une « reconstruction en mieux », il est essentiel que toutes les nations en profitent pour poursuivre – et réaliser – une ambition accrue en matière de réduction des émissions et pour renforcer la résilience aux impacts climatiques. Nous avons une occasion unique de faire des engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris et des objectifs de développement durable, une réalité concrète.

Notre attention – et celle du monde entier – se porte désormais sur la vaccination, et nous sommes heureux que des candidats sûrs et parfaitement documentés soient apparus. Je me félicite des sentiments exprimés par l'Assemblée générale des Nations Unies – récemment réaffirmés par le Groupe des Vingt – concernant l'attente d'une distribution équitable des vaccins. Je reste prudemment optimiste quant au fait que ces nobles sentiments se transformeront en action et en engagement afin de garantir véritablement que personne ne soit laissé à la traîne. Toutes les nations devraient se méfier particulièrement de toute tentative d'échanger une influence facile ou une faveur politique contre une assistance médicale. Il est important que les nations les plus vulnérables – et les populations les plus vulnérables de ces nations – bénéficient d'un accès libre et responsable aux vaccins et à la protection médicale.

Monsieur le Président,

Nous sommes particulièrement heureux que nos partenaires les plus proches dans le Pacifique se soient déjà engagés à nous aider à fournir rapidement les vaccins dès qu'ils seront disponibles au début de l'année prochaine, de manière à protéger l'ensemble de notre population. Des engagements similaires sont déjà en cours pour aider les pays insulaires voisins du Pacifique. Sur la base de cet engagement, nous nous réjouissons d'avancer vers la réouverture progressive de nos frontières et la réduction de notre isolement.

Comme beaucoup d'autres dans le monde, nous sommes confrontés à la tâche difficile de la reconstruction et de la restructuration. Le système international – et surtout les États Membres – devraient rechercher en profondeur les leçons apprises – là où la coopération multilatérale a pu s'avérer faible face à l'intérêt national. Le monde ne devrait pas être à nouveau confronté à une crise aussi commune sans disposer d'outils plus efficaces – et de la volonté politique de les utiliser.

En tant que monde uni par des défis communs, nous devrions tous nous efforcer d'en sortir plus forts, en termes de santé et d'économie. Il s'agira d'une occasion essentielle de remédier aux défauts critiques pendant la reconstruction – mais seulement si nous cherchons tous à faire de cette occasion une réalité. Il est particulièrement important non seulement que les plus vulnérables soient protégés, mais aussi que le système international prenne le temps de bien comprendre les circonstances et les défis singuliers, en particulier pour les petits États insulaires en développement.

Je ne peux qu'espérer qu'en septembre prochain, je pourrai me tenir côte à côte avec mes collègues dirigeants à New York en tant que véritables Nations Unies.

Merci et *kommol tata*.

Kenya (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 17)

Allocution de M. Uhuru Kenyatta, Président et Commandant en chef des Forces de défense de la République du Kenya

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Le Kenya a, comme beaucoup d'autres pays dans le monde, été fortement touché par la pandémie de COVID-19. Notre premier cas de la nouvelle maladie à coronavirus (COVID-19) a été signalé le 13 mars 2020 ; et depuis lors, cette maladie s'est propagée dans les 47 comtés de la République.

À ce jour, le Kenya a signalé 81 102 cas confirmés, dont 53 526 cas de guérison. Malheureusement, 1 427 personnes ont succombé à la maladie. Trente et une d'entre elles étaient des travailleurs de la santé, des héros qui ont payé le prix ultime pour que des dizaines de milliers d'autres puissent vivre.

En réponse à la pandémie de COVID-19, mon gouvernement a agi rapidement et a adopté une approche interinstitutions. Nous avons créé le Comité national d'intervention d'urgence, composé de divers organismes d'État, afin de fournir des directives sur les mesures à prendre pour contenir la pandémie de COVID-19.

En outre, un centre d'opérations d'urgence sanitaire a été mis en place pour assurer la surveillance quotidienne de la maladie, la recherche des contacts et la coordination de la réponse à la pandémie.

Comme dans la plupart des pays du monde, notre système de soins de santé n'était pas tout à fait équipé pour gérer une crise de santé publique d'une telle ampleur. En réponse, au niveau du Gouvernement national et de l'administration des comtés, nous avons institué un programme de renforcement rapide des capacités.

Les installations sanitaires ont depuis été renforcées grâce à l'augmentation des centres d'isolement, des capacités de dépistage, des lits de soins intensifs et de la fourniture d'oxygène. Les travailleurs de la santé ont été formés ; et les équipements de protection individuelle sont désormais fabriqués localement et fournis aux établissements de santé. Nous avons également amélioré notre capacité à offrir des soins à l'hôpital et à domicile.

Mon gouvernement a mis en place plusieurs mesures de confinement et d'atténuation pour endiguer la propagation de la COVID-19 au Kenya. Il s'agit notamment de maintenir une surveillance accrue à tous les points d'entrée, dans les établissements de santé et au sein des communautés dans tout le pays. En outre, nous avons mis en place des installations de lavage des mains et des stations de désinfection à l'extérieur et à l'intérieur de presque tous nos bâtiments accessibles au public.

Par ailleurs, la distanciation physique et sociale, la surveillance de la température et le nettoyage régulier des rues ont été introduits dans tous les lieux d'accès public ; notamment les écoles, les lieux de culte, les centres commerciaux, les banques, etc.

Nous avons également introduit une directive sur l'utilisation correcte des masques faciaux pour toutes les personnes dans les lieux publics ; et nous avons également restreint les rassemblements de toute nature.

La mise en œuvre de ces mesures a manifestement réduit la propagation de la maladie, ce qui nous donne le temps de développer la capacité du système de santé à gérer les cas graves de COVID-19.

Le Kenya, comme d'autres pays, a répondu à l'appel de l'Assemblée mondiale de la Santé en faveur de la mise au point d'un « vaccin unique pour tous ». Dans le cadre de cet effort mondial, les scientifiques kényans ont rejoint leurs collègues régionaux, continentaux et mondiaux dans la quête de l'humanité pour un vaccin efficace.

Nous jouons notre rôle par l'intermédiaire de l'Institut de recherche médicale du Kenya, qui dirige le processus de réalisation d'essais locaux pour l'un des vaccins contre la COVID-19 les plus avancés au monde,

Pour garantir à nos concitoyens l'accès à un vaccin efficace dès qu'il sera disponible sur le marché, mon gouvernement fait appel au Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 (Mécanisme COVAX).

Mon gouvernement est en train de mettre en œuvre la couverture sanitaire universelle à tous les niveaux de soins. À l'avenir, nous prévoyons de continuer à renforcer la décentralisation des soins de santé des établissements de haut niveau vers le niveau communautaire, afin de détecter rapidement les maladies qui posent un problème de santé publique et de fournir des mécanismes d'orientation adéquats pour un traitement et des soins rapides.

En conclusion, j'appelle mes collègues chefs d'État et de gouvernement à accroître les investissements dans les systèmes de surveillance de la santé publique, les mécanismes d'intervention d'urgence et les systèmes de santé résilients.

Ainsi, nous serons tous mieux à même de répondre à des pandémies comme celle-ci à l'avenir. Il est tout aussi important que les pays lèvent les obstacles à l'accès au diagnostic et aux soins pour ceux qui en ont besoin, tout en s'attaquant au coût des traitements et en garantissant un accès équitable aux soins de santé, dans le véritable esprit de l'objectif d'une couverture sanitaire universelle.

Nous savons que ce sont les travailleurs de la santé, au niveau local et mondial, qui ont le plus souffert de cette maladie ; non seulement physiquement mais aussi mentalement et émotionnellement. Par conséquent, nous devons accroître les investissements dans la protection de nos travailleurs de la santé, et leur fournir des équipements de protection individuelle adéquats, ainsi que tous les outils nécessaires pour qu'ils puissent s'acquitter de leur mandat sacré, de manière efficace et sûre.

ENSEMBLE, NOUS VAINCRONS. JE VOUS REMERCIE.

Bosnie-Herzégovine (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 18)

Allocution de M. Milorad Dodik, Président de la Présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : bosnien ; interprétation en anglais assurée par la délégation]

Monsieur le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies,

En ma qualité de Président de la Présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine, originaire de la Republika Srpska, j'ai l'honneur de m'adresser à cette auguste assemblée réunie pour débattre du sujet le plus important dans le monde actuellement. Permettez-moi de vous remercier pour l'initiative et l'organisation de la trente et unième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la lutte contre la pandémie de la maladie à coronavirus (COVID-19), une attention et des efforts conjoints étant consacrés à la lutte contre cette menace planétaire qui nécessite une solidarité internationale, une action mondiale coordonnée et l'espoir d'une victoire finale sur ce fléau des temps modernes.

La pandémie de COVID-19 est un défi sanitaire mondial et, à ce titre, elle nécessite une réponse mondiale.

Les systèmes de santé de Bosnie-Herzégovine dans les deux entités de la Republika Srpska et de la Fédération de Bosnie-Herzégovine et le district de Brčko ont réussi à répondre de manière appropriée aux défis posés par la pandémie de COVID-19 grâce aux programmes et mesures introduits par les institutions concernées, aux efforts des professionnels de la santé et au comportement responsable de nos citoyens et communautés, dans leur ensemble.

En outre, la réponse à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a également bénéficié d'une forte coopération internationale. Un certain nombre d'activités d'intervention ont été menées avec le soutien de l'Organisation mondiale de la Santé, de la Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire de la Commission européenne, du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies et de nombreux pays donateurs dont nous apprécions vivement la coopération. Les pays ont besoin de ressources financières pour lutter contre la pandémie et investir dans la relance. À cet égard, la Bosnie-Herzégovine appuie la position de l'ONU selon laquelle le soutien financier est l'aspect essentiel de la solidarité et que le système des Nations Unies doit répondre à tous les aspects de la crise.

Monsieur le Président,

Le rapport économique de la Commission européenne pour le troisième trimestre de 2020 fait état d'une baisse du PIB de 9,3 % par rapport à l'année précédente, qui s'explique par l'impact du recul de la consommation privée, de l'investissement et des exportations précédemment contractés. Le recul de l'emploi, difficilement mesurable, et la balance commerciale défavorable ont eu un effet néfaste sur la Bosnie-Herzégovine, ont entraîné un déficit courant et ont nui à l'activité de prêt, notamment aux ménages. Les données primaires ont également montré que les travailleuses et les femmes propriétaires d'entreprises semblent être plus affectées par les conséquences de la pandémie que leurs homologues masculins. Dans notre région, le système du

corridor écologique, qui a mis en place des points de passage frontaliers désignés, a apporté des avantages majeurs, et nous prévoyons de l'utiliser également dans nos échanges avec l'Union européenne. Nous renforçons la compression au sein du secteur, tout en respectant le programme de gestion de la relation client et le programme vert, tels qu'adoptés lors du Sommet sur les Balkans occidentaux, qui s'est tenu à Sofia le 10 novembre.

Monsieur le Président,

La crise provoquée par la pandémie a entraîné des défis majeurs dans tous les domaines, y compris celui de la sécurité, où la production illicite et le trafic de drogues ainsi que la migration illégale et la contrebande à travers le territoire de la Bosnie-Herzégovine doivent faire l'objet d'une attention particulière. Nous devons rappeler que la Bosnie-Herzégovine a connu l'arrivée massive de migrants illégaux depuis le dernier trimestre de 2017. Cette tendance s'est poursuivie tout au long des années 2018, 2019 et 2020. À cet égard, la Bosnie-Herzégovine tient à souligner l'importance du respect et de l'exécution des engagements pris en vertu du droit international régissant ces questions.

Monsieur le Président,

Aux premiers stades de la pandémie et de son impact sur le monde, les pays riches semblaient ignorer les petits pays, et les organisations régionales agissaient comme si elles n'avaient ni la stratégie ni les ressources pour aider leurs propres membres ou qui que ce soit d'autre. Au cours de ces premières semaines, même l'Union européenne a tergiversé et exposé toutes les faiblesses d'un grand système non préparé à l'ampleur et à la profondeur de la crise qui nous a frappés. C'est le droit légitime de tout pays, en particulier de ceux dont les ressources sont limitées, de chercher l'aide de ses amis sur la scène internationale et une issue à une crise qui met en péril son bien le plus précieux, à savoir les vies humaines. Plus jamais, dans aucune crise, un pays ne doit se sentir seul et abandonné par tous. Cela devrait être la tâche de chacun d'entre nous. C'est en fait la tâche, le but et l'objectif de l'Organisation des Nations Unies. En ces temps incertains, l'humanité a besoin de solidarité et d'unité non seulement au niveau local, mais aussi au niveau régional et mondial. La pandémie a clairement démontré que personne n'est en sécurité si tout le monde ne l'est pas.

Merci de votre attention.

Angola (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 19)

Allocution de M. João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : portugais ; texte anglais fourni par la délégation]

Excellence António Guterres, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ;

Excellence Volkan Bozkir, Président de l'Assemblée générale des Nations Unies ;

Excellence Tedros Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé ;

Mesdames et Messieurs,

En cette année 2020, l'humanité se trouve confrontée à une menace inattendue pour sa survie, la pandémie de COVID-19, qui constitue aujourd'hui le défi le plus sérieux au fonctionnement normal des structures sanitaires, sociales et économiques de la quasi-totalité des pays du monde, de telle sorte que seule une action collective et collaborative peut permettre de relever un tel défi.

Depuis le début de l'année, l'Angola a réagi et a appliqué des mesures strictes pour contenir la pandémie, en élaborant un plan d'urgence multisectoriel souple et adapté au profil épidémiologique du pays.

La surveillance épidémiologique sur l'ensemble du territoire national a été renforcée, ce qui comprend, entre autres mesures, la création et la formation d'équipes d'intervention rapide et la surveillance sanitaire aux points d'entrée internationaux, avec la mise en place de quarantaines et le contrôle de la mobilité entre les différentes régions du pays.

Nous avons progressivement augmenté notre capacité de tests de réaction en chaîne par polymérase après transcription inverse (RT-PCR) et de tests sérologiques et antigéniques.

Nous avons construit des infrastructures exclusivement dédiées au traitement des cas de COVID-19 existants, comme des hôpitaux mobiles de campagne, et nous avons adapté tous les hôpitaux existants pour qu'ils puissent traiter les cas, et nous avons ajouté 5000 lits d'hôpital, dont plus de 1000 sont destinés aux soins intensifs.

Pour l'instant, nous n'avons de transmission communautaire qu'à Luanda, la capitale du pays et la ville la plus peuplée, tandis que les autres provinces connaissent des épidémies occasionnelles dont la source de transmission est connue.

Malgré l'augmentation du nombre de cas positifs, qui s'élevait à 14 742 au 24 novembre, la transmissibilité du virus d'une personne à l'autre est en baisse et se situe à 0,9 %.

Le fait que la pandémie ait eu un impact négatif sur les ressources économiques et financières du pays, ainsi que sur les programmes de développement économique et social, n'a pas empêché l'Angola de poursuivre ses efforts et de prendre des mesures

visant à réduire le taux de pauvreté, à améliorer la qualité et la couverture de l'éducation de base et à fournir un accès universel aux soins de santé primaires, en particulier aux familles les plus vulnérables.

Le Gouvernement angolais a jusqu'à présent employé ses propres ressources, soit 164 600 000 dollars. Ce montant comprend un financement d'urgence de 14 400 000 dollars de la Banque mondiale.

Malgré cela, une aide supplémentaire sera nécessaire, notamment pour accéder aux vaccins qui s'avéreront efficaces.

La mise au point accélérée de vaccins sûrs et efficaces contre le virus SRAS-COV2, grâce à des technologies innovantes, est un exemple de ce que l'humanité est capable de faire lorsqu'elle est menacée.

Je tiens donc à saluer les efforts déployés par le Mécanisme COVAX pour mobiliser des ressources qui permettront d'assurer, de manière équitable, la vaccination d'au moins 20 % de la population dans les pays à revenu moyen et faible.

Cependant, je crois que cet effort de collaboration efficace doit être accru afin d'assurer une couverture mondiale qui freinera la transmission du virus et permettra le retour à la normale, évitant ainsi l'aggravation des disparités entre les pays.

L'Angola dispose d'un plan de vaccination qui couvrira initialement 90 % de sa population prioritaire.

Au nom de l'Angola, je voudrais exprimer notre reconnaissance et notre profonde gratitude à l'Organisation mondiale de la Santé, ainsi qu'aux institutions régionales, l'Union africaine et la Communauté de développement de l'Afrique australe, pour la manière dont elles ont dirigé la coordination des efforts qui ont permis à chacun de nos pays de faire face à l'énorme défi que représente la COVID-19 pour l'humanité.

Merci beaucoup !

Monténégro (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 20)**Allocution de M. Milo Đukanović, Président du Monténégro**

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : monténégrin ; texte anglais fourni par la délégation]

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

C'est un plaisir pour moi de vous saluer tous.

Cela fait un an que le premier cas de COVID-19 a été détecté. Nos pays, la communauté internationale, les organisations et les parties prenantes à différents niveaux s'efforcent d'apporter la meilleure réponse possible aux multiples conséquences de la pandémie, en premier lieu pour la vie et la santé de nos citoyens, mais aussi pour nos économies.

Cette session extraordinaire de l'Assemblée générale est l'occasion pour nous tous d'apporter également une contribution de qualité.

La pandémie de COVID-19 a certainement mis une pression supplémentaire sur le multilatéralisme, mais elle ne l'a pas brisé. Le fait que nous participions à cette session aujourd'hui confirme que nous acceptons la réalité et que nous comprenons que travailler de manière cloisonnée ne peut pas résoudre les problèmes mondiaux. Ignorer un degré élevé d'interdépendance, notamment en cas de menaces sanitaires mondiales, entraîne des dangers incommensurables. Un multilatéralisme efficace et inclusif est aujourd'hui plus nécessaire que jamais. C'est pourquoi il est encourageant de constater que la prise de conscience de cette question s'accroît et que les efforts déployés à cette fin deviennent plus visibles et plus déterminés.

Les problèmes sont énormes, les défis sont multiples et les conséquences finales ne peuvent pas encore être appréhendées. La pandémie a mis l'économie mondiale à genoux, ainsi que la politique, la science et la médecine mondiales. L'économie de la planète traverse la plus grave récession depuis la Seconde Guerre mondiale. Les activités économiques, les voyages et les chaînes d'approvisionnement s'effondrent. Les gouvernements nationaux tentent de contenir la propagation de l'infection par des mesures restrictives, tout en utilisant, en fonction de leur puissance économique, des incitations pour tenter d'aider et de soutenir l'activité économique. Les plus touchés sont les parties les plus vulnérables de nos sociétés, tandis que les droits et les libertés de nos citoyens continuent d'être mis sous pression.

Nous avons répété à plusieurs reprises que sans une réponse globale et coordonnée, un leadership mondial, la solidarité entre les pays et la responsabilité individuelle, nous ne réussirons pas à lutter contre le défi le plus grave de l'histoire de l'Organisation des Nations Unies.

La crise sanitaire et la crise économique qui en découle peuvent facilement conduire à la déstabilisation et à l'incertitude, en particulier dans les sociétés vulnérables dont les institutions démocratiques sont insuffisamment développées et faibles.

Je suis profondément convaincu qu'il s'agit d'une occasion pour nous tous d'unir nos forces pour l'avènement d'un monde meilleur, plus juste, plus résilient et plus durable après la COVID-19. Un monde où la mise en œuvre du Programme 2030 sera plus certaine et où les plus hautes valeurs de la démocratie, de la liberté et des droits de l'homme seront acceptées et respectées. La reprise doit être durable et inclusive et nous devons être plus résilients et mieux préparés à toute nouvelle pandémie qui pourrait nous toucher. Cela doit être l'occasion d'un nouveau départ de la coopération mondiale et d'un appel à l'action.

Bien que la pandémie ait compliqué le parcours déjà complexe de la mise en œuvre du Programme 2030, je pense que les objectifs de développement durable sont actuellement la seule feuille de route pertinente et acceptée au niveau mondial pour relever de nombreux défis tels que les changements climatiques, les inégalités croissantes, la préservation et la protection de la biodiversité et l'incertitude économique.

Nous serons nombreux à évoquer aujourd'hui divers phénomènes négatifs particulièrement visibles dans les premiers mois qui ont suivi la pandémie : désinformations, concurrence mondiale, impossibilité de se procurer des équipements de protection médicale de base, repli sur les cadres nationaux et manque de solidarité. Néanmoins, étant donné la gravité de la situation, nous devons nous attacher avant tout à résoudre les problèmes et à changer d'approche. Une coordination efficace, des investissements reposant sur la science et la technologie et une communication opportune visant à renforcer la confiance sont d'une importance décisive. La première confirmation que nous sommes sur la bonne voie sera la création de conditions permettant la disponibilité et la distribution en temps opportun du vaccin attendu.

Le monde post-COVID-19 devrait être un monde de coopération plus étroite, de solidarité accrue et d'empathie plus forte. Comme je l'ai dit récemment au Forum de Paris sur la paix, la pandémie a montré que nous sommes tous vulnérables, quelles que soient notre nation, notre confession, la couleur de notre peau ou notre richesse. Les conséquences sont dévastatrices pour tout le monde. Faisons de notre mieux pour que le reprise ne devienne pas un privilège réservé à certains d'entre nous.

Afghanistan (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 21)

Allocution de M. Mohammad Ashraf Ghani, Président de la République islamique d'Afghanistan

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Je vous remercie, Monsieur le Président, de m'avoir donné la parole et d'avoir organisé cette session extraordinaire de l'Assemblée générale.

Je tiens également à remercier le Président de l'Azerbaïdjan d'avoir pris, en sa qualité de Président du Mouvement des pays non alignés, l'initiative d'organiser une session extraordinaire sur la pandémie de COVID-19. Je suis heureux de pouvoir partager avec vous ce que nous avons appris ici en Afghanistan pour faire face à la pandémie de COVID-19 et comment cela nous a aidés à nous préparer à la deuxième vague.

Je voudrais présenter toutes mes condoléances à tous ceux qui ont perdu un être cher à la COVID-19, et à ceux qui ont subi le plus de pertes à cause de cette pandémie, notamment les États-Unis, le Brésil et l'Inde.

Chers collègues et amis,

La pandémie de COVID-19 est arrivée en Afghanistan à la fin du mois de février à travers la province du Hérat, qui partage une frontière avec l'Iran.

Nous nous sommes déployés rapidement en prévoyant que le virus allait nous frapper durement. Après avoir procédé à des analyses et consulté divers groupes de la société afghane, nous avons planifié la réponse à la pandémie en fonction des cinq phases de la crise – reconnaissance, diffusion, adversité, secours et reprise.

La maladie a atteint un pic en juin avec un taux d'infection de 76 %, puis a connu un déclin régulier, le taux d'infection fluctuant quotidiennement entre 6 % et 25 % pendant l'automne.

Grâce à notre action urgente, nous avons réussi à maintenir des taux de mortalité relativement bas. Nous avons géré notre réponse de manière à ne pas mettre en péril les moyens de subsistance à long terme et à ne pas accroître les niveaux déjà élevés de pauvreté et d'insécurité alimentaire.

Voici les leçons que nous avons apprises :

Tout d'abord, l'ampleur des effets perturbateurs et destructeurs de la pandémie de COVID-19 apparaît chaque jour plus clairement. Nous avons vu les impacts à court terme presque immédiatement – la perte de vies, la perte d'emplois, le ralentissement de l'économie. Mais les incidences à moyen et long terme, nous ne les avons pas encore pleinement appréhendés. Ainsi, tout en faisant face à l'impact immédiat, nous devons anticiper et nous préparer aux effets à long terme.

Deuxièmement, l'impact de la pandémie a été mondial. Aucun pays n'a été épargné. Et pourtant, la réponse a été largement nationale. Nous n'avons pas été en mesure, en tant que communauté internationale, de tirer pleinement parti de la nature interconnectée de notre travail pour combattre la maladie.

Le monde a eu l'occasion de répondre à la pandémie avec un niveau d'unité et de solidarité sans précédent. Au lieu de saisir cette occasion, nous avons connu des divisions.

Un point focal mondial aurait rendu la réponse plus efficace et mieux coordonnée, et les ressources mondiales auraient dû être mobilisées à plus grande échelle. Nous félicitons le Secrétaire général et l'ONU pour leur rôle et leur travail inlassable.

L'Afghanistan est fier d'avoir contribué à la réponse mondiale en tant que co-coordinateur des initiatives liées à la COVID-19 à l'Assemblée générale avec la Croatie. La résolution de portée générale facilitée par notre mission permanente a créé un cadre normatif commun pour la réponse. Il appartient maintenant à tous nos gouvernements de mettre en œuvre la résolution et de mieux coordonner notre réponse à la deuxième vague et à ses répercussions socio-économiques.

Troisièmement, cette pandémie n'a pas été un niveleur comme prévu, mais au contraire, elle a exacerbé les écarts et les inégalités existants entre les pays développés et les pays en développement. Les pays en situation particulière ont été singulièrement touchés. Par exemple, en tant que pays pauvre, comme beaucoup d'autres dans le monde, nous n'avons pas été en mesure de concevoir et de mettre en œuvre des plans de relance efficaces. Nous avons également dû faire preuve d'une grande prudence dans l'instauration des confinements pour éviter d'infliger de graves dommages à notre économie et aux moyens de subsistance de la population, ce qui aurait pu causer plus de souffrance que le virus lui-même.

Cela continuera d'être le cas même si un vaccin devient disponible, car l'administration d'un vaccin nécessite des capacités et des infrastructures dont les pays pauvres ne disposent tout simplement pas. Le rôle des organisations multilatérales dans la distribution conjointe du vaccin sera crucial. Notre appel pour que le vaccin soit un bien public mondial doit être fort et clair.

Maintenant, la deuxième vague de la pandémie est à nos portes. Nous sommes confrontés à cette vague pendant la saison hivernale, avec très peu de compréhension de la façon dont le temps froid, en particulier dans des conditions de pauvreté, affectera la nature de la pandémie.

Nous savons maintenant que ce sont les femmes qui ont le plus souffert de la pandémie, et qu'elles ont subi des niveaux plus élevés de violence domestique. Aujourd'hui, nous devons prendre une position ferme contre la violence domestique et réaffirmer notre soutien à l'appel du Secrétaire général en faveur de la paix dans les foyers. Il est essentiel de mettre un terme à la pandémie de l'ombre qui touche des millions de femmes et de filles pour que le monde soit équitable et protégé pour tous.

J'espère qu'à l'aube de la deuxième vague, nous pourrons, en tant que communauté internationale, tirer les enseignements de cette expérience.

Tout d'abord, une approche claire et progressive doit être conçue et reproduite aux niveaux national, régional et mondial. Cette approche doit s'appuyer non seulement sur les informations fournies par l'analyse instantanée, mais surtout sur les schémas qui se dégagent de la manière dont le virus s'est manifesté dans le monde.

Deuxièmement, nous sommes maintenant en meilleure position pour planifier la sécurité alimentaire et la sécurité humaine de base face aux vagues suivantes. Nous devons veiller à ce que les chaînes d'approvisionnement qui ont été perturbées lors de la première vague soient rétablies ou que des solutions de rechange soient mises en place pour garantir la satisfaction des besoins fondamentaux.

La pandémie a transformé notre façon de faire des affaires, de communiquer et de vivre. Mais tout n'est pas négatif. La COVID-19 a poussé la numérisation du monde à une vitesse qui était inconcevable. Et pour les vagues suivantes de la pandémie, nous devons adopter la technologie numérique pour favoriser un dialogue mondial sur la politique et la distribution du vaccin, et l'accès à celui-ci. Pour tirer parti de ces technologies, il faut toutefois faire plus pour régler le problème de la fracture numérique.

Nous ne pourrions pas revenir à nos modes de communication et de gouvernement d'avant la pandémie. Celle-ci a ouvert de nouvelles possibilités de coordination et de coopération ; par exemple, la télémedecine et l'enseignement à distance. Nous devons adopter ce changement.

Enfin, parce que la première et la deuxième vagues ont exacerbé la pauvreté structurelle et augmenté la pauvreté situationnelle, nous devons créer une approche commune pour sécuriser les moyens de subsistance et assurer la dynamique de l'économie tout en promouvant la sensibilisation à la COVID-19.

L'Afghanistan est situé au cœur de l'Asie. Nous avons de nombreuses frontières ouvertes ou semi-ouvertes. Cela signifie que nous pouvons être soit un centre de propagation du virus, soit un pays capable de le contenir. Nous essayons d'être ce dernier, et nous espérons pouvoir y parvenir si nous travaillons ensemble en tant que communauté mondiale pour tirer les leçons de la première vague.

Je vous remercie.

République démocratique du Congo (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 22)**Allocution de M. Félix Antoine Tshilombo Tshisekedi, Président de la République démocratique du Congo**

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

Monsieur le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies,

Excellences les chefs d'État et de gouvernement

Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs,

La République Démocratique du Congo a enregistré son premier cas de COVID – 19 le 10 mars 2020. À ce jour, le cumul des cas confirmés se dénombre à 12 469, à raison de 11 495 cas guéris, soit un taux de guérison de 92 %, et de 333 cas de décès, soit une létalité de 2,6 %. L'impact de la pandémie de la COVID-19 a été ressenti en République démocratique du Congo dans plusieurs secteurs, dont le secteur socioéconomique, à telle enseigne que 79 % des foyers les plus pauvres ont été touchés par la hausse des prix des aliments et la perte des revenus.

Grâce aux stratégies novatrices déployées, la République démocratique du Congo a pu contrôler cette pandémie et en minimiser les répercussions sur le plan social et économique. Ces stratégies ont été axées sur les trois points ci-après : l'appropriation de la riposte par les autorités au plus haut niveau de l'État, traduite par la proclamation de l'état d'urgence sanitaire pendant plus de six mois, laquelle fut accompagnée des mesures notamment de fermeture des frontières, d'isolement entre provinces et de confinement strict visant à protéger la population contre des cas de contamination importés et la propagation interne ; la mise en place d'un secrétariat technique chargé du pilotage de la riposte sanitaire au niveau national et d'une équipe spéciale présidentielle investie de la mission de m'assister dans le suivi, la supervision et l'évaluation de toutes les activités de prévention et de riposte contre la COVID-19 ; l'implémentation par ces structures *ad hoc* de toutes les activités déployées en vue de réguler la pandémie de la COVID-19. Ces activités ont consisté notamment à renforcer la communication stratégique ; confiner l'épicentre de l'épidémie et renforcer en même temps les mesures barrières ; intégrer la lutte contre la COVID-19 dans le système national de santé avec une grande décentralisation ; mettre en place la recherche active dans les formations sanitaires ; dépister les voyageurs et migrants au niveau des portes d'entrée ; renforcer et décentraliser le diagnostic COVID-19 à travers le pays et standardiser la prise en charge médicale des patients.

Ces mesures non exhaustives nous ont permis de contrôler la pandémie de COVID-19 en République démocratique du Congo et d'en limiter la propagation dans certaines provinces du pays. Toutefois, elles ne justifient pas, par elles seules, le résultat actuel. D'aucuns ont soutenu et continuent à soutenir, à tort ou à raison, que d'autres facteurs influeraient sur cette courbe négative du développement de la pandémie, notamment la pyramide des âges en faveur d'une population jeune et la faible proportion des personnes touchées par une comorbidité. Néanmoins, il est à signaler que depuis fin octobre 2020, la République démocratique du Congo a enregistré

une augmentation du nombre des cas confirmés ainsi que des patients hospitalisés de COVID-19 au niveau des structures sanitaires du pays. Cette situation pourrait être expliquée par le relâchement dans l'observance des mesures barrières par la population ainsi que par la reprise du trafic aérien avec les pays aux flambées épidémiques.

Ainsi, pour faire face à cette situation, le Gouvernement de la République démocratique du Congo envisage de renforcer et de redynamiser les activités de la lutte contre cette pandémie afin de mitiger au maximum les conséquences négatives d'une possible deuxième vague sur la santé et le bien-être de la population congolaise.

Monsieur le Président,

Sur le plan régional, à l'issue du sommet de haut niveau tenu, sur mon initiative, à Goma le 7 octobre 2020, la République démocratique du Congo a levé l'option, de concert avec les autres pays de la sous-région, d'élaborer un plan transfrontalier de riposte contre la COVID-19.

Je voudrais souligner ici que mon pays, la République démocratique du Congo, bénéficie du soutien de la communauté internationale dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. Ce soutien a permis à mon pays de mettre en œuvre d'une manière efficace des activités de mitigation de la COVID-19. C'est pourquoi, au nom de la République démocratique du Congo, mon pays, je salue, félicite et remercie en même temps l'Organisation mondiale de la Santé ainsi que d'autres partenaires techniques et financiers pour leur accompagnement dans la lutte contre la COVID-19.

Je vous remercie.

Guyana (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 23)

Allocution de M. Mohamed Irfaan Ali, Président de la République coopérative du Guyana

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

La République coopérative du Guyana se félicite de cette trente et unième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, en réponse à la pandémie de COVID-19. Nous saluons les efforts déployés par l'ONU pour répondre à cette pandémie, en particulier la réponse humanitaire et socio-économique de l'Organisation et ses efforts en cours pour un plan de relance post-COVID-19.

L'ONU a démontré l'efficacité et la nécessité de la coopération mondiale. Elle a été à l'avant-garde des efforts déployés pour aider les pays à atténuer les effets de cette pandémie, des efforts qui représentent l'une des plus grandes missions de sauvetage de l'histoire.

Cette trente et unième session extraordinaire intervient à un moment où le monde attend avec impatience l'autorisation des vaccins qui ont été mis au point pour aider la lutte de santé publique contre le coronavirus. L'ONU doit continuer à être à l'avant-garde – comme elle l'a été au cours des huit derniers mois – pour piloter le déploiement international de la vaccination de masse dans les pays en développement.

La pandémie a présenté des difficultés pour tous les segments de notre société, en particulier pour nos enfants. La plupart d'entre eux ne sont pas scolarisés depuis des mois et leurs habitudes d'enfance ont été restreintes.

Le Guyana reconnaît l'impact que la pandémie a eu sur les enfants. C'est pourquoi nous soutenons le plan en six points de l'UNICEF, qui vise à garantir la protection de nos enfants et leur prise en charge dans le cadre des efforts de redressement mondial qui suivront la rémission de cette pandémie.

Par la présente allocution, le Guyana s'engage à :

- veiller à ce que nos enfants puissent continuer à apprendre en comblant la fracture numérique nationale ;
- faciliter l'amélioration des soins de santé primaires et l'accès des enfants aux vaccins ;
- éradiquer la pauvreté touchant les enfants ;
- mettre en œuvre, si nécessaire, des interventions de soutien en matière de santé mentale pour les enfants et les jeunes ;
- adopter des mesures de protection et de soutien accrues pour les enfants vulnérables ; et – encourager l'accès à une eau, une hygiène et un assainissement améliorés.

La pandémie a mis en évidence la nécessité d'un changement dans les relations mondiales. À cet égard, je souhaite réitérer mon soutien à l'appel du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en faveur d'un nouveau pacte mondial assorti d'un nouveau contrat social.

Comme je l'ai indiqué dans mon intervention à la réunion des chefs d'État et de gouvernement sur le financement du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à l'ère de la COVID-19 et au-delà, un nouveau pacte mondial permettra de transférer efficacement des ressources – financières, intellectuelles et technologiques – vers les pays en développement et facilitera également un partage plus équitable des avantages de la mondialisation.

Un nouveau contrat social garantira une utilisation plus efficace de ces ressources pour le développement durable.

Une nouvelle ère s'ouvre bientôt à nous. Le monde a hâte de vaincre cette pandémie et d'accélérer la reprise au niveau international. Ce processus sera facilité par l'avènement d'une nouvelle ère dans les relations mondiales, qui annonce la magnificence du multilatéralisme, dont l'Organisation des Nations Unies est le fer de lance.

Je vous remercie et continuez d'être en sécurité. Que Dieu vous bénisse tous.

Afrique du Sud (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 24)

Allocution de M. Matamela Cyril Ramaphosa, Président de la République sud-africaine

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres,
Monsieur le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies,
Excellences,

Nous nous réunissons à l'occasion de cette importante session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, à un moment où la pandémie de COVID-19 continue de se propager dans de nombreuses régions du monde. Cette pandémie a démontré une fois de plus combien les destins des nations du monde sont liés. Depuis le début de la pandémie, une action internationale coordonnée a été menée pour que tous les pays soient en mesure de réagir efficacement. Cette collaboration a été particulièrement bénéfique aux économies en développement, qui continuent de supporter le poids de la pauvreté, des inégalités et du sous-développement.

L'Afrique du Sud apprécie profondément l'aide, les conseils et la solidarité qu'elle a reçus de la communauté internationale. Grâce aux mesures décisives que nous avons prises au début de la pandémie, nous avons réussi à retarder la transmission du virus. Nous avons réussi à préparer nos établissements sanitaires et, ce faisant, nous avons sauvé de nombreuses vies. Nous avons mis en place des mesures d'aide d'urgence pour soutenir les ménages et les entreprises en difficulté et nous nous sommes maintenant lancés dans un plan de reconstruction et de relance pour que notre économie retrouve la croissance et la création d'emplois.

Le continent africain a apporté une réponse réfléchie, ciblée et coordonnée à la crise de la COVID-19. Sous l'impulsion de l'Union africaine, nous avons créé un fonds d'urgence pour contenir la pandémie dans les États membres et permettre à leurs économies de se rétablir. L'Union africaine a nommé plusieurs envoyés spéciaux chargés de solliciter un soutien concret à l'effort affiché sur le continent par le Groupe des Vingt, l'Union européenne et les institutions financières internationales.

Nous avons également lancé la Plateforme africaine de fournitures médicales, une initiative révolutionnaire visant à faciliter l'accès de tous les pays africains aux équipements et fournitures essentiels. Nous avons également mis en place un groupe de travail africain pour l'acquisition de vaccins afin de garantir que les pays de notre continent puissent accéder à des vaccins abordables et efficaces et les distribuer sans délai. Un programme intitulé « African Green Stimulus » (programme d'incitation écologique africain) est par ailleurs en cours d'élaboration pour faire en sorte que notre reprise économique se fasse de manière plus durable.

Les pays africains auront besoin d'un soutien continu et important pour se relever de la pandémie. Nous réitérons notre appel en faveur d'un plan de relance économique global pour l'Afrique, d'une suspension des paiements d'intérêts sur la dette extérieure et publique de l'Afrique et de la levée de toutes les sanctions économiques imposées au Zimbabwe et au Soudan afin de permettre à ces pays de riposter de manière adéquate

à la pandémie. Ce n'est que grâce à la coopération multilatérale que nous pourrions surmonter cette urgence mondiale. Nous devons continuer à soutenir l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en tant que principal organisme des Nations Unies chargé de coordonner l'effort médical mondial. La réponse que nous apportons à la crise à l'échelle mondiale doit rester fondée sur la relation entre les mesures sanitaires, sociales, économiques et environnementales.

La pandémie ne doit pas nous détourner de notre engagement à l'égard de l'Accord de Paris sur les changements climatiques et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Nous devons placer l'égalité des sexes au centre de tous nos efforts de redressement afin de garantir un accès équitable à un vaccin efficace pour toutes et tous. Nous appelons les États Membres à travailler de concert avec l'OMS sur le Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 et sur l'accès au Mécanisme COVAX. Dans un esprit de solidarité et de coopération, continuons à travailler ensemble pour surmonter la crise et construire un monde meilleur, pacifique et prospère, plus sûr et plus équitable.

Je vous remercie.

Suriname (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 25)

Allocution de M. Chandrikapersad Santokhi, Président de la République du Suriname

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Excellence Volkan Bozkir, Président de l'Assemblée générale,

Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, S. E. António Guterres, Excellences, Mesdames et Messieurs les Ministres et Représentants permanents,

Chers collègues, Mesdames et Messieurs,

Monsieur le Président,

Ma délégation s'associe à la déclaration de S.E.M. Andrés Manuel López Obrador, Président des États-Unis du Mexique, prononcée au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, et à la déclaration de S.E.M. İlham Aliyev, Président de la République d'Azerbaïdjan, prononcée au nom du Mouvement des pays non alignés.

Lorsque l'on considère l'impact global de la pandémie de COVID-19 sur nos économies, la santé et le bien-être de nos populations et le développement durable, cette session est une nouvelle confirmation du caractère indispensable du multilatéralisme et de la coopération internationale.

Suite à l'apparition de la pandémie, notre système de santé publique et de protection sociale, notre système d'enseignement, de même que l'environnement et l'agriculture et bien d'autres secteurs de production, ont été énormément mis sous pression.

Le Gouvernement a pris plusieurs mesures visant à empêcher la propagation du virus, dont des mesures de grande envergure telles que la fermeture des frontières aériennes et maritimes pour le trafic régulier de passagers, à l'exception des vols de rapatriement, la fermeture des écoles, des restrictions temporaires de la circulation des personnes et des campagnes de sensibilisation à la prévention.

Des mesures d'urgence supplémentaires ont été mises en œuvre pour faire face aux effets socio-économiques de la pandémie, tout en préservant la santé, y compris la santé mentale, comme la création d'un système de protection sociale et des mesures économiques ciblées pour soutenir les groupes et les entreprises vulnérables de notre société.

Pour le Suriname, la mise en œuvre de ces mesures ciblées contre la COVID-19 implique d'engager des moyens financiers qui sont pour nous limités, ce qui amplifie notre vulnérabilité, alors que nous sommes déjà confrontés à d'immenses déséquilibres financiers, macro-économiques, ainsi qu'à un lourd portefeuille de dettes.

À cet égard, le Gouvernement apprécie la solidarité et le soutien qu'il a reçus jusqu'à présent de la part de ses partenaires internationaux, que ce soit en matière de services médicaux ou de coopération technique. Ces moyens ont permis à toutes les parties prenantes au Suriname de faire face à la situation sanitaire.

Le Suriname a été le premier de la région à respecter le processus démocratique en organisant des élections libres et régulières pendant la pandémie de COVID-19.

Le Gouvernement surveille, évalue et ajuste en permanence les mesures afin de trouver le bon équilibre entre la santé de la population et l'économie. Et ce, malgré les contraintes financières nationales et internationales, en particulier la dette nationale élevée et les défis liés à l'accès aux financements concessionnels.

Dans ce contexte, nous envisageons la réouverture progressive et prudente de l'économie, en tenant compte des protocoles pertinents pour chaque secteur.

Monsieur le Président,

Nous saluons les efforts déployés par le Secrétaire général de l'ONU, les institutions financières internationales et d'autres entités multilatérales en réponse à la pandémie.

Dans le même temps, nous constatons avec beaucoup d'inquiétude que les pays à revenu intermédiaire sont laissés pour compte et ne peuvent bénéficier de nombre de ces initiatives.

Nous appelons donc à une réponse intégrée à la pandémie et, à cet égard, saluons l'initiative du Canada et de la Jamaïque, soutenue par le Secrétaire général, sur le financement du développement à l'ère de la COVID-19 et après.

Nous saluons également l'initiative lancée pour notre région par le Costa Rica et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), à savoir le Fonds d'atténuation de l'impact économique de la COVID-19 (FACE en anglais), ainsi que le Fonds de résilience pour les Caraïbes (proposé par la Secrétaire exécutive de la CEPALC).

Mon gouvernement appelle l'ONU à renforcer son plaidoyer auprès de la communauté internationale et en particulier des institutions financières internationales afin d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies spécifiques aux régions et aux pays pour aider les États Membres à construire progressivement des systèmes financiers, économiques, sociaux, environnementaux et de sécurité plus résilients et à s'engager dans un redressement durable.

La prise en compte des possibilités et des mesures de financement du développement, telles que l'allègement de la dette (suspension et/ou annulation), l'accès à des financements concessionnels, des dispositions spéciales pour les subventions et les prêts à taux réduit, un soutien budgétaire pour renforcer nos infrastructures de santé publique, pourrait nous permettre de renforcer notre résilience en temps de crise.

À cet égard, nous prenons également note du processus de mise au point des vaccins et soulignons l'importance de garantir que les vaccins seront également accessibles et abordables pour tous.

Monsieur le Président,

Enfin, n'oublions pas que le principal objectif du multilatéralisme est d'unir, d'aider à construire des communautés fortes et résilientes, et de renforcer la démocratie, l'état de droit et la bonne gouvernance par une action collective, inspirée par la solidarité, le respect et la compréhension.

La reconstruction dépend fortement de l'interprétation et de la mise en œuvre que nous donnons au type de multilatéralisme que cette pandémie exige de nous.

Je vous remercie.

Colombie (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 26)

Allocution de M. Iván Duque Márquez, Président de la République de Colombie

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : espagnol]

La crise sanitaire, économique et sociale qui résulte de la pandémie représente le plus grand défi auquel le monde est confronté depuis la Seconde Guerre mondiale. Le virus a entraîné une récession sans précédent dans tous les pays, qui touche de manière disproportionnée les communautés et les personnes les plus vulnérables.

Depuis le début de la pandémie, la Colombie est restée ferme dans son engagement à préserver la santé des Colombiens, tout en prenant soin des personnes les plus vulnérables, en sauvegardant les emplois, en promouvant un redémarrage responsable et progressif de l'économie et, en même temps, en maintenant les acquis en termes d'équité.

Nous avons pris des décisions opportunes et judicieuses pour faire face à la pandémie. La Colombie a été le premier pays d'Amérique latine à pouvoir réaliser des tests de diagnostic moléculaire au niveau local.

En outre, grâce au travail du Ministère de la santé et du Fonds de gestion des urgences, nous avons pu doubler le nombre d'unités de soins intensifs, qui s'élève aujourd'hui à plus de 11 200.

Nous avons également fait des progrès en ce qui concerne les mesures visant à enrayer la propagation de la pandémie et à l'éliminer, notamment en mettant en œuvre des mesures de surveillance épidémiologique et de contrôle sanitaire, telles que le programme de dépistage, de traçage et d'isolement sélectif durable.

Ce programme vise à orienter les activités de santé publique, à renforcer les capacités de dépistage, à intensifier l'identification et surtout, à faire le suivi de la portée épidémiologique des cas positifs.

Nous nous sommes également employés à atténuer les effets socio-économiques de la pandémie par l'entremise de programmes tels que « Familles en action », « Jeunesse en action » et « Colombie des aînés ». Nous avons en outre créé le revenu de solidarité, qui a permis de porter assistance à 3 millions de personnes qui ne bénéficiaient d'aucun programme social public. Toutes ces initiatives nous ont permis d'aider plus de 10 millions de ménages.

Pour protéger l'emploi, nous avons créé le programme de soutien à l'emploi formel, qui permet de subventionner 40 à 50 % des salaires, et qui aide déjà plus de 3 millions de travailleurs.

La Colombie a été un membre actif du Conseil exécutif de l'OMS, ce qui nous a permis de plaider pour un accès équitable et universel de tous les pays aux futurs vaccins et traitements. Compte tenu de l'importance de la vaccination contre la COVID-19, nous estimons que le vaccin constitue un bien public mondial.

En outre, nous avons signé l'accord formel concernant le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins – un outil qui garantira leur distribution équitable.

Notre pays salue le travail inlassable de l'Organisation mondiale de la Santé et de l'Organisation panaméricaine de la santé, qui ont promu une riposte mondiale fondée sur la science et axée sur l'être humain.

Par conséquent, je voudrais réaffirmer l'importance du multilatéralisme en tant qu'outil qui nous aidera à surmonter la crise et à éliminer définitivement les obstacles à l'avènement d'un monde plus juste et plus équitable. Nous réaffirmons notre engagement à renforcer la gouvernance mondiale et à promouvoir une reprise durable pour évoluer vers des sociétés plus résilientes.

Je vous remercie.

Macédoine du Nord (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 27)

Allocution de M. Stevo Pendarovski, Président de la République de Macédoine du Nord^P_{SEP} *Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire*

[Original : anglais]

Mesdames et Messieurs,

Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) continue de représenter un risque grave pour l'humanité. Des familles ont perdu des êtres chers, des communautés ont été déchirées. La crise sanitaire s'est propagée à d'autres secteurs de nos sociétés, et nos économies ont été particulièrement touchées. La pandémie, qui a des dimensions sanitaires, économiques, sociales, humanitaires et de sécurité, a mis nos pays à l'épreuve comme jamais auparavant. Elle nous a aussi rappelé à quel point nous sommes interdépendants.

Par les souffrances qu'elle provoque, la pandémie a mis en évidence les faiblesses et les inégalités systémiques de notre monde. En Macédoine du Nord, le coronavirus a fait des ravages humains, mis sous pression le secteur sanitaire et affaibli l'économie. Pour alléger la charge qui pèse sur nos agents de santé, notre gouvernement a récemment décrété l'état d'urgence dans tout le pays pour une période de 30 jours. Cela nous aidera à exploiter au mieux les capacités de l'armée et les ressources du secteur privé afin de contrôler plus efficacement la propagation du virus et de sauver autant de vies que possible.

Ce grave danger a également conduit nos pays et nos peuples à faire montre d'unité, de solidarité et de coopération multilatérale. Au nom des citoyens macédoniens, je voudrais remercier les Nations Unies et l'Organisation mondiale de la Santé pour le leadership dont elles ont fait preuve dans la coordination de la réponse mondiale visant à contrôler et à contenir la propagation de la COVID-19. Nous voudrions remercier également tous les pays et organisations qui nous ont apporté leur soutien en fournissant des équipements et du matériel médicaux et en partageant leurs connaissances et leurs expériences.

La pandémie pose également un défi moral. Même si l'économie peut en pâtir, les vies humaines sont infiniment plus précieuses. Sauver des vies humaines doit donc primer sur tout le reste. Parallèlement, nos efforts visant à contrôler la propagation du virus ne doivent pas se faire au détriment des libertés et des droits fondamentaux. Il faut notamment garantir des soins de santé et des mesures de relance économique à toutes celles et à tous ceux qui en ont besoin. Tout en luttant contre le coronavirus, nous ne devons pas tolérer la propagation des virus du racisme, de l'extrémisme, de la discrimination et de la xénophobie. Une menace systémique comme la pandémie exige une réponse systémique, qui prévoit des mesures immédiates et à long terme. Nous devons continuer à œuvrer de concert pour mettre en place des systèmes de soins de santé résilients, bien gérés, réactifs, responsables et axés sur l'être humain.

Des traitements dont la qualité a été certifiée doivent être accessibles et abordables pour tout un chacun. Le Mécanisme COVAX, qui vise à garantir un accès mondial, facile et équitable aux vaccins, est assurément un grand pas dans la bonne direction pour tous les habitants de la planète.

Chers amis, chères amies,

Pour terminer, je voudrais souligner que de nombreux défis subsisteront même dans la période post-COVID-19. Pour beaucoup d'entre nous, le chemin vers la reprise socio-économique, de même que vers le rétablissement mental, sera long et semé d'embûches, mais nous n'avons pas d'autre choix. L'humanité doit joindre ses efforts une fois de plus pour reconstruire un monde dans lequel aucun être humain n'est laissé de côté.

Je vous remercie de votre attention.

Lettonie (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 28)

Allocution de M. Egils Levits, Président de la République de Lettonie

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

En cette période de pandémie, permettez-moi tout d'abord de rendre hommage à la communauté médicale mondiale pour son dévouement et son professionnalisme. Je tiens également à saluer tous les travailleurs essentiels qui assurent le fonctionnement de nos services de base et les scientifiques qui travaillent à la mise au point d'un vaccin efficace.

Plus que jamais, nous devons être unis, faire preuve de solidarité et coopérer étroitement pour faire face à la pandémie et à ses conséquences dévastatrices. Seule une approche multilatérale nous permettra de réussir. Cette session extraordinaire de l'Assemblée générale souligne le rôle central du système des Nations Unies dans la réalisation de nos objectifs. L'Organisation mondiale de la Santé dirige et coordonne les efforts déployés pour relever les défis mondiaux en matière de santé. Nous devons la renforcer au moyen de réformes visant à améliorer son efficacité.

La Lettonie a versé une contribution financière à l'Organisation mondiale de la Santé par l'entremise du Plan de réponse humanitaire global COVID-19. Telle a été notre réponse à l'appel lancé par le Secrétaire général de l'ONU à agir ensemble et à faire preuve de solidarité. Les scientifiques lettons participent activement à la mise au point des vaccins. Notre gouvernement a pris des mesures rapides et décisives pour garantir le traçage des contacts, la distanciation physique et la disponibilité des tests, ainsi que l'élaboration de solutions numériques. Il s'agit d'un équilibre délicat pour limiter les pertes économiques tout en préservant la santé publique.

Le Gouvernement, en étroite collaboration avec le secteur privé, a mis en place trois solutions numériques principales : une plateforme e-parlement afin que notre parlement puisse poursuivre ses activités législatives durant le confinement – le Gouvernement se réunit également en ligne ; une chaîne de télévision, appelée « Votre classe », et d'autres outils numériques qui facilitent l'enseignement à distance ; et la première application de traçage des contacts approuvée au niveau national, appelée « Stop COVID », compatible avec d'autres applications européennes de traçage. Vingt-cinq pour cent des utilisateurs d'Internet mobile ont déjà téléchargé cette application, qui garantit l'anonymat indispensable au respect de la vie privée des personnes infectées.

En ce qui concerne la reprise économique, la Lettonie appuie pleinement l'appel du Secrétaire général de l'ONU à reconstruire en mieux. Il n'est pas nécessaire, ni même souhaitable, de revenir à l'ancienne normalité dans tous les domaines. Nos modes de production et de consommation ont été interrompus par la pandémie. Alors que nous œuvrons tous ensemble pour relancer et sauver nos économies, nous avons également une occasion de repenser notre approche et d'introduire des solutions plus durables.

Pour terminer, je voudrais insister sur la nécessité absolue de lutter contre la désinformation, pendant et après la pandémie. Il est essentiel de garantir le libre accès à des informations fiables et fondées sur des données scientifiques, diffusées par l'entremise de médias dignes de foi. Ce défi doit être reconnu et relevé non seulement par les gouvernements, mais aussi par les organisations internationales. À l'ONU, la Lettonie continuera de sensibiliser à la nécessité de lutter contre la désinformation. Travaillons tous ensemble pour sauver des vies et amorcer un relèvement durable dans le monde entier.

Je vous remercie.

Estonie (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 29)

Allocution de M^{me} Kersti Kaljulaid, Présidente de la République d'Estonie

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Secrétaire général António Guterres,

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Chers Membres de l'ONU,

Alors que nous participons à cette session extraordinaire aujourd'hui, le monde est confronté à la deuxième vague de la pandémie de COVID-19 et la plupart de nos sociétés sont en confinement. Jusqu'à présent, nos pays se sont employés à sauver des vies et, dans le même temps, à remettre nos économies sur les rails en essayant de renforcer la résilience de nos sociétés. Alors que nous nous adaptons à ce contexte de la COVID-19, notre attention se tourne à présent vers les vaccins, à juste titre. Notre priorité, à l'échelle mondiale, doit être l'accès universel et équitable à un vaccin. En effet, personne ne sera réellement en sécurité tant que tout le monde ne le sera pas.

Dans le même temps, nous devons être conscients que tous les membres de la famille onusienne n'ont pas eu la chance d'adopter des mesures d'aide de large portée. Tous n'ont pas non plus eu la chance de disposer des moyens numériques suffisants pour atténuer les conséquences de la crise. Notre communauté mondiale doit faire preuve de solidarité, ce qui implique notamment le partage de la charge au niveau mondial. L'une des solutions est le partage des enseignements, des expériences et des meilleures pratiques. Le meilleur moyen d'y parvenir est de renforcer le système multilatéral.

L'Estonie, qui est le premier pays au monde à avoir opéré une transformation numérique de l'État, a notamment apporté sa contribution par des moyens numériques. Étant donné que les technologies sont un outil important d'égalisation des chances, elles font désormais partie intégrante de notre quotidien. Dans le secteur de la santé comme dans le secteur social, elles garantissent une plus grande précision et une meilleure coordination. Les données peuvent nous aider à mieux identifier les personnes dans le besoin et à prendre des décisions de politique générale éclairées. Nous devons mettre en place une architecture mondiale fondée sur la confiance, avec l'Organisation mondiale de la Santé comme point d'ancrage. L'Estonie a récemment signé un protocole d'accord avec l'Organisation mondiale de la Santé dans le domaine de la santé numérique afin d'appuyer l'interopérabilité des centres de vaccination et de dépistage agréés dans le monde entier. Nous avons également conclu des protocoles d'accord avec un certain nombre de pays et de régions, notamment l'Union africaine, pour promouvoir la coopération numérique, non seulement sur le plan de la numérisation des soins de santé, mais aussi en matière de gouvernance et d'enseignement en ligne. Nous travaillons en collaboration avec l'Union internationale des télécommunications.

En tant que coprésidente du Secrétariat général du mouvement Toutes les femmes, tous les enfants, je suis particulièrement préoccupée par la situation des femmes, des enfants et des adolescents. Alors que le monde se concentre sur la pandémie, les plus vulnérables d'entre nous continuent de souffrir à cause des conflits, non seulement

dans des régions éloignées, mais aussi sur notre continent européen. Dans ce contexte, je voudrais réitérer le soutien de l'Estonie à l'appel du Secrétaire général Guterres à un cessez-le-feu mondial. Nous appelons tout le monde à le soutenir. Il est grand temps que la guerre cesse. Nous devons faire face à des besoins plus pressants.

Enfin, alors que nous luttons contre la pandémie, nous devons aussi garder à l'esprit que les autres défis n'ont pas disparu. Ainsi, avant même que les vaccins contre la COVID-19 ne soient disponibles dans le monde entier, nous savons que le pourcentage d'enfants ayant reçu tous les vaccins recommandés par l'Organisation mondiale de la Santé est tombé à 70 %, au niveau où il était il y a 25 ans. Nous devons également être conscients qu'il y a d'autres effets négatifs sur notre santé qui découlent de la crise climatique, de la dégradation écologique, de la pollution et de l'instabilité climatique.

Chers collègues, chers frères et chères sœurs,

Nous avons une responsabilité collective. Nous devons veiller à ce que tout le monde puisse tirer profit de la reprise, mais aussi à ce que les progrès réalisés jusqu'à présent ne soient pas réduits à néant par les conflits, la crise climatique ou la COVID-19. Nous devons recourir aux technologies et aux moyens numériques. Ces nouvelles possibilités peuvent faire avancer nos objectifs et nos efforts. Je vous remercie. Prenez soin de vous.

Serbie (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 30)

Allocution de M. Aleksandar Vučić, Président de la République de Serbie

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,

Monsieur le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé

Mesdames et Messieurs,

Je prends la parole aujourd'hui devant cette assemblée à un moment où mon pays, la Serbie, ainsi que le monde entier, sont confrontés aux défis sans précédent qui pèsent sur nos systèmes de santé et nos économies en raison de la pandémie de COVID-19.

La Serbie, qui a succédé juridiquement à la Yougoslavie, est fière d'être l'un des fondateurs de l'Organisation des Nations Unies. À ce titre, mon pays reste très attaché à la Charte des Nations Unies et au multilatéralisme, principe fondateur de l'Organisation.

Le format virtuel de cette allocution illustre la situation dans laquelle le monde s'est retrouvé la fin de l'année 2020, et dans laquelle il se trouve encore, et confirme que nous devons tout faire pour préserver et renforcer l'ONU.

La pandémie de la COVID-19 confirme la nécessité et l'importance de l'ONU et de ses agences et organisations spécialisées, comme l'Organisation mondiale de la Santé, ainsi que du renforcement de leur rôle. Ces instances jouent un rôle irremplaçable dans la réponse organisée qu'il convient d'apporter à ces nouveaux défis qui ne sont pas seulement d'ordre sanitaire, mais qui ont également des dimensions sociales, économiques, politiques et de sécurité. C'est pourquoi la pertinence de ce forum ne doit jamais être remise en question.

Nous sommes fermement convaincus qu'on ne peut trouver les réponses aux défis mondiaux tels que la pandémie actuelle de COVID-19 que par des actions communes ainsi que par l'harmonisation et le respect mutuels.

Mesdames et Messieurs,

À cet égard, la République de Serbie salue la décision d'organiser une réunion aussi importante.

C'est un signe d'espoir pour la prospérité de l'humanité que 150 États Membres se soient prononcés en faveur de la nécessité et de l'urgence d'organiser cette réunion, sans un seul vote contre.

Mesdames et Messieurs,

Compte tenu du lien qui existe entre le développement durable et les soins de santé, la Serbie, en tant que pays candidat à l'Union européenne, appuie fermement et suit l'approche de l'Union européenne selon laquelle nous devons continuer à travailler

ensemble au sein du système des Nations Unies pour faire face à la pandémie et à ses conséquences, tout en jetant les bases d'une reprise inclusive, verte et durable, conformément aux objectifs de développement durable.

C'est avec beaucoup d'optimisme que j'envisage les jours à venir. De bonnes nouvelles relatives à la prévention et au traitement de la COVID-19 nous parviennent du monde entier. Ces résultats rapides n'ont pu être obtenus que grâce à un effort mondial commun et à l'échange d'informations.

La Serbie préconise une approche universelle et égalitaire en ce qui concerne les vaccins et les traitements, qui doivent être une priorité absolue au niveau mondial.

L'initiative et les synergies mondiales incarnées par le Mécanisme COVAX visent à assurer une distribution équitable des stocks des futurs vaccins.

Nous espérons qu'il garantira la distribution de 2 milliards de doses de vaccins sûrs et efficaces dans le monde d'ici à la fin de l'année 2021, là où c'est nécessaire, sur la base des principes humanistes et non sélectifs.

Mesdames et Messieurs,

L'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris sur les changements climatiques représentent des pas importants pour faire face à certains des plus grands défis que le monde connaît actuellement : l'instabilité économique, les inégalités sociales et les effets des changements climatiques.

Nous devons remédier aux conséquences dévastatrices de la récession mondiale en mobilisant un appui plus important, plus rapide et plus souple des institutions financières internationales.

La Serbie accorde la priorité aux objectifs suivants : éliminer la pauvreté ; le développement économique durable et l'emploi ; bâtir des infrastructures et promouvoir l'industrialisation ; permettre à tous de vivre en bonne santé à tout âge ; faire en sorte que tous les enfants suivent un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, en mettant l'accent sur l'égalité des sexes.

Je souligne avec fierté que les citoyens de Serbie ont voté pour un parlement où les deux sexes sont représentés sur un pied d'égalité. Ce parlement moderne a soutenu pour la deuxième fois un gouvernement dirigé par une femme.

Mesdames et Messieurs,

Un multilatéralisme efficace et productif est non seulement nécessaire, mais aussi réalisable si nous faisons tous preuve de volonté de collaborer dans un esprit de dialogue, de coopération et de compromis.

Nous avons coopéré intensivement avec les pays du monde entier, ainsi qu'avec ceux de notre région, en ce qui concerne la fourniture de l'aide humanitaire, mais aussi en matière d'approvisionnement de biens de consommation pendant la pandémie de COVID-19. La Serbie se heurte également à des difficultés dans la lutte contre cette maladie contagieuse qui a provoqué des changements profonds dans le monde entier et nous avons reçu l'aide de pays amis au moment où nous en avions le plus besoin, et je profite de cette occasion pour les remercier une fois de plus. De même, nous avons fait preuve de solidarité et apporté notre aide à d'autres pays. Nous continuerons d'apporter notre aide à tous ceux qui en ont besoin en ces temps difficiles.

J'espère que cette pandémie nous a rappelé à toutes et à tous à quel point chaque vie compte et que nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour prévenir de nouvelles pertes en vies humaines et d'autres souffrances humaines. Cela étant dit, je tiens à souligner que la République de Serbie s'associe à l'appel du Secrétaire général de l'ONU à un cessez-le-feu mondial.

Mesdames et Messieurs,

Tout au long de son existence, la Serbie a attaché la plus haute importance aux principes de liberté, d'égalité et de paix. Aucun de ces principes traditionnels n'est possible sans une ONU forte et le strict respect de sa Charte fondatrice.

Le Président John Fitzgerald Kennedy a dit :

« Ne cherchons pas la réponse républicaine ou la réponse démocrate, mais la bonne réponse. Ne cherchons pas à rejeter la faute sur le passé – acceptons notre responsabilité pour l'avenir. »

Nous ne pouvons pas changer le passé, mais nous pouvons agir dès aujourd'hui pour garantir un meilleur avenir à cette planète et à l'humanité.

Je vous remercie de votre attention.

France (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 31)

Allocution de M. Emmanuel Macron, Président de la République française

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,
Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,
Mesdames et Messieurs,

La pandémie de COVID-19 expose nos sociétés à de multiples défis.

Le premier est celui de la coopération sanitaire internationale. Nous pouvons d'ores et déjà tirer plusieurs enseignements de la crise actuelle à cet égard.

Premièrement, les seules réponses efficaces à la pandémie seront des réponses globales, coordonnées et solidaires. C'est pourquoi je voudrais me réjouir de l'action collective portée par l'initiative Accélérateur ACT, qui vise à rendre les outils de la lutte contre la pandémie accessibles à tous les pays, et à en faire des biens publics mondiaux. Dix milliards de dollars ont déjà été mobilisés dans ce cadre. C'est considérable. Mais nous devons poursuivre la mobilisation financière de toute la communauté internationale.

Comme je l'ai dit aux États partenaires du G20 lors du Sommet de Riyad le 21 novembre dernier, la France propose la création d'un mécanisme de don pour qu'une partie des premières doses de vaccin disponibles soit destinée à la vaccination des publics prioritaires dans les pays en développement. Ces doses, qu'elles proviennent d'Europe, de Chine, de Russie, des États-Unis, qu'elles soient le fruit de dons d'États ou de laboratoires pharmaceutiques, seraient ainsi allouées de façon efficace et équitable, sur la base des recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé. Je vous invite à construire ce mécanisme ensemble. C'est, je crois, la réponse la plus adaptée.

Mais nous le savons : les vaccins ne suffiront pas. Sans renforcer les systèmes de santé primaires dans les pays les plus fragiles, ils resteront inutilisés. Sans former partout des personnels de santé, notre riposte sanitaire restera sous-optimale. C'est pourquoi la France soutient l'Organisation mondiale de la Santé pour mettre en place une Académie mondiale de la santé à Lyon, qui formera les personnels de santé du monde entier. C'est aussi pourquoi nous invitons l'ensemble des puissances du G20 et au delà, à renforcer, dans le cadre de leur aide publique au développement, la part santé, pour venir en aide aux systèmes de santé primaires des principaux pays, émergents, en voie de développement, concernés.

Deuxièmement, l'autre enseignement de cette crise, c'est que nous sommes insuffisamment préparés aux menaces sanitaires. Il nous faut renforcer le système actuel de sécurité sanitaire internationale. La France a fait des propositions, notamment avec ses partenaires allemands et plus largement européens. Nous soutenons le renforcement de l'Organisation mondiale de la Santé, qui est la seule organisation universelle en matière de santé. C'est la raison pour laquelle nous avons accordé à l'OMS une contribution financière de 50 millions d'euros supplémentaires pour 2020 et 2021.

Plus spécifiquement, nous souhaitons l'établissement d'un niveau d'alerte intermédiaire, pour que l'OMS puisse tirer la sonnette d'alarme plus en amont. Nous souhaitons aussi davantage de transparence, de redevabilité des États parties au Règlement sanitaire international. Une enquête internationale est en cours, il faudra en tirer tous les enseignements, et il faudra sans doute revoir en effet ce Règlement sanitaire international, pour être plus efficace à cet égard.

Troisième enseignement, la crise sanitaire souligne les interactions entre santé humaine, animale et environnementale, dans un contexte marqué par la dégradation des écosystèmes.

C'est pourquoi nous appuyons la mise en place d'un Conseil d'experts de haut niveau, « Une seule santé », qui sera chargé de rassembler et de diffuser les informations scientifiques disponibles sur les liens entre santé humaine, animale et environnementale, afin d'aider les responsables publics dans la gestion des futures crises sanitaires et d'éclairer les citoyens sur ces enjeux. Je me réjouis pour ma part que l'Organisation mondiale de la Santé, l'OIE, la FAO et le PNUE travaillent à la mise en place de ce Conseil, dans un esprit de partenariat de l'ensemble des grandes organisations internationales sectorielles.

Au-delà des enjeux sanitaires, la pandémie de COVID-19 a un impact humanitaire majeur. Elle contribue à l'augmentation de la pauvreté et des inégalités. D'après les Nations Unies, 235 millions de personnes auront besoin d'une assistance humanitaire en 2021. Le nombre de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire n'a jamais été aussi élevé.

Je salue, à cet égard, l'action essentielle de l'ensemble des agences et programmes des Nations Unies, dont le personnel se trouve, au quotidien, aux côtés des populations les plus vulnérables de la planète, parfois au péril de leurs vies. Je rappelle aussi qu'il est plus que jamais indispensable d'assurer aux acteurs humanitaires l'accès aux populations qu'ils cherchent à secourir.

Les circonstances exceptionnelles engendrées par la pandémie menacent par ailleurs, dans de nombreux pays, l'acquis de plus de 70 ans de combat international en faveur des droits de l'homme.

La pandémie ne doit pas servir de prétexte aux restrictions de l'espace de la société civile, au recul de l'état de droit, aux atteintes à la liberté d'expression, à la détention arbitraire d'opposants. Elle ne peut servir d'excuse à une remise en cause des progrès réalisés dans la lutte contre les violences faites aux femmes, dans l'accès aux droits et aux services en matière de santé sexuelle et reproductive, dans la protection de nos enfants. Parce que nous ne pouvons tolérer ce recul, nous organiserons en 2021 le Forum Génération Égalité. Je vous y donne rendez-vous pour porter ensemble la cause de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Enfin, notre rôle est d'empêcher qu'à la faveur de cette crise, qui est bien plus qu'une crise sanitaire, de nouveaux seuils soient franchis dans la brutalisation du monde.

Le Conseil de sécurité a pris en compte très tôt l'effet déstabilisateur des pandémies. Il l'avait déjà fait en 2000 avec le VIH et de nouveau en 2014 et 2018 avec Ebola. C'est pourquoi, à l'occasion de la pandémie de COVID-19, nous avons porté avec la Tunisie la résolution 2532, adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité le 1^{er} juillet 2020, en soutien à l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu global.

Je tiens à saluer, à cet égard, les femmes et les hommes déployés dans les opérations des Nations Unies qui ont continué, malgré les difficultés, à se mobiliser pour défendre la paix – mais aussi lutter contre la COVID-19. Voilà les quelques convictions que je voulais partager avec vous aujourd’hui, en vous souhaitant un bon travail, en vous souhaitant à tous de continuer à avancer et à sortir encore plus unis et plus forts, de cette pandémie. Je vous remercie.

Venezuela (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 32)

Allocution de M. Nicolás Maduro Moros, Président de la République bolivarienne du Venezuela

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : espagnol]

Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord de saluer la convocation de cet important sommet de haut niveau sous les auspices de notre Assemblée générale des Nations Unies sur la riposte mondiale à la crise humaine déclenchée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Je tiens également à remercier le Mouvement des pays non-alignés d'avoir promu cette session extraordinaire, dans cette situation d'urgence pour l'humanité.

Je saisis aussi cette occasion pour rendre hommage aux plus de 1,3 million d'âmes qui, dans ce contexte sans précédent, ont perdu la bataille contre la maladie. Pour honorer leur mémoire, nous devons nous engager à améliorer les systèmes de soins de santé pour en faire des systèmes de qualité et véritablement publics.

De même, nous tenons à exprimer notre reconnaissance et notre gratitude à tous les professionnels de la santé et les scientifiques et à l'ensemble du personnel qui ont fait preuve de dévouement et de sacrifice dans ce combat pour la santé et la vie.

Nous saisissons également cette occasion pour saluer le rôle de chef de file de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Monsieur le Président,

Après de nombreux mois pendant lesquels le monde entier a été bouleversé par l'urgence sanitaire causée par la pandémie – la pire au cours des 100 dernières années –, qui, comme nous le savons tous, a mis en évidence de grandes vulnérabilités, non seulement dans les pays en développement, mais aussi dans les pays les plus riches et les plus puissants de la planète, il s'est avéré que le multilatéralisme est la réponse idoine pour assurer la coordination, que la solidarité et la coopération doivent retrouver le rôle qu'elles jouaient autrefois pour guider et orienter les relations internationales entre les pays du monde que l'isolationnisme, le suprémacisme et l'égoïsme des élites minoritaires qui dictent les politiques des pays les plus puissants du monde essaient de rendre invisibles.

Au Venezuela, notre riposte face à la pandémie de COVID-19 a été caractérisée par le courage et l'héroïsme de milliers de femmes et d'hommes qui, sous la direction unifiée des institutions de l'État et du gouvernement national – même dans un contexte d'agression criminelle et de menaces constantes contre le Venezuela –, ont su mettre toutes les ressources humaines et matérielles du pays au service du peuple avec dévouement, discipline, conscience et beaucoup d'amour. À ce jour, un peu plus de 100 000 cas positifs ont été confirmés dans notre pays, dont 95 % se sont rétablis, et un peu moins de 900 personnes ont perdu la bataille et sont décédées, ce qui représente un taux de mortalité de 0,87 % – sans doute l'un des plus faibles de notre région et du monde.

Grâce à notre politique de solidarité, d'humanité et de prise en charge de tous les soins hospitaliers, nous avons pu traiter plus de 98 % des personnes infectées par le coronavirus. Ces patients ont été traités gratuitement, et tous leurs médicaments ont été pris en charge.

Sans aucun doute, nous vivons une époque marquée par la solidarité. Cette période doit être une période de paix, de coopération et de dignité humaine. Cependant, malgré les circonstances difficiles auxquelles le monde est confronté, certains pays puissants du Nord ont continué de politiser la pandémie et en ont fait une autre occasion d'imposer leurs intérêts hégémoniques au moyen d'agressions économiques, commerciales et financières. Le blocus criminel et la persécution économique contre le Venezuela ont conduit à un gel de plus de 40 milliards de dollars de patrimoine du peuple vénézuélien dans des banques aux États-Unis et en Europe, et nous n'avons pas la possibilité d'accéder à ces comptes bancaires pour payer les médicaments dont notre peuple a besoin et les matières premières nécessaires pour la fabrication des médicaments, des équipements et des fournitures médicales, acheter les fournitures nécessaires pour produire du carburant et de la nourriture et fournir de nombreux autres services de base. Tous ces secteurs sont touchés par la persécution criminelle des États-Unis contre le Venezuela. Il est temps que les grandes puissances lèvent ces mesures criminelles, surtout si l'on tient compte du fait qu'elles sont appliquées illégalement.

Monsieur le Président,

Nous soulignons qu'il importe que le vaccin ou les vaccins contre le coronavirus soient déclarés comme un bien public d'intérêt mondial par les Nations Unies et l'Organisation mondiale de la Santé. On ne pourra venir à bout de cette pandémie que grâce à une réponse collective de l'humanité, fondée sur la science. Le Venezuela a entamé des démarches auprès de l'Organisation mondiale de la Santé pour certifier la molécule DR-10, récemment découverte dans notre pays et dont il a été démontré qu'elle traite la COVID-19. Nous appelons les pays à former une alliance en vue de sa production de masse une fois qu'elle aura été approuvée.

La solidarité est l'arme la plus puissante contre le coronavirus, et il est de notre responsabilité envers l'histoire et les générations futures de ne pas gâcher cette occasion de créer un monde meilleur pour tous.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Philippines (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 33)

Allocution de M. Rodrigo Roa Duterte, Président de la République des Philippines

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence la fragilité de nos sociétés et de nos institutions.

Les mesures immédiates que nous avons prises étaient nécessaires, mais elles ont aussi divisé nos sociétés.

Lorsque tout le monde a besoin des mêmes ressources et que celles-ci sont limitées, la tendance à recourir à une approche « à somme nulle » s'intensifie.

Pourtant, cette pandémie exige l'inverse – une coopération renforcée. Notre première priorité est de renforcer la capacité des systèmes de santé.

Sans remède ni vaccin, nous ne pouvons que retarder la propagation de la maladie pendant que nous rouvrons nos économies.

Il faut garantir l'accès des services et des produits qui sauvent des vies aux plus vulnérables : il faut donner plus à ceux qui ont le moins.

Les Philippines réitèrent l'appel à un accès universel à des vaccins et des technologies sûrs et efficaces contre la COVID-19.

Si un pays venait à être exclu en raison de sa pauvreté ou de son manque d'importance stratégique, ce serait une injustice flagrante qui hanterait le monde pendant longtemps.

Une telle exclusion discréditerait complètement les valeurs sur lesquelles les Nations Unies ont été fondées.

Nous ne pouvons pas laisser cela se produire. Car personne ne sera réellement en sécurité tant que tout le monde ne le sera pas.

Les Philippines appuient fermement les initiatives médicales et scientifiques mondiales lancées par l'OMS. Il s'agit notamment de l'Accélérateur ACT, du Mécanisme COVAX et du C-TAP.

Tout comme nos frères de l'ASEAN et du Mouvement des pays non alignés, les Philippines sont favorables à un programme mondial de santé qui donne des ressources et une marge d'action suffisantes à l'OMS.

Les Philippines apporteront leur contribution. Nous participerons à la mise en commun des ressources mondiales et nous aiderons les autres pays, sans condition.

Nos initiatives collectives au sein de l'ONU et d'autres cadres multilatéraux sont notre meilleure chance de vaincre la COVID-19.

Monsieur le Président, les défis posés par la pandémie vont au-delà de la santé et de l'économie.

Dans de nombreuses régions du monde, la pandémie a aggravé les menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité.

Les hors-la-loi utilisent cette crise sanitaire comme une arme. Ils empêchent les États d'agir. Ils laissent la COVID-19 faire des ravages parmi les populations.

C'est une vérité qui dérange, mais que nous devons affronter.

Les Philippines appuient l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu mondial. Nous ne pouvons que nous en féliciter.

Les Philippines veulent assurer la fourniture, rapidement et sans entrave, de soins médicaux à tous les Philippins, en particulier aux plus vulnérables.

Pourtant, la lutte contre le terrorisme est tout aussi urgente aujourd'hui qu'avant la pandémie.

Dans mon pays, ce combat vise à protéger la vie tout en préservant les valeurs démocratiques que nous avons rétablies sans violence.

Monsieur le Président, la fin de cette pandémie est encore difficile à entrevoir. Pourtant, nous pouvons voir les grandes lignes de l'horizon.

Il n'est jamais trop tôt pour penser à une stratégie de relance.

Les Philippines visent une reprise globale et inclusive, sans laisser personne de côté. Nous utilisons tous les instruments socio-économiques disponibles pour protéger les acquis que nous avons obtenus à grand prix en matière de développement.

Notre plan de relèvement repose sur des paramètres fondamentaux macroéconomiques et budgétaires solides, avec des financements équivalents à 9,1 % du PIB.

Saisissons cette occasion pour établir une « nouvelle normalité » en tirant les leçons de cette crise.

Les confinements nous ont obligés à tirer pleinement parti de la technologie et de l'innovation.

Ils ont accéléré l'adoption du commerce électronique, de l'apprentissage en ligne, de la visioconférence et de l'intelligence artificielle.

Par hasard, cette pandémie a ouvert des voies de croissance et de développement plus vertes et plus résilientes.

Elle a également montré à quel point nos sociétés sont interdépendantes.

C'est le moment de renforcer davantage nos réseaux de solidarité et de coopération.

Monsieur le Président, c'est le moment de faire preuve de plus de courage, collectivement, et de prendre des mesures significatives pour mettre fin à cette pandémie.

La voie est libre, et nous voyons jusqu'où nous pouvons aller en œuvrant de concert et ce que nous pouvons accomplir lorsque nous agissons, non pas comme des nations séparées, mais comme une seule et même humanité.

Il n'y a tout simplement pas d'autre moyen pour nos Nations Unies.

Je vous remercie.

Nauru (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 34)

Allocution de M. Lionel Rouwen Aingimea, Président de la République de Nauru

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

C'est un honneur pour moi de prendre la parole à l'occasion de cette session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la pandémie de COVID-19. Nous prenons acte de la récente augmentation des cas dans le monde et des pertes en vies humaines qui en découlent. Nous exprimons notre solidarité aux autres pays qui continuent de souffrir du fait de la pandémie. Dans ce contexte de crise mondiale, j'ai le plaisir d'annoncer à cette auguste assemblée que jusqu'à présent, Nauru a été épargnée par la COVID-19 par la grâce de Dieu.

Je profite de cette occasion pour vous faire part de notre expérience et vous expliquer comment ce Gouvernement a réussi à éloigner le virus des côtes de Nauru, assurant ainsi la santé et la sécurité de notre population et vous faire part également des défis auxquels nous continuons à faire face alors que nous sommes aux prises avec cette pandémie mondiale.

S'il y a un message à retenir de l'expérience de Nauru, c'est la nécessité d'une riposte forte, collective et multilatérale pour ouvrir la voie à la recherche de solutions permettant d'atténuer la pandémie et ses répercussions sur l'économie, la sécurité et le bien-être de notre population et notre environnement. Nous comptons sur une ONU forte pour accomplir ce travail de manière efficace et nous avons besoin d'une ONU adaptée à sa mission, à l'écoute et qui travaille avec les grands et les petits.

L'expérience historique de Nauru a été un élément clef pour survivre à cette pandémie. Nous avons tenu compte des leçons du passé – à savoir que le déclenchement d'une épidémie dans une partie du monde peut entraîner des conséquences catastrophiques et dévastatrices pour notre petit pays si nous n'agissons pas rapidement. Nous ne sommes pas à l'abri des épidémies, même si nous sommes géographiquement isolés des autres pays.

Nauru a fait part de ses préoccupations à la direction de l'OMS dès le début de la pandémie. Nous avons constaté qu'elle a tardé à déclarer la pandémie mondiale, retardant ainsi les mesures nécessaires. Après la déclaration de l'OMS, ce Gouvernement a déclaré un état de catastrophe nationale pour la gestion de la COVID-19 et l'état de préparation face à cette pandémie. Et nous sommes encore sous cet état de catastrophe nationale.

Monsieur le Président,

L'action de l'ONU est importante pour Nauru et nous estimons que l'assistance de l'ONU est pertinente parce qu'elle complète notre action sur le terrain. Dans le même temps, nous constatons également qu'il convient d'améliorer la coordination et le dialogue avec les petits pays comme Nauru.

La pandémie a encore mis en évidence la faiblesse du bureau multinational dans notre région et le décalage entre l'idéal d'une riposte régionale coordonnée et la réalité de la réponse aux besoins des États plus petits et plus vulnérables dans notre région. Nous soulignons qu'en temps de crise, l'accès aux ressources d'appui en temps opportun est essentiel pour garantir l'efficacité d'un mécanisme de riposte.

À cette fin, nous attendons avec impatience l'établissement rapide d'un nouveau bureau multinational dans les États fédérés de Micronésie (EFM), qui représentera un pas en avant vers une riposte solide et coordonnée, avec l'appui ciblé du système de développement des Nations Unies aux petits États insulaires en développement (PEID) du Pacifique Nord.

Si Nauru a réussi à éloigner le virus de nos côtes, c'est grâce à notre politique de prise et d'enrayement. Ce Gouvernement a pris des mesures proactives pour promulguer des lois nationales en faveur de nouvelles politiques et mesures pour faire face à la pandémie. Nous avons créé une équipe spéciale de lutte contre la COVID-19 au niveau national pour que nos interventions soient coordonnées et cohérentes, en adoptant une approche qui mobilise l'ensemble des pouvoirs publics, en collaboration avec le secteur privé, la société civile et la communauté dans son ensemble. Nous avons pris des mesures pour sécuriser nos frontières en mettant en place des restrictions de voyage, avec des protocoles de quarantaine, tout en mettant en œuvre une politique de frontières ouvertes et contrôlées.

Notre équipe spéciale de lutte contre la COVID-19 est chargée de gérer les installations de quarantaine nationales pour les passagers qui arrivent sur le territoire national à bord d'avions de la compagnie aérienne nationale, qui a réduit ses opérations à toutes les deux semaines suite à la pandémie et aux restrictions de voyage en place dans tout le pays. Nous avons utilisé les frontières d'autres pays comme un rempart pour nous assurer que nous avons des garanties supplémentaires.

Les restrictions frontalières en vigueur imposent aux passagers se rendant à Nauru de se soumettre à un test PCR obligatoire pour la COVID-19 72 heures avant le voyage et de présenter la preuve d'un test négatif avant d'embarquer.

Les passagers qui arrivent sur notre territoire sont mis en quarantaine pendant cinq jours dans un endroit confiné et sécurisé. Le premier jour de la quarantaine, les passagers se soumettent à un test PCR effectué par des médecins et sont mis en quarantaine dans les chambres qui leur sont attribuées jusqu'à ce qu'ils reçoivent les résultats du test, dont nous espérons toujours qu'ils seront négatifs. Le cinquième jour, les passagers subissent un autre test PCR et si les résultats sont négatifs, ils sont libérés.

Nauru dispose d'un matériel robuste de dépistage mis à disposition par l'un de nos principaux partenaires, la République de Chine (Taiwan). L'Australie, les États-Unis, le Japon, la Nouvelle-Zélande et l'Inde ont également joué un rôle essentiel dans nos efforts pour empêcher la COVID d'atteindre nos côtes.

Aujourd'hui, nous avons la capacité d'effectuer des tests de dépistage de la COVID-19 nous-mêmes, dans le pays. Il s'agit d'une étape clef que nous avons franchie dans les mois qui ont suivi la pandémie.

Nous avons également constaté des améliorations et nous avons bénéficié du rôle consultatif de l'OMS sur la nature du virus. En tant que PEID, nous n'avons ni les moyens ni la capacité de participer à la recherche sur le virus, mais nous sommes restés vigilants pour nous tenir au courant des dernières informations communiquées par l'OMS. Cela a permis de mieux comprendre la nature du virus et s'est avéré utile

pour l'équipe spéciale de lutte contre la COVID-19. Des politiques fondées sur la science sont essentielles pour garantir l'efficacité continue de notre politique de prise et d'enrayement.

Nauru félicite les pays qui travaillent à la mise au point d'un vaccin pour combattre le virus et leur souhaite plein succès pour que cela devienne une réalité pour la communauté mondiale dans un avenir proche. Nous attendons de nos partenaires qu'ils mettent ce vaccin à la disposition de tous les PEID.

Monsieur le Président,

Ce Gouvernement a lancé son programme Desperate Imagination Vision et ses plans dans un monde pré-COVID. Il s'agit d'une vision innovante d'une République de Nauru financièrement viable et résiliente. Bien que nous ayons confiance en notre vision et en nos plans, nous n'avons pas accès aux ressources financières nécessaires à leur mise en œuvre.

Nous soulignons la nécessité d'un système financier mondial qui soit sensible aux besoins des pays en développement comme Nauru et qui nous accompagne tout au long de cette pandémie et au-delà pour nous aider à construire un avenir plus résilient et durable.

Les conséquences de la COVID-19 ont exacerbé nos vulnérabilités et les changements climatiques continuent d'être une menace existentielle pour certains et la plus grave menace pour l'humanité. Nous ne savons pas ce que l'avenir réserve à des pays comme le nôtre, mais il est clair que nous avons besoin d'une action multilatérale pour prendre des mesures urgentes et audacieuses dès aujourd'hui.

Nous devons toujours garder à l'esprit la nécessité d'assurer la viabilité de nos nations et de nos peuples.

Pour conclure, je souhaite remercier tous nos partenaires donateurs pour leur précieux soutien et nous espérons que nous pourrions continuer à compter sur votre partenariat en ces temps difficiles.

Mwa tubwa kor. (Je vous remercie).

République dominicaine (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 35)

Allocution de M^{me} Raquel Peña de Antuña, Vice-Présidente de la République dominicaine

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : espagnol]

M. Volkan Bozkir, Président de l'Assemblée générale,

M. António Guterres, Secrétaire général,

S. E. Ilence M. Munir Akram, Président du Conseil économique et social,

Monsieur le Représentant de l'Afrique du Sud, Président du Conseil de sécurité,

Monsieur le Représentant de l'Azerbaïdjan, Président du Mouvement des pays non alignés,

Mesdames et Messieurs les représentantes et représentants,

Mesdames et Messieurs,

Bonjour à toutes et à tous.

C'est un honneur pour moi de m'adresser à vous au nom de Son Excellence le Président de la République dominicaine, M. Luis Abinader, et en ma qualité de Vice-Présidente constitutionnelle de mon pays et de coordinatrice du Cabinet de la santé. Je saisis cette occasion pour exprimer ma gratitude d'avoir été invitée à participer à cette session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) – un ennemi qui menace la santé de nos citoyens, la stabilité de nos économies et le développement de nos peuples.

En République dominicaine, nos efforts pendant la phase d'atténuation du virus ont abouti à une réduction du taux de contagion, du taux d'incidence et du taux de mortalité, ainsi qu'à des chiffres encourageants concernant les hospitalisations. Les résultats obtenus sont étroitement liés à la mise en œuvre du Plan stratégique de préparation et de riposte pour lutter contre la COVID-19 élaboré par l'OMS/OPS.

Dans notre pays, depuis que nous avons commencé à diriger le Gouvernement, nous avons accordé une attention particulière au pilier 2, « Communication des risques et engagement communautaire », et au pilier 5, « Laboratoires nationaux » du plan. Grâce à des partenariats avec des groupes communautaires et des municipalités dans tout le pays, nous avons organisé des activités d'éducation, de prévention et de dépistage sur une période de près de 900 jours, nous avons effectué environ 70 000 tests de dépistage de la COVID-19 et nous avons distribué plus de 25 000 kits de traitement et d'équipement de protection individuelle.

De même, notre laboratoire national a la capacité de traiter jusqu'à 10 000 tests par jour, car notre gouvernement a mis à sa disposition les fournitures, les équipements et les ressources humaines nécessaires à cette fin, étant donné que nous comprenons l'importance de la détection et du diagnostic pendant cette phase d'atténuation.

La crise économique provoquée par la pandémie a permis aux pays de tirer de nombreux enseignements. En ce qui concerne le commerce, elle a mis en évidence l'importance des liens mutuels entre nos économies et l'importance de comprendre les

changements que nos entreprises ont connus en termes de transition technologique, ainsi que les défis auxquels elles sont confrontées sur le plan financier et fiscal, raison pour laquelle nous avons pris des mesures d'incitation pour soutenir les producteurs locaux et les entreprises nationales afin d'encourager la consommation locale de produits locaux.

Il importe de souligner que même si les pays ont eu des expériences différentes face à un problème commun et si certaines économies sont plus résilientes que d'autres, l'intégration et la coopération entre les pays sont impératives à l'heure actuelle. C'est pourquoi nous sommes restés en communication avec d'autres États pour collaborer avec eux. L'échange de connaissances technologiques entre les pays est utile dans la recherche d'avancées scientifiques pour améliorer les conditions de vie de l'humanité.

Depuis la République dominicaine, nous soulignons l'importance de telles initiatives qui favorisent le développement durable pendant cette crise sanitaire et qui nous donnent des outils pour le relèvement de nos économies, en vue de la réalisation de nos objectifs communs et de l'avènement d'un monde meilleur après la pandémie.

Merci beaucoup, et que Dieu vous bénisse.

Luxembourg (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 36)

**Allocution de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État,
Ministre des communications et des médias et Ministre des cultes
du Grand-Duché de Luxembourg**

*Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session
extraordinaire*

[Original : français et anglais]

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Chers collègues,

Je m'adresse à vous aujourd'hui au nom des membres¹ du Groupe des Amis des enfants et des objectifs de développement durable, un groupe d'États Membres qui s'est engagé à défendre les droits de l'enfant, le bien-être des enfants et une participation véritable des enfants aux processus intergouvernementaux à l'ONU et ailleurs.

L'année 2020 a été une année mémorable. Alors que nous entamons la Décennie d'action, le Groupe des Amis célèbre également son cinquième anniversaire. Notre Groupe a été créé en 2015 pour veiller à ce que les droits de l'enfant soient au cœur des ODD. Depuis lors, nous avons intégré ce programme dans notre action à l'ONU.

Avant tout, l'année 2020 a été marquée par la pandémie de COVID-19. Si nous n'agissons pas de manière rapide et décisive, cette crise risque d'être aggravée par la création d'une génération d'enfants perdus. Même avant le début de la pandémie, nous n'étions pas sur la bonne voie pour atteindre les ODD d'ici à 2030 ; tous les enfants ne bénéficiaient pas des programmes visant à faire progresser les droits de l'enfant – par l'intermédiaire des systèmes d'éducation, de santé, de nutrition et de protection. Ces réalités ont été à la fois exposées et exacerbées par la COVID-19.

Plus de 91 % d'enfants et de jeunes dans le monde – soit plus de 1,8 milliard de jeunes – ont été touchés par les fermetures d'écoles, et 463 millions d'entre eux n'ont pas pu accéder à l'apprentissage en ligne et à distance pendant cette période. Plus de 80 millions d'enfants ne pourront pas obtenir des vaccins vitaux cette année en raison des perturbations des soins de santé de routine et des systèmes de santé fragiles qui ont été submergés par la riposte à la COVID-19. En outre, les enfants déjà exposés à la violence, à l'exploitation et à la maltraitance n'ont plus accès aux principaux services d'aide en même temps qu'ils subissent le stress physique et mental supplémentaire imposé aux ménages fragiles. Cela est particulièrement grave pour les filles.

En avril de cette année, le Groupe des Amis s'est associé à l'Union européenne et au Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes pour publier une déclaration

1 Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bénin, Bulgarie, Canada, Chili, Colombie, Croatie, Danemark, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Estonie, Éthiopie, Finlande, Ghana, Guatemala, Guyana, Honduras, Hongrie, Inde, Irlande, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Lesotho, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malte, Maroc, Mexique, Nigéria, Norvège, Ouganda, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Qatar, République de Corée, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni, Sénégal, Singapour, Suède, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Uruguay, Union européenne

commune sur la protection de la vie et des droits des enfants. Cette déclaration a reçu un soutien massif, étant donné que 172 États Membres et observateurs permanents s'y sont associés.

Toutefois, les mots à eux seuls ne suffiront pas pour protéger la vie, les droits et l'avenir des enfants. Nous devons agir de toute urgence pour que la crise de la COVID-19 ne devienne pas une crise des droits de l'enfant. À cette fin, je voudrais attirer l'attention sur trois principaux domaines d'action.

Premièrement, dans le cadre de notre riposte et de notre relèvement dans l'immédiat et à plus long terme dans le contexte de la COVID-19, nous devons nous engager à mettre à disposition des financements adéquats pour protéger et promouvoir les droits et le bien-être des enfants, à la fois dans les budgets nationaux et en mobilisant davantage de financements extérieurs, notamment l'aide internationale au développement.

L'investissement dans les services et les systèmes qui permettront à nos enfants d'apprendre, d'être en bonne santé et en sécurité doit faire partie intégrante de la riposte à la COVID-19 et du relèvement mondial.

Deuxièmement, il est impératif que nous nous engagions auprès des enfants et des jeunes en tant que parties prenantes et créateurs de solutions, tant au niveau de l'ONU que dans les processus de planification et de suivi locaux et nationaux.

La prise en compte des points de vue et des perspectives des enfants dans la conception et la mise en œuvre des politiques, des programmes et des services contribue à leur durabilité et, en fin de compte, à la réalisation du Programme 2030. Ce n'est qu'en garantissant la participation significative des enfants que les procédures à l'ONU resteront inclusives et pertinentes pour les générations futures, dont les vies sont les plus en jeu dans la réalisation des objectifs de développement durable.

Troisièmement, tous ces efforts doivent être soutenus par notre réengagement collectif à réaliser les objectifs de développement durable et à combattre la menace existentielle que représentent les changements climatiques et la dégradation de l'environnement.

Avant l'apparition de cette pandémie, le monde était déjà confronté à la double crise des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement. Si la COVID-19 n'a peut-être pas été directement causée par les changements climatiques, la dégradation de l'environnement, notamment la perte d'habitat et de biodiversité, est un facteur de risque sous-jacent commun. L'humanité est en conflit avec la nature depuis trop longtemps, et l'émergence de cette pandémie, ainsi que notre vulnérabilité à des risques similaires à l'avenir, ne feront qu'augmenter si nous ne changeons pas de cap.

Est-ce le monde que nous voulons aujourd'hui, pour notre avenir et pour nos enfants ?

Nos chercheurs médicaux ont maintenant mis au point des vaccins qui nous permettront au bout du compte de mettre fin à la pandémie de COVID-19. Cependant, les effets de cette pandémie seront probablement ressentis pendant des années par cette génération d'enfants, notamment les plus pauvres et les plus vulnérables d'entre eux.

Nous devons nous unir en tant que communauté internationale pour construire une génération d'enfants plus résiliente, plus égale et plus autonome : une génération

qui sera la mieux équipée pour relever les défis et exploiter les opportunités que l'avenir nous réserve.

Monsieur le Président,

Permettez-moi d'ajouter quelques mots à titre national.

Le Luxembourg se réjouit des annonces concernant la mise au point de vaccins efficaces contre le coronavirus. Cela nous permet d'espérer que nous serons bientôt à même de venir à bout de cette terrible pandémie qui a déjà coûté la vie à un million et demi d'êtres humains.

Cette lueur d'espoir doit nous encourager à maintenir l'élan de solidarité et de coopération multilatérale. Pour réussir, nous devons être unis et travailler ensemble.

Dans cet esprit, le Grand-Duché de Luxembourg a contribué au Fonds central pour les interventions d'urgence de l'ONU et au Plan de réponse humanitaire global COVID-19. Nous soutenons nos pays partenaires, en Afrique de l'Ouest notamment, pour les aider à renforcer leurs systèmes sanitaires. Nous avons aussi intensifié notre appui à l'Organisation mondiale de la Santé, qui reste la meilleure enceinte pour élaborer la réponse mondiale aux pandémies.

Mon pays a augmenté de 22 % son soutien à GAVI, l'Alliance du Vaccin. Et avec nos partenaires de l'Union européenne, nous participons aux efforts pour assurer un accès équitable, partout dans le monde, à des vaccins abordables contre le coronavirus. Le Luxembourg a décidé dans ce contexte de contribuer au Mécanisme COVAX.

La pandémie pourra – espérons-le – bientôt être contenue, mais son impact socio-économique continuera de se faire sentir. Certaines régions comme l'Europe ont pu prendre des mesures sans précédent pour relancer l'économie. Pour d'autres régions hélas, cela n'est pas possible. Sans action concertée en faveur du Programme 2030, nous courons le risque de voir les progrès des dernières années réduits à néant. Le Luxembourg pour sa part tient son engagement et continue de consacrer 1 % de son revenu national brut à l'aide publique au développement.

Chers amis,

Un peu partout, la pandémie a aussi fragilisé nos sociétés et mis à mal la situation des droits humains. L'utilisation de la COVID-19 comme prétexte pour réduire l'espace civique et soumettre l'opposition politique ne saurait être tolérée. La pandémie aura suspendu des mois durant beaucoup d'aspects de notre vie quotidienne, mais elle ne saurait suspendre les valeurs qui sont au cœur de l'Organisation des Nations Unies.

Je vous remercie.

Tuvalu (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 37)

Allocution de M. Kausea Natano, Premier Ministre des Tuvalu

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

Excellences,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous tous au nom des 14 États membres du Forum des îles du Pacifique présents à l'Organisation des Nations Unies.

En tant que dirigeants du Forum des îles du Pacifique et du continent du Pacifique bleu, qui couvre un tiers de la surface de notre planète, nous sommes déterminés à surmonter les défis anciens et nouveaux qui menacent notre région. La pandémie de COVID-19 représente une menace immédiate et dévastatrice pour la communauté Pacifique et mondiale. Nous sommes profondément préoccupés par l'aggravation rapide des répercussions sanitaires, économiques et sociales de la COVID-19 dans le monde. En tant que région, nous nous sommes rapidement réunis pour faire face à ce défi en invoquant les mécanismes consultatifs de la Déclaration de Biketawa 2000, un cadre permettant de coordonner les réponses aux crises régionales. Dans notre région du Pacifique bleu, nous sommes aujourd'hui confrontés à une crise à trois volets : l'impact de la COVID-19, les effets dévastateurs des changements climatiques et des catastrophes naturelles, et la santé économique fragile de la région, conséquence des vulnérabilités inhérentes aux petits États insulaires en développement. Nous restons conscients de l'interdépendance de ces crises et du fait que les mesures de relance transversales devront être conçues en tenant compte de la triple crise et en y répondant fermement.

Nos dirigeants considèrent la santé et le bien-être des peuples du Pacifique et de l'océan comme notre plus grande priorité. Nous reconnaissons que la COVID-19 a exercé une pression considérable sur les systèmes de santé nationaux et qu'elle est susceptible d'exacerber encore plus les problèmes de santé existants, en particulier la lutte que nous menons actuellement contre les maladies non transmissibles. Notre région a pris des mesures audacieuses pour limiter la propagation du virus en appliquant des mesures de confinement sans précédent qui ont permis jusqu'à présent aux deux tiers de nos États membres de rester exempts de la COVID-19 – probablement les seuls pays au monde à le faire dès le début de la pandémie. Bien que nos mesures aient sauvé des vies, elles ont gravement restreint nos liens entre nous et avec le monde, ce qui a nui à l'obtention et à la distribution en temps voulu de fournitures médicales essentielles qui permettraient d'envisager la réouverture de nos frontières dans le Pacifique.

En outre, les mesures de riposte mondiale à la COVID-19 ont eu des effets socio-économiques dévastateurs sur les économies du Pacifique, affectant les principaux moteurs de la croissance, notamment le secteur privé, le commerce, le tourisme, les envois de fonds et les droits de licence de pêche, pour n'en citer que quelques-uns. On prévoit maintenant que la région Pacifique connaîtra une contraction sans précédent de 6,1 % en 2020. Les coûts dévastateurs des pertes d'emplois, et leurs effets en chaîne, menacent les moyens de subsistance de notre peuple, tandis que les disparités entre les sexes, en particulier la violence à l'égard des femmes et des filles, continuent

d'augmenter. Alors que la pandémie fait rage, les inégalités existantes se creusent et nos communautés vulnérables sont encore plus marginalisées. Ces circonstances ont poussé notre région à se rapprocher encore plus pour explorer des solutions innovantes et inclusives pour faire face à la COVID-19.

Les incidences sur nos économies diffèrent d'un pays à l'autre dans la région. Le tourisme est pratiquement à l'arrêt depuis la fermeture des frontières à la fin du mois de mars. De nombreux pays insulaires du Forum sont fortement dépendants des flux touristiques pour l'emploi, les revenus et les recettes des secteurs public et privé. Les pays fortement dépendants du tourisme ont perdu entre 30 % et 40 % de leurs revenus nationaux, les petites et moyennes entreprises touristiques étant touchées de manière disproportionnée. Cependant, notre coopération régionale a permis de soutenir l'élaboration de protocoles d'exploitation visant à atténuer le risque de transmission de la COVID-19 pendant les opérations de pêche, aidant ainsi l'industrie du thon à poursuivre ses activités en toute sécurité et à apporter une contribution essentielle aux économies des îles du Pacifique.

Les niveaux d'emploi ont considérablement diminué dans les secteurs directement et indirectement touchés. Les revenus des ménages ont également chuté, tandis que l'activité du secteur informel a augmenté, les familles déplacées et les nouveaux chômeurs cherchant d'autres sources de revenus et de subsistance. Nous reconnaissons à nouveau la nécessité de remédier à l'impact disproportionné sur les femmes et les filles qui, en plus de la violence fondée sur le genre, sont confrontées à une insécurité économique accrue, à un surcroît de travail domestique non rémunéré et à un accès réduit aux services essentiels de santé, d'éducation et autres services sociaux. Nous reconnaissons le stress psychologique que les effets de la COVID-19 ont imposé aux peuples du Pacifique, tant aux pourvoyeurs de soins qu'aux personnes à charge, qui ont pu être soumis au stress et à des mauvais traitements. Nous ne pouvons pas permettre que la pandémie fasse reculer nos années de progrès vers l'égalité des sexes dans notre région, alors que nous mettons en œuvre la Déclaration des dirigeants du Pacifique sur l'égalité des sexes de 2012. Les femmes et les filles ont joué un rôle essentiel dans notre riposte à la pandémie et feront de même pour notre relèvement.

Les fermetures de frontières en raison de la COVID-19 ont également exacerbé les difficultés actuelles dans les domaines de l'aviation et du transport maritime. Les services aériens se sont effondrés, affectant la connectivité et la viabilité financière de nos compagnies aériennes. La croissance économique et le développement humain dépendent d'une connectivité aérienne sûre, abordable et fiable pour transporter les passagers et le fret vers et depuis la région Pacifique et en son sein.

Les pays du Pacifique continuent à faire face à des contraintes structurelles pour accéder à un financement du développement abordable et auront donc besoin d'un soutien continu de la part de la communauté internationale – y compris des institutions financières internationales – afin de gérer les problèmes budgétaires aigus qui les attendent.

Face à l'affaiblissement du soutien au multilatéralisme par certains membres de la communauté internationale, nous, dans le Pacifique, offrons un exemple de réussite de l'action collective à travers nos efforts pour lutter contre la COVID-19. Le Pacifique a une fière tradition de mise à profit du régionalisme pour traiter les questions communes et nous avons poursuivi cet héritage en invoquant la Déclaration de Biketawa comme l'un des nombreux mécanismes pour lutter contre la pandémie. Ce faisant, et sous la direction des Tuvalu, nos ministres des affaires étrangères ont

créé le Pacific Humanitarian Pathway on COVID-19 (Pathway) (couloir humanitaire du Pacifique relatif à la COVID-19). Le couloir humanitaire du Pacifique relatif à la COVID-19 a élaboré cinq protocoles régionaux pour faciliter le transport de fournitures médicales et humanitaires critiques à travers le Pacifique bleu afin d'aider nos populations.

Nos ministres des affaires étrangères et de l'économie maintiennent un dialogue ouvert, discutant et partageant des approches pour faire face aux durs effets de la pandémie. Nous rappelons et réaffirmons leurs déclarations sur la COVID-19², et demandons instamment à l'ONU et aux partenaires de développement de soutenir les problèmes identifiés et d'aider aux efforts de redressement dans tout le Pacifique par des efforts bien coordonnés et alignés sur les priorités et les plans nationaux et régionaux. Aujourd'hui, plus que jamais, le multilatéralisme est nécessaire et doit être la pierre angulaire de nos efforts régionaux et mondiaux pour combattre la COVID-19. Nous reconnaissons en outre la nécessité de veiller à ce que les efforts et les ressources collectives de la région pour atténuer les effets de la COVID-19 soient ciblés sur les personnes les plus nécessiteuses et les plus vulnérables. Les pays du Pacifique et les partenaires de développement doivent également s'engager à adhérer aux principes de responsabilité, de bon leadership et d'unité contre la corruption convenus au niveau régional, ce dernier principe étant énoncé dans la Vision Teieniwa.

Dans la perspective de notre redressement, l'investissement dans nos infrastructures de santé est d'une importance capitale pour protéger nos populations des crises actuelles et futures. Notre population mérite des soins de santé de la plus haute qualité, qui soient abordables, accessibles et disponibles pour tous. Nous saluons les efforts déployés dans le monde entier pour mettre au point des traitements et des vaccins sûrs et abordables contre la COVID-19. Nos économies du Pacifique dépendent fortement de l'ouverture des frontières pour les voyages, le commerce et les affaires. Sans traitement et sans un vaccin auquel nos concitoyens peuvent se fier pour atténuer les problèmes de santé, les perturbations dévastatrices pour toutes nos économies interdépendantes se poursuivront sans relâche. Le Pacifique doit pouvoir accéder rapidement à un traitement et à un vaccin sûr, abordable et ayant reçu une approbation réglementaire rigoureuse, lorsqu'il sera mis au point. Dans ce contexte, nous exhortons les dirigeants mondiaux à soutenir la distribution équitable et abordable de traitements et de vaccins sûrs contre la COVID-19 à tous les peuples du monde.

Nous lançons un appel pressant et concerté aux partenaires de développement, y compris les organismes bilatéraux, multilatéraux, régionaux et de développement, pour qu'ils soutiennent les efforts de redressement de tous les pays insulaires du Forum, y compris ceux qui ont accédé à la catégorie des revenus supérieurs, en prenant les mesures suivantes :

- i) fournir un allègement de la dette aux pays insulaires du Forum, conformément à la décision du Groupe des Vingt d'avril 2020 ;
- ii) accroître la flexibilité des modalités de financement du développement et des domaines d'intervention prioritaires, notamment en concentrant en début de période le décaissement des programmes des donateurs pour les filières de projets existants, et en redéfinissant les priorités des donateurs dans leurs domaines d'intervention actuels ;

2 <https://www.forumsec.org/2020/07/17/pacific-islands-forum-foreign-ministers-joint-statement-on-the-blue-pacific-response-to-covid-19/> ; and <https://www.forumsec.org/2020/08/14/2020-forum-economic-ministers-meeting-outcomes-document-and-statement-on-covid-19/3>

iii) demander aux institutions financières internationales de réévaluer l'éligibilité aux subventions et aux prêts et d'utiliser tous les instruments disponibles, afin que les pays insulaires du Forum puissent répondre efficacement aux incidences catastrophiques de la COVID-19 ;

iv) le Fonds monétaire international doit envisager rapidement une allocation générale des droits de tirage spéciaux des membres, et renforcer le soutien aux membres qui ont des difficultés à respecter leurs engagements extérieurs essentiels ;

v) accroître le recours au soutien budgétaire général (prêts concessionnels et subventions) pour compléter les soldes de fonctionnement des pays insulaires du Forum, notamment en explorant des mécanismes novateurs de financement du développement ;

vi) poursuivre et augmenter le soutien au renforcement de nos systèmes de protection sociale, y compris la lutte contre la violence fondée sur le genre, tout en examinant les intersections critiques entre la sécurité et la protection, la sécurité économique inclusive et la préparation aux catastrophes ;

vii) capitaliser le Pacific Resilience Facility (Fonds de résilience du Pacifique), lorsque les conditions le permettront, en tant que source de financement qui sera disponible au niveau régional pour les pays insulaires du Forum afin de renforcer la résilience économique et la préparation aux catastrophes ; et

viii) mobiliser un soutien financier pour un accès équitable à des kits de dépistage et à des vaccins anti-COVID-19 sûrs, efficaces et rigoureusement approuvés pour les pays insulaires du Forum.

Nous sommes toujours conscients que les changements climatiques sont la plus grande menace pour les moyens de subsistance, la sécurité et le bien-être des peuples du Pacifique. En conséquence, nous maintiendrons notre plaidoyer, nos efforts et notre ambition collectifs pour lutter contre les changements climatiques, malgré le report de la COP 26 à novembre 2021. Nous réaffirmons les conclusions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, selon lesquelles, au rythme actuel, le réchauffement de la planète risque d'atteindre 1,5° C dès 2030, à moins que la communauté internationale ne prenne des mesures urgentes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et atténuer la crise des changements climatiques. Nous demandons une action d'atténuation plus forte pour nous placer sur une trajectoire de 1,5° C, y compris l'investissement dans les technologies à faibles émissions. Nous reconnaissons que 2020 est une année charnière pour l'Accord de Paris et nous demandons instamment que la COVID-19 ne fasse pas dérailler la dynamique et l'ambition mondiales requises par toutes les parties pour tenir leurs engagements dans le cadre de l'Accord de Paris. Nous appelons la communauté internationale à s'engager à nouveau et à accélérer de toute urgence l'action contre les changements climatiques dès maintenant, comme le demande la Déclaration de Kainaki II du Forum des îles du Pacifique, et à veiller à ce que tous les financements et programmes de développement pour la COVID-19 soient alignés sur les objectifs de l'Accord de Paris et du Programme 2030.

La COVID-19 a mis en évidence et exacerbé les vulnérabilités existantes de notre région, qui est très exposée aux catastrophes et aux chocs environnementaux. Cela s'est manifesté lorsque le cyclone Harold a fait des ravages dans les Îles Salomon, à Vanuatu, aux Fidji et aux Tonga en avril 2020, au moment où la COVID-19 se propageait. Alors que nous nous préparons à l'approche de la saison des cyclones, nous

appelons la communauté internationale à soutenir et à aligner les efforts de relèvement dans nos cadres nationaux de riposte à la COVID-19 et le couloir (Pathway) régional, le cas échéant, en tant que mécanismes efficaces pour répondre aux besoins de sécurité sanitaire, humaine et économique à moyen et à plus long terme.

Alors que nous réfléchissons à une année 2020 jusqu'à présent difficile, nous restons déterminés dans nos perspectives et encourageons une reprise mondiale qui soit respectueuse de notre planète et inclusive et compatissante à l'égard des besoins de ses habitants. Il serait négligent de notre part, en tant que dirigeants, de ne pas considérer les opportunités qui découleront de la pandémie de COVID-19, une conscience partagée qui inspire nos efforts régionaux pour mettre au point une stratégie pour le continent du Pacifique bleu à l'horizon 2050.

Si nos membres restent les principaux moteurs de nos stratégies de redressement, nous reconnaissons avec grande satisfaction le rôle et l'importance des partenaires de développement et des entités régionales et multilatérales pour nous aider à atteindre nos objectifs nationaux et communs. Regardant vers l'avenir, nous réaffirmons notre engagement en faveur d'une collaboration dirigée par les membres du Forum avec tous les acteurs pour mettre fin à la COVID-19 et créer un avenir sain, productif et prospère pour les habitants de notre région du Pacifique bleu et de notre grande planète bleue.

Je vous remercie. *Fakafetai*

Djibouti (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 38)

Allocution de M. Ismaël Omar Guelleh, Président de la République de Djibouti et Chef du gouvernement

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

Louange à Dieu que la paix et la bénédiction soient sur le Prophète, sa Famille et ses Compagnons.

Monsieur le Président,

Excellences, Mesdames et Messieurs les chefs d'États et de gouvernements,

Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi d'emblée, Monsieur le Président, de vous féliciter pour l'organisation de cette session extraordinaire et de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à l'examen approfondi des voies et moyens de poursuivre et d'améliorer la riposte mondiale contre la pandémie de COVID-19. Il est indispensable de donner une impulsion nouvelle à l'action de l'Organisation et d'en tirer lucidement les conclusions pertinentes qui s'imposeront pour reconstruire le monde en mieux et ne laisser personne de côté.

Cette pandémie demeure un défi inédit, qui confronte le monde à une crise globale sans précédent présentant des aspects à la fois sanitaires, sociaux, et économiques. C'est avec une grave préoccupation que nous constatons que la COVID-19 continue d'avoir un impact durable sur les pays et remet en cause les gains obtenus en matière de développement ces dernières décennies et compromet dangereusement la réalisation des objets de développement durable.

Nous nous réjouissons de voir que la mise en œuvre par l'ONU de programmes et plans de partenariat mondiaux solides a aidé les pays à disposer des biens et services nécessaires pour la prise en charge, le traitement et les soins en vue de combattre cette pandémie, mais aussi à surmonter les conséquences humanitaires et socioéconomiques potentiellement catastrophiques que ce virus a occasionnées.

Monsieur le Président,

Nous apprécions le rôle de leadership décisif exercé par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour relever ce défi. Nous devons continuer à œuvrer pour prendre des mesures afin d'accroître son efficacité. Nous nous félicitons également des récentes informations encourageantes provenant du monde scientifique sur l'état des avancées thérapeutiques et des essais cliniques des vaccins candidats prometteurs réalisés à ce jour. Nous attendons avec grand intérêt les résultats des études approfondies actuellement en cours, afin de déterminer qu'ils soient sûrs et efficaces.

Nous soutenons l'initiative COVAX, cette nécessaire collaboration mondiale, codirigée par l'OMS, pour un accès global et équitable aux vaccins contre le virus ainsi que toutes les initiatives qui contribueront au développement d'outils collectifs de lutte et à leur distribution équitable.

Nous réitérons l'initiative de pays qui appellent à déroger à certaines règles des dispositions de l'accord sur les droits de propriété intellectuelle de l'Organisation mondiale du commerce. Leurs capacités de productions contribueront, sans conteste, à l'accès équitable aux vaccins ou médicaments efficaces contre le virus.

Nous nous réjouissons de la revue à la hausse des engagements pris dans le cadre de l'initiative Accélérateur ACT, visant à accélérer l'accès équitable et juste aux outils de lutte contre la COVID-19 qui ont dépassé la barre des 5 milliards de dollars. Nous formons le vœu que le montant restant supplémentaire sera rapidement levé d'ici la fin de ce mois.

Monsieur le Président,

Cette pandémie aura révélé en République de Djibouti, comme ailleurs, nos capacités à nous rassembler pour procéder, nonobstant des ressources limitées, à l'élaboration d'une riposte. Ainsi, dès la déclaration de l'urgence sanitaire, la République de Djibouti a pris des décisions fondées sur des données factuelles en se basant sur les recommandations de l'OMS et sur le règlement sanitaire international.

La République de Djibouti a en premier lieu, comme acte fondateur de ses actions et dans l'attente d'un soutien multilatéral, mobilisées ses propres ressources. Aussi, un engagement et une mobilisation de la communauté nationale dans sa totalité a facilité la création d'un fonds de solidarité nécessaire au financement, à l'organisation et à l'exécution de la riposte initiale face à la pandémie. Ce fond de solidarité aura permis d'installer des dispositifs gratuits pour tous, accessibles sur tout le territoire national sans distinction de nationalité et ont intégré les populations migrantes ou réfugiées. Depuis 16 semaines, aucun décès n'est à déplorer, ni des hospitalisations en soins intensifs notifiées.

Permettez, Monsieur le Président, que grâce soit ici rendue aux milliers de soignants, civils ou militaires, qui ont en République de Djibouti, comme partout dans le monde, mérité de leur communauté par leur dévouement et leur engagement de tout instant.

Monsieur le Président,

Pour prévenir d'autres pandémies, il nous paraît, en toute humilité, qu'il s'agit d'ores-et-déjà de tirer les enseignements de cette pandémie, à l'échelle locale, au plan global. La gratuité de nos dispositifs dans le contexte actuel, sans discrimination aucune, nous conforte dans notre objectif d'atteindre, en République de Djibouti, un taux d'adhésion à la couverture santé universelle de 100 %. Inclure dans l'assurance maladie un fond de financement des urgences sanitaires est, pour nous, un objectif fixé.

Monsieur le Président

Cette pandémie qui éprouve à chaque instant, outre les systèmes de santé de nos nations, nos capacités de cohésion, d'empathie et de résilience, se présente clairement devant nous comme ce révélateur inattendu de la communauté internationale. De ce que nous sommes. De notre aptitude à la solidarité, à l'élan collectif, au bien de tous. La nature exceptionnelle de la menace que représente la pandémie exige une réponse commune tout aussi exceptionnelle. L'incertitude sur le plan sanitaire et économique qu'elle pose ne peut être levée par de demi-mesures, et des hésitations ! Elle exige la mobilisation de tous et le déploiement d'une riposte globale d'une ampleur exceptionnelle.

Il nous faut nous y atteler de toute urgence !

Je vous remercie de votre aimable attention !

Belize (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 39)

Allocution de M. John Briceño, Premier Ministre et Ministre des finances, du développement économique et de l'investissement du Belize

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Il y a des périodes de notre histoire qui projettent de longues ombres et restent gravées dans nos esprits. L'année 2020 est déjà devenue un tel point dans notre histoire. Cette pandémie de COVID-19 a englouti toutes les nations. Des vies ont été perdues, des économies bouleversées et le développement bloqué.

En 2015, la communauté internationale a adopté un audacieux programme de développement durable à l'horizon 2030, une approche renouvelée pour le financement de ce programme et un accord sur le climat visant à limiter le réchauffement de la planète à 1,5° C. Nous, les petits États insulaires en développement, avons le vent en poupe, ayant obtenu en 2014 le soutien international au troisième cadre pour le développement durable dans les petits États insulaires en développement. Nous aussi, nous avons confiance en l'avenir.

Puis vint la COVID-19. L'Alliance des petits États insulaires s'est immédiatement associée à de nombreuses initiatives et résolutions de l'ONU sur les impacts de la pandémie de COVID-19 et aux appels à l'unité et à la solidarité qui ont suivi. Nous l'avons fait parce que nous savons qu'une crise de cette ampleur ne peut être surmontée que par une détermination collective et de la bonne volonté.

Aujourd'hui, nous réitérons notre appel à la solidarité à toutes les nations et à tous les peuples. Nous nous joignons à nouveau à l'appel du Secrétaire général aux nations du Groupe des Vingt pour qu'elles renoncent aux sanctions imposées à des pays, et nous demandons à la communauté internationale d'adopter des mesures urgentes et efficaces pour éliminer l'utilisation de mesures économiques coercitives unilatérales.

Nous souhaitons également garantir un accès et une distribution justes, transparents, équitables et rapides de fournitures médicales essentielles. Nous demandons de nouveaux diagnostics, de nouveaux médicaments et de futurs vaccins contre la COVID-19, en vue de les mettre à la disposition de tous ceux qui en ont besoin, en particulier dans les pays en développement, comme le stipule la résolution 74/274, adoptée par consensus par l'Assemblée générale,

Il est bien établi que les pays en situation particulière se retrouvent dans une position inimaginable et peu enviable pendant cette crise. Malgré tous nos efforts et l'épuisement de toutes les ressources disponibles, le confinement mondial dû à la COVID-19 a mis à genoux les petits États insulaires en développement. Nos systèmes de santé sont en difficulté. Il n'y a aucune perspective de reprise à court terme pour nos économies, laissant nos populations face à un avenir incertain. Nous avons besoin de votre soutien et d'actions tangibles et mesurables, mais dans les circonstances actuelles, nous avons besoin d'un nouveau pacte avec les petits États insulaires en développement qui aborde plus efficacement notre vulnérabilité et notre exposition aux risques.

En tant que petits États insulaires en développement, il semble que nos ressources limitées soient constamment distancées par la construction de sociétés résilientes et la gestion des situations d'urgence. Mais les moments sont rares où l'on peut servir les deux maîtres. Nos acquis en matière de développement sont constamment menacés d'érosion. Avant la COVID-19, les petits États insulaires en développement réclamaient un meilleur traitement et répétaient sans cesse que nos niveaux de revenus avaient masqué nos vulnérabilités inhérentes. La COVID-19 n'a pas placé les petits États insulaires en développement dans une situation difficile, elle a exposé la situation qui existe dans ces pays. Au contraire, la pandémie a rendu notre situation plus urgente.

Au début de la pandémie de COVID-19, nos pays ont amplifié notre plaidoyer pour l'accès aux subventions et aux financements concessionnels. Il était tout simplement impossible de faire face aux coûts liés à la protection de nos systèmes de santé, à la mise en place de filets de sécurité sociale pour nos citoyens et de continuer à respecter nos obligations financières. Les petits États insulaires en développement n'avaient tout simplement pas les liquidités nécessaires pour faire face à ces tâches concurrentes. Nous avons fait ce que nous pouvions ; nous avons réaffecté quand c'était possible et emprunté quand nous ne pouvions pas nous le permettre. Mais maintenant, la situation devient plus urgente. Les ressources existantes dans nos États sont sur le point de se tarir et les débiteurs attendent à la porte.

Nous continuons donc d'appeler à une refonte du système financier international afin de relever les défis que constituent notre endettement, notre marge de manœuvre budgétaire limitée et notre vulnérabilité à la volatilité des marchés. Sortir de cette pandémie sans apporter de changements tangibles au système financier international pour permettre aux pays vulnérables d'accéder aux ressources dont ils ont si désespérément besoin serait une perte totale. C'est le moment crucial pour galvaniser nos engagements en faveur d'une action collective afin que les pays les plus vulnérables puissent reprendre leur souffle alors que nos économies sont étouffées par les incidences socio-économiques de cette crise. En période de crises multiples, il semblerait que nous ayons déjà perdu la bataille. Pourtant, certains continuent à plaider de manière belliqueuse pour des mesures dépassées et des systèmes archaïques qui non seulement sont antérieurs à cette crise, mais sont également détachés de la réalité sur le terrain.

Les petits États insulaires en développement sont depuis longtemps des défenseurs du développement durable et du renforcement de la résilience. Les changements climatiques sont un impératif à nul autre pareil. Et, à moins que, et jusqu'à ce que, nous nous attaquions sérieusement à ce problème, certains de nos pays cesseront d'exister, tandis que d'autres seront confrontés à des difficultés de survie écrasantes. Nous ne pouvons plus hésiter à lancer un appel collectif ferme en faveur d'une action urgente et vigoureuse pour aligner le relèvement suite à la COVID-19, l'action climatique et le développement durable. De plus, la COVID-19 nous rappelle que la santé humaine et la santé de la planète sont inextricablement liées. Il s'agit d'un impératif humain, dicté par la science, exigé par les générations futures et renforcé par le droit international, récemment réaffirmé dans l'Accord de Paris et le Programme 2030. Ne rien faire pour que rien ne change, serait un manquement flagrant à notre responsabilité collective envers l'humanité.

Il ne fait aucun doute que nous serions du bon côté de l'histoire si nous concrétisons l'appel retentissant en faveur d'une action climatique ambitieuse par des mesures d'atténuation urgentes et énergiques, et d'une adaptation globale en renforçant la résilience. Pour les petits États insulaires en développement, mais aussi pour toutes

les nations, la survie n'est pas négociable. Maintenant, plus que jamais, nous devons tous réaffirmer et mettre pleinement en œuvre nos engagements dans l'Accord de Paris et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Cette pandémie nous a pris au dépourvu, en tant que pays et en tant que communauté mondiale de nations. Nous vivons sans aucun doute des moments difficiles, pour les familles, pour les nations et pour l'Organisation des Nations Unies. Bien entendu, nous sommes convaincus que rien n'est plus résilient que l'esprit humain et le désir de surmonter l'adversité. Nous savons aussi qu'avec des actions audacieuses, nous vaincrons.

Je vous remercie.

Canada (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 40)

Allocution de M. Justin Trudeau, Premier Ministre du Canada

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais et français]

Bonjour tout le monde.

Au cours des derniers mois, nos pays ont été confrontés à une pandémie mondiale qui menace la santé et la sécurité de nos citoyens. Cette crise a eu aussi des impacts sur nos économies, notamment l'augmentation des inégalités au sein de nos sociétés et entre les pays. Nous devons en tirer des leçons si nous voulons créer un monde meilleur et plus juste pour nous tous.

Notre priorité demeure la lutte contre la COVID-19. Et pour vaincre le virus dans un pays, il faut l'éradiquer partout. Nous devons déployer des efforts concertés à l'échelle mondiale si nous voulons offrir à tous un accès équitable à un vaccin potentiel. Le Canada en est conscient. Voilà pourquoi nous nous sommes associés à plusieurs d'entre vous pour lancer et soutenir l'Accélérateur ACT. C'est aussi pourquoi nous fournissons un financement important au Mécanisme COVAX.

Nous apportons ce soutien pour faire en sorte que les pays à faible et à moyen revenu aient accès à un vaccin lorsqu'il sera disponible. Ce soutien fait partie des efforts que déploie le Canada pour aider les autres pendant que nous travaillons aussi à obtenir des vaccins pour nos propres citoyens.

Bien évidemment, nous ne pourrions pas mettre fin à notre collaboration après que le vaccin aura été distribué. La pandémie nous a rappelé les inégalités qui subsistent au sein de nos sociétés et entre les pays. Depuis le début de la pandémie, les économies avancées ont consacré plus de 20 % de leur PIB à la mise en œuvre de mesures de soutien pour leurs citoyens. Les économies en développement, toutefois, ne peuvent consacrer que 8 % de leur PIB à cet effort, et les économies les plus pauvres, seulement 2 %. Il faut s'attaquer à ces inégalités.

C'est pourquoi le Canada travaille avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Guterres, et le Premier Ministre de la Jamaïque, M. Andrew Holness, pour trouver de nouveaux moyens de financer le développement. Nous sommes prêts à unir nos efforts à ceux de nos partenaires pour aider les pays à gérer une dette insoutenable, à se remettre sur pied et à rebâtir après cette crise mondiale.

Nous ne pouvons pas laisser pour compte les populations les plus vulnérables. La pandémie a eu pour effet d'exacerber les inégalités et d'aggraver les situations humanitaires. Par conséquent, le Canada a augmenté ses dépenses en matière d'aide internationale, et nous déployons des efforts particuliers pour faire face aux crises humanitaires. Nous sommes toujours résolus à collaborer au sein d'institutions comme la Commission de consolidation de la paix des Nations Unies pour aider à prévenir les conflits.

J'ai parlé du fait qu'il faut travailler ensemble pour vaincre la COVID-19 et de la façon dont nous pouvons créer un monde plus juste. Mais il n'est pas possible de bâtir un avenir meilleur sans aussi s'attaquer à l'une des plus grandes menaces qui pèsent sur notre bien-être collectif : les changements climatiques qui menacent notre santé, notre avenir économique et notre planète.

Dans le cadre de notre relance économique, on doit investir pour réduire les émissions, bâtir des économies plus propres et créer de bons emplois pour la classe moyenne. Ici au Canada, nous relevons ce défi. Voilà pourquoi nos mesures pour lutter contre la COVID-19 tiennent compte des changements climatiques. On a aussi uni nos efforts à ceux de l'Argentine pour procéder à un examen conjoint des subventions aux combustibles fossiles. Et le mois dernier, on a présenté un nouveau projet de loi ambitieux sur la carboneutralité.

Ce ne sont là que quelques-unes des mesures qu'on prend pour faire en sorte qu'on puisse tous vivre sur une planète saine où nos enfants sont en sécurité.

Pour l'instant, nous devons tous reconnaître le rôle que nous devons jouer pour bâtir une meilleure communauté mondiale.

Le Canada est d'avis que les Nations Unies peuvent continuer de jouer un rôle de premier plan dans le renforcement du multilatéralisme au sein de la communauté internationale.

Ensemble, nous pouvons vaincre la COVID-19 et nous attaquer aux changements climatiques.

Nous pouvons remédier aux inégalités mondiales et bâtir un monde meilleur où personne n'est laissé pour compte.

Merci.

Zimbabwe (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 41)

Allocution de M. Emmerson Dambudzo Mnangagwa, Président de la République du Zimbabwe

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

M. Volkan Bozkir, Président de la trente et unième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies ;

Excellence M. António Guterres, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ;

Excellences, chefs d'État et de gouvernement ;

Mesdames et Messieurs les chefs de délégation ;

Mesdames et Messieurs ;

Cette session extraordinaire se tient alors que le monde traverse une période sans précédent et éprouvante. Cependant, c'est le moment opportun pour renforcer le multilatéralisme mondial alors que nous intensifions la lutte contre la pandémie de COVID-19 et que nous traçons la voie du relèvement.

Monsieur le Président,

Le Zimbabwe se félicite de l'adoption par l'Assemblée générale de résolutions visant à traiter les différents aspects de la pandémie. Nous saluons tout particulièrement la résolution relative à une action globale et coordonnée face à la COVID-19, qui demande instamment aux États de s'abstenir d'adopter et d'appliquer des mesures et des sanctions économiques, financières ou commerciales unilatérales.

Dans notre cas, ces sanctions portent atteinte aux progrès accomplis par mon gouvernement en vue de la réalisation de nos aspirations de développement national. En outre, les sanctions entravent la pleine jouissance des droits de l'homme fondamentaux par notre peuple, notamment le droit à la santé et le droit au développement.

Il est essentiel que nous nous employions collectivement à intensifier la coopération internationale pour contenir, atténuer et vaincre la pandémie.

L'échange d'informations, de connaissances scientifiques et de meilleures pratiques reste essentiel. Les vaccins et les traitements contre la COVID-19, en tant que bien public mondial, doivent être accessibles à tous. Les mesures que nous prenons pour atténuer les effets de la pandémie, y remédier et nous en remettre doivent également tenir compte des groupes vulnérables de nos sociétés.

Excellences,

La pandémie de COVID-19 a donné au monde l'occasion de renforcer les mécanismes de sécurité sanitaire à l'échelle mondiale. L'Organisation mondiale de la Santé doit être soutenue pour combler les lacunes en matière de préparation aux pandémies dans le cadre du renforcement du multilatéralisme.

Conformément aux obligations liées à la « Décennie d'action » en cours, nous devons accélérer l'alignement de nos plans nationaux et de nos investissements sur le Programme 2030 dans un monde post COVID-19.

Je vous remercie.

Italie (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 42)

Allocution de M. Giuseppe Conte, Président du Conseil des ministres de la République italienne

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames et Messieurs les représentantes et représentants,
L'année qui s'achève a été la plus difficile de notre époque.

La COVID-19 a bouleversé nos vies et continue d'avoir des effets sans précédent sur nos systèmes sociaux et économiques.

La crise sanitaire, dans ses moments les plus dramatiques, a mis en évidence les vulnérabilités de notre monde où tout se tient. Elle a remis en question la durabilité de la mondialisation, mis en évidence les inégalités économiques et sociales, favorisé la polarisation politique.

Nous saluons la décision d'organiser cette session extraordinaire de l'Assemblée générale. Nos voix et notre engagement collectif doivent être entendus, maintenant plus que jamais.

Nous ne pouvons pas manquer l'occasion de montrer la voie vers un « nouveau départ », fondé sur une coopération internationale plus intense et sur un esprit de solidarité renouvelé.

L'Italie croit fermement au multilatéralisme, au centre duquel se trouve l'Organisation des Nations Unies.

Nous avons maintenant, tous ensemble, la responsabilité d'améliorer la gouvernance mondiale et de rendre la coopération internationale réellement efficace, pour servir nos peuples et donner de l'espoir à tout le monde.

Revenons aux fondamentaux. Concentrons-nous sur des stratégies efficaces et coordonnées sur ce qui est vraiment pertinent pour la vie des populations.

Commençons par renforcer la gouvernance mondiale de la santé et le rôle de premier plan de l'Organisation mondiale de la Santé.

L'Italie a été le premier pays occidental à être touché par la pandémie. Nous avons dû mettre en place une nouvelle méthode de gestion de crise, en donnant la priorité au droit à la santé de nos citoyens.

L'Italie a également été parmi les premiers à comprendre l'importance cruciale de la coopération internationale, et à proposer une approche multilatérale et multidimensionnelle de la pandémie.

Nous avons promu l'Accélérateur ACT, le plus important dispositif multilatéral visant à garantir un accès universel et équitable aux produits de diagnostic, aux traitements et aux vaccins. Ce sont des biens publics communs, et ils doivent être mis à la disposition de tout le monde.

Nous devons continuer à soutenir l'Accélérateur et combler d'urgence son déficit financier.

L'Italie a également contribué au Mécanisme COVAX : nous devons soutenir les pays les plus vulnérables. Nous sommes tous liés les uns aux autres.

Jusqu'à présent, nous avons obtenu des résultats notables en ce qui concerne le soutien apporté à ces pays, notamment par l'allègement de la dette. Cependant, nous sommes conscients qu'il reste encore beaucoup d'efforts à fournir. Pendant sa présidence du G20, l'Italie s'engage à travailler avec toutes les parties prenantes concernées.

La détérioration des conditions de vie dans de nombreux pays touchés par des conflits aggrave les souffrances de la population civile et alimente les troubles sociaux. Il est essentiel de continuer à exhorter les parties belligérantes à déposer les armes. L'Italie réitère son appui à l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial.

L'impact de la pandémie sur les chaînes de valeur du système agroalimentaire est un autre motif de préoccupation. La sécurité alimentaire est une priorité essentielle pour l'Italie. Nous attendons avec impatience le Sommet sur les systèmes alimentaires, qui doit se tenir en 2021, et qui sera l'occasion de mobiliser chaque partie prenante en faveur d'un plan efficace pour vaincre la faim.

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire général,

Tout en continuant à lutter contre le virus, et en nous félicitant des récentes nouvelles concernant la recherche sur les vaccins, nous devons aussi nous tourner vers l'avenir, vers notre avenir et l'avenir des jeunes générations.

Une reprise durable, inclusive et résiliente doit s'appuyer sur une approche fondée sur les droits de l'homme.

Nous ne devons pas tolérer la discrimination, la marginalisation et l'exclusion sociale. Nous devons renforcer la cohésion sociale, et les femmes doivent être au centre de nos efforts de relèvement.

Nous devons lutter contre la pauvreté et les inégalités, en agissant de manière décisive pour la mise en œuvre du Programme 2030.

Il y a quelques jours, l'Italie a remplacé l'Arabie saoudite à la présidence du G20, ce qui est une responsabilité importante. Les populations, la planète et la prospérité sont au cœur de notre engagement.

Nous voulons promouvoir une approche holistique, fondée sur la durabilité, l'innovation, l'équité et la solidarité. Notre objectif est de contribuer à rétablir l'équilibre entre l'être humain et la nature et d'œuvrer à l'avènement d'un monde plus propre, plus équitable et plus sain.

Dans le cadre de sa présidence du G20, avec une composition élargie, l'Italie, en collaboration avec la Commission européenne, accueillera un Sommet mondial de la santé.

En partenariat avec le Royaume-Uni, l'Italie déploie déjà des efforts en vue du succès de la COP26, où nos jeunes seront au cœur du débat sur la relation entre l'être humain et l'environnement.

Notre approche est claire : nous devons travailler ensemble !

Ce n'est pas le moment de laisser les divisions prévaloir. C'est le moment d'agir comme un seul homme, en tant que communauté mondiale d'intentions, pour reconstruire un avenir meilleur.

Je vous remercie.

République de Corée (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 43)**Allocution de M. Chung Sye-Kyun, Premier Ministre de la République de Corée**

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : coréen ; texte anglais fourni par la délégation]

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général, Mesdames et Messieurs les représentantes et représentants,

Notre communauté mondiale a été assaillie par une nouvelle vague de COVID-19 cet hiver.

La possibilité de participer à cette session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies prend tout son sens à un moment où la nécessité d'une coopération internationale étroite est si urgente.

Durant l'année écoulée, la propagation rapide du virus au-delà des frontières nationales a perturbé la vie quotidienne dans le monde entier au point de provoquer une crise sans précédent.

Dans le même temps, nous avons appris que cette crise mondiale ne peut être surmontée par les efforts ou la volonté d'un seul pays.

La paix et la prospérité pour soi-même ne peuvent être assurées que de concert avec la sécurité et le bien-être de ses voisins.

Il y a 75 ans, la communauté internationale a créé l'ONU afin de sauvegarder les valeurs universelles de l'humanité. Aujourd'hui, une fois de plus, nous sommes appelés à démontrer le pouvoir de la solidarité et de la coopération en ce moment crucial.

Les Coréens travaillent côte à côte, en tant que voisins, pour surmonter cette crise sans précédent. Chaque citoyen a volontiers assumé le rôle d'agent actif dans les efforts visant à contrôler la maladie.

Le Gouvernement coréen, qui adhère aux trois grands principes d'ouverture, de transparence et de démocratie, a communiqué activement avec les citoyens afin d'encourager leur participation volontaire.

Nous avons également introduit rapidement des mesures innovantes telles que des centres de dépistage au volant, des centres de traitement résidentiels et des systèmes de saisie de données basés sur des codes QR.

Tant que notre lutte collective contre la COVID-19 se poursuivra, la Corée fera tout ce qui est en son pouvoir pour partager avec le reste du monde ses expériences en matière de contrôle des maladies et l'expertise qui en découle, afin de jeter les bases d'une coexistence mondiale.

Cependant, le moyen le plus sûr d'éliminer la grave menace que représente la COVID-19 est de mettre au point des vaccins et des traitements efficaces.

Aujourd'hui, avant tout, le monde entier doit redoubler d'efforts et collaborer pour éviter de nouvelles pertes en vies humaines, ne serait-ce qu'une seule vie.

Pour envisager une issue à cette crise qui ne laisse personne de côté, nous devons garantir un accès équitable aux vaccins et aux traitements, une fois qu'ils seront disponibles.

La Corée participe activement au Mécanisme COVAX et s'est engagée à verser 10 millions de dollars pour fournir des vaccins aux pays en développement. En outre, la Corée s'est associée aux efforts mondiaux de mise au point et de distribution de vaccins en soutenant l'Institut international de recherche sur les vaccins, dont le siège se trouve en République de Corée.

Nous continuerons à défendre sans relâche une coopération internationale axée sur la mise au point rapide et la distribution équitable de vaccins et de traitements en tant que biens publics essentiels, accessibles à tous durant cette pandémie.

La crise de la COVID-19 a touché plus durement les membres les plus vulnérables de la société, notamment les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées. Les pays en développement ont également souffert de manière disproportionnée.

Pour appuyer la riposte mondiale face à la COVID-19, le Gouvernement coréen a tendu une main secourable aux pays en détresse, en mettant l'accent sur la fourniture de l'aide humanitaire, le renforcement des capacités de santé publique et des systèmes de soins de santé, et les mesures visant à remédier aux conséquences socio-économiques à long terme.

Ces efforts sont également de la plus haute importance dans la poursuite des objectifs de développement durable (ODD), qui visent à ne laisser personne de côté.

La Corée augmentera l'aide publique au développement (APD) dans le secteur médical et de la santé publique et mettra en œuvre une « stratégie d'APD en riposte à la COVID-19 » qui adapte le modèle de contrôle des maladies de la République de Corée aux besoins spécifiques des pays partenaires respectifs. Nous espérons ainsi contribuer à la fois à la lutte de la communauté internationale contre la pandémie et à la réalisation des ODD.

Excellences, Mesdames et Messieurs les représentantes et représentants,

Les ripostes des différents pays face à la crise de la COVID-19 risquent de ramener l'humanité aux perspectives limitées des décennies passées.

La fermeture des frontières nationales et la contraction des échanges mondiaux provoquées par les mesures de lutte contre la maladie ont exacerbé les effets de la pandémie. En outre, le système économique actuel, axé sur la croissance quantitative, creuse les inégalités.

Partout dans le monde, des voix appelant à la transformation de ces défis en possibilités pour un meilleur redressement gagnent du terrain.

Dans le cadre d'une réponse proactive qui considère la crise actuelle comme un tremplin pour le progrès, le Gouvernement coréen a présenté le « New Deal coréen », qui repose sur les piliers du numérique, de l'écologie et de l'équilibre régional.

J'espère que cette nouvelle initiative de la Corée pourra servir d'exemple de stratégie de développement dans l'ère post-COVID-19. En associant des technologies innovantes à des valeurs axées sur l'être humain, nous espérons promouvoir une société inclusive de prospérité pour tous tout en poursuivant une transition réussie vers une économie écologique et à faible émission de carbone.

En particulier, la Corée accueillera le deuxième sommet P4G à Séoul en mai prochain et partagera avec la communauté internationale les progrès réalisés dans le cadre de son New Deal coréen. Ainsi, la Corée espère être à l'avant-garde des efforts visant à surmonter la COVID-19 et à réaliser un avenir de prospérité durable.

La COVID-19 a également mis en exergue la nécessité d'une coopération multilatérale au niveau régional, qui va au-delà des efforts d'un seul pays.

Pendant le débat de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre dernier, le Président Moon Jae-in a proposé le lancement d'une « Initiative de coopération pour le contrôle des maladies infectieuses et la santé publique en Asie du Nord-Est » regroupant les pays de la région, y compris la Corée du Sud et la Corée du Nord.

J'appelle la communauté internationale à tenir compte de ces efforts et à les soutenir alors que ces pays s'unissent pour préserver les vies et la sécurité tout en ouvrant la voie à la paix en Asie du Nord-Est.

Mesdames et Messieurs,

J'espère que nos discussions d'aujourd'hui marqueront une étape importante dans nos efforts pour surmonter cette crise mondiale et nourrir l'espoir d'un avenir radieux.

En tant que membre responsable de la communauté internationale, la Corée s'engage à jouer son rôle alors que le monde s'engage collectivement sur cette voie pour reconstruire en mieux.

Je vous remercie.

Andorre (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 44)

Allocution de M. Xavier Espot Zamora, Chef du Gouvernement de la Principauté d'Andorre

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs,

Je souhaiterais tout d'abord remercier Son Excellence M. Volkan Bozkir d'avoir organisé cette trente-et-unième session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies en réponse à la pandémie de COVID-19, afin que nous puissions partager nos expériences dans la lutte contre cette épidémie.

Nous vivons aujourd'hui une crise mondiale sanitaire sans précédent à laquelle nous avons dû répondre de façon précipitée lors de la première vague. Nous avons dû improviser, puiser dans nos ressources sanitaires et économiques, faire appel à la solidarité nationale et internationale.

L'organisation de la gestion et de la réponse à cette crise sanitaire a été un enjeu majeur pour la Principauté d'Andorre. La société andorrane s'est par ailleurs mobilisée et l'empathie, la solidarité et la responsabilité des citoyens de mon pays ont été à la hauteur de cette crise. La deuxième vague de l'épidémie n'est cependant pas plus facile à gérer car la situation économique des pays est déjà fragilisée.

En effet, nous assistons à un bouleversement de nos systèmes sanitaires extrêmement sollicités, mais aussi du tissu économique, social et humanitaire au niveau mondial. Cette situation requiert une réponse globale.

J'aimerais saluer les diverses initiatives des Nations Unies en réponse à cette crise, notamment le plan de réponse global et humanitaire sur la COVID-19, et les appels du Secrétaire général au cessez-le feu mondial, à l'action humanitaire et à la lutte contre la violence envers les femmes et la violence domestique. Nous saluons également la création du fonds des Nations Unies pour la réponse à la COVID-19.

Nous soutenons par ailleurs pleinement le rôle primordial de l'Organisation mondiale de la Santé, que nous tenons à voir renforcée. En effet, seule une réponse coordonnée nous permettra d'être à la hauteur des enjeux provoqués par cette pandémie.

Pour cela, il est essentiel que les résultats des recherches scientifiques, que les avancées en matière de protocoles de prévention, de l'accès aux médicaments, aux matériels de protection et bien entendu aux vaccins, soient universels. Nous ne pouvons, en aucun cas, permettre que seule une partie de la planète puisse avoir accès aux réponses de qualité. Il s'agit ici d'un défi mondial auquel nous devons tous faire face de façon solidaire et égale. Cette préoccupation l'est tant au niveau international que national. Nous nous devons d'être vigilants afin qu'au sein de nos pays, toutes les couches de populations aient accès aux meilleurs soins de santé, aux meilleurs protocoles de prévention et, le moment venu, au vaccin. Plus que jamais, nous ne devons laisser personne pour compte mais au contraire renforcer la cohésion sociale et l'égalité au sein de nos États, et entre nos États.

Monsieur le Président,

Le Gouvernement de l'Andorre a fondé sa stratégie de réponse à la pandémie sur la prévention en instaurant très rapidement des protocoles de prévention et surtout en testant massivement sa population. Cette stratégie a été mise en place en avril et a débuté par des tests sérologiques des antigènes IGG et IGM, puis s'est poursuivie pendant l'été avec la réalisation massive de test TMA et de dépistages de différents secteurs d'activités clés ainsi que de tous les élèves et personnel présents dans les centres scolaires avant la rentrée des classes. Notre population étant restreinte nous avons pu tester plus de 90 % des enfants et adultes en milieu scolaire. De plus, un contrôle strict des personnes positives et de tous leurs cas contacts a été mis en place. Certes, notre petite dimension nous permet ce contrôle extrêmement strict et efficace, mais il ne représente pas moins un effort humain et économique très important pour le pays.

Notre économie dépend en effet largement du tourisme, secteur d'activité touché de plein fouet par cette épidémie. L'économie et le tissu entrepreneurial de l'Andorre a donc été particulièrement mis à mal. Il nous a donc fallu développer pour la première fois des aides directes aux entreprises, prendre en charge une partie des salaires des travailleurs dont l'activité avait été restreinte ou fermée à cause de la COVID-19, ou mettre en place des crédits à taux zéro. Des subventions ont été créées ou augmentées. Le Gouvernement a ainsi revu sa feuille de route pour la présente législature afin de préserver la cohésion sociale et éviter la paupérisation d'une partie de la société.

Le Gouvernement travaille également pour que la saison d'hiver en Andorre puisse avoir lieu dans des conditions sanitaires sûres. Des milliers de postes de travail en dépendent et, fort heureusement, la dimension du pays peut permettre une activité touristique hivernale dans des conditions sanitaires adaptées et sûres.

Par ailleurs, l'Andorre a également concentré ses efforts sur le maintien de l'éducation, de façon présentielle lorsque cela est possible ou bien à distance. Le maintien d'une éducation de qualité est un défi auquel s'attelle le Gouvernement. Celle-ci permet en outre de donner une stabilité aux enfants déjà soumis à des stress psychologiques importants en raison des restrictions sanitaires. Il me semble ici nécessaire de souligner l'importance que nous devons tous accorder au maintien de l'éducation et de la scolarisation, y compris des enfants présentant un handicap ou des enfants en situation plus vulnérable. L'éducation est sans aucun doute un des secteurs que le Fonds de solidarité devra soutenir.

Mesdames et Messieurs,

Cette crise mondiale est loin d'être finie. Je souhaite réitérer mon appel à la solidarité internationale et je salue les initiatives mises en place pour alléger la dette des pays en développement. Les réponses à cette crise doivent être globales et durables. Il est urgent de reconstruire un modèle plus égalitaire et humain où le respect de l'environnement sera un facteur clef. La coopération multilatérale est indispensable pour que nous puissions dépasser cette crise et répondre à ses conséquences sanitaires, humaines et économiques. C'est ensemble que nous y parviendrons.

Je vous remercie.

Croatie (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 45)

Allocution de M. Andrej Plenković, Premier Ministre de la République de Croatie

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

Toutes les règles protocolaires ont été observées.

Cette session extraordinaire de l'Assemblée générale se déroule à un moment charnière de notre lutte contre la pandémie de COVID-19.

Je m'adresse à vous depuis chez moi car j'ai été testé positif à la COVID-19 lundi.

Le défi auquel nous sommes tous confrontés démontre l'importance de la solidarité mondiale et du multilatéralisme.

C'est pourquoi nous pensons qu'il est crucial de préserver le rôle central de l'Organisation mondiale de la Santé en tant que principale autorité et gardienne de la santé publique mondiale.

La Croatie est fermement convaincue de la nécessité d'une approche globale et conjointe pour combattre la pandémie et nous avons été heureux de jouer un rôle actif en tant que co-coordonateurs de la résolution « Action globale et coordonnée face à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ».

Nous avons également contribué pour un total d'un million d'euros au Fonds des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement et à l'Organisation mondiale de la Santé.

La plupart des pays du monde sont encore aux prises avec la pandémie et nous tenons à remercier les médecins, les infirmiers et les infirmières et les autres services hospitaliers pour leur dévouement.

La Croatie ne fait pas exception.

Le taux actuel d'infections exerce des pressions supplémentaires sur les systèmes de santé dans la plupart des pays d'Europe et de l'hémisphère nord en ce début d'hiver.

Sur une note positive, le fait que plusieurs vaccins soient prêts à être approuvés et utilisés nous donne des raisons d'être optimistes.

Les équipes de recherche et les scientifiques doivent être vivement félicités pour leur travail inlassable et leur créativité.

Notre prochain défi sera de garantir un accès équitable et rapide au vaccin dans le monde entier.

Une autre priorité est d'assurer une communication coordonnée et claire sur l'efficacité et la sécurité des vaccins, afin d'éviter la diffusion de fausses informations.

Monsieur le Président,

Dans le cadre de notre riposte à cette maladie, nous devons également aider les populations, protéger leur santé et leur bien-être économique, tout en protégeant la planète.

Par conséquent, nous soutenons l'approche « Une seule santé », en tant que « nouvelle norme », pour surmonter cette situation et prévenir de futures pandémies.

Dans le cadre de nos efforts nationaux et collectifs pour « reconstruire en mieux », le paradigme de l'action reste le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris.

Je voudrais terminer mon intervention en mentionnant le professeur croate Andrija Štampar, l'un des fondateurs de l'Organisation mondiale de la Santé.

Il a introduit le concept selon lequel « la santé nationale et les travaux visant à la faire progresser devraient être axés sur le principe de ne laisser personne de côté ».

Sur la base de ses travaux, la Croatie a établi une longue tradition de couverture sanitaire universelle et de santé publique.

Sur cette base, nous avons accordé une attention particulière non seulement aux mesures destinées à sauver des vies mais aussi à favoriser la reprise économique.

Pour informer nos citoyens, nous avons mis en place un site Web spécialisé avec toutes les informations et les liens pertinents.

Nous avons également lancé une plateforme numérique utilisant l'intelligence artificielle pour conseiller les populations sur les symptômes ainsi que l'application « Stop COVID-19 », entièrement conforme à la réglementation européenne en matière d'intimité de la vie privée.

Nous allons continuer à lutter ensemble contre la COVID-19.

Je vous remercie.

Népal (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 46)

Allocution de M. K. P. Sharma Oli, Premier Ministre du Népal

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs les représentantes et représentants,

Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué une session extraordinaire sur la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), dont l'ampleur et le rythme sont sans précédent. La pandémie a touché tout le monde, partout. C'est une tragédie indicible, qui a coûté la vie à plus de 1,3 million de personnes, et qui a eu de graves conséquences sur les économies et les pays dans presque toutes les sociétés. La pandémie actuelle n'est pas seulement une urgence sanitaire, Il s'agit d'un signal d'alarme pour lutter contre les inégalités croissantes entre les pays et au sein des pays et contre l'incapacité de l'humanité à vivre en harmonie avec la nature. Oui, nous sommes tous dans la même tempête de feu. Certains d'entre nous peuvent penser qu'ils sont bien protégés, mais ce n'est pas le cas. Nous sommes tous en danger. La pandémie nous a appris une précieuse leçon. Ce monde est un petit bateau. Nous sommes tous ses passagers. Que nous le voulions ou non, nous partageons le même destin.

Monsieur le Président,

Comme les autres pays, le Népal n'était pas préparé à faire face à une crise de cette ampleur. Cependant, nous avons déployé toutes les ressources politiques, économiques, humaines et technologiques à notre disposition pour contenir le virus. Nous sommes principalement guidés par les trois objectifs que sont le renforcement du système de santé, la protection de la vie des personnes et une reprise durable et résiliente.

Les services de dépistage et de traitement sont fournis gratuitement aux personnes qui en ont besoin. Les infrastructures, les ressources humaines et financières et le matériel médical nécessaires aux systèmes de santé aux niveaux fédéral, provincial et local ont été mis à disposition. Partant de presque rien, le nombre d'installations de test PCR a atteint 68 laboratoires dans tout le pays. Plus de 70 hôpitaux ont été désignés comme hôpitaux COVID-19. Nous poursuivons nos efforts pour construire des hôpitaux dotés d'installations de soins de santé de base dans toutes les 753 localités. Nous avons élaboré au total 48 protocoles et directives liés à la COVID-19. La sensibilisation du public aux protocoles de santé, à la sécurité et à l'assainissement par l'entremise d'organisations sociales, de particuliers, de moyens de communication de masse, de médias sociaux et de séances d'information quotidiennes du Ministère de la santé a été particulièrement utile.

Monsieur le Président,

Le Népal félicite les Nations Unies, et en particulier l'OMS, pour leur coordination et leur leadership au niveau mondial pendant la crise. En ce moment où nous sommes confrontés à des défis, une riposte mondiale robuste s'impose pour surmonter la crise. Tout d'abord, nous devons donner un souffle de vie au multilatéralisme.

Nous avons besoin d'un multilatéralisme revitalisé, capable de relever les défis urgents de notre époque, de la pauvreté à la faim en passant par la montée des inégalités à la crise climatique et à la pandémie. À cette fin, nous devons choisir la voie de la coopération et de la solidarité, et non celle des actes solitaires.

Deuxièmement, la pandémie ne doit pas servir de prétexte à des reculs en matière de solidarité et d'engagements internationaux. Les pays en situation particulière ont besoin d'un soutien accru pour stabiliser leurs économies, préserver leur marge de manœuvre budgétaire et faire face aux crises de la dette.

Troisièmement, si nous nous félicitons des bonnes nouvelles concernant les vaccins, l'incertitude plane quant à leur disponibilité pour tous. Nous saluons l'initiative du Mécanisme COVAX, qui vise à garantir l'accès aux vaccins aux riches comme aux pauvres. Le monde ne sera pas à l'abri de la pandémie si une vaccination universelle n'est pas assurée. Lorsque l'humanité tout entière est en crise, nous sommes fermement convaincus que les vaccins qui sauvent des vies ne doivent pas être utilisés pour maximiser le profit. Ils doivent être un bien public véritablement mondial – abordable et accessible pour tous les pays et toutes les personnes.

Enfin, alors que nous envisageons le relèvement et la reconstruction en mieux, nos efforts doivent être alignés sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris. Nous devons investir dans les systèmes de soins de santé et de protection sociale, investir dans les infrastructures et créer des emplois. Les efforts nationaux, à cet égard, doivent être complétés par des mesures internationales d'appui. La crise actuelle exige un véritable engagement pour sauver des vies et une unité mondiale pour protéger les sociétés. Les civilisations humaines ont toujours fait face à des défis dévastateurs et se sont reconstruites en mieux. Nous ne devons pas faiblir. Nous devons agir maintenant, comme une seule communauté, une seule civilisation et un seul monde. Nous devons renaître meilleurs que jamais, sans laisser personne de côté.

Je vous remercie.

Islande (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 47)

Allocution de M^{me} Katrin Jakobsdottir, Première Ministre de la République d'Islande

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de remercier le Président de l'Assemblée générale et le Secrétaire général de nous avoir réunis pour ces importantes discussions sur la pandémie de COVID-19.

En ce moment où nous sommes confrontés aux terribles conséquences sanitaires et économiques de la COVID-19 dans le monde entier, je souhaite attirer votre attention sur une autre horrible pandémie. Une pandémie qui nous accompagne depuis la nuit des temps et qui, suite à l'apparition de la COVID-19, s'est intensifiée ces derniers mois. Je parle de la pandémie de la violence fondée sur le genre et de la régression de l'égalité des sexes.

Il est de notre devoir aujourd'hui de faire face à cette dure réalité et à ses conséquences alarmantes pour les femmes et les filles du monde entier. Nous constatons que la violence domestique est en augmentation dans le monde entier. Nous avons constaté une augmentation de la pauvreté chez les femmes, les droits humains des femmes et des filles sont menacés, leur santé et leurs droits en matière de sexualité et de procréation sont menacés et les femmes quittent le marché du travail ou mettent leur carrière de côté pour assumer des charges domestiques plus importantes.

Tout cela montre que l'égalité des sexes est sérieusement mise à mal et que nous devons donc faire tout ce qui est en notre pouvoir pour résister et nous défendre. Nous pouvons commencer par mettre en place des politiques et des lois visant à préserver et à faire avancer l'égalité des sexes. Nous devons maintenir l'égalité des sexes au premier plan dans toutes les décisions que nous prendrons lorsque nous reconstruirons en mieux après la COVID-19. Il y a toujours du temps pour l'égalité des sexes. Dans chaque crise, nous devons tenir compte de la notion d'égalité, aujourd'hui plus que jamais.

La pandémie de COVID-19 n'est certainement pas la dernière pandémie à laquelle nous serons confrontés. Quand nous entamerons la tâche de reconstruire et de repenser nos sociétés, nous devons réfléchir à la manière dont nous voulons structurer nos sociétés en favorisant l'égalité, en nous appuyant pleinement sur le Programme 2030 pour faire des progrès. La pandémie actuelle a démontré l'importance de soins de santé de qualité et accessibles pour chaque personne, ainsi que l'importance d'un système social solide et global.

Lorsque les systèmes et les pays entrent en mode de crise, tous les secteurs importants, qu'il s'agisse de l'éducation, des soins de santé ou des services sociaux, sont mis à rude épreuve. Les crises mettent à l'épreuve et révèlent la force de nos fondations. Les services dont nous avons besoin pour assurer la sécurité, la santé et le fonctionnement de nos sociétés doivent être ouverts et accessibles à tous, et pas seulement à quelques groupes privilégiés. L'expérience de ces derniers mois a

clairement démontré que la sécurité et la santé de nos pays reposent sur la santé de chaque individu. Il est donc absolument essentiel de garantir un accès juste et équitable pour tous les pays aux vaccins contre la COVID-19 et aux traitements médicaux potentiels. Je tiens à vous assurer que l'Islande est pleinement engagée à soutenir l'action mondiale contre la pandémie de COVID-19.

La crise climatique ne disparaît pas simplement parce que notre attention immédiate se porte essentiellement sur la pandémie actuelle. Alors que nous relevons le défi de reconstruire le monde après la COVID-19, transformons cette crise en une occasion de reconstruire en mieux grâce à une relance verte, à l'innovation et à l'ambition.

Il est temps de montrer l'exemple pour un avenir plus propre, plus durable et socialement plus juste. En fait, je crois que c'est non seulement notre devoir envers nos engagements de Paris, mais surtout envers nos jeunes et les générations futures.

Lorsque nous élaborerons nos plans de relance économique après cette crise, nous devons donner la priorité aux politiques vertes et qui font une place à la vie de famille et ne pas nous contenter de regarder les chiffres de la croissance économique. Au fur et à mesure que le processus de relèvement avance, nous avons de grandes possibilités de restructurer nos économies et de le faire d'une manière saine et durable pour l'environnement.

Les questions d'égalité environnementale et sociale sont profondément imbriquées. Réussir dans ces deux domaines est le principal enjeu économique auquel nous sommes confrontés. Lorsque nous prenons soin de notre planète et de nos ressources et que nous créons des conditions propices à la prospérité pour tous, où chacun a la possibilité de s'épanouir et de maximiser ses contributions tant sur le plan social qu'économique, ce sont tous les pays et économies qui en bénéficient.

Je vous remercie et je vous souhaite à tous des discussions instructives ici aujourd'hui.

Nouvelle-Zélande (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 48)

Allocution de M^{me} Jacinda Ardern, Première Ministre, Ministre de la sécurité nationale et du renseignement, de la réduction de la pauvreté touchant les enfants et des services ministériels de la Nouvelle-Zélande

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Enga mana nui o nga whenua o te ao/Tēnā koutou katoa.

Je vous remercie, Monsieur le Président, de nous avoir réunis pour cette session extraordinaire consacrée à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) cette année, aux expériences nationales et aux actions collectives. Alors que nous sommes réunis ici aujourd'hui, je prends acte de la lutte continue contre le virus dans le monde entier et j'adresse mes condoléances les plus sincères à tous ceux qui ont perdu des êtres chers.

Pour commencer, je voudrais vous faire part de trois aspects essentiels de la riposte nationale de la Nouvelle-Zélande face à la pandémie. Ce faisant, je reconnais absolument que notre situation de pays insulaire développé nous a permis de mener avec succès une telle riposte – ce qui ne serait pas nécessairement possible ailleurs. Nous avons mis un accent particulier sur la prévention.

Premièrement, la Nouvelle-Zélande a mis en œuvre une stratégie d'élimination de la pandémie. Il ne s'agit pas d'une stratégie ponctuelle, mais d'une approche soutenue visant à éliminer la COVID-19 et à l'éradiquer grâce à de campagnes de dépistage de large portée, au traçage des contacts et à des mesures de quarantaine.

Deuxièmement, la gestion de la frontière néo-zélandaise a été une ligne de défense essentielle contre la COVID-19. Bon nombre de nos voisins du Pacifique ont également réussi à prévenir et à contrôler le virus grâce à la fermeture des frontières, et nous sommes conscients qu'une frontière néo-zélandaise solide offre une couche supplémentaire de protection pour le Pacifique, étant donné le rôle de voie de transit de la Nouvelle-Zélande.

Troisièmement, la Nouvelle-Zélande a adopté une approche à l'échelle de l'ensemble de l'administration. S'il est vrai que notre riposte nationale est efficace, elle ne l'aurait pas été sans la participation de tous les services de l'État. Pour assurer le bon fonctionnement des économies et la sécurité des personnes, il faut que l'ensemble de l'administration travaille ensemble.

Si la Nouvelle-Zélande a réussi à maîtriser le virus au niveau national, nous sommes parfaitement conscients que personne n'est en sécurité tant que nous ne le sommes pas tous. Les répercussions économiques du virus et l'interdépendance de notre monde ne connaissent pas non plus de frontières. La COVID-19 a mis en exergue notre interdépendance absolue. La pandémie a démontré le rôle essentiel des organisations internationales comme l'Organisation mondiale de la Santé. La Nouvelle-Zélande a utilisé les conseils et les produits techniques de l'Organisation mondiale de la Santé dans sa riposte face à la COVID-19. Nous avons également été témoins de l'excellent soutien apporté à nos voisins du Pacifique.

Pour prévenir d'autres urgences sanitaires mondiales à l'avenir, nous devons appuyer le rôle central des institutions internationales telles que l'Organisation mondiale de la Santé. En soutenant le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins, la Nouvelle-Zélande a démontré son engagement à faire en sorte que les communautés vulnérables partout dans le monde, y compris dans le Pacifique, reçoivent les vaccins dont elles ont besoin. Nous encourageons les autres pays à appuyer également la vaccination multilatérale et à assurer la distribution sans entrave, juste et équitable des vaccins contre la COVID-19 dans le monde entier. S'il est vrai qu'un vaccin permettra de réduire les risques, il faudra des années pour nous remettre des conséquences socio-économiques de la pandémie. Une coopération internationale efficace est plus importante que jamais. Pour nous relever et reconstruire en mieux, nous devons prendre des mesures collectives et concrètes au niveau mondial. Là où nous vivons dans le Pacifique, les répercussions économiques du virus sont particulièrement néfastes. La fermeture des frontières internationales et la récession économique mondiale ont exacerbé les difficultés économiques existantes. De nombreuses îles du Pacifique sont aujourd'hui frappées par une crise économique. La communauté internationale peut aider les petits États insulaires en développement à commencer à se relever en mettant à disposition des financements accordés à des conditions de faveur.

Pour reconstruire en mieux après la COVID-19, nous devons également repenser la manière dont nos sociétés peuvent concentrer simultanément leurs efforts sur le bien-être de nos populations et de notre environnement. La menace des changements climatiques est plus réelle dans le Pacifique que dans toute autre région du monde, l'élévation du niveau de la mer constituant une menace extrêmement grave. La mise en œuvre intégrale de l'Accord de Paris est absolument essentielle, et nous devons concrétiser nos engagements sur le plan pratique et financier. La crise offre une occasion de remettre le compteur à zéro, en faveur d'une économie mondiale plus verte. La Nouvelle-Zélande s'est engagée à coopérer au niveau international pour renforcer le commerce de biens et de services respectueux de l'environnement et accroître les investissements dans la croissance et le développement verts. Nous demandons également qu'il soit mis fin à toutes les subventions nuisibles à l'environnement, notamment les subventions aux combustibles fossiles. Ce sont quelques-uns des meilleurs investissements que nous pouvons faire pour les générations futures.

Enfin, reconstruire en mieux et plus fort nous donne également une occasion de repenser la manière dont nos économies peuvent fonctionner pour le plus grand nombre, et pas seulement pour quelques-uns. La COVID-19 a eu des effets disproportionnés sur les groupes les plus vulnérables du monde, les femmes, les enfants, en particulier les filles, les populations autochtones, les minorités et les personnes handicapées. En Nouvelle-Zélande, nous continuerons à mettre l'accent sur la protection des plus vulnérables au sein de la société. Dans le contexte de la COVID-19, cela signifie qu'il faut protéger les personnes âgées et les personnes atteintes de maladies sous-jacentes. Cela signifie également qu'il faut mettre activement l'accent sur l'atténuation de tout risque que la situation exacerbe davantage les inégalités dont sont victimes les Māori et les peuples du Pacifique. En tant que partenaires partageant des valeurs communes, nous devons veiller à ce que la riposte et le relèvement respectent et promeuvent les droits de l'homme et les besoins de tous. Une coopération internationale efficace est plus importante que jamais, tant pour faire face à la COVID-19 que pour construire un avenir meilleur.

No reira, tena koutou, tena koutou, tena koutou katoa.

Thaïlande (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 49)

Allocution du général Prayut Chan-o-cha, Premier Ministre du Royaume de Thaïlande

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : thaï ; texte anglais fourni par la délégation]

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Chers invités,

C'est un grand honneur pour moi que de prononcer une déclaration à l'Assemblée générale des Nations Unies pour la deuxième fois cette année et je salue l'initiative du Mouvement des non-alignés de convoquer la session extraordinaire afin que tous les États Membres et les parties prenantes concernées puissent partager leurs expériences et mobiliser une coopération accrue dans la lutte contre la pandémie de COVID-19.

L'apparition de pandémies mondiales au cours des 20 dernières années nous a fait prendre conscience du fait que les membres de la communauté internationale doivent joindre leurs efforts pour promouvoir des systèmes de sécurité sanitaire solides afin de se préparer aux futures situations d'urgence. L'élément central de cette prise de conscience est que le public doit être protégé par un système de couverture sanitaire universelle qui aidera les pays à atténuer les conséquences sociales négatives et les pertes économiques et permettra au pays et à la population de se remettre rapidement d'une crise.

Monsieur le Président,

En novembre dernier, j'ai eu l'occasion de partager l'expérience de la Thaïlande en matière de lutte contre la COVID-19 lors de la clôture de la reprise de la session de la soixante-treizième Assemblée mondiale de la Santé. J'ai souligné que les principaux facteurs qui ont contribué au succès de la Thaïlande dans la lutte contre la COVID-19 sont la force de notre système de santé et le dévouement de nos agents de santé, ainsi que l'étroite coopération de tous les secteurs de notre société. Aujourd'hui, je voudrais développer mon point de vue avec les réflexions suivantes.

Premièrement, il reste essentiel de promouvoir les mesures préventives de base contre la COVID-19 telles que recommandées par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), à savoir le port d'un masque, le lavage fréquent des mains et la distanciation physique, tout en soutenant et en encourageant le personnel médical et de santé publique, en particulier les agents sanitaires bénévoles dans les villages, qui constituent une force vitale dans la lutte contre cette pandémie.

Deuxièmement, permettez-moi de souligner l'importance de la coopération en matière de recherche et de mise au point de vaccins et de traitements contre la COVID-19 et de veiller à ce que ces vaccins et médicaments soient des « biens publics mondiaux » accessibles dans des conditions d'égalité, afin que la communauté mondiale puisse reprendre en toute sécurité sa vie quotidienne dans une nouvelle normalité. À cet égard, le Gouvernement royal thaïlandais est heureux de faire sa part et compte

verser une contribution financière à l'Organisation mondiale de la Santé pour soutenir la recherche, la mise au point et la distribution des vaccins contre la COVID-19 afin qu'ils soient accessibles à tous les pays.

Enfin, je voudrais attirer l'attention sur l'application de la technologie et de l'innovation dans la gestion de l'information et l'analyse de la situation locale en ce qui concerne la COVID-19, ainsi que dans les services aux patients dans les zones éloignées un moyen de la télémédecine. La Thaïlande a lancé le projet « New Normal Healthcare System » dans certaines provinces et l'étendra à l'ensemble du pays d'ici 2021 afin de renforcer davantage notre système de santé publique et de mieux faire face aux crises futures.

Monsieur le Président,

La pandémie de COVID-19 représente un obstacle considérable à la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2030. La Thaïlande est prête à appuyer les efforts des Nations Unies visant à faire avancer la « Décennie d'action » et à mettre en place une approche multisectorielle pour atteindre les 17 cibles de développement durable d'ici à 2030, notamment les cibles liées à la santé, sans laisser personne de côté.

À cette occasion, je voudrais souligner que l'engagement envers le système multilatéral et la solidarité de la communauté internationale sont des éléments essentiels pour surmonter cette crise de manière durable. En ce qui concerne la Thaïlande et les pays membres de l'ASEAN, nous avons mis en place des mécanismes solides pour lutter contre la pandémie de COVID-19 grâce à diverses initiatives comme le Fonds de l'ASEAN pour l'action face à la COVID-19, le Cadre de redressement global de l'ASEAN et la création du Centre de l'ASEAN pour les urgences de santé publique et les maladies émergentes. Ces initiatives permettront de promouvoir la sécurité sanitaire, de soutenir une reprise durable et de renforcer la résilience et l'immunité de la région à long terme.

Enfin, au nom du Gouvernement royal thaïlandais et du peuple du Royaume de Thaïlande, je voudrais adresser un message d'encouragement aux pays qui font face à de nouvelles vagues de la pandémie, et vous adresser à tous mes meilleurs vœux de santé. Je suis fermement convaincu qu'ensemble, nous surmonterons cette crise actuelle de manière résolue et durable, comme nous l'avons fait pour d'autres crises avant celle-ci.

Merci, et bon après-midi à vous tous.

Pakistan (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 50)

Allocution de M. Imran Khan, Premier Ministre de la République islamique du Pakistan

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président de l'Assemblée générale, Volkan Bozkir,

Monsieur le Secrétaire général,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais remercier Son Excellence le Président Aliyev de l'Azerbaïdjan, Président du Mouvement des pays non alignés, d'avoir proposé l'organisation de cette session extraordinaire.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) est la plus grande crise mondiale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le virus a infecté près de 65 millions de personnes et en a tué malheureusement près de 1,5 million. Nous espérons que, dès que le vaccin sera disponible, il sera distribué à tout le monde. La pandémie a provoqué d'immenses souffrances humaines et la plus forte contraction économique mondiale depuis la Grande Dépression des années 30. Ce sont les pays les plus pauvres et les personnes pauvres dans tous les pays qui souffrent le plus. Près de 100 millions de personnes dans les pays en développement retomberont dans l'extrême pauvreté. Les pays riches ont injecté 13 000 milliards de dollars sous forme de mesures de relance budgétaire pour relancer leurs économies. D'autre part, les pays en développement n'ont tout simplement pas les ressources nécessaires pour se permettre de prendre des mesures de relance économique de cette portée. Ils ont du mal à mobiliser ne serait-ce qu'une fraction des 2 à 3 000 milliards de dollars dont ils ont besoin pour se remettre de la pandémie.

Au Pakistan, notre politique de confinement intelligent s'est avérée efficace. Nos efforts visaient non seulement à sauver les populations du virus, mais aussi à faire en sorte qu'elles ne meurent pas de faim. Nous avons mis en place un plan d'aide d'environ 8 milliards de dollars, soit près de 3 % de notre PIB, pour soutenir les pauvres et maintenir l'économie à flot en même temps. Comme je l'ai dit, jusqu'à présent, notre stratégie s'est avérée efficace, mais nous sommes maintenant confrontés à une deuxième vague du virus beaucoup plus agressive. Nous sommes actuellement confrontés au défi de maintenir et de relancer notre croissance économique, tout en faisant face au nombre croissant de cas de malades occupant nos lits d'hôpitaux. Le Directeur général du Fonds monétaire international (FMI) a conseillé aux pays de dépenser autant que nécessaire pour stimuler la croissance, mais comme de nombreux pays en développement, le Pakistan s'est engagé, dans le cadre de son programme FMI, à réduire le déficit budgétaire. Je suis sûr que d'autres pays en développement dans notre situation sont confrontés à un dilemme similaire. Comment stimuler l'économie tout en réduisant le déficit budgétaire ? La seule façon de disposer de la marge de

manœuvre budgétaire nécessaire pour maintenir et relancer la croissance est d'avoir accès à des liquidités supplémentaires. En avril dernier, j'ai lancé un appel en faveur d'une initiative mondiale d'allègement de la dette. Nous sommes reconnaissants pour la suspension de la dette annoncée par le G20 en mai et sa prorogation ultérieure jusqu'en juin 2021.

Nous nous félicitons également des facilités de prêt rapide activées par le FMI et la Banque mondiale. Pourtant, les montants générés à ce jour sont loin de couvrir les besoins des pays en développement et de leur permettre de se remettre des effets de la pandémie. Pour autant que je sache, cinq pays en développement ne sont déjà pas en mesure de rembourser leur dette, et il semble que cela sera bientôt le cas pour d'autres. Plusieurs pays confrontés à d'importants remboursements de dettes et à des pertes de revenus concomitantes sont au bord de l'effondrement économique. Des rapports inquiétants du Programme alimentaire mondial font état de risques de famine dans certaines régions du monde. Les discussions sur le financement du développement lancées par le Secrétaire général et les Premiers Ministres du Canada et de la Jamaïque ont permis d'identifier des centaines d'options pour soutenir financièrement les pays en développement. Nous espérons que ce processus débouchera bientôt sur des mesures concrètes. Il est nécessaire de réformer l'architecture financière internationale, de mettre en place un mécanisme inclusif et équitable de gestion de la dette, d'établir un système commercial démocratique axé sur les ODD et d'instaurer un régime fiscal international équitable.

Si l'on veut éviter l'effondrement des économies d'un certain nombre de pays en développement en raison de la pandémie de COVID-19, la communauté internationale doit identifier et mettre en œuvre certaines actions prioritaires essentielles.

Je voudrais proposer un programme d'action urgente en 10 points : premièrement, suspendre le remboursement de la dette jusqu'à la fin de la pandémie pour les pays à faible revenu et les pays en proie à de plus graves difficultés ; deuxièmement, annuler la dette des pays les moins avancés ; troisièmement, restructurer la dette du secteur public d'autres pays en développement dans un cadre adopté de commun accord, inclusif et multilatéral ; quatrièmement, l'affectation générale de droits de tirage spéciaux de 500 milliards de dollars ; cinquièmement, accorder aux pays à faible revenu des financements à des conditions de faveur par l'intermédiaire des banques multilatérales de développement ; sixièmement, créer une nouvelle facilité de liquidité et de durabilité, qui devrait fournir des prêts à court terme à faible coût ; septièmement, le respect des engagements officiels de développement de 0,7 % ; huitièmement, mobiliser les 1 500 milliards de dollars d'investissements annuels nécessaires dans les infrastructures durables ; neuvièmement, la réalisation de l'objectif convenu de mobiliser 100 milliards de dollars par an pour l'action climatique dans les pays en développement ; et enfin, des mesures immédiates pour mettre un terme aux flux illicites et massifs de capitaux des pays en développement vers les pays riches et les paradis fiscaux offshore. Dans le même temps, les avoirs volés par des politiciens corrompus et des criminels devraient être immédiatement restitués à ces pays. Cette seule action, je vous l'assure, Monsieur le Président, profiterait aux pays pauvres plus que toutes les autres mesures réunies.

Excellences,

Tout le monde s'accorde à dire qu'il faut une riposte collective pour sortir de la crise de la COVID-19 et, dans le même temps, réaliser les objectifs de développement durable et mettre en œuvre les objectifs fixés par l'Accord de Paris.

Excellences,

Le concept de sécurité collective énoncé dans la Charte des Nations Unies englobe la sécurité économique collective. Sans sécurité économique, les conflits et les différends persisteront et proliféreront dans le monde. Guidés par les principes de la Charte, nous devons tous œuvrer collectivement pour un ordre économique, social et politique inclusif, stable et durable.

Je vous remercie.

Norvège (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 51)

Allocution de M^{me} Erna Solberg, Première Ministre du Royaume de Norvège

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Secrétaire général Guterres,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Je suis ici aujourd'hui avec deux messages. Tout d'abord, nous devons gérer la crise actuelle et mettre fin à la pandémie le plus tôt possible. Nous vivons peut-être les heures les plus sombres de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Le nombre de décès a dépassé 1,3 million. Des millions d'enfants sont obligés de ne pas aller à l'école. Il y a de nouveaux confinements. L'économie mondiale risque de subir des pertes de plus de 500 milliards de dollars par mois. Partout, nous assistons au chômage, à des souffrances humaines, au désespoir des personnels de santé et à l'effondrement des systèmes sociaux. Mais il y a des lueurs d'espoir.

Les annonces relatives à des vaccins efficaces nous donnent une lueur d'espoir. Il est encourageant de constater la détermination des pays, de la société civile et de l'industrie à mettre au point des outils performants. Toutefois, si nous voulons véritablement mettre fin à la pandémie pour tous, le moment est venu d'intensifier nos efforts. Nous avons besoin de plus de vaccins. Nous avons besoin de davantage d'outils de diagnostic et de traitements, et nous devons garantir un accès équitable et mondial à un système de distribution efficace sur le terrain.

Pour atteindre les groupes les plus vulnérables, il convient également de renforcer le connecteur des systèmes de santé. Il nous faut accroître le soutien en faveur des soins de santé universels afin de fournir des services de santé efficaces – notamment les outils de lutte contre la COVID-19, tels que les vaccins.

Le Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT) a été mis en place dans ce but précis. La Norvège est fière de coprésider l'Accélérateur ACT, et nous sommes résolument déterminés à y apporter notre contribution. Nous prévoyons d'allouer 223 millions de dollars supplémentaires en 2020, ce qui portera notre contribution aux efforts mondiaux à plus de 500 millions de dollars à ce jour. Il est indispensable que davantage de pays se mobilisent pour apporter leur concours.

L'événement d'aujourd'hui revêt une importance particulière pour deux raisons. Nous devons parvenir à une compréhension commune des réalités auxquelles nous sommes confrontés. Et nous devons prendre conscience qu'il est possible de mettre fin à la pandémie si nous œuvrons de concert. Notre attachement à la coopération internationale a fait notre force et a constitué notre stratégie dans la lutte contre la pandémie. Nous n'avons pas d'autre solution que de poursuivre cette coopération.

Le deuxième message que je souhaite faire passer est que nous devons prévenir les catastrophes de demain. Quel que soit le temps qu'il nous faudra pour venir à bout de la COVID-19, nous devons nous doter de meilleurs outils pour prévenir les futures pandémies et catastrophes mondiales et y apporter une réponse efficace. Les dirigeants et les parties prenantes doivent collaborer à l'élaboration d'un plan directeur, dans lequel les responsabilités et les travaux futurs sont clairement définis et reconnus. Cette démarche doit s'appuyer sur les engagements mondiaux actuels et consolidés visant à prévenir de telles catastrophes. En d'autres termes, nous devons renforcer notre défense commune.

Je soutiens le Secrétaire général et l'appel en faveur d'un sommet mondial consacré à ces questions. Nous devons investir dans l'avenir en améliorant la résilience de toutes les sociétés. Nous devons reconstruire en mieux afin de promouvoir un développement véritablement durable, et notamment une vie plus heureuse et plus saine pour tous.

Merci.

Bangladesh (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 52)

Allocution de Sheikh Hasina, Première Ministre de la République populaire du Bangladesh

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Excellences,

Assalamu Alaikum et bonjour à toutes et à tous.

Je remercie l'Azerbaïdjan, actuel Président du Mouvement des pays non alignés, et le Secrétaire général de l'ONU d'avoir convoqué cette session extraordinaire consacrée à la pandémie de COVID-19. Cette session revêt une importance capitale, alors que le monde traverse encore des moments difficiles dans sa lutte contre ce virus mortel et ses conséquences.

Monsieur le Président,

La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions dévastatrices sur les systèmes de santé et les économies du monde entier. À l'échelle de la planète, plus de 1,4 million de personnes ont déjà perdu la vie et des centaines d'autres succombent chaque jour. La pandémie a appauvri de nombreuses personnes, tandis que beaucoup d'autres retombent dans la pauvreté. La malnutrition, la discrimination et les inégalités grandissantes frappent les nations, tandis que le système éducatif se trouve ébranlé. La pandémie a provoqué une forte baisse des échanges, du commerce et du tourisme, avec des conséquences négatives sur les moyens de subsistance des populations. Cependant, elle nous donne l'occasion de faire front commun pour protéger la vie des populations et préserver leurs moyens de subsistance, tout en tirant les enseignements de la crise pour reconstruire en mieux. Malheureusement, notre combat contre la COVID-19 n'est pas encore terminé. De nombreux pays sont aux prises avec une deuxième ou une troisième vague.

Monsieur le Président,

Le Bangladesh est lui aussi fortement touché par la pandémie. Celle-ci a lourdement pesé sur notre économie, nos vies et nos moyens de subsistance, ainsi que sur nos communautés de migrants, et elle a mis en péril nos avancées durement acquises en matière de développement. Nous sommes toutefois intervenus rapidement et efficacement, et avons pris des mesures audacieuses pour préserver notre économie et notre population des retombées de la pandémie. Mon gouvernement a annoncé des plans de relance d'un montant de 14,14 milliards de dollars, ce qui équivaut à 4,3 % de notre PIB, afin de réduire au minimum les conséquences sur nos entreprises, nos emplois et notre productivité. Nous avons élargi la couverture de notre système de sécurité sociale afin de venir en aide à plus de 25 millions de personnes depuis la détection du virus au début du mois de mars. Des mesures d'envergure sont mises en place pour contenir la deuxième vague de la pandémie.

Monsieur le Président,

Il est cependant urgent d'accorder une attention particulière à certains domaines prioritaires et de poursuivre la collaboration à cet égard.

Premièrement, nous devons garantir un accès universel, équitable, rapide et abordable à des vaccins de qualité. Le programme de développement à l'horizon 2030 reconnaît le rôle fondamental de la couverture sanitaire universelle pour atteindre les objectifs de développement durable sur la base du principe d'équité. Dans le même ordre d'idées, en ce qui concerne l'accès aux vaccins, personne ne doit être laissé pour compte. C'est ainsi que nous serons en mesure de vaincre la pandémie, de sauver des vies et d'accélérer notre reprise économique.

Deuxièmement, le monde doit considérer le vaccin contre la COVID-19 comme un bien public mondial. L'initiative de l'Organisation mondiale de la Santé concernant l'Accélérateur ACT et le Mécanisme COVAX peut jouer un rôle essentiel à cet égard. Les pays développés doivent s'engager à procéder au transfert de technologie en vue de permettre la fabrication locale de vaccins dans les pays en développement, en recourant à la dérogation aux droits de propriété intellectuelle prévue par l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Le Bangladesh a la capacité de produire des vaccins et est disposé à le faire si l'occasion se présente.

Troisièmement, les difficultés rencontrées par les pays en développement dans le contexte de la COVID-19, y compris en ce qui concerne l'assistance financière, doivent être expressément reconnues. L'ONU, les institutions financières internationales, la société civile et les gouvernements nationaux doivent assumer leur rôle et coopérer activement les uns avec les autres pour lutter contre la COVID-19.

Monsieur le Président,

La COVID-19 ne pourra jamais être maîtrisée en un endroit tant qu'elle ne sera pas maîtrisée partout. Renouvelons également notre engagement en faveur de la réalisation du Programme 2030, afin d'instaurer un monde durable dans lequel les générations de demain seront résilientes face aux futures pandémies. J'espère que cette session contribuera à encourager les actions collectives, la solidarité mondiale et la coopération multilatérale pour lutter contre la pandémie de COVID-19. Le Bangladesh est disposé à travailler avec toutes les parties dans le cadre de cet effort mondial.

Je vous remercie tous.

Sainte-Lucie (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 53)

**Allocution de M. Allen Michael Chastanet, Premier Ministre et
Ministre des finances, de la croissance économique, de la création
d'emplois, des affaires extérieures et de la Fonction publique de
Sainte-Lucie**

*Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session
extraordinaire*

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,

Chers collègues,

Mesdames et Messieurs,

Sainte-Lucie se réjouit de l'occasion qui lui est donnée de s'adresser à cette session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies consacrée à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), laquelle continue de sévir sans relâche dans presque tous nos pays, causant la mort, la maladie et des difficultés exceptionnelles dans des proportions que nul d'entre nous n'a jamais connues. La conviction qui prévalait au début de l'année, lorsque la pandémie a éclaté, selon laquelle celle-ci serait terminée en quelques mois, s'est révélée fausse.

Monsieur le Président, lorsque je me suis adressé à cette assemblée en septembre dernier, à l'occasion de notre soixante-quinzième anniversaire historique, j'ai souligné, à l'instar de nombreux autres collègues, que la crise provoquée par la COVID-19 exigeait une action décisive et urgente, en particulier pour aider les petits États insulaires en développement comme Sainte-Lucie, qui semblent toujours subir les conséquences les plus lourdes de chaque nouvel événement négatif qui se produit.

À l'heure actuelle, Monsieur le Président, les petits États sont confrontés non seulement aux conséquences de la pandémie, mais aussi aux effets durables et toujours aussi dévastateurs des changements climatiques. Nous avons besoin que la communauté internationale et ses institutions suivent le rythme de la réalité à laquelle sont confrontés les petits États insulaires en développement et s'y adaptent. Nous sommes des pays vulnérables poursuivant leur quête de développement dans un monde très hostile. Nous enregistrons régulièrement de modestes progrès, mais ceux-ci sont rapidement balayés lorsque le malheur frappe. Au moment où la COVID-19 est apparue, Sainte-Lucie était sur la voie de la reprise. Au cours des quatre années précédentes, nous avons renoué avec la croissance économique, réduit le chômage et atteint un ratio dette/PIB de 59 %.

Et brusquement, sans que nous y soyons pour quelque chose, tous ces acquis ont disparu. Pour ne rien arranger, nous devons à présent trouver des fonds pour financer la lutte contre la COVID-19, qui aura des conséquences économiques et sociales désastreuses pour tous les pays. En 2020, nous avons enregistré une baisse des recettes, une augmentation des dépenses et d'importants remboursements de dettes qui ont considérablement affecté nos flux de trésorerie.

Nous exprimons notre gratitude aux gouvernements amis qui nous sont venus en aide et nous remercions tout particulièrement les Gouvernements et les peuples taïwanais, cubain, français et de l'Union européenne, qui se sont mobilisés pour répondre à nos besoins en ces temps difficiles. En tant que petites îles, nous nous targuons toujours de notre résilience, car c'est l'un des attributs qui nous donne le courage de nous battre.

Monsieur le Président, nous poursuivons également la mise en évidence de nos diverses vulnérabilités et la formulation de nos besoins, mais il s'agit toujours d'une conversation à sens unique. Il y a quelques semaines à peine, lors de la réunion annuelle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international à Washington, nous avons une nouvelle fois insisté sur le point suivant : en raison de ces vulnérabilités et de la dette catastrophique qui en découle, les pays des Caraïbes ont désormais besoin d'un financement et d'une aide concessionnels qui ne dépendent pas du maintien du ratio dette/PIB fixé à 60 % ni de sa réalisation.

Afin d'atteindre le niveau souhaité de transformation nécessaire pour faire passer de façon radicale nos économies à la vitesse supérieure, il est important que les petits États se voient offrir la possibilité de mener une politique de développement solide, tout en tenant dûment compte de la vulnérabilité inhérente aux changements climatiques qui est le lot des États des Caraïbes. Il est indéniable que si les changements climatiques touchent les pays à des degrés divers, ils constituent une menace existentielle pour la vie et les moyens de subsistance d'un grand nombre de nos citoyens. C'est sur cette base qu'une attention particulière doit être accordée aux petits États insulaires en développement dans le cadre du financement du développement.

En outre, au vu de l'importance que les services financiers et bancaires internationaux revêtent pour la croissance économique et l'investissement, il convient de revoir les exigences applicables aux opérations par correspondants bancaires. Les dirigeants mondiaux doivent adopter une approche proactive pour remédier aux effets de la réduction de l'accès aux services et marchés bancaires et financiers internationaux provoquée par la réduction des risques.

Nos pays doivent être considérés comme des partenaires, dans la mesure où nous ne prétendons pas être les bénéficiaires de perspectives qui ne nous sont pas ouvertes. À ce titre, nous avons lancé un appel pressant aux institutions financières internationales pour qu'elles facilitent l'engagement au plus haut niveau, alors que nous nous efforçons tous d'atténuer les effets de la crise actuelle.

Monsieur le Président, je n'ai pas l'intention aujourd'hui de vous lasser avec la même rengaine que nous avons tous si souvent entendue par le passé. Sainte-Lucie et les petits États insulaires en développement n'ont eu de cesse de plaider en faveur d'un changement dans la manière dont ils sont perçus et traités par la communauté internationale et ses institutions.

Permettez-moi de saisir cette occasion pour rappeler à tous que, pour permettre au monde d'atteindre son plein potentiel, il convient de renforcer son maillon le plus faible.

Si vous ne le faites pas pour nous, faites-le pour vous-mêmes.

J'attends avec impatience les discussions que nous tiendrons. Je vous remercie.

Belgique (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 54)

Allocution de M. Alexander de Croo, Premier Ministre du Royaume de Belgique

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : français et anglais]

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Nous vivons une époque éprouvante et troublée. La pandémie de COVID-19 a mis en évidence nos vulnérabilités fondamentales. Notre vulnérabilité en tant qu'individus.

Soudainement, nous sommes limités dans nos contacts avec nos amis et notre famille. Mais aussi notre vulnérabilité en tant que communauté mondiale. Le plus grand danger aujourd'hui est de laisser cette pandémie nous diviser. Que nous permettions que cette crise sanitaire soit transformée en une question géopolitique ; une lutte entre les nations, une course vers le bas. Alors que la seule chose qui nous sauvera est la coopération internationale.

Il y aura de la lumière au bout du tunnel si nous travaillons ensemble. Parce que malgré toutes les crises des dernières décennies, malgré la montée des nationalismes, nous devons reconnaître que le multilatéralisme a tenu bon. C'est grâce à des organisations telles que l'ONU, l'Organisation mondiale de la Santé, mais aussi l'Union européenne que de réels progrès sont réalisés et que de véritables solutions sont créées. Par exemple, en mettant en place une stratégie commune en matière de vaccins. C'est grâce à des investissements communs et à des systèmes d'approvisionnement conjoints que nous aurons bientôt accès à divers vaccins. Des vaccins sûrs et efficaces. Et avec un peu de chance, les premiers travailleurs de la santé seront vaccinés avant la fin de l'année. Ce n'est pas la réalisation d'un pays, d'un homme, d'un gouvernement ou d'une entreprise. C'est l'aboutissement de la coopération internationale. Des efforts communs, dépassant les frontières et les marchés nationaux. C'est pourquoi la Belgique souhaite un accès libre et équitable à ces vaccins pour tous les pays.

Cette pandémie est plus qu'une crise sanitaire. La COVID-19 a également un énorme impact socio-économique. Elle exacerbe les problèmes existants tels que les inégalités de revenus. Et elle met les droits fondamentaux sous pression, surtout ceux qui étaient déjà dans une mauvaise passe avant la crise. Dans ce domaine aussi, des actions internationales conjointes s'imposent. La crise de la COVID-19 doit devenir l'occasion de forger une nouvelle économie. Pas juste une économie plus durable et numérique que l'ancienne. Une économie qui serait aussi plus juste. Plus inclusive. Une société qui octroierait aux jeunes filles et aux femmes un meilleur accès aux soins de santé, au marché du travail, aux crédits d'investissements, à l'entrepreneuriat. Parce que l'indépendance économique est aussi un gage pour des citoyens plus forts et des voix plus fortes dans le débat politique.

Ne nous contentons donc pas de surmonter ensemble cette pandémie, mais utilisons-la pour renforcer nos démocraties et créer un espace civique plus inclusif. Un espace civique dans lequel il y a de la place pour tous, indépendamment de la couleur de la peau, du sexe, de l'orientation sexuelle ou de la religion. Excellences, cette

session extraordinaire nous offre l'occasion de prendre un nouveau départ. Malgré un optimisme prudent concernant les vaccins, les défis mondiaux restent immenses. Mais nous devons nous rappeler une chose : nous sommes tous dans le même bateau. Et ensemble, nous pouvons et nous allons surmonter chaque défi sur notre chemin.

La Belgique est prête à assumer ses responsabilités.

Je vous remercie.

Maurice (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 55)

**Allocution de M. Pravind Kumar Jugnauth, Premier Ministre,
Ministre de la défense, de l'intérieur et des communications
extérieures et Ministre de Rodrigues, des îles extérieures et de
l'intégrité territoriale de la République de Maurice**

*Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session
extraordinaire*

[Original : anglais]

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Je me félicite de ce que cette session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies offre aux Membres l'occasion de partager les bonnes pratiques dans la lutte contre la COVID-19 et d'envisager des possibilités de collaboration mutuelle en vue de la relance socio-économique et de la mise au point d'un vaccin mondial.

Maurice est jusqu'à présent parvenue à maîtriser la pandémie de COVID-19. Grâce à une gestion avisée de la crise, un certain nombre de mesures préventives ont été prises dès qu'il est apparu que la pandémie prenait des proportions démesurées.

Le renforcement des contrôles sanitaires aux points d'entrée et la surveillance accrue assurée par les autorités sanitaires, conjugués au travail des équipes d'intervention rapide chargées de transférer les cas suspects vers un établissement de santé spécialisé, nous ont permis de surveiller la propagation du virus.

Dès la confirmation des premiers cas de COVID-19 à Maurice le 18 mars 2020, nous avons imposé un confinement national et lancé la recherche des contacts sur toute l'île afin de détecter l'étendue de la contamination au sein de la communauté locale.

Tous nos établissements de santé publique sont restés mobilisés au plus fort de la contamination, alors que nous comptabilisions quelque 320 cas.

Nous avons également mis en place des cliniques chargées de procéder au dépistage de la COVID-19 chez les cas suspects, dans les cinq hôpitaux régionaux de l'île.

Sur le plan de la réglementation, Maurice a instauré une nouvelle législation imposant le port obligatoire de masques faciaux dans tous les lieux publics, ainsi que des mesures de distanciation sociale.

La campagne de sensibilisation du public a également été intensifiée.

Il aura ainsi fallu moins de cinq semaines à notre pays pour briser la chaîne de contamination locale.

Les activités caractérisant la nouvelle normalité à Maurice ont repris le 15 juin 2020, tandis que notre espace aérien est progressivement rouvert aux vols réguliers depuis le 1^{er} octobre. Tous les passagers arrivant dans le pays doivent se conformer à des protocoles sanitaires stricts, tels qu'une quarantaine de 14 jours à leur arrivée et des tests PCR réguliers avant d'être autorisés à rejoindre la communauté locale.

Le système de quarantaine nous permet de localiser les cas importés de COVID-19 et d'assurer la sécurité de la communauté locale.

Je tiens à remercier l'Organisation mondiale de la Santé pour le soutien et les conseils qu'elle continue de nous fournir. Je remercie également les nombreux pays qui ont fourni du matériel et des équipements de protection à Maurice.

Sur le plan économique, Maurice subit une contraction de 12 à 14 % en raison de la fermeture des frontières et des trois mois de confinement. Bien que le Gouvernement ait institué un programme d'aide salariale afin de préserver les emplois dans le secteur privé, les effets prolongés des mesures en place risquent d'affecter davantage notre économie. Il est donc impératif d'obtenir une aide mondiale en termes d'allègement du service de la dette et d'annulation de la dette, ainsi que de bénéficier d'autres mesures de soutien financier et d'une plus grande marge de manœuvre budgétaire pour permettre à des pays comme Maurice de garder le cap sur les objectifs de développement durable.

Nous nous réjouissons des succès annoncés par plusieurs entreprises engagées dans la recherche de vaccins contre le coronavirus. Lorsque ceux-ci seront mis en production, il est essentiel qu'ils soient rendus disponibles et accessibles dans tous les pays.

Cette pandémie nous a enseigné une leçon importante. Aucun pays n'en est à l'abri, et aucun pays ne peut relever seul ce défi. Il est absolument nécessaire que nous travaillions main dans la main, que nous partagions les informations disponibles et que nous prenions des décisions concertées, non seulement pour l'éradiquer, mais aussi pour nous préparer à toute nouvelle pandémie. Prenons des engagements en ce sens.

Je vous remercie de votre attention.

Danemark (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 56)

Allocution de M^{me} Mette Frederiksen, Première Ministre du Danemark

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

Mesdames les représentantes, Messieurs les représentants,

Alors que l'année 2020 touche à sa fin, nous sommes toujours en proie à une pandémie mondiale, qui menace la vie des personnes les plus vulnérables et notre mode de vie. Nous subissons tous le recul de l'économie mondiale. Cette situation, nous le constatons, accroît la pression sur les droits humains et sur les libertés fondamentales, notamment pour les femmes et les filles. Elle vient s'ajouter aux défis auxquels nous étions déjà confrontés, en ce compris les changements climatiques, la perte de biodiversité et les inégalités entre nos sociétés et au sein de celles-ci.

Monsieur le Président,

En ces heures sombres, nous devons nous unir pour faire renaître l'espoir de la coopération, du multilatéralisme et de la solidarité humaine. Le Danemark est bien évidemment prêt à apporter sa contribution. Nous plaidons en faveur d'une Organisation mondiale de la Santé (OMS) renforcée et réformée. Nous devons améliorer notre état de préparation aux pandémies mondiales, les systèmes d'alerte rapide et la résilience des systèmes de santé. C'est la raison pour laquelle le Danemark entend doubler son financement des activités de base de l'OMS. Nous croyons en la solidarité internationale et en notre obligation commune de protéger les plus vulnérables.

Dès le début, le Danemark a joué un rôle de premier plan dans la mobilisation de fonds en faveur des pays les plus démunis. Aujourd'hui, alors que nous attendons tous avec impatience l'arrivée d'un vaccin, notre attention se porte sur la manière de garantir un accès mondial équitable à des vaccins et des traitements sûrs et abordables. Les droits de l'homme constituent toujours le fondement de notre engagement, et le Danemark soutient le Secrétaire général dans son appel à l'action en faveur des droits de l'homme.

Monsieur le Président,

Nous insistons pour saisir l'occasion que nous offre la pandémie afin de définir l'avenir que nous voulons. Nous devons reconstruire en mieux et de manière plus écologique, instaurer une nouvelle économie verte capable de faire face à la crise climatique, créer de nouveaux emplois, des vies meilleures et plus saines et, bien sûr, des sociétés plus fortes. Et nous ne croyons pas avoir besoin d'un nouveau plan. Les objectifs de développement durable et l'Accord de Paris nous montrent la voie vers un monde plus durable, plus pacifique et aussi plus inclusif. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une volonté politique, d'ambitions accrues, d'une coopération renforcée, d'actions concrètes.

Monsieur le Président,

Cela fait 75 ans que l'ONU revêt une grande importance pour nous tous, mais nous ne pouvons pas nous reposer uniquement sur le passé. Il nous appartient de veiller à ce que l'ONU demeure une instance où nous nous réunissons pour résoudre les problèmes mondiaux, car c'est en agissant de concert que nous sommes plus performants et plus forts. Et nous devons agir ensemble pour vaincre cette pandémie.

Je vous remercie.

Finlande (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 57)

Allocution de M^{me} Sanna Marin, Première Ministre de la République de Finlande

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Secrétaire général,

Monsieur le Président,

Excellences,

Nous avons les moyens d'endiguer la pandémie mondiale. Le temps que cela prendra et la façon dont nous nous en relèverons dépendront des mesures que nous prendrons dès maintenant. Nous avons la responsabilité de faire preuve de leadership politique. Il est possible de trouver un équilibre entre, d'une part, la nécessité de protéger la santé et, d'autre part, les effets de nos mesures sur la société et l'économie.

Ce n'est qu'en travaillant de concert que nous pourrons enrayer la pandémie. Nous avons besoin d'une réponse coordonnée, cohérente et uniforme de la part de l'ONU à tous les niveaux. L'Organisation mondiale de la Santé doit disposer des capacités et des ressources nécessaires pour diriger nos efforts à l'échelle mondiale.

L'appel en faveur d'une coopération internationale solide s'applique également aux vaccins – nous devons veiller à ce qu'ils soient disponibles pour tous. Nul n'est en sécurité tant que tout le monde ne l'est pas.

Une solidarité mondiale est également de rigueur. La récession économique se manifeste dans des proportions jamais vues auparavant. Les pays en développement sont les plus durement touchés. Nous devons trouver des solutions pour remédier à ces inégalités. Il importe plus que jamais de concrétiser le principe du Programme 2030 : celui de ne laisser personne de côté.

La relance verte, inclusive et durable et la transformation numérique tiendront une place centrale dans la reprise des efforts vers la réalisation des objectifs de développement durable. Nous devons également mettre l'accent sur la prévention efficace et complète des pandémies. En l'absence de prévention, la COVID-19 ne sera que le premier chapitre d'une longue série de futures pandémies.

La crise de la Covid-19 a démontré à quel point il est nécessaire d'investir dans la sécurité sanitaire mondiale, la gestion des risques systémiques, les systèmes de santé résilients et la préparation afin de protéger la santé des populations. Il s'agit simplement d'une question de bon sens économique.

Nous savons ce qui doit être fait – mettre fin aux changements climatiques, inverser la dégradation de l'environnement et la perte de biodiversité. Il s'agit d'adopter une approche « Une seule santé ». Notre milieu naturel est étroitement lié à notre santé. Voilà déjà un des enseignements à tirer de la pandémie.

Une réponse efficace passe par une approche inclusive, à l'échelle de la société. Il est important de nouer le dialogue avec les communautés et de coopérer avec les scientifiques, le secteur privé et la société civile.

Il est essentiel de renforcer la confiance des citoyens dans les autorités publiques et la science. La confiance repose en grande partie sur l'accès à des informations fiables et factuelles. C'est notre meilleure arme contre la désinformation. L'ouverture, la participation du public et la prise de décision démocratique renforcent notre résilience.

Cette pandémie a des répercussions sur tous les aspects de la vie. Elle touche particulièrement les femmes et les filles. Ses conséquences économiques sont lourdes pour les secteurs dans lesquels les femmes constituent la majorité de la main-d'œuvre. La disponibilité des services et des produits nécessaires à la santé et aux droits en matière de sexualité et de procréation en a pâti. La violence fondée sur le genre est en hausse. Notre approche doit tenir compte des questions de genre. L'égalité des genres n'a encore été concrétisée nulle part, mais nous ne devons pas laisser le virus entraver davantage nos efforts.

Nous devons désormais faire preuve de résilience et travailler dans un esprit de coopération. Pour y parvenir, nous devons nous recentrer sur les objectifs de développement durable – sur l'égalité, sur l'instauration de la confiance et sur des efforts concertés.

Je vous remercie.

Allemagne (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 58)

Allocution de M^{me} Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : allemand ; interprétation en anglais assurée par la délégation]

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Excellences,

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) représente une épreuve hors du commun pour l'humanité. Elle fait peser une lourde charge sur les systèmes de soins de santé de tous les pays. Elle a coûté et continue de coûter la vie à de nombreuses personnes à travers le monde, et elle aggrave la pauvreté, la faim et les inégalités économiques et sociales. Il est évident que cette crise mondiale et multiforme ne peut être résolue que dans le cadre d'une action mondiale. Je me félicite donc de la tenue de cette session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies.

La pandémie démontre également l'importance de l'Organisation mondiale de la Santé, une institution qui doit être renforcée. Celle-ci doit être dotée de moyens encore plus efficaces pour être à même de répondre aux menaces sanitaires internationales. Telle est la position que l'Allemagne a défendue au cours de sa présidence du Conseil de l'Union européenne, ainsi qu'au sein du Groupe des Sept et du Groupe des Vingt. Mais malgré toutes les difficultés rencontrées cette année dans le contexte de la pandémie, nous apercevons la lumière au bout du tunnel.

L'Accélérateur ACT y est pour beaucoup. Grâce à cette collaboration, nous disposons d'une plateforme mondiale destinée au développement et à la distribution de tests, de traitements et de vaccins. Cependant, cette plateforme a besoin d'un soutien financier supplémentaire pour produire des effets plus importants. L'investissement en vaut la peine. Ce constat devient particulièrement évident si l'on s'intéresse à l'un des piliers de l'Accélérateur ACT, à savoir la mise au point de vaccins.

Des progrès ont récemment été réalisés à ce niveau, ce qui nous donne des raisons d'espérer. Toutefois, nous ne devons jamais oublier que la pandémie ne pourra être véritablement vaincue – c'est-à-dire durablement vaincue – que lorsque tous les habitants du monde bénéficieront d'un accès équitable à des vaccins efficaces. Une victoire durable suppose également que nous fassions tout ce qui est en notre pouvoir pour sortir plus forts de cette pandémie au regard des défis et des crises qui nous attendent. À cette fin, nous avons besoin d'une coopération internationale plus étroite, également et surtout, avec des organisations internationales solides. Mais si nous y parvenons, alors, nous pourrions triompher.

Je vous remercie de votre attention.

Cambodge (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 59)

**Allocution de Samdech Akka Moha Sena Padei Techo Hun Sen,
Premier Ministre du Royaume du Cambodge**

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : khmer ; texte anglais fourni par la délégation]

Excellence Monsieur le Président ;

Excellence Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ;

Excellences, Mesdames et Messieurs !

Tout d'abord, je tiens à remercier l'Azerbaïdjan d'avoir proposé la tenue de cette session extraordinaire consacrée à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), afin de mobiliser des réponses concertées et globales de la part des communautés internationales dans la lutte contre la pandémie de COVID-19.

À ce jour, la COVID-19 a touché tous les pays et fait des centaines de milliers de victimes. À cet égard, le Cambodge estime qu'aucun pays ne doit faire de la lutte contre la COVID-19 un enjeu géopolitique qui lui est propre. Alors que la vie de millions de personnes dans le monde est en danger, aucun pays ne doit politiser la question de la santé publique ni mettre en cause la capacité à endiguer la propagation de cette maladie infectieuse, car cela ne contribuerait en rien à la lutte contre cette pandémie. En revanche, la solidarité et l'unité régionales et mondiales sont des valeurs indispensables dans un tel contexte de crise.

En outre, la lutte contre cette pandémie mondiale nécessite une prise de décision concertée et prudente, dans le cadre du multilatéralisme, et dans le respect des législations internationales et de la souveraineté de chaque nation, quelle que soit sa taille ou sa richesse, avec pour principales entités l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Je tiens à réitérer le soutien du Cambodge aux rôles que jouent l'ONU et l'OMS dans les efforts mondiaux déployés pour faire face à cette pandémie et la combattre. Par ailleurs, le Cambodge souhaite insister sur l'importance et l'urgence que revêt le vaccin contre la Covid-19 en tant que bien public mondial, dont l'approvisionnement et la distribution doivent être effectués dans un esprit humanitaire au profit de tous les pays, en particulier les plus vulnérables.

Bien que cette crise de santé publique soit sur le point de prendre fin, toutes les nations devront continuer à relever ces défis au cours de la période de reprise économique. En effet, l'aide pourrait ne représenter qu'une infime partie du processus de relance, alors que les facteurs les plus primordiaux seront le maintien du multilatéralisme, la mondialisation, le libéralisme des échanges, la chaîne d'approvisionnement régionale et mondiale, les échanges transfrontaliers, les investissements, le tourisme international et la mobilité des personnes. Dans ce contexte, le Cambodge tient à exprimer son soutien sans réserve au Fonds d'affectation spéciale pour la riposte à la COVID-19 et le relèvement, mis en place par le Secrétaire général au début de cette année.

Merci !

Viet Nam (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 60)

Allocution de M. Nguyen Xuan Phuc, Premier Ministre de la République socialiste du Viet Nam

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : vietnamien ; texte anglais fourni par la délégation]

Mesdames et Messieurs,

Je me félicite de la convocation de cette session extraordinaire consacrée à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) dans le cadre de la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, à moins d'un mois de la fin de l'année 2020. La COVID-19 a rendu cette année particulièrement difficile à bien des égards pour chacun d'entre nous.

Qu'il me soit permis de vous faire part de certaines réflexions sur la façon de remporter ce combat contre la COVID-19 et de mieux rebondir l'année prochaine.

Premièrement, nous devons renforcer le rôle central de l'ONU, intensifier la coordination des politiques, prendre des mesures collectives et promouvoir la coopération internationale et les efforts multilatéraux en matière de gouvernance mondiale.

En tant que membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2020-2021, le Viet Nam renouvelle son soutien à l'appel du Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial, de la levée des sanctions unilatérales et de la fourniture d'une aide humanitaire dans la lutte contre la COVID-19.

Deuxièmement, l'intérêt de nos citoyens doit être au cœur de toutes les politiques et actions. Nous devrions nous fixer comme priorité absolue de protéger la vie et la santé de la population et de garantir un accès universel et abordable aux vaccins et aux traitements.

Troisièmement, nous devons nous adapter sérieusement à la « nouvelle normalité » du développement durable. Au-delà de l'endiguement de la pandémie, nous devons simultanément promouvoir la reprise économique, faciliter les échanges transfrontaliers, les investissements et les voyages, et pérenniser les chaînes d'approvisionnement en biens essentiels, en denrées alimentaires et en équipements médicaux.

Les pays ne devraient pas perdre de vue les engagements pris dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'ONU et de l'action climatique. Les pays en développement, en particulier, doivent bénéficier d'une assistance financière, commerciale et technique leur permettant de réaliser les objectifs de développement durable de l'ONU, en fonction de leurs besoins.

Mesdames et Messieurs,

Le Viet Nam est parvenu à maîtriser la COVID-19, à garantir la sécurité sociale et à rétablir la croissance. Que je saisisse cette occasion pour exprimer mes sincères remerciements à l'ONU et aux organisations internationales pour la coopération et le soutien considérables dont a bénéficié le Viet Nam.

En tant que Président de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pour l'année 2020, le Viet Nam a collaboré avec les autres États membres pour mettre en place des initiatives dans le cadre de l'action face à la COVID-19, telles que le Fonds COVID-19 de l'ASEAN, la réserve régionale de fournitures médicales, le cadre stratégique pour les situations d'urgence sanitaire publique et le centre de l'ASEAN pour les urgences de santé publique et les maladies émergentes. L'ASEAN a également adopté le cadre de redressement global et son plan de mise en œuvre dans les trois piliers de la communauté pour aider les personnes et les entreprises à faire face aux conséquences de la pandémie et à retrouver une vie normale.

Le Viet Nam a proposé un ensemble d'idées et d'initiatives dans le cadre de l'ONU et a engagé des discussions avec les autres membres afin d'adopter des résolutions et des documents visant à renforcer la coopération internationale dans le cadre de l'action face à la COVID-19.

Guidés par l'esprit « de partage et d'entraide », le Gouvernement, les organisations, les entreprises et les citoyens vietnamiens ont fait don de fournitures médicales produites sur le territoire à de nombreux pays durement touchés par la pandémie. Nous avons également partagé notre expérience et contribué aux fonds internationaux consacrés à la COVID-19, malgré nos difficultés financières.

Mesdames et Messieurs,

À l'heure où nous sommes confrontés au plus grand défi de l'histoire de l'ONU, le Viet Nam est convaincu que la communauté internationale sortira triomphante en tirant parti de la volonté et du pouvoir de chaque nation, et en renforçant notre solidarité et notre coopération. Ensemble, nous pouvons construire un avenir meilleur pour chaque pays et chaque individu.

Le Viet Nam apportera toute sa contribution à cette noble entreprise.

Je vous remercie.

Suède (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 61)

Allocution de M. Stefan Löfven, Premier Ministre de la Suède

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Mesdames et Messieurs,

Près d'un million et demi de personnes ont perdu la vie et beaucoup d'autres ont été touchées par les conséquences dévastatrices de cette pandémie. Je tiens à exprimer mes condoléances les plus sincères pour les vies perdues et les ravages causés.

La pandémie a mis en évidence les faiblesses de nos sociétés et provoqué des effets indirects considérables. Les inégalités à l'intérieur des pays et d'un pays à l'autre se sont accentuées ; les droits de l'homme ont été mis à mal ; des millions de personnes ont été précipitées dans la pauvreté et des millions d'autres se couchent le ventre vide. Mais la pandémie a également favorisé l'émergence d'une coopération et d'une solidarité mondiales. À l'aube de 2021, nous devons redoubler d'efforts et faire preuve du même engagement pour lutter contre la crise climatique, les inégalités, les conflits et la pauvreté.

Si la lutte contre la pandémie qui sévit actuellement constitue notre priorité la plus pressante, nous devons également être mieux préparés à faire face aux crises futures et à les prévenir. Nous devons non seulement garantir la survie des populations, mais aussi leur permettre de vivre longtemps et en bonne santé. Cette approche doit être un élément déterminant de notre avenir commun. Le groupe indépendant, désigné par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), peut formuler des recommandations pour concrétiser cette vision.

Les événements de cette année nous ont rappelé le pouvoir de la science. Grâce à des efforts scientifiques concertés et sans précédent, nous disposons désormais de plusieurs candidats vaccins prometteurs. La détermination et l'excellence de la communauté scientifique sont tout à fait remarquables. Il nous appartient de conjuguer nos efforts et de veiller à ce que des vaccins sûrs, efficaces et abordables soient disponibles dans le monde entier. Il s'agit là du seul moyen de mettre un terme aux effets dévastateurs de la pandémie. La Suède est fière d'être membre et contributrice du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins de GAVI, l'Alliance du Vaccin, et nous continuerons à œuvrer en faveur d'un accès mondial aux vaccins.

À l'occasion de son soixante-quinzième anniversaire, l'Organisation des Nations Unies est plus nécessaire que jamais. Face à la pandémie de COVID-19, le Secrétaire général a fait preuve d'un leadership remarquable et le système des Nations Unies a agi rapidement et avec souplesse – des actions de santé menées par l'OMS à la réponse humanitaire d'organisations comme le Programme alimentaire mondial, en passant par la réponse socio-économique plus générale coordonnée par le Programme des Nations Unies pour le développement. La Suède demeure profondément attachée à la coopération multilatérale et au système des Nations Unies. Mon gouvernement continuera à allouer 1 % du PIB à l'aide au développement et nous resterons activement investis dans la prévention des conflits et le maintien de la paix, la lutte contre la crise climatique et la promotion de l'égalité des sexes, de la démocratie, des droits de l'homme et de la santé mondiale.

Pour citer le docteur Tedros Ghebreyesus, il n'existe pas de vaccin contre la pauvreté, la faim, les changements climatiques ou les inégalités. Non, il n'y a pas de solutions simples. Mais l'Accord de Paris, les objectifs de développement durable et la Déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies fournissent une ligne de conduite et une vision pour le XXI^e siècle. Nous devons poser ensemble les bases d'un monde plus durable, plus équitable et plus respectueux de l'égalité des sexes. Ce n'est qu'ensemble que nous pourrons sortir plus forts de la crise et reconstruire en mieux, de manière plus verte et plus saine.

Je vous remercie.

République démocratique populaire lao (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 62)**Allocution de M. Thongloun Sisoulith, Premier Ministre de la République démocratique populaire lao**

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : lao ; texte anglais fourni par la délégation]

Monsieur le Président,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Je tiens tout d'abord à féliciter Monsieur le Président et la République d'Azerbaïdjan, en tant que Président du Mouvement des pays non alignés, d'avoir pris l'initiative de convoquer cette trente et unième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la pandémie de COVID-19.

Monsieur le Président,

Actuellement, la pandémie de COVID-19 causée par le nouveau coronavirus continue de menacer gravement la santé et la vie de millions de personnes dans le monde entier. Le nombre d'infections augmente chaque jour de manière considérable, sans aucun signe de ralentissement, et la maladie a coûté la vie à plus d'un million de personnes dans le monde. Il s'agit d'une crise sanitaire mondiale sans précédent qui a eu des répercussions profondes et fait peser de lourdes contraintes sur les moyens de subsistance des populations, ainsi que sur le développement socio-économique et la sécurité des pays du monde entier, tant dans l'immédiat qu'à long terme.

Le Gouvernement de République démocratique populaire lao a rapidement pris des mesures préventives rigoureuses contre la COVID-19, telles que la mise en place d'un mécanisme de coordination pour la prévention et le contrôle de la pandémie de COVID-19, ainsi que la réponse à y apporter, et le confinement du pays depuis mars afin de restreindre l'entrée et la sortie des personnes ainsi que leurs déplacements à l'intérieur du pays.

Grâce à l'application de ces mesures préventives, nous sommes parvenus à contenir l'épidémie à un certain niveau, en maintenant le nombre d'infections à un niveau gérable et en ne déplorant aucun décès. Par la suite, le Gouvernement a progressivement assoupli les mesures préventives afin de limiter les répercussions sur l'économie, tout en maintenant les mesures nécessaires, notamment l'obligation d'une quarantaine de 14 jours pour les voyageurs en provenance de l'étranger afin de prévenir et de contenir la COVID-19 dans le pays. Nous continuons également à appliquer d'autres mesures médicales rigoureuses avec le soutien et l'assistance continus des pays amis et d'organisations internationales, autant de facteurs qui ont permis de remporter les premières victoires mentionnées ci-dessus.

Monsieur le Président,

La pandémie de COVID-19 a fortement compromis les objectifs de développement socio-économique de la République démocratique populaire lao et a aggravé la vulnérabilité dont le pays souffrait déjà. La réalisation du Programme 2030 et la mise

en œuvre des objectifs de développement durable ont été considérablement affectées par cette situation, qui a également perturbé et ralenti le processus de sortie progressive du statut de pays moins avancé.

Monsieur le Président,

La République démocratique populaire lao est fermement convaincue que la mise au point et la distribution des vaccins contre la COVID-19 constituent l'un des facteurs déterminants de la riposte à la pandémie. Mais surtout, elle demande que les vaccins soient considérés comme des biens mondiaux et rendus accessibles à tous sans aucune discrimination. À cet égard, j'invite instamment la communauté internationale à promouvoir le « multilatéralisme en matière de vaccins » ou COVAX, afin que le vaccin contre la COVID-19 devienne un bien public mondial commun à tous les pays.

Monsieur le Président,

Pour conclure, je tiens à rappeler qu'il est plus important que jamais de maintenir la coopération multilatérale. Dans cette situation inédite, nous devons poursuivre notre collaboration étroite, prendre des décisions audacieuses et mener des actions concertées. Si nous y parvenons, nous serons en mesure de relever les défis mondiaux et de préserver notre avenir.

La République démocratique populaire lao est disposée à coopérer avec la communauté internationale pour définir les moyens d'atténuer les conséquences économiques de la COVID-19, pendant et après la pandémie. Je profite de cette occasion pour remercier sincèrement les partenaires de développement, les entités du système des Nations Unies, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales internationales pour le soutien et l'assistance continus qu'ils apportent à la République démocratique populaire lao afin de surmonter cette épreuve et de reconstruire en mieux.

Je vous remercie.

Espagne (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 63)

Allocution de M. Pedro Sánchez Pérez-Castejón, Président du Gouvernement du Royaume d'Espagne

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : espagnol et espagnol]

Durant ces derniers mois au cours desquels la COVID-19 a ébranlé le monde, nous avons également été en mesure d'aller de l'avant et de tirer des enseignements tout en luttant contre la pandémie.

Nous n'avons pas encore vaincu le virus, mais je souhaiterais rappeler trois enseignements que nous avons tirés au cours de cette période.

Premièrement, nous devons prendre conscience que c'est en unissant nos efforts que nous pourrons accomplir davantage.

La question des vaccins est la preuve qu'en agissant ensemble, nous pouvons atteindre nos objectifs beaucoup plus rapidement.

Nous avons créé en un temps record l'« Accélérateur ACT », une initiative à laquelle se sont joints plus de 184 pays pour garantir que l'accès de la population à un vaccin ne soit pas déterminé par le lieu de naissance.

En moins d'un an, nous avons mis au point non pas un, mais plusieurs vaccins contre ce nouveau virus, et les bonnes nouvelles continuent de nous parvenir chaque semaine.

L'Espagne vient d'annoncer son plan de vaccination, un processus que nous espérons lancer en janvier, tout en poursuivant notre collaboration avec le reste des États Membres et l'Union européenne.

Ce niveau sans précédent de collaboration internationale doit renforcer notre engagement ferme et sans équivoque en faveur du multilatéralisme.

Les institutions internationales seront dotées des moyens que nous, leurs membres, sommes disposés à leur donner. Il nous appartient donc de les adapter et de les rendre aptes à relever les défis mondiaux de notre époque.

Le Gouvernement espagnol soutient sans réserve et sans équivoque le rôle central de l'Organisation des Nations Unies en général et de l'Organisation mondiale de la Santé dans la réponse sanitaire.

C'est pourquoi, le 10 novembre dernier, nous avons pris, avec d'autres pays, la Suède et 10 autres pays, l'engagement de mettre en œuvre une série d'actions concrètes et spécifiques visant à faire des objectifs exprimés dans la Déclaration faite à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de l'ONU une réalité.

Deuxièmement, si nous voulons que notre action soit couronnée de succès, nous devons travailler dans le cadre d'une approche globale.

Les liens profonds qui existent entre les aspects sanitaires, économiques et sociaux de cette crise exigent des réponses simultanées.

Cette pandémie a ainsi mis en évidence la relation qui existe entre la santé humaine, animale et environnementale, confortant le principe « Un monde, une santé ».

Outre le vaccin, nous devons concentrer nos efforts sur le renforcement des systèmes de santé et nous devons le faire sans négliger les autres maladies.

Dans le domaine socio-économique, nous devons répondre aux besoins des travailleurs, tout en garantissant la viabilité des entreprises.

Les femmes sont touchées de manière disproportionnée par la crise économique, sociale et sanitaire. Nous ne pouvons pas laisser cette situation mettre en péril les progrès réalisés au cours des dernières décennies en matière d'égalité des genres.

Nous devons également garantir l'inclusion des filles et des garçons dans le système éducatif, partout dans le monde.

Une action internationale concertée nous permettra de faire face à la crise économique sans laisser de côté aucun pays, aucun territoire, ni aucun groupe. Nous avons accompli des avancées très importantes dans cette direction dans le cadre des institutions multilatérales, mais nous devons aller plus loin. Les instruments nécessaires doivent être élaborés pour chaque situation, quel que soit le niveau de revenu des pays.

Troisièmement enfin, nos efforts doivent être guidés par une véritable volonté de transformation.

Cette crise multidimensionnelle a des conséquences tragiques pour de nombreux groupes, pour de nombreuses familles, mais aussi pour les pays, qu'il s'agisse de la perte de vies humaines ou de toutes ces vies qui ont été profondément bouleversées.

Face à cette réalité, nous prenons des mesures de grande envergure pour accélérer les transformations les plus urgentes de notre époque : la transition écologique en est un exemple évident, tout comme l'égalité entre les hommes et les femmes et l'inclusion socio-économique, ou encore une transition numérique inclusive.

Il n'existe qu'une seule voie possible : continuer à lutter contre la pandémie et toutes ses conséquences en gardant espoir, en nous montrant ambitieux et en faisant preuve d'une grande solidarité.

Ensemble, nous pouvons aller plus loin.

Je vous remercie.

Japon (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 64)

Allocution de M. Suga Yoshihide, Premier Ministre du Japon

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : japonais ; interprétation en anglais assurée par la délégation]

Je suis Suga Yoshihide, Premier Ministre du Japon.

Excellences,

Je tiens à exprimer mon profond respect et ma sincère gratitude aux personnes qui, dans le monde entier, luttent contre cette pandémie, notamment aux agents de santé de première ligne, pour leurs efforts dévoués. Je souhaite également témoigner mon respect à l'Organisation des Nations Unies, notamment à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), pour son travail et ses efforts inlassables.

La pandémie de COVID-19 a placé l'humanité face à un défi sans pareil. Le Japon continuera à protéger la vie et les moyens de subsistance des populations en mettant à profit la sagesse des secteurs public et privé, ainsi qu'en prévenant la propagation des infections.

Cette crise nous a rappelé l'importance de la solidarité mondiale. Pour la surmonter, nous devons instaurer un monde uni, et non un monde divisé, face à ce défi. L'Organisation des Nations Unies en particulier est une instance où toutes les parties prenantes se mobilisent de manière constructive et œuvrent de concert dans la transparence. Le Japon est prêt à coopérer au processus d'examen et de réforme de l'OMS afin non seulement de surmonter la crise actuelle, mais aussi d'être mieux préparé aux crises futures.

Cette crise menace la vie, les moyens de subsistance et la dignité des populations dans le monde entier. Nous devons nous fixer l'objectif de ne laisser la santé de personne de côté pour garantir une couverture sanitaire universelle, en nous appuyant sur le principe de la sécurité humaine. C'est pourquoi le Japon a rapidement déployé des efforts à plusieurs niveaux – premièrement, pour surmonter la crise actuelle causée par la pandémie ; deuxièmement, pour renforcer les systèmes de santé et les systèmes médicaux en prévision de futures crises et, troisièmement, pour créer un environnement résilient aux maladies infectieuses. Les programmes de coopération multilatérale, tels que l'Accélérateur ACT, revêtent une importance capitale pour vaincre la pandémie. Le Japon, en tant que donateur fondateur de l'Accélérateur ACT, a répondu rapidement à l'appel à contributions au Mécanisme COVAX et encouragera la fourniture de traitements par la concession volontaire de licences de brevets.

Le renforcement des systèmes de santé et des systèmes médicaux est essentiel pour être en mesure de faire face à de futures crises sanitaires. Le Japon a soutenu le renforcement des systèmes de santé communautaire en créant des structures médicales de base, en encourageant la mise en réseau de ces structures et en formant des agents de santé, principalement dans les pays asiatiques et africains. Soucieux de créer un environnement résilient aux maladies infectieuses, le Japon appuie des activités intersectorielles dans des domaines tels que la nutrition, l'eau et l'assainissement, en coopération avec le secteur privé.

La propagation continue de la COVID-19 aggrave le problème de la malnutrition. Le Japon accueillera le sommet de Tokyo sur la nutrition pour la croissance en décembre 2021 et s'engagera à renforcer les efforts déployés au niveau mondial pour améliorer la nutrition, en partenariat avec le sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires qui se tiendra à l'automne prochain.

Il est également indispensable de relancer l'économie mondiale, qui a été mise à mal, et de stimuler la croissance économique afin de créer une nouvelle société à l'ère de la COVID-19 et de l'après-COVID-19. Pour stimuler les activités économiques dans les pays en développement, le Japon a lancé un programme de crédit en réponse à la crise de COVID-19, d'un montant maximal de 500 milliards de yens japonais, soit 4,5 milliards de dollars des États-Unis, sur une période de deux ans. En outre, le Japon est déterminé à diriger les efforts en faveur du développement durable, grâce à nos actions, notamment la numérisation, la concrétisation d'une société décarbonisée, l'expansion d'une zone économique libre et équitable ainsi que le maintien et le renforcement du système multilatéral de libre-échange.

Lors de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre de cette année, j'ai exprimé ma ferme intention d'accueillir les Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo l'été prochain, pour prouver que l'humanité l'a emporté sur la pandémie. Je n'épargnerai aucun effort pour que ces Jeux soient sûrs et sécurisés.

Je vous remercie.

Koweït (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 65)

**Allocution du cheik Sabah Khaled Al-Hamad Al-Sabah, Premier
Ministre de l'État du Koweït**

*Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session
extraordinaire*

[Original : arabe]

Au nom d'Allah, le Plus Clément et le Plus Miséricordieux,

Excellence M. Volkan Bozkir, Président de l'Assemblée générale des
Nations Unies,

Excellence M. António Guterres, Secrétaire général de l'Organisation des
Nations Unies,

Mesdames et Messieurs,

Assalamualaikum Warahmatullahi Wabarakatuh.

D'emblée, je tiens à exprimer notre sincère gratitude pour les efforts considérables déployés par l'Azerbaïdjan et le Canada pour organiser cette session extraordinaire et diriger les négociations sur le projet de résolution afin de garantir le succès de cette session, qui se tient dans des circonstances mondiales critiques et sans précédent ayant causé d'innombrables pertes humaines, notamment des décès et des infections, ainsi que des répercussions économiques considérables sur l'économie et les échanges mondiaux. À cet égard, nous présentons nos sincères condoléances aux familles des victimes et nos meilleurs vœux de prompt rétablissement aux personnes malades.

Monsieur le Président,

Depuis l'apparition de la pandémie, l'État du Koweït a pris plusieurs mesures conformes aux directives sanitaires publiées par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Ces mesures vont de la suspension partielle ou totale des vols commerciaux au dépistage de tous les passagers arrivant dans l'État du Koweït, en passant par des contrôles aléatoires, l'imposition d'un confinement partiel ou total et l'isolement de certaines zones où les infections sont en hausse, ainsi que la suspension du travail dans les secteurs public et privé, les entreprises et les lieux de culte. Le Koweït a également organisé le retour de dizaines de milliers de ses ressortissants de l'étranger selon un plan bien structuré et des mesures sanitaires rigoureuses. Au vu des évolutions actuelles relatives aux efforts déployés par la communauté internationale pour produire des vaccins, les autorités compétentes ont suivi les progrès réalisés sur ce front et ont pris contact avec les agences et les entreprises qui mettent au point le vaccin. Ces autorités ont déjà entamé la mise en place d'un plan d'exécution préalable à la campagne de vaccination gratuite des ressortissants et des résidents, conformément aux priorités fixées par l'OMS.

Monsieur le Président,

Les efforts déployés à l'intérieur du pays pour faire face à cette crise n'ont pas empêché l'État du Koweït de s'acquitter de ses responsabilités humanitaires et de se joindre à la communauté internationale pour aider les pays qui ont été soumis à des conditions sanitaires désastreuses, en consentant des dons volontaires par l'intermédiaire de l'OMS afin d'atténuer la situation à laquelle sont confrontés les pays

frères et amis, ainsi que de soutenir la campagne internationale de mise au point d'un vaccin en contribuant à la conférence organisée par la Commission européenne pour la collecte de fonds contre le coronavirus (Gavi, l'Alliance du Vaccin) et la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI), une initiative lancée par l'OMS pour accélérer la mise au point d'un vaccin contre le coronavirus et en assurer la distribution équitable et la fourniture à ceux qui ne sont pas en mesure de l'acquérir. Le Fonds koweïtien pour le développement économique a également fourni des subventions et une assistance financière à plusieurs pays du monde pour leur permettre de faire face aux difficultés engendrées par la pandémie et soutenir la création d'un centre de lutte contre la pandémie en Afrique. La contribution totale de l'État du Koweït à la lutte contre la pandémie et à la maîtrise de ses effets a atteint 287,4 millions de dollars. L'État du Koweït a également accédé à la demande de l'Organisation des Nations Unies d'accueillir les employés de l'ONU infectés par le virus dans le cadre de leur mission en Asie centrale et occidentale et de leur fournir des soins médicaux.

Monsieur le Président,

Je tiens à saluer les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées pour faire face à cette grave crise sanitaire mondiale au moyen d'une série de mesures, de réunions et de décisions, parmi lesquelles celles prises à l'Assemblée générale des Nations Unies, au sein de laquelle mon pays, le Koweït, a contribué à l'adoption d'un certain nombre de décisions importantes relatives à la lutte contre la pandémie et à l'atténuation de ses effets. Je salue également les efforts déployés par les organisations régionales à cet égard, notamment le Mouvement des pays non alignés. Mon pays, le Koweït, poursuivra ses efforts en coopération avec la communauté internationale pour pallier les effets de cette pandémie sans précédent.

Monsieur le Président,

Au moment de laisser cette année derrière nous et d'en entamer une nouvelle, je prie Allah le Tout-Puissant de nous soulager de ce fardeau et j'espère que la nouvelle année sera dépourvue de tout obstacle afin que nous puissions reprendre notre travail collectif pour concrétiser nos espoirs et nos aspirations et que l'humanité puisse retrouver une vie normale et vivre dans la sécurité et la tranquillité.

Wa Assalamu Alaikum Wa Rahmatullahi Wabarakatuh.

Trinité-et-Tobago (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 66)

Allocution de M. Keith Rowley, membre du Parlement, Premier Ministre de la République de Trinité-et-Tobago

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

C'est un honneur de m'adresser à l'Assemblée générale des Nations Unies à l'occasion de cette session extraordinaire convoquée pour faire face à la pandémie de COVID-19.

En 2020, le coronavirus s'est propagé à une vitesse alarmante et a plongé le monde dans une crise sanitaire et économique aiguë, d'une gravité sans précédent depuis près d'un siècle. Exacerbant les vulnérabilités et les inégalités aussi bien dans les pays en développement que dans les pays développés, le virus a approfondi et élargi le fossé de la pauvreté dans le monde. L'existence de la COVID-19 a révélé au grand jour la profonde interdépendance qui caractérise le monde, mais elle a également donné l'occasion de tirer parti des avantages de l'action multilatérale.

Je tiens à saluer le système des Nations Unies, notamment l'OMS, notre organisation mondiale de la Santé, pour avoir réagi rapidement aux besoins sanitaires, humanitaires et socioéconomiques partout dans le monde, en particulier dans les régions où vivent certaines des communautés les plus vulnérables. Les systèmes de santé du monde entier ont été soumis à une pression colossale, les pénuries de personnel médical, de respirateurs, d'équipements de protection individuelle et de matériel de dépistage du virus venant entraver les efforts consentis pour enrayer ses effets dévastateurs sur nos populations.

La pandémie a rappelé combien l'action collective et le multilatéralisme sont nécessaires et précieux si nous voulons remettre la communauté mondiale sur la voie du développement durable. Seules une concertation et une coopération aux niveaux local, régional et international nous permettront de lutter efficacement contre cette pandémie mondiale.

La Trinité-et-Tobago a mis en place un ensemble complet de mesures de soutien social, financier et économique pour faire face à la pandémie de COVID-19. Les effets multidimensionnels de la pandémie de COVID-19 ont exacerbé les vulnérabilités des petites économies insulaires en développement comme la nôtre, soumettant nos secteurs de la santé, des finances et de l'éducation à des difficultés accrues.

Face aux défis sans précédent auxquels est confrontée l'économie mondiale dans le contexte de la pandémie, le Gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago a institué un comité multisectoriel de haut niveau chargé d'établir une « feuille de route pour la Trinité-et-Tobago – pour l'après-pandémie de COVID-19 ». Ce comité est composé de personnes issues du secteur public, du secteur privé, du monde du travail, de la société civile et du milieu universitaire. Son plan pour l'après-COVID-19 comporte trois priorités immédiates, qui sont les suivantes :

- a) traiter et atténuer les difficultés engendrées par la COVID-19 ;
- b) relancer l'économie ; et c) jeter les bases d'une reprise économique durable.

Pour ce faire, le comité a défini les quatre objectifs à court terme suivants :

- i. renforcer la protection sociale : ne laisser personne de côté ;
- ii. préserver et créer des emplois ;
- iii. stimuler la demande globale ; et
- iv. réduire au minimum les perturbations de l'approvisionnement et y remédier.

Dans le cadre de la gestion de la crise financière à l'ère de la COVID-19 et au-delà, le Gouvernement trinitadien a obtenu des financements de la part d'organismes internationaux de prêt pour mener des activités spécifiques liées à la COVID-19. La Banque centrale de la Trinité-et-Tobago a adopté une série de mesures d'urgence visant à garantir la stabilité du système financier et à stimuler le flux de crédit à destination de l'économie. La Trinité-et-Tobago a pris des mesures quasiment immédiates pour octroyer un apport de liquidités à ses citoyens lésés par les mesures restrictives liées à la COVID-19.

Ces mesures ont été exécutées dans le cadre d'une augmentation des dépenses publiques consacrées à l'aide aux salaires, d'une aide au loyer, du rechargement des cartes alimentaires existantes et de l'émission de nouvelles cartes, de prêts subventionnés en faveur des petites et microentreprises ainsi que de remboursements accélérés de l'impôt sur le revenu et de la taxe sur la valeur ajoutée afin d'améliorer la situation de trésorerie du secteur des entreprises. La résilience de la Trinité-et-Tobago est soutenue par le recours systématique à des politiques de relance à court terme, dans le cadre desquelles des politiques budgétaires et monétaires ont été mises en œuvre à l'appui de l'économie.

Afin de faire face à ce virus, la Trinité-et-Tobago a dû mettre en place un système de soins de santé parallèle, dédié aux patients atteints de la COVID-19, ce qui a permis de réduire au minimum le risque d'infection croisée avec les patients ordinaires. Le système de soins de santé parallèle repose sur une approche proactive, fondée sur des données probantes, visant à fournir des soins spécialisés adaptés à une situation de pandémie au moyen d'un système complémentaire conçu spécifiquement pour prendre en charge les personnes infectées par le virus de la COVID-19, tout en assurant la continuité des opérations et des services du système de soins de santé existant. Le système parallèle représente toujours une approche proactive et vitale dans la gestion des futures vagues de cette pandémie.

En l'absence d'un vaccin efficace contre la COVID-19, la principale stratégie d'atténuation de l'Organisation mondiale de la Santé à l'échelle de la planète reste l'identification précoce, l'isolement et le traitement des patients atteints de la COVID-19. Ainsi, le dépistage de la COVID-19, la recherche des contacts et le traitement sont devenus les priorités stratégiques absolues de la lutte contre le virus.

Au vu des nombreux vaccins potentiels contre la COVID-19, la Trinité-et-Tobago a signé la convention d'engagement individualisée finale avec Gavi, l'Alliance du Vaccin, afin de rejoindre le Mécanisme COVAX selon le modèle d'achat engagé. En outre, la Trinité-et-Tobago a demandé à recevoir une quantité de vaccins suffisante pour couvrir 33 % de sa population dans un premier temps.

Monsieur le Président,

La Trinité-et-Tobago profite de cette occasion pour réaffirmer son attachement à l'Organisation des Nations Unies, et elle se réjouit de la poursuite de la collaboration entre les États Membres de l'ONU, les organismes des Nations Unies et les partenaires extérieurs qui participent à la lutte mondiale contre cette pandémie.

Je vous remercie.

Moldova (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 67)

Allocution de M. Ion Chicu, Premier Ministre de la République de Moldova

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Mesdames et Messieurs,

La pandémie mondiale de COVID-19 est l'une des épreuves les plus complexes auxquelles le monde est actuellement confronté. Dans un monde où personne n'est épargné et où personne n'est immunisé, il s'agit bien plus que d'une crise sanitaire. Il s'agit d'une crise de civilisation, qui met en évidence le lien qui nous unit en tant que communauté mondiale – le lien qui nous unit au destin de l'humanité, laquelle doit surmonter cette pandémie collectivement.

La réponse à ce défi commun et à cette menace partagée repose avant tout sur un partenariat mondial qui renforce la collaboration au sein de la communauté internationale ; en s'appuyant sur les principes directeurs d'un partage équitable des responsabilités et d'une obligation mutuelle de rendre des comptes, en agissant de manière solidaire, dans un esprit d'unité et de compassion ; en reconnaissant nos valeurs les plus importantes ; en cultivant une prise de conscience durable des vérités humaines ; en se faisant mutuellement confiance et en renouant avec notre humanisme.

La crise liée à la pandémie a mis en évidence à quel point nous sommes tous vulnérables et exposés. En proie à l'incertitude et à l'imprévisibilité. Aux prises avec les craintes et les restrictions. À nos libertés. À nos choix. Façonnant radicalement notre comportement et bouleversant profondément nos vies. L'accent étant mis sur les priorités actuelles et futures aux niveaux national, régional et mondial.

Mais plus que jamais, elle a fait apparaître clairement que les défis mondiaux exigent des efforts coordonnés, une solidarité mondiale et des réponses globales. Pour en tirer le meilleur parti, nous avons également besoin d'un engagement et d'un leadership politiques forts, de partenariats durables, d'un dévouement et d'actions résolus à tous les niveaux et par toutes les parties prenantes – gouvernements, communautés, citoyens.

La pandémie de COVID-19, à laquelle nous sommes tous confrontés, a mis en lumière de nombreuses incertitudes en perpétuelle mutation, des fragilités sous-jacentes, que la plupart des gouvernements du monde n'étaient pas prêts à affronter seuls.

Conscient que la réponse à cette crise doit être collective, le Gouvernement de la République de Moldova a mobilisé toute son énergie, guidé également par une remarquable solidarité mondiale dont nous sommes tous témoins. Grâce à des initiatives importantes, des actions opportunes et des mesures concrètes, en travaillant main dans la main au niveau national, guidés par le Plan national de lutte contre la COVID-19 et bénéficiant du soutien inconditionnel de nos partenaires de développement dans le monde entier, nous mettons tout en œuvre pour surmonter cette crise.

La réponse sanitaire à grande échelle, coordonnée et globale du système des Nations Unies en réaction à la COVID-19, guidée par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et son plan stratégique de préparation et de riposte ; le cadre d'intervention

et de redressement socio-économique de l'ONU et ses projets destinés à reconstruire en mieux ; le fonds d'affectation spéciale pour la riposte à la COVID-19 et le relèvement, contribuent de manière décisive au principe consistant à ne laisser personne de côté en cette période de vulnérabilité.

Ces initiatives majeures et cette assistance à long terme ont amené l'ONU à jouer un rôle de premier plan dans la riposte de notre gouvernement face à la COVID-19, en répondant à l'urgence sanitaire, en renforçant notre action nationale face à la COVID-19, en s'attaquant aux répercussions sociales et économiques de la pandémie, ainsi qu'en préservant les emplois et les revenus.

L'assistance et le soutien extrêmement précieux, les médicaments vitaux, les équipements de protection individuelle, les fournitures destinées aux populations vulnérables, les conseils et l'expertise sur mesure fournis aux niveaux régional, sous-régional et national par le système des Nations Unies, et en particulier par le Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, le Bureau de l'OMS à Chisinau et l'équipe de l'ONU en République de Moldova, nous permettent sans aucun doute d'améliorer constamment notre approche intégrée pour relever ce défi commun et réduire la vulnérabilité de notre pays face à la pandémie. Nous leur en sommes profondément reconnaissants et les en remercions sincèrement.

Je saisis cette occasion pour exprimer le ferme soutien de la République de Moldova à l'OMS, en sa qualité de chef de file mondial dans le domaine de la santé et d'autorité de coordination des travaux internationaux sur la santé, ainsi que pour réaffirmer notre volonté de nous joindre à l'appel international en faveur du renforcement des capacités de cette organisation, afin que celle-ci soit en mesure de continuer à relever de nouveaux défis.

Devant les vulnérabilités communes révélées par la crise liée à la pandémie, l'Organisation des Nations Unies est amenée à redéfinir son rôle fondamental – servir les besoins et les objectifs humains face aux défis mondiaux. Guidée par la vision d'un multilatéralisme interconnecté, inclusif et efficace, réinventant et redéfinissant le monde que nous partageons tous. Dans un avenir que nous voulons tous. Avec l'ONU qu'il nous faut.

Face à la crise qui perdure, et dans l'intérêt supérieur des temps présents et à venir, nous devons accélérer la réalisation du Programme 2030 et des objectifs de développement durable, qui constituent une perspective commune et un engagement partagé.

Face à des crises de plus en plus nombreuses, prolongées et lourdes de conséquences, qui n'épargnent aujourd'hui aucun d'entre nous et qui constituent de réelles menaces pour l'avènement d'un monde prospère et pacifique, nous n'avons plus de temps à perdre. Nous ne pouvons pas remettre à plus tard le traitement des questions relatives au climat et à l'environnement, aux déséquilibres économiques mondiaux, aux migrations, aux crises humanitaires et aux conflits. Nous sommes à une décennie de l'année 2030. Dans le cadre de l'appel à l'action adressé à tous les pays, nous devons veiller à ce que les objectifs nationaux et multilatéraux se complètent. Nous devons veiller à ne laisser personne de côté et à inscrire notre relance dans le cadre du Programme 2030 au cours de cette décennie d'action.

Nous sommes convaincus que chacun d'entre nous a un rôle important à jouer – au niveau national, régional et mondial.

Aujourd'hui, l'humanité a plus que jamais besoin d'une action massive et sans précédent en matière de santé publique, de manière à faire de l'accès universel aux soins de santé un bien public mondial essentiel. Dans la mesure où la santé est un droit humain, il est impératif que chacun jouisse d'un accès juste et équitable à un vaccin contre la COVID-19. Nous avons tous besoin d'un vaccin contre la COVID-19, d'outils de diagnostic et de traitements qui soient abordables, sûrs, efficaces et accessibles à tous et toutes, partout. La solidarité mondiale que nous évoquons, c'est aussi l'accès mondial aux médicaments, aux vaccins et aux équipements médicaux nécessaires. Dans un monde extrêmement interconnecté, où aucun et aucune d'entre nous n'est en sécurité tant que nous ne le sommes pas tous, il ne s'agit pas seulement d'un impératif moral, mais d'une nécessité pratique.

Nos destinées humaines sont intimement liées. Il est de notre responsabilité morale de rester unis, et nous devons nous y engager. L'objectif non négociable est de surmonter, dans un esprit de solidarité et d'unité, ce défi commun et de construire un monde meilleur après la COVID-19. En redonnant à nos libertés et à nos choix la valeur qu'ils méritent, en nous engageant plus activement dans la promotion de l'égalité des chances pour tous et en respectant la dignité, la valeur et les droits de chacun dans un monde prospère, sûr, inclusif, durable et résilient, nous pourrons, ensemble, façonner l'avenir.

Je vous remercie.

Liban (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 68)

Allocution de M. Hassan Diab, Président du Conseil des ministres de la République libanaise

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,
S.E. le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies,
S.E. le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord d'exprimer ma profonde reconnaissance aux États Membres pour avoir pris la décision de convoquer une session extraordinaire consacrée à la pandémie de COVID-19 au titre du point 128 de l'ordre du jour, intitulé « Renforcement du système des Nations Unies ». En ce moment décisif, je prends part à la conférence d'aujourd'hui animé de sentiments mitigés, réconforté d'un côté par le fait que la communauté internationale intensifie sa riposte mondiale face à la COVID-19, mais attristé de voir que la pandémie a coûté la vie à plus de 1,3 million de personnes et paralysé l'économie mondiale.

Le Liban a été confronté à de nombreux obstacles pour se préparer à la pandémie émergente : l'épidémie de COVID-19 a frappé le pays à un moment difficile, alors qu'il était aux prises avec des crises existentielles, socio-économiques et financières sans précédent et simultanées, aggravant encore des conditions désastreuses. En outre, le pays est densément peuplé, avec 6,9 millions d'habitants – dont 87,2 % vivent en zones urbaines – y compris 2 millions de personnes déplacées et de réfugiés et 500 000 travailleurs migrants, le tout sur un territoire de 10 452 kilomètres carrés avec une densité de population de 667/km².

Une cellule de crise ministérielle a été mise en place pour superviser la préparation et la réponse nationales à la COVID-19 et prendre les mesures nécessaires pour endiguer sa propagation. Nous avons amorcé une « réponse globale du Gouvernement » par l'intermédiaire d'un partenariat public-privé qui s'est concentré sur un confinement précoce et radical afin de favoriser le renforcement des capacités de réaction face aux cas de COVID-19.

Le secteur libanais des soins de santé est morcelé ; ses hôpitaux ont divers niveaux de capacités, et 84 % d'entre eux sont privés et principalement concentrés dans les grandes villes. Les mesures agressives prises rapidement par le Gouvernement, qui a fermé des secteurs et décrété un confinement dans tout le pays alors que le nombre de cas signalés était très faible, ont atteint un indice de rigueur de la réponse du Gouvernement de 85 à son maximum. Au début de la première vague, un seul hôpital public a été désigné comme site de traitement, après avoir obtenu les ressources nécessaires en partenariat avec l'Organisation mondiale de la Santé. Cela a donné aux autres hôpitaux le temps de renforcer leur capacité d'accueil. En outre, cette approche a permis de limiter l'exposition des hôpitaux non préparés, sources de

foyers épidémiques communautaires au cours des premières semaines, et a prouvé son efficacité en maintenant le Liban en phase d'endiguement et parmi les 15 premiers pays à avoir vaincu la première vague du virus. Toutefois, après la tragique explosion survenue dans le port de Beyrouth le 4 août, qui a fait plus de 6 000 blessés, le Liban a commencé à enregistrer une croissance exponentielle et alarmante du nombre de cas et a dû faire face à l'incapacité du système de soins de santé à gérer cette évolution, d'autant plus que l'explosion a causé la destruction de trois grands hôpitaux à Beyrouth. En conséquence, le Gouvernement a décidé de décréter un second confinement national le 14 novembre en imposant un couvre-feu dans tout le pays de 17 heures à 5 heures du matin, tout en permettant aux commerces essentiels de fonctionner. Au 29 novembre, le Liban avait enregistré environ 127 000 cas de COVID-19 et 1 004 décès.

Les conséquences socio-économiques de la COVID-19 découlant des confinements sont colossales dans un pays qui est confronté au pire effondrement économique depuis son indépendance, avec une prévalence de la pauvreté générale en 2020 atteignant 60 % de sa population, parmi laquelle 23 % de personnes se trouvent dans une situation d'extrême pauvreté (pauvreté alimentaire) et 60 % de sa main-d'œuvre relèvent d'arrangements informels. La COVID-19 constitue une crise dans la crise pour la population libanaise qui est contrainte de faire un choix difficile entre mourir du coronavirus ou mourir de la pauvreté.

Le Gouvernement a élaboré un modeste programme économique pour tenter de compenser les répercussions de ce nouveau choc sur la population. Toutefois, ce train de mesures ne représente que 1 % de notre PIB et reste bien inférieur aux fonds que d'autres pays consacrent à l'atténuation des effets de la COVID-19 sur leur environnement socio-économique. Ce constat met en évidence l'extrême nécessité d'une aide internationale pour renforcer le filet de protection sociale au Liban. Ces indicateurs alarmants témoignent de la gravité de la situation, qui a encore été aggravée par l'explosion catastrophique du port de Beyrouth le 4 août. Ce jour-là, environ 300 000 habitants de la ville ont perdu leur maison, 204 personnes sont décédées et plus de 6 500 ont été blessées. Des dizaines d'écoles, d'hôpitaux et de centres de soins ont été partiellement ou totalement détruits, tandis que les hôpitaux et les centres médicaux qui sont restés opérationnels ont été submergés par des patients cherchant à se faire soigner pour des blessures provoquées par l'explosion et pour des infections dues à la COVID-19.

Ainsi, face à la hausse des cas de COVID-19, de nombreux hôpitaux manquent de lits dans les unités de soins intensifs et sont confrontés à des pénuries de fournitures médicales et d'équipements médicaux vitaux. Le personnel médical est dépassé, notamment en raison du niveau inhabituel d'émigration des médecins et des infirmières, auquel s'ajoute son exposition aux infections.

Plus que jamais dans son histoire, le Liban se retrouve avec un soutien international extrêmement limité. Alors que d'autres pays ont bénéficié de lignes de crédit d'urgence de la part du Fonds monétaire international (FMI) pour faire face à la pandémie de COVID-19, le Liban, qui fait l'objet d'un moratoire sur sa dette, n'y a pas eu accès. Le financement extérieur a tardé à arriver et ses montants très limités.

De plus, la pandémie de COVID-19 a compromis et retardé davantage nos efforts pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Je tiens pour terminer à remercier l'Organisation des Nations Unies, les organisations internationales et les bailleurs de fonds qui soutiennent le Liban dans sa lutte contre la pandémie de COVID-19. Cependant, la lutte mondiale n'est pas

encore terminée, puisque le monde entier connaît une recrudescence des cas. Je suis convaincu que la victoire contre un « ennemi commun », tel que décrit par le Secrétaire général, dépendra de notre solidarité, de notre coopération et de nos efforts concertés. C'est pourquoi le Liban se félicite de la mise en place d'une réponse globale, inclusive, multidimensionnelle et axée sur les personnes, sous l'égide diligente de l'Organisation des Nations Unies, pour faire face à la propagation de la pandémie et à ses diverses retombées. J'espère sincèrement qu'une attention particulière sera accordée aux pays en développement, y compris le Liban, dont beaucoup sont confrontés à la terrible perspective d'un effondrement économique et social ainsi qu'à des récessions profondes et débilantes.

Je vous remercie.

Saint-Vincent-et-les Grenadines (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 69)

Allocution de M. Ralph E. Gonsalves, Premier Ministre, Ministre des finances, du service public, de la sécurité nationale, des affaires juridiques et des affaires grenadines de Saint-Vincent-et-les Grenadines

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Qu'il me soit d'emblée permis de saluer la remarquable initiative du Mouvement des pays non alignés, dont Saint-Vincent-et-les Grenadines est un membre engagé, qui a sollicité la tenue de cette session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la COVID-19. Je remercie le Président de l'Assemblée générale, S.E. Volkan Bozkir, d'avoir convoqué cette session extraordinaire.

La pandémie de COVID-19 a causé d'énormes pertes de vies humaines et de moyens de subsistance dans le monde entier, et elle ne fait qu'empirer. Heureusement, à Saint-Vincent-et-les Grenadines, nous n'avons enregistré aucun décès imputable à la COVID-19, aucune hospitalisation, aucune propagation au sein de la communauté, et nous avons recensé un peu plus de 80 cas, principalement importés ou liés à l'importation, depuis le début de la pandémie. Nous y sommes parvenus en prenant une série de mesures concrètes destinées à garantir la sécurité de notre population et de nos visiteurs.

Cependant, nous n'avons pas été épargnés par les conséquences socio-économiques disproportionnées de la pandémie, comme cela a été le cas pour les pays en développement du monde entier. Les petits États insulaires en développement, y compris ceux des Caraïbes, ont souffert d'une perte quasi-totale des revenus et des emplois vitaux liés au tourisme. Je saisis cette occasion pour remercier le Secrétaire général de l'ONU d'avoir attiré l'attention sur cette question, notamment au moyen de cette note de synthèse sur la COVID-19 et la transformation du tourisme. Nous espérons que les profondes réflexions qu'il a formulées dans sa note permettront de mieux appréhender l'importance cruciale du secteur du tourisme dans les petits États insulaires en développement et inciteront les institutions financières internationales et les gouvernements à prendre des mesures pour redynamiser cette industrie vitale.

Monsieur le Président,

La COVID-19 n'a fait qu'ajouter à la pression de la crise climatique. L'absence de réponses adéquates à ces deux menaces décimera la vie telle que nous la connaissons. Les effets en cascade liés à ces défis qui dépassent les frontières, aggravés par l'inaction, sont tout à fait prévisibles ; ils sont également propices à un déni facile, irrationnel et contre-productif. Tandis que la COVID-19 continue de raboter nos modestes budgets nationaux, nous devons aussi trouver le financement nécessaire pour faire face à des conditions météorologiques défavorables d'une intensité et d'une fréquence sans précédent, ainsi qu'à leurs terribles conséquences. Ainsi, à Saint-Vincent-et-les Grenadines, nous avons pleuré la perte d'un trop grand nombre de nos concitoyens cette année en raison d'une recrudescence de la dengue hémorragique, propagée par le moustique *aedes aegypti*, dont la reproduction a progressé de manière exponentielle en raison du réchauffement des températures et des fortes pluies hors saison.

Un système multilatéral qui privilégie la coopération entre pays souverains, assorti de considérations équitables, appropriées et juridiquement contraignantes en faveur des populations vulnérables, est le seul moyen de relever les défis qui bouleversent notre vie aujourd'hui. Dans cette optique, il est essentiel que chaque personne à travers le monde puisse avoir accès à un vaccin contre la COVID-19 ; et, dans l'idéal, l'Assemblée générale des Nations Unies devrait jouer un rôle majeur dans la définition des normes à cet égard. La Communauté des Caraïbes (CARICOM) soutient et accueille favorablement le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins promu par Gavi, l'Alliance du Vaccin, l'Organisation mondiale de la Santé et la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies. Nous saluons l'attitude visionnaire et l'ingéniosité humaine à l'origine de la création, non seulement des vaccins, mais aussi d'un système destiné à en assurer la distribution équitable. De même, le système de garantie de marché du Mécanisme COVAX est un instrument de financement bienvenu pour soutenir l'achat de vaccins destiné aux économies à revenu faible ou intermédiaire. Cependant, les critères appliqués pour sélectionner les pays qui bénéficieront de cet instrument financier ne tiennent pas suffisamment compte de nos vulnérabilités inhérentes et de notre manque de résilience économique et climatique. La majorité des pays de la CARICOM en ont ainsi été exclus sur la base du calcul profondément erroné et peu rigoureux du revenu national brut par habitant. En outre, l'inclusion de tous les États membres de la CARICOM dans cet instrument de financement ne représenterait que moins de 0,1 % de la population des 92 pays proposés pour être couverts par le système de garantie de marché du COVAX. Nous demandons instamment que cette situation soit rectifiée.

Monsieur le Président,

Ce n'est un secret pour personne que les crises mondiales, y compris les crises sanitaires, financières et économiques, touchent plus durement les personnes particulièrement sensibles aux chocs. Nous exhortons tous les membres de l'Assemblée générale à prendre des mesures conformes aux engagements en vigueur afin d'alléger le fardeau qui pèse sur nous tous, à savoir la levée des mesures coercitives unilatérales imposées avec cynisme par les pays puissants aux pays plus faibles ; la protection contre toute réduction de l'aide publique au développement, laquelle est déjà minuscule et n'a pas encore atteint l'objectif de 0,7 % de leur RNB fixé aux pays riches ; et des efforts sérieux pour établir et maintenir un cessez-le-feu mondial, conformément à la résolution 2532 (2020) du Conseil de sécurité de l'ONU. Il est important, pour préserver la crédibilité de cette assemblée générale, que nous soyons à la hauteur des idéaux formulés dans notre résolution d'ensemble consacrée à la COVID-19 et relative à une action globale et coordonnée face à la pandémie de COVID-19. Ne nous limitons pas aux engagements que nous avons pris sur papier et rappelons-nous que nous avons l'obligation de nous élever les uns les autres, et d'élever l'humanité !

Je vous remercie.

Fidji (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 70)

**Allocution de M. Josaia Voreqe Bainimarama, Premier Ministre et
Ministre des affaires iTaukei, de l'industrie sucrière et des affaires
étrangères de la République des Fidji**

*Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session
extraordinaire*

[Original : anglais]

Monsieur le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies,
Excellence M. Volkan Bozkir ;
Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,
Excellence M. António Guterres ;
Mesdames et Messieurs les chefs d'État,
Mesdames et Messieurs les Premiers Ministres,
Mesdames et Messieurs les Ministres ;
Mesdames et Messieurs.
Bula Vinaka des Fidji.

Nous nous félicitons de la tenue de ce sommet, qui constitue une occasion longtemps attendue de briser l'emprise du nationalisme induit par la COVID-19, qui a paralysé notre riposte mondiale face à cette crise.

C'est avec une ironie déconcertante que, l'année du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, des pays ont accumulé des fournitures et des équipements de santé essentiels, allant de médicaments vitaux aux respirateurs, en passant par des outils de dépistage et des équipements de protection individuelle, laissant de nombreux travailleurs de la santé courageux de première ligne dans une situation vulnérable. Et pendant que des dirigeants évoquaient avec enthousiasme notre foi collective dans le multilatéralisme, des gouvernements laissaient le prix d'exportations désespérément nécessaires, comme les médicaments et les équipements médicaux, atteindre des niveaux qui devraient être qualifiés de criminels, tandis que d'autres bloquaient purement et simplement ces exportations essentielles.

Nous ne pouvons pas continuer à laisser ces paroles, et cet engagement en faveur d'une action collective, rester lettre morte. Nous en sommes là aujourd'hui. Ensemble, nous devons renouveler notre détermination collective à vaincre la COVID-19, à reconstruire l'économie mondiale de manière à préserver les décennies de progrès pour lesquels l'ONU a travaillé si dur, et à guider l'humanité vers un avenir plus sûr et plus durable.

Pour ce faire, nous devons admettre que les règles du jeu applicables à une reprise mondiale dans le cadre de la COVID-19 sont très inégales. Tous les pays ne disposent pas du même niveau de compétences techniques et de connaissances nécessaires pour vaincre le virus. Tous ne sont pas en mesure de remédier seuls aux défaillances de la chaîne d'approvisionnement. Tous les pays ne disposent pas du capital financier nécessaire pour injecter des milliers de milliards de dollars dans des

économies ravagées. Les insulaires du Pacifique – et tous les petits États insulaires en développement – sont particulièrement et fortement désavantagés par toutes ces contraintes.

Ce sont les États les plus petits et les plus vulnérables qui ont le plus besoin de l'ONU pour en venir à bout.

Le fossé qui sépare la rhétorique internationale sur la solidarité et les actions perceptibles sur le terrain est vaste – et à l'heure de la reprise, il risque de se creuser encore davantage.

Malgré tout l'optimisme qui entoure la mise au point d'un vaccin viable, l'accès à ce progrès médical essentiel n'est toujours pas garanti pour tous. L'assurance donnée par l'Australie d'ajouter les petits États insulaires du Pacifique à son programme d'achat de vaccins est un acte authentique de solidarité. C'est aussi une leçon pour le monde. Le vaccin contre la COVID-19 doit être un bien mondial, disponible gratuitement pour toute l'humanité et pas seulement pour les riches.

Mais un vaccin ne suffira pas à effacer les dommages causés aux économies les plus vulnérables du monde. Cela nécessitera un financement.

Le coût élevé de l'emprunt et l'accès injustement limité aux financements concessionnels représentent un véritable désastre pour les petits États insulaires en développement. C'est pourquoi j'appelle à une expansion substantielle du financement concessionnel en faveur des petits États en développement. Nous n'avons besoin que d'un simple 1,5 % du plan de relance total déployé par les nations développées.

Si les institutions chargées de la gouvernance économique et du développement, telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, ne sont pas en mesure de fournir des ressources concessionnelles à l'échelle nécessaire, il est légitime de se demander si elles restent adaptées à leur mission.

Chaque jour qui passe, le monde en développement a plus de mal à réaliser les objectifs de développement durable à cause de ce débat. Pour une véritable reprise mondiale, nous avons besoin d'une réforme radicale : il est temps de démocratiser les institutions de la gouvernance mondiale pour faire face non seulement à la crise de la COVID-19, mais aussi aux effets dévastateurs de l'urgence climatique.

Les sacrifices que cette année a exigés des professionnels de la santé partout dans le monde devraient nous amener à réfléchir à la manière dont nous, en tant que communauté de nations, faisons face aux défis collectifs. Qu'il s'agisse de notre relèvement après la crise de la COVID-19, de la campagne visant à réaliser l'objectif de réduire à zéro les émissions nettes ou de la protection de nos océans, aucune nation ne peut réussir seule. Que cette crise soit le dernier enseignement que nous tirons de la folie de l'action unilatérale, et puissions nous en sortir non pas plus divisés, mais plus unis que jamais.

Vinaka vakalevu. Je vous remercie

Albanie (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 71)

Allocution de M. Edi Rama, Premier Ministre de la République d'Albanie

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Excellences,

On dit souvent que la maladie ne connaît pas de frontières. Elle ne se soucie pas de nos différences politiques et elle ne tient pas compte des distinctions entre les économies riches et pauvres.

La pandémie de COVID-19 les a toutes bouleversées.

Cette pandémie, de celles qui ne se produisent qu'une fois par siècle, a permis de tirer un enseignement vital : en matière de santé, nos destins sont intimement liés.

C'est peut-être dans ce destin commun que réside la seule différence entre l'épidémie de coronavirus et la « mère » de toutes les pandémies, la grippe espagnole de 1917-1918.

Il y a un siècle, l'Organisation des Nations Unies et son prédécesseur, la Société des Nations, étaient encore à l'état de projet et chacun était livré à lui-même.

Même à l'intérieur d'un pays, les différentes régions avaient des approches distinctes pour lutter contre la maladie. Chaque communauté agissait de son propre chef, en faisant ce que ses représentants élus pensaient être le mieux.

Cette approche a considérablement augmenté le taux de mortalité de la grippe espagnole. Il existe des dizaines d'exemples de villes voisines dont les résultats étaient totalement différents.

Cette fois, sous l'impulsion de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et de l'Organisation des Nations Unies, chaque pays a adopté des protocoles unifiés quant aux mesures de distanciation sociale, qui ont permis de sauver des millions de vies.

En mai, le monde s'est réuni pour la première Assemblée mondiale de la Santé virtuelle. Cent quatre-vingt-quatorze États Membres ont adopté une résolution historique, qui reconnaît le rôle de chef de file de l'OMS et le rôle du système des Nations Unies dans la coordination de la riposte mondiale et globale.

L'Assemblée a appelé les États Membres à mettre en œuvre une approche à l'échelle du gouvernement et de la société pour garantir une réponse mondiale plus cohérente, plus juste et plus efficace.

Elle a appelé à une distribution équitable des vaccins, des outils diagnostiques et des traitements.

Aujourd'hui, alors que les vaccins sont en vue, nous devons nous rassembler une fois de plus pour faire en sorte que personne ne soit laissé de côté et que personne ne fasse de différence entre les vies humaines des riches et celles des pauvres.

Et nous devons nous réunir, une fois de plus, pour planifier ensemble la reprise économique mondiale après la pandémie.

Mesdames et messieurs,

Il n'existe que quelques réponses efficaces contre l'épidémie de coronavirus, mais il est possible d'avoir une multitude de mentalités.

Nous, en Albanie, avons choisi de penser qu'« il y aura un avenir meilleur » !

Tout en appliquant des mesures de confinement ou en construisant de nouveaux hôpitaux ponctuels pour lutter contre la COVID-19, nous avons poursuivi le processus vital de reconstruction après le séisme de 2019. Nous sommes reconnaissants à l'ONU et à ses organismes pour leur soutien et leur assistance ciblée dans cette entreprise.

Même avec une économie exsangue, nous avons décidé de ne pas interrompre les investissements publics et de continuer d'améliorer nos infrastructures.

Nous avons redoublé d'efforts concernant notre portefeuille de réformes relatives à l'intégration européenne.

Nous nous sommes engagés avec tous nos moyens dans le mécanisme de soutien conjoint de l'OTAN.

À cet égard, nous sommes fiers que cette crise humanitaire ne se soit pas transformée en une crise sécuritaire.

Jusqu'à présent, la coopération fonctionne bien. Cependant, nous nous préparons désormais pour les mois les plus cruciaux qui nous attendent.

En cette période historique, la force de notre coopération déterminera la rapidité avec laquelle nous vaincrons la maladie et le moment où nos économies se remettront en marche.

L'Albanie soutient pleinement la résolution d'aujourd'hui, car nous pensons que la meilleure façon de combattre la pandémie et ses conséquences est de jeter les bases d'une reprise inclusive, verte et durable, conformément aux objectifs de développement durable.

Nous devons tous nous mobiliser pour que l'accès universel et équitable aux vaccins et aux médicaments contre la COVID-19 soit une priorité mondiale.

Pour reconstruire en mieux, il faut investir dans des systèmes de santé résilients et dans la préparation aux pandémies.

Pour nous protéger, nous devons protéger la planète. La protection, la restauration et l'utilisation durable de la biodiversité sont essentielles à la prévention des pandémies.

Ensemble, nous devons garantir un meilleur accès aux soins de santé primaires et à l'éducation, y compris une meilleure accessibilité numérique pour les enfants.

En tant que pays candidat à un siège non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2022-2023, nous avons placé l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes au centre de nos priorités stratégiques.

En effet, les femmes et les filles sont touchées de manière disproportionnée par la crise de la COVID-19, mais elles font également preuve de leadership en étant à l'avant-garde de la réponse.

Par conséquent, il est de la plus haute importance que l'égalité des sexes et l'autonomisation soient au centre des stratégies de relance.

Enfin, les technologies numériques ont été essentielles dans la lutte contre l'épidémie de coronavirus. Nous devons davantage mettre l'accent sur les compétences numériques et sur la généralisation de l'alphabétisation numérique en tant qu'instrument permettant d'améliorer l'inclusion sociale et la durabilité.

Les technologies numériques et l'innovation peuvent accélérer le processus de mise en œuvre du Programme 2030 et doivent figurer en bonne place dans les stratégies nationales et régionales visant à « reconstruire en mieux ». Nous les avons placées au cœur du plan d'action du marché régional commun pour les Balkans occidentaux, en tant que pilier du développement durable.

La pandémie de COVID-19 est un test pour la solidarité mondiale et le leadership !

Le virus prospère sur la division, mais il est neutralisé lorsque nous nous unissons.

Pour citer le Directeur général de l'OMS, « J'espère que la crise qui définit notre époque rappellera elle aussi à tous que la meilleure façon d'avancer, la seule façon d'avancer, c'est ensemble ». Le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui ressemble dans des proportions totalement différentes à celui de 1945, lorsque le Plan Marshall, puis l'Union européenne, offraient le seul espoir d'un relèvement rapide et d'un avenir prospère.

Aujourd'hui, nous avons besoin d'un nouveau Plan Marshall, d'une feuille de route condensée et harmonisée pour vaincre le virus et garantir un avenir meilleur.

Je vous remercie.

Congo (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 72)

Allocution de M. Clément Mouamba, Premier Ministre de la République du Congo

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Il m'échoit le grand honneur de délivrer, en lieu et place du Président de la République du Congo, Chef de l'État, S.E.M. Denis Sassou N'guesso, la déclaration suivante.

« Le présent Sommet extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, consacré à la pandémie de COVID-19, qui se tient à l'initiative du Mouvement des pays non alignés, arrive à propos. En effet, il constitue un moment d'interpellation des dirigeants du monde et d'exhortation de la communauté internationale à mettre fin à ce fléau qui est la plus grande menace pour la sécurité et la stabilité mondiales.

C'est, ici, le lieu de féliciter cette initiative et surtout de réitérer notre plein appui aux plans et initiatives du Secrétaire général, Monsieur António Guterres, dont je salue le leadership dans cette entreprise dans laquelle l'Organisation mondiale de la Santé, (OMS) investie d'un rôle pivot, en est la pierre angulaire, sous l'autorité de son directeur général, le docteur Tedros Adhanom Ghebreyesus, à qui je renouvelle le soutien du Congo.

Le virus, à l'origine de ce fléau planétaire qui a coûté la vie à près d'un million et demi personnes, est l'une des grandes forces destructrices de cette année 2020. Il aura ruiné tant d'efforts, compromis tant de projets, ébranlé tant de certitudes. La pandémie a envahi toutes les régions du monde, n'épargnant aucun de nos États, avec toutes les conséquences économiques, sociales et humaines dramatiques.

Dans ce contexte tragique, où la communauté internationale, dans son ensemble, est confrontée à ce défi global, il nous faut, plus que jamais, réaffirmer et conforter la place centrale qui revient à l'Organisation des Nations Unies pour engager une action mondiale coordonnée, face à la pandémie et à ses conséquences.

Monsieur le Président,

S'agissant de mon pays, le premier cas enregistré est apparu le 14 mars 2020. Au 25 novembre 2020, nous enregistrons 5.774 cas confirmés, 5.003 cas guéris et 97 décès, pour un taux de létalité de 1,6 %.

Pour freiner son explosion, différents types d'interventions ont été mis en œuvre. Il s'agit notamment de la fermeture des frontières, du confinement des populations sur toute l'étendue du territoire, du couvre-feu qui reste en

vigueur, de la mise en quarantaine des voyageurs dans les sites appropriés et de l'exigence d'un test RT-PCR négatif datant de moins de 72 heures.

Les mesures sanitaires édictées par mon gouvernement ont permis de limiter la propagation du virus dans les différentes couches de la population. Malheureusement, elles ont impacté négativement l'économie et fortement fragilisé la situation sociale des couches les plus démunies.

Monsieur le Président,

Au moment où la perspective de vaccins prometteurs nous donne les raisons d'espérer que l'humanité va bientôt se doter des moyens de conjurer la tragique réalité de la pandémie, jamais le mot solidarité, sur fond de coopération multilatérale, n'aura sonné aussi fort.

C'est ici qu'il nous faudrait prendre la juste mesure des conclusions pertinentes du Sommet du Groupe des Vingt (G20), qui s'est tenu les 21 et 22 novembre 2020 à Riyad, en Arabie Saoudite. Je me félicite de l'engagement des leaders du G20 de mobiliser des ressources pour répondre aux besoins de financement urgents dans le secteur mondial de la santé, afin de soutenir la recherche, le développement, la fabrication et la distribution de moyens de diagnostic, de traitements et de vaccins sûrs et efficaces pour lutter contre la COVID-19, et d'assurer leur accès universel équitable, à un coût abordable pour tous.

Je retiens, en particulier, leur engagement à soutenir les pays les plus vulnérables, notamment en Afrique, dans leur lutte contre la pandémie ainsi que le moratoire sur le service de la dette du G20 dont nous souhaitons la prolongation au-delà de juin 2021.

Monsieur le Président,

Mon pays porte un intérêt particulier à la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies, Gavi, l'Alliance du Vaccin et l'OMS, pour la mise en place du Mécanisme COVAX qui permet d'assurer aux pays éligibles à l'aide publique au développement, un approvisionnement coordonné et efficace du vaccin COVAX dès qu'il sera disponible.

Le Congo est fortement engagé dans cette perspective d'acquisition de vaccin contre la COVID-19 et se réjouit de la perspective de participer au Mécanisme COVAX avec l'accompagnement du Secrétariat de Gavi. Dans cette lutte contre la pandémie et toujours unis dans l'action, la coopération régionale et sous – régionale joue un rôle complémentaire au partenariat mondial et à la coopération internationale.

C'est fort de ces fondements que le huitième Sommet de la Conférence Internationale sur la région des Grands Lacs, que j'ai eu l'honneur de présider le 20 novembre dernier, s'est penché sur le thème « La pandémie de maladie à coronavirus (COVID19) : un enjeu politique, économique, sécuritaire, humanitaire et environnemental et aussi une urgence de santé publique pour la région des Grands Lacs.

Il en est résulté des recommandations qui contribuent au renforcement de la coopération régionale dans la lutte contre ce fléau. Il a été retenu, entre autres, le renforcement de la coopération et du partenariat dans le cadre de la riposte à la COVID-19 et l'intensification du plaidoyer auprès des institutions

financières internationales et des partenaires pour la mobilisation des ressources nécessaires, afin d'aider la région à faire face à la pandémie de COVID-19 et à progresser vers la stabilisation et le développement durable. L'engagement du Congo dans la lutte contre la pandémie est une des priorités au plus haut niveau de l'État. Cependant, la solidarité et la coopération internationale demeurent la clé de voûte de la réussite dans cette lutte qu'il nous faut continuer à mener ensemble, de manière coordonnée et résolue, tant à l'intérieur de nos frontières, qu'aux niveaux régional et global ».

Fin de la déclaration.

Je vous remercie.

Algérie (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 73)

Allocution de M. Abdelaziz Djerad, Premier Ministre de la République algérienne démocratique et populaire

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : arabe]

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

D'emblée, qu'il me soit permis de vous transmettre les salutations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Cette réunion se tient dans des circonstances sans précédent marquées par les conséquences de la pandémie de COVID-19 et son impact dévastateur sur les plans sanitaire, humain, économique, financier et social. C'est pourquoi, au début de mon intervention, je me dois de féliciter et de remercier tous les personnels de santé du monde entier. Ces héros montrent leur engagement, font des sacrifices considérables et persévèrent face à la crise.

Je voudrais également saluer la mémoire de toutes les victimes de cette crise sanitaire et demander à Dieu Tout-puissant de guérir toutes les personnes infectées par le virus.

Je tiens à saluer le rôle central que joue l'Organisation mondiale de la Santé en apportant son soutien aux États dans ces circonstances particulièrement difficiles. Cette organisation travaille sans relâche pour coordonner les efforts internationaux visant à remédier aux conséquences désastreuses de la pandémie. La nature même de cette tragédie mondiale et ses conséquences, qui n'ont épargné personne, démontrent qu'il importe d'unir nos forces et de rechercher toutes les synergies possibles afin de parvenir au plus tôt à une solution coordonnée et globale, permettant à tous les pays de fournir des services de santé adéquats à tous leurs citoyens.

Monsieur le Président,

Nous sommes tous conscients de la gravité de la situation et de l'impact de la pandémie sur les progrès réalisés par nos populations. La COVID-19 a exacerbé la pauvreté et les inégalités, rendant encore plus complexe la situation de certains pays déjà vulnérables, en particulier en Afrique. À ce jour, certains États africains ne disposent toujours pas des ressources nécessaires pour contenir les effets de la pandémie et relever les défis qui y sont liés. Il s'agit d'un fardeau supplémentaire, qui s'ajoute aux diverses crises auxquelles le monde est déjà confronté, notamment les changements climatiques, les catastrophes naturelles, le terrorisme, les conflits armés, les migrations irrégulières et le racisme. Tout ceci aura des effets négatifs sur les progrès réalisés par certains pays dans la voie du développement durable.

L'interdépendance de nos économies et de nos politiques économiques nous oblige à accorder une attention particulière aux besoins des populations marginalisées et vulnérables. Nous avons une responsabilité collective. Nous devons tenir compte des besoins et des capacités de chaque partie et éviter des approches unilatérales ou

égoïstes, qui ne feraient que creuser les inégalités et qui font que des centaines de millions de personnes sont entraînées dans un cycle de conflits sans fin, souffrent de faim et de malnutrition et n'ont pas accès aux soins de santé. Tout cela serait en contradiction avec le principe de justice.

Monsieur le Président,

Depuis que le premier cas de COVID-19 a été enregistré dans notre pays, l'Algérie a pris conscience de la gravité de cette menace sanitaire. Des mesures urgentes de précaution ont été prises pour faire face à cette menace et protéger nos citoyens. Nous avons été parmi les premiers pays à prendre des mesures de précaution, telles que la fermeture de nos frontières, le renforcement de notre système de soins de santé préventifs, l'adoption d'un système souple de quarantaine ou d'isolement, ainsi que la mise en place de protocoles sanitaires permettant la poursuite des activités éducatives, sociales et économiques. Des ressources humaines et économiques considérables ont également été consacrées au renforcement de notre système de santé pour lutter contre la pandémie en plaçant la dimension humaine au centre de ces efforts et en dotant notre secteur de la santé de tout le matériel nécessaire. Nous avons renforcé les capacités de nos hôpitaux pour leur permettre d'accueillir davantage de patients et faciliter le dépistage et le diagnostic du virus.

Pour faire face aux conséquences économiques de cette crise sanitaire, nous avons pris plusieurs mesures pour stimuler l'économie et encourager les entreprises à poursuivre leurs activités. Des mesures d'indemnisation ponctuelles ont été prévues pour aider les entreprises les plus touchées. En outre, nous avons fourni une assistance aux petites entreprises et aux groupes vulnérables et défavorisés au sein de notre population en ces temps difficiles.

Malgré les difficultés économiques que connaît l'Algérie en raison des répercussions de la crise et qui ont été exacerbées par une baisse des revenus due à la chute des prix des combustibles fossiles, nous avons tenu nos engagements en matière de solidarité internationale. Nous avons participé activement à diverses initiatives visant à renforcer les capacités des autres pays et à coordonner les efforts de lutte contre la pandémie.

Sur la base de cet engagement, l'Algérie a versé une contribution financière au Fonds des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et au Fonds d'intervention de l'Union africaine face à la COVID-19. L'Algérie a également fourni une aide humanitaire et médicale importante à plusieurs pays amis et frères pour appuyer leurs efforts en matière de santé et de développement. Par ailleurs, un hôpital a été établi à Tindouf pour venir en aide aux réfugiés sahraouis.

Monsieur le Président,

La gravité de la situation que nos populations traversent actuellement exige la mobilisation de tous, des efforts concertés et le renforcement de l'action multilatérale dans le cadre d'un véritable partenariat mondial renforcé pour mettre fin à la pandémie et remédier à ses conséquences. L'accès rapide et équitable de tous les pays à un vaccin sera le premier défi à relever pour mettre en pratique le principe de solidarité. La solidarité n'est pas simplement une valeur humaine noble. C'est un impératif pour faire face à une menace collective qui ne connaît pas de frontières et qui ne fait pas de distinction entre les êtres humains.

Je vous remercie de votre aimable attention.

Togo (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 74)

Allocution de M^{me} Victoire Sidémého Tomegah-Dogbe, Première Ministre et Chef de gouvernement de la République togolaise

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,

Le Togo, mon pays, tient à saluer la tenue de cette importante réunion qui permet aux États Membres de faire le point des mesures de riposte à la pandémie de COVID-19.

À l'instar de tous les pays, le Togo est confronté à la crise sanitaire actuelle. Il a enregistré son premier cas le 5 mars 2020. Au 30 novembre dernier, on y dénombre 2 974 cas, dont 2 478 guéris, 64 décès, et donc moins de 500 cas actifs. Les trois quarts des décès enregistrés sont survenus chez des malades atteints de pathologies qui sont reconnues comme des facteurs de comorbidité, comme l'hypertension artérielle, le diabète, l'obésité et le cancer.

Afin de contenir le risque de propagation du virus et de protéger le droit à la vie et à la santé de toutes les personnes se trouvant sur son territoire, le Gouvernement togolais a pris des mesures d'urgence d'ordre sanitaire, juridique et socio-économique.

S'agissant des mesures sanitaires, des mécanismes, tels que le Comité de crise, la Coordination nationale, le Comité de gestion, le Conseil scientifique et les entités sectorielles, ont été mis en place. De même, la lutte contre la pandémie a impliqué tous les acteurs et a revêtu plusieurs facettes prenant en compte le potentiel de contagion rapide et de propagation pandémique de la maladie : la coordination, le laboratoire, la surveillance, la prévention et le contrôle de l'infection, la prise en charge, la mise en quarantaine, la surveillance, la communication et la recherche. Des infrastructures sanitaires dédiées ont été construites, réhabilitées et équipées. Le port de masques a été rendu obligatoire au Togo. En outre, une attention particulière a été accordée et est toujours accordée à la formation des agents de santé, et également à leur protection, notamment la mise en place d'une assurance COVID-19, sous la forme d'un contrat de décès et d'incapacité temporaire de travail.

En ce qui concerne les mesures juridiques, le Gouvernement togolais a été autorisé par l'Assemblée nationale à prendre, par voie d'ordonnance, des mesures spécifiques dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire décrété. Sur cette base, il a été mis en place une force spéciale anti-COVID-19 et des mesures d'encadrement et de bouclage de certaines agglomérations ont été prises. Lorsque la situation s'améliore par endroit, ces mesures sont purement et simplement levées ou assouplies.

Pour ce qui est de l'impact de ces mesures sanitaires sur la jouissance des droits et des libertés, des dispositions sont prises pour atténuer, autant que possible, leurs effets. C'est le cas des libertés d'entreprendre et d'accès aux marchés, qui ont été encadrées, sans jamais être restreintes.

Sur le plan socio-économique, des mesures spécifiques sont prises en faveur des populations vulnérables, en les dotant de vivres, mais aussi en leur accordant la gratuité à l'eau et à l'électricité. Un programme de revenu universel de solidarité, par un transfert monétaire dénommé Novissi, a été instauré. De même, des avantages spécifiques sont octroyés aux partenaires sociaux et au secteur privé. En outre, l'État a mobilisé environ 10 % du PIB, soit 400 millions de francs CFA, ce qui fait au total 750 millions de dollars américains, pour atténuer l'impact économique de la crise sanitaire.

Tout ceci a été possible grâce à la création d'un Fonds de concours, de riposte et de solidarité COVID-19, constitué de ressources rendues disponibles par l'État togolais, de financements des partenaires techniques et financiers, d'apports financiers du secteur privé national et international, ainsi que de dons et de legs de toute nature.

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Je voudrais, à cet instant, saluer l'ensemble des actions qui sont menées actuellement pour faciliter l'accès des pays à faible revenu aux vaccins qui sont développés dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. Le Togo adhère pleinement à la mise en place du dispositif Accélérateur ACT, destiné à faciliter et à amplifier l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19, notamment aux vaccins. Le Togo s'engage à accueillir les vaccins COVAX au bénéfice de ses populations.

Je voudrais, pour finir, exprimer la gratitude du Gouvernement togolais à tous les partenaires engagés dans la lutte contre la COVID-19, notamment l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), la Banque mondiale, l'UNICEF et l'Alliance Gavi, qui nous apportent toute leur assistance.

Je vous remercie de votre aimable attention.

Chine (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 75)

**Déclaration de M. Wang Yi, Conseiller d'État, Vice-Premier
Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République
populaire de Chine**

*Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session
extraordinaire*

[Original : chinois]

Monsieur le Président,

La Chine soutient l'organisation par l'Assemblée générale de la présente session extraordinaire consacrée à la riposte à la COVID-19, et espère que les travaux d'aujourd'hui permettront à toutes les parties de renforcer la solidarité, de trouver plus de terrains d'entente et d'intensifier la coopération autour de ce sujet.

2020 est une année extraordinaire pour toute l'humanité. Face au virus de COVID-19 qui nous a surpris, nous avons su surmonter l'épreuve par la persévérance et la solidarité, inscrivant ainsi un chapitre glorieux dans notre histoire. Aujourd'hui, une nouvelle vague épidémique nous met dans une période cruciale de la riposte sanitaire mondiale.

Nous devons contenir résolument la propagation du virus. Il faut s'appuyer pleinement sur les sciences et les technologies pour renforcer la surveillance et l'alerte sanitaires, le traçage et le dépistage du virus, la prise en charge et la mise en quarantaine des patients, ainsi que le partage d'informations, et promouvoir une réponse collective au niveau international pour réduire les transmissions transfrontalières. Il peut y avoir des différences en matière de stratégies et de priorités dans les réponses nationales à la COVID-19, mais chaque vie doit être respectée et protégée, et chaque patient doit être traité avec soin. Armes puissantes contre le virus, les vaccins doivent être un bien public mondial et accessibles et abordables pour les pays en développement.

Nous devons renforcer la solidarité et la coopération. Il n'y a pas de coin dans le monde qui soit totalement à l'abri du virus. C'est par la solidarité et la coopération que les pays peuvent en triompher. Les principaux grands pays doivent jouer un rôle exemplaire en travaillant à la riposte collective, qui est la bonne voie à suivre. Il est impératif de mettre la sécurité de la santé publique à une place prioritaire de l'agenda international, de perfectionner le système de gouvernance de la santé publique et de renforcer la capacité de réponse aux urgences. Il faut accroître le soutien et les contributions à l'OMS pour qu'elle puisse jouer son rôle crucial de chef de file.

Nous devons promouvoir de manière coordonnée la lutte contre la COVID-19 et le développement économique et social. Nous vivons encore longtemps avec le virus, et nous devons nous y préparer en menant en parallèle la riposte sanitaire et les activités économiques. Plus précisément, il faut faire jouer pleinement le rôle du gouvernement et du marché pour promouvoir l'emploi, améliorer le bien-être social et renforcer la résilience du développement, mettre en valeur les nouveaux modes et formes d'activités économiques apparus dans le contexte sanitaire pour bien développer les secteurs émergents et promouvoir une reprise verte, et renforcer la coordination des politiques macroéconomiques au niveau mondial pour préserver la stabilité des chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales.

Nous devons accroître le soutien aux pays en développement. Il s'agit de continuer à renforcer le partage d'expériences en matière de riposte sanitaire avec les pays en développement, de leur apporter un plus grand soutien matériel et technique, de promouvoir la coopération relative aux médicaments et aux vaccins, et d'accroître l'aide humanitaire aux populations vulnérables. Nous devons nous engager davantage dans les domaines de la lutte contre les maladies infectieuses, du renforcement des capacités de santé publique et de la sécurité alimentaire. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international sont appelés à favoriser plus de financements à des conditions de faveur pour alléger le fardeau des pays en développement.

Nous devons créer un environnement international favorable à la lutte contre la COVID-19. Les pays en conflit sont les maillons faibles dans cette bataille sanitaire mondiale. Les parties à des conflits doivent répondre activement à l'appel au cessez-le-feu mondial lancé par le Secrétaire général de l'ONU António Guterres, et quitter les champs de bataille pour se concentrer sur la lutte contre le virus. Il faut prêter une oreille attentive à l'appel de la communauté internationale et lever les sanctions unilatérales et les autres mesures coercitives unilatérales sous toutes leurs formes.

Monsieur le Président,

Sous la direction du Président Xi Jinping, la Chine, accordant toujours la première priorité au peuple et à la vie humaine, a pris les mesures les plus complètes, les plus rigoureuses et les plus strictes contre la COVID-19 et mis en place un mécanisme à moyen et long terme de coordination des efforts pour la lutte contre la COVID-19 et le développement économique et social. Nous avons lancé à l'échelle mondiale la plus grande opération humanitaire de l'histoire de la Chine nouvelle, organisé des échanges en ligne d'une ampleur inédite, et assumé les responsabilités qui reviennent au plus grand fournisseur des matériels anti-épidémiques. La Chine continuera d'apporter soutien et aide aux pays qui en ont besoin. Les essais cliniques de phase III des vaccins chinois sont accélérés. Une fois développés et déployés, ils seront fournis aux autres pays en développement en tant que bien public mondial. Ce sera notre contribution à l'avènement d'une communauté de santé pour tous.

Monsieur le Président,

Après l'hiver, le printemps. Poursuivons la vision d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité, et avançons avec détermination, au travers de cette période difficile, vers l'aurore de la victoire.

Merci Monsieur le Président.

Jordanie (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 76)

**Déclaration de M. Ayman Safadi, Vice-Premier Ministre et
Ministre des affaires étrangères et des expatriés du Royaume
hachémite de Jordanie**

*Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session
extraordinaire*

[Original : arabe]

Au nom de Dieu, le Miséricordieux, le Compatissant.

Monsieur le Président de la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale,

Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs,

Je vous salue et que les bénédictions de Dieu soient sur vous.

Nous sommes réunis aujourd'hui à l'occasion de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la pandémie de COVID-19, dont les conséquences néfastes continuent de peser sur nos peuples et nos États. Je vous transmets les salutations de S. M. le Roi Abdallah II et sa gratitude pour ces efforts communs. Sa Majesté tient à réitérer que le Royaume restera un partenaire fiable dans tous les efforts collectifs déployés pour faire face à la pandémie et aux défis qu'elle a entraînés.

Ce sont des défis qui exigent un investissement de la part de tous les États afin de créer des filets de sécurité internationaux et régionaux pour répondre aux besoins fondamentaux, tels que l'alimentation, les soins de santé et l'éducation. Je réitère la volonté du Royaume hachémite de Jordanie de mettre tout en œuvre, en particulier dans les domaines des industries alimentaire et pharmaceutique, pour devenir un centre régional de stockage et d'approvisionnement. Comme l'a récemment déclaré S. M. le Roi Abdullah II, « il ne suffit pas de revenir à la situation d'avant la pandémie. Nous devons saisir cette occasion pour construire un système mondial meilleur et plus efficace ».

Suite au succès obtenu dans la mise au point d'un vaccin contre le coronavirus, nous devons adopter des mécanismes de distribution équitable et à grande échelle des vaccins et des médicaments. Il s'agit d'un impératif moral et éthique, qui est dans l'intérêt de tous, car cela augmente les chances d'éliminer plus rapidement la pandémie, ce qui nous permettra de nous engager sur la voie de la reprise économique.

La Jordanie accueille quelque 3,6 millions de réfugiés, dont 1,3 million de frères syriens. Le Royaume s'acquitte de cette responsabilité en utilisant tous les moyens à sa disposition pour que les réfugiés puissent vivre dans la dignité. En ce qui concerne la lutte contre le virus, la Jordanie fournit aux réfugiés les mêmes services que ceux que nous prodiguons à nos citoyens. Cependant, ce fardeau ne peut pas être supporté par les pays d'accueil à eux seuls. C'est une responsabilité collective.

Tout en nous félicitant du soutien apporté par nos partenaires internationaux pour nous aider à répondre aux besoins des réfugiés, nous soulignons la nécessité de continuer à œuvrer de concert pour fournir une assistance adéquate et durable aux réfugiés et aux communautés qui les ont accueillis afin de préserver notre capacité

à répondre à leurs besoins vitaux. À cet égard, nous demandons à la communauté internationale de répondre à l'appel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, afin de mettre à disposition les ressources financières dont ces deux entités ont besoin pour continuer à fournir des services vitaux, en particulier dans le contexte de la pandémie.

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes confrontés à des défis communs. Notre capacité à y faire face augmente si nous travaillons ensemble, car cela permet d'améliorer l'efficacité de notre action. Nous devons adopter des mesures et des programmes pragmatiques et tangibles. C'est grâce à une action collective que nous pourrions faire face à la pandémie et à ses répercussions et protéger nos peuples de ses conséquences dures et douloureuses.

Je vous remercie. Que la paix de Dieu soit sur vous.

Malte (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 77)

Déclaration de M. Christopher Fearne, Vice-Premier Ministre de la République de Malte

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Secrétaire général,
Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Ces derniers mois ont été édifiants pour nous tous. Je pense que l'on se souviendra de cette année pour les dures leçons apprises, dont le coût est malheureusement trop élevé. Ce serait une insulte à la mémoire de tous ceux qui ont perdu la vie et à tous ceux qui ont déployé des efforts considérables pour faire face à cette pandémie, si nous ne saisissons pas cette occasion pour progresser et reconstruire en mieux.

Nous ne nous laisserons pas vaincre par la peur de l'inconnu que cette pandémie a suscitée, mais elle nous servira plutôt de leçon d'humilité et nous permettra à tous d'apprendre et de découvrir des enseignements que nous pourrons utiliser face aux pandémies futures.

La pandémie de COVID-19 a en effet mis en relief la résilience de nos systèmes de santé. Comme l'a dit le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, « notre force ne saurait surpasser celle du plus faible de nos systèmes de santé ». C'est pourquoi, dès le début de la pandémie, Malte s'est employée à mettre rapidement en place son équipe de santé publique pour faire face à la pandémie de COVID-19 et à renforcer son système de santé. Ces mesures ont été prises en parallèle avec des efforts visant à renforcer le personnel de santé. Malte a également mis en place un système exhaustif de surveillance, de tests généralisés, y compris le dépistage, ainsi qu'une application de vérification de symptômes pour donner des moyens d'action aux citoyens pendant cette pandémie. En fait, Malte a maintenu l'un des taux de dépistage les plus élevés au monde ; et aujourd'hui, le taux d'incidence de la COVID-19 reste faible, à 4 %, même si nous sommes confrontés à une deuxième vague forte et plus sévère du coronavirus.

Après quelques mois, nous sommes conscients que nous avons encore beaucoup à apprendre les uns des autres, et que cette pandémie a montré que la coopération internationale était extrêmement importante. C'est pourquoi, pour réussir, nous devons avant tout défendre le bien public mondial. Les contraintes en termes de santé publique et de capacités et de compétences cliniques ont été un problème pour nous tous et sont encore plus prononcées dans un petit État insulaire comme Malte. Il a été difficile pour nous tous de mener des recherches sur la COVID-19 parce que nous avons tellement mis l'accent sur les mesures à prendre et non sur l'aspect clinique de la maladie. Par conséquent, il est important pour nous tous d'apprendre des expériences des autres et des données scientifiques qui sont en train d'être accumulées partout dans le monde.

La disponibilité des articles essentiels et l'acquisition en temps voulu de matériel, de consommables, de médicaments, etc. constituent également un défi, y compris pour Malte. Nous maintenons notre engagement en faveur de la collaboration, de la

solidarité et du soutien mutuels qui ont été essentiels tout au long de cette pandémie, et qui revêtent une importance particulière pour les petits États Membres comme nous. Alors que la fatigue de la pandémie commence à se faire sentir, nous devons rester conscients du long chemin qu'il reste à parcourir. En attendant l'arrivée du vaccin tant attendu contre la COVID-19, nous nous réjouissons à la perspective d'une collaboration continue et d'un avenir plus radieux. Il est extrêmement important que le vaccin soit considéré comme un bien public mondial et qu'il soit mis à la disposition de tous les peuples, partout dans le monde.

Excellences,

L'expression « Reconstruire en mieux » a été largement utilisée dans le contexte du relèvement. Alors que cette pandémie se transforme en une crise économique mondiale sans précédent, nous continuons de constater non seulement des conséquences néfastes sur la santé, l'emploi et le bien-être des personnes, mais aussi une forte pression sur les entreprises et l'emploi. La COVID-19 a mis à l'épreuve le fonctionnement de la société. Elle a créé de nombreux défis pour les gouvernements, les communautés et les individus.

Dans ce contexte, une action rapide et ferme à l'échelle de l'ensemble de l'administration est essentielle et de la plus haute importance pour relever ces défis. En effet, des décisions urgentes et difficiles, sur la base des meilleures données disponibles et dans une perspective à long terme, doivent être prises aujourd'hui. Les objectifs de développement durable peuvent servir de feuille de route pour guider les efforts de relèvement après la COVID-19, et il convient de noter que ces objectifs sont ce qui se rapproche le plus d'une stratégie mondiale sur laquelle 193 gouvernements se sont déjà mis d'accord.

Aujourd'hui, il est crucial d'atteindre les populations les plus durement touchées, les plus fragiles et les plus vulnérables. La COVID-19 a exacerbé les problèmes socio-économiques existants. À cet égard, la communauté internationale doit investir massivement dans le renforcement de la résilience, notamment s'agissant des communautés vulnérables qui en ont le plus besoin. Les acteurs humanitaires doivent coopérer plus étroitement pour établir un juste équilibre entre la riposte mondiale et les ripostes locales.

Excellences,

L'arrivée de la COVID-19 sur les côtes maltaises a mis en lumière la nécessité pour nous tous de prendre des mesures rapides et adaptées, basées sur la science. Étant donné que Malte est un petit État insulaire, nos décideurs ne sont pas très éloignés des personnes les plus concernées par les décisions qu'ils prennent. Pour autant, maintenir l'équilibre entre les mesures de santé publique et la limitation des perturbations à la société et à l'économie reste un défi constant.

Nous attendons avec impatience une « nouvelle normalité » dans laquelle nous continuerons de placer les personnes et les familles au centre de nos décisions. Même si nous espérons tous que nous verrons bientôt le début de la fin de cette pandémie, ses conséquences à long terme subsisteront pendant longtemps. Dans tous les pays, il faut reconstruire stratégiquement les systèmes sociaux et économiques et rétablir la confiance de la population, notamment parmi les personnes les plus touchées par la crise. La COVID-19 n'a épargné aucun d'entre nous, et l'heure est à la solidarité et à la collaboration continue pour sortir de cette crise plus forts ensemble ; la santé de chaque individu dépend de la santé de tous.

Merci beaucoup et bonne journée à tous.

Bulgarie (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 78)

**Déclaration de M^{me} Ekaterina Zaharieva, Vice-Première Ministre
chargée de la réforme judiciaire et Ministre des affaires étrangères
de la République de Bulgarie**

*Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session
extraordinaire*

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

Excellences,

C'est un honneur de participer à cette session extraordinaire. La pandémie de COVID-19 doit encourager les pays à s'unir et à coopérer, mais nous avons vu une série de nouveaux conflits apparaître en 2020. La Bulgarie fait partie des pays qui ont entériné l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu mondial. Il importe de respecter toutes les résolutions de l'ONU relatives aux conflits.

La lutte contre la pandémie ne doit pas se faire au détriment de l'espace démocratique et civique, de l'état de droit et des engagements internationaux. Nous appelons à la pleine mise en œuvre de l'appel à l'action du Secrétaire général en faveur des droits humains. La crise de COVID-19 a touché tout particulièrement les femmes et les filles, qui ont démontré leur capacité à diriger en jouant un rôle de premier plan dans la riposte. L'égalité des sexes doit être au centre des efforts visant à reconstruire des sociétés plus inclusives, égales et résilientes.

Les conséquences de la crise de COVID-19 et du ralentissement économique touchent tout particulièrement les enfants. Ils sont confrontés à des difficultés en matière d'éducation, d'alimentation, de santé et de sécurité, ainsi qu'au risque de pauvreté.

La protection des droits de l'enfant est une priorité fondamentale de notre politique intérieure et extérieure. Au niveau national, nous avons introduit des programmes complets de protection sociale et des mesures économiques en faveur des enfants. Nous saluons les efforts déployés par les entités des Nations Unies pendant la crise, notamment le Plan en six points pour protéger nos enfants, élaboré par l'UNICEF.

Monsieur le Président,

Nous devons œuvrer en faveur d'une reprise inclusive, verte et durable, conformément aux objectifs de développement durable.

Pour reconstruire en mieux, il faut investir dans des systèmes de santé résilients et dans la préparation aux pandémies, en reconnaissant le rôle de chef de file de l'Organisation mondiale de la Santé. Pour nous protéger, nous devons protéger la planète, restaurer la biodiversité et l'utiliser de manière durable. La résolution d'ensemble de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la COVID-19 appelle à une approche globale « Une seule santé ». Nous considérons la santé environnementale, humaine, animale et végétale comme un système unique qui appelle des mesures concrètes et la coopération au sein de l'ONU et entre toutes les parties prenantes.

Monsieur le Président,

Le Plan d'action de coopération numérique élaboré par le Secrétaire général, avec ses trois piliers, CONNECTER – RESPECTER – PROTÉGER, devrait accélérer la mise en œuvre du Programme 2030. Les technologies numériques doivent être

utilisées pour contenir la pandémie dans le plein respect de tous les droits de l'homme, y compris le droit à la vie privée et les libertés d'expression et d'opinion, tout en réduisant les fausses informations, la désinformation et la cybercriminalité.

Nous nous félicitons du Plan de réponse humanitaire global, lancé par le Secrétaire général en mars. Notre assistance doit parvenir aux plus vulnérables, en particulier les femmes et les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées, les réfugiés, les déplacés et les migrants, ainsi que les personnes qui gagnent leur vie grâce à l'économie informelle.

Nous devons intensifier nos efforts pour garantir la libre circulation interne et transfrontalière des travailleurs humanitaires et la libre circulation des fournitures sanitaires et humanitaires, notamment des vaccins et des traitements. Nous condamnons fermement toutes les formes de violence, d'attaques et de menaces à l'encontre du personnel sanitaire et humanitaire et nous demandons que les responsables rendent des comptes et que le droit international humanitaire soit pleinement respecté dans de tels cas. Nous devons soutenir le relèvement économique des États Membres de l'ONU. La Bulgarie participe à la stratégie adoptée par l'Union européenne pour une reprise verte, numérique, équitable et résiliente, qui prévoit un allègement de la dette et des investissements liés aux objectifs de développement durable. Nous avons réaffecté environ un million d'euros pour répondre aux besoins les plus urgents et pour venir en aide aux personnes les plus vulnérables.

Ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous pouvons réussir.

Je vous remercie.

Eswatini (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 79)

Déclaration de M. Themba Masuku, Vice-Premier Ministre du Royaume d'Eswatini

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,

Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs les représentantes et représentants,

Qu'il me soit permis de féliciter le Président de l'Assemblée générale et le Secrétaire général pour l'organisation de cette réunion très importante, qui arrive à point nommé. En effet, nous traversons une période étrange, alors que le monde est aux prises avec la COVID-19, sans aucune certitude qu'elle sera complètement éradiquée. Les défis collectifs auxquels nous sommes confrontés à l'échelle mondiale sont bien réels, mais nous continuerons à lutter sans relâche, jusqu'à porter le coup de grâce à cette maladie en vue de son élimination. Cette session illustre clairement notre intention de le faire.

L'Eswatini suit avec un vif intérêt les tendances qui se développent dans le monde, alors que nous entrons dans ce que l'on appelle la deuxième vague, de manière différente. La COVID-19 a eu un bilan terrible en termes de pertes en vies humaines et de destruction économique et a changé notre mode de vie. L'anticipation de la deuxième vague, à elle seule, commence à avoir des effets sur le plan mental, d'autant plus que l'Eswatini a atteint un pic avec la perte de 120 vies. Par conséquent, la perspective d'une autre longue période similaire est extrêmement redoutable.

L'Eswatini poursuit ses efforts sans relâche pour sauver des vies en utilisant au mieux les ressources à notre disposition et les interventions largement disponibles dans tout le pays. Il incombe à chaque gouvernement de perfectionner ces tâches élémentaires pour faire face à un avenir potentiellement sombre. Bien entendu, nous pensons toujours à ce que deviendront nos enfants et nous nous demandons également avec préoccupation si nos parents survivront à cette tragédie.

L'économie nationale n'a pas été épargnée et des efforts sont actuellement déployés pour la relancer en utilisant des approches locales, régionales et continentales. Pour les pays en développement enclavés, la COVID-19 est un problème épineux. L'Eswatini a également élaboré un plan de relance économique pour l'après-COVID-19 visant à changer le cap de l'ordre économique établi, en préservant les moyens de subsistance grâce à la création d'emplois dans les secteurs prioritaires de l'économie. Ce plan prévoit le versement d'indemnités aux travailleurs licenciés. L'Eswatini a également introduit des dérogations exceptionnelles pour prendre en charge et subventionner le coût des tests des commerçants transfrontaliers, qui ne pouvaient pas se permettre des déplacements fréquents.

Nous constatons avec une vive satisfaction que le premier essai mondial du vaccin contre la COVID-19 qui est dans la phase d'analyse finale d'efficacité indique qu'il est possible d'atteindre très rapidement un taux élevé de protection contre la COVID-19 après la première dose. Nous prions pour la distribution rapide d'un vaccin qui atteindra même les coins les plus reculés de la Terre.

Pour conclure, le Royaume d'Eswatini voudrait rendre hommage à tous les travailleurs de première ligne dans la lutte contre la COVID-19, qui continuent de protéger des vies précieuses. Dans le même ordre d'idées, nous pleurons les innombrables vies qui ont été perdues partout dans le monde.

Je vous remercie.

Éthiopie (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 80)

**Déclaration de M. Demeke Mekonnen, Vice-Premier Ministre
et Ministre des affaires étrangères de la République fédérale
d'Éthiopie**

*Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session
extraordinaire*

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

D'emblée, je voudrais saluer le leadership dont vous avez fait preuve en convocant cette session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la pandémie de COVID-19. Je voudrais également saisir cette occasion pour féliciter l'Azerbaïdjan, en sa qualité de Président du Mouvement des pays non alignés, d'avoir pris l'initiative d'organiser cette session extraordinaire.

La COVID-19 est en effet le plus grand défi de notre époque. Elle a mis à rude épreuve les systèmes de santé partout dans le monde, détruit l'économie mondiale et dévasté la vie de millions de personnes. Il s'agit sans aucun doute d'une crise mondiale à nulle autre pareille et aucun pays, grand ou petit, n'est capable d'y faire face seul. C'est pourquoi la solidarité mondiale est plus que jamais nécessaire pour faire face efficacement à cette crise sans précédent. C'est aussi pourquoi nous devons renforcer notre engagement en faveur de la coopération internationale et du multilatéralisme. À cet égard, on ne saurait trop insister sur le rôle fondamental que joue le système des Nations Unies dans la riposte mondiale globale face à la pandémie de COVID-19. Par conséquent, nous nous félicitons de la convocation de cette session extraordinaire et nous espérons que ses résultats nous aideront à tracer la voie à suivre pour mobiliser efficacement notre réponse collective et concertée face à cette crise.

Nous nous félicitons des progrès réalisés dans la mise au point d'un vaccin contre la COVID-19. Nous appuyons pleinement l'initiative COVAX et nous souscrivons au consensus international croissant selon lequel le vaccin doit être un bien public mondial – accessible et abordable pour tous, partout. Nous espérons sincèrement que ceux qui en ont les moyens contribueront à combler le déficit de financement afin d'accélérer la mise au point, la production et l'accès équitable aux tests, traitements et vaccins contre la COVID-19.

Monsieur le Président,

Le virus a déjà infecté plus de 2 millions de personnes sur notre continent et a coûté la vie à plus de 50 000 personnes. Nous continuons de faire tout ce que est en notre pouvoir, dans la limite de nos moyens, pour contenir la propagation de ce virus mortel et protéger la vie de nos populations.

Je voudrais saisir cette occasion pour rendre hommage à nos professionnels de la santé et aux responsables de la santé publique, aux personnels chargés de l'assainissement, aux assistants sociaux et aux travailleurs domestiques, qui sont en première ligne dans la lutte contre la pandémie. Il nous incombe de tout mettre en œuvre pour protéger leur santé et leur sécurité.

Plus que la crise sanitaire, ce qui nous préoccupe véritablement en Afrique, c'est l'impact socio-économique dévastateur de la pandémie. En effet, l'Afrique sera durement touchée par les conséquences socio-économiques de la pandémie à moyen et à long terme. La pandémie a eu de lourdes conséquences sur la vie, les moyens de subsistance et le bien-être socio-économique des Africains, en particulier des groupes vulnérables qui gagnent leur vie grâce à l'économie informelle. Cette situation met en péril les progrès réalisés au cours de la dernière décennie en matière de réduction de la pauvreté et exacerbe les difficultés socio-économiques déjà existantes. C'est dans ce contexte que nous, en Afrique, avons besoin d'un plan de relance d'au moins 5 % du PIB, soit sous forme de mobilisation de capitaux, soit sous forme d'allègement ou de restructuration de la dette pour soutenir les secteurs sociaux.

C'est pourquoi nous avons demandé instamment aux pays du Groupe des Vingt (G20) d'adopter un plan de relance économique efficace, qui prévoit des mesures d'aide et de paiement différé. Même si nous remercions la communauté internationale des mesures qui ont été prises pour soutenir l'Afrique, qui ont permis d'améliorer quelque peu la situation, nous pensons qu'il reste encore beaucoup à faire pour atténuer les conséquences à moyen et à long terme de la pandémie sur notre continent.

À cet égard, nous nous félicitons de l'accent que le Secrétaire général a mis sur cette question pendant le sommet du G20 qui s'est tenu récemment à Riyad. Il est certain que nous ne pouvons pas garantir une reprise inclusive et durable sans régler le problème urgent de la dette et sans protéger les plus vulnérables.

Monsieur le Président,

Nous sommes convaincus que notre stratégie de relance doit également être verte et résiliente. Cela signifie qu'elle doit être alignée sur l'Accord de Paris sur les changements climatiques et les autres objectifs de développement durable. Nous n'avons pas d'autre choix que d'accélérer la mise en œuvre des objectifs de développement durable alors que nous nous efforçons de nous relever et de reconstruire en mieux après la COVID-19. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour préserver nos acquis en matière de développement, tout en veillant à protéger le bien-être des groupes les plus vulnérables au sein de nos sociétés. En outre, il est absolument essentiel de continuer à prendre des mesures audacieuses en matière de climat, parallèlement aux efforts mondiaux concertés en cours visant à atténuer les conséquences de la pandémie de COVID-19.

La publication des contributions déterminées au niveau national par les parties à l'Accord de Paris avant la fin du mois de décembre 2020 est essentielle pour relever le niveau d'ambition, ainsi que pour garantir une reprise verte après la COVID-19.

Enfin, Monsieur le Président, nous espérons que les résultats de cette session extraordinaire contribueront à stimuler et à coordonner une riposte mondiale, fondée sur l'unité, la solidarité et la coopération multilatérale pour faire face aux multiples conséquences de la pandémie et ouvriront la voie à une reprise inclusive, durable, verte et résiliente. Pour terminer, je voudrais réaffirmer l'engagement indéfectible de l'Éthiopie à apporter sa contribution à la réalisation de cet objectif.

Je vous remercie.

Mexique (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 81)

Déclaration de M. Marcelo Ebrard Casaubón, Ministre des relations extérieures des États-Unis du Mexique

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : espagnol]

Je suis très heureux d'être ici avec vous. Nous nous félicitons de l'invitation qui nous a été faite de participer à cette session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la pandémie de COVID-19, session qui est l'occasion pour le monde entier de mener une réflexion sur ce qu'il convient de faire, en premier lieu pour venir à bout de la pandémie, puis pour œuvrer en faveur du relèvement et de l'avènement d'un monde différent dans lequel nous vivons. Si auparavant, c'était un monde inégalitaire, les inégalités vont se creuser. Si auparavant, c'était une nécessité évidente d'accélérer l'action climatiques, nous savons maintenant que si nous voulons éviter de plus graves problèmes à l'avenir, nous devons accélérer l'action climatique. Nous avons du pain sur la planche.

Je me félicite de la tenue de cette session extraordinaire de l'Assemblée générale. À cette occasion, j'ai l'honneur et le privilège de m'adresser à vous au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) – toute la région. Que pensons-nous ? Nous pensons que nous vivons une crise sans précédent, du moins pendant ce siècle. Comme cela a été le cas jusqu'à présent, nous pensons qu'il sera essentiel de pouvoir compter sur la participation de l'ONU et de coordonner nos efforts au niveau mondial. Il existe de nombreux impératifs qui se font concurrence, que ce soit pour des raisons économiques ou politiques, mais il ne fait aucun doute que pour venir à bout de la pandémie et promouvoir le relèvement économique et social, il faudra un haut niveau de coordination au niveau mondial, un multilatéralisme plus fort et moins d'égoïsme. Cela peut sembler simple, mais il sera difficile, compte tenu de la pression publique en ce qui concerne les vaccins et les médicaments, de ne pas penser uniquement à nous-mêmes dans chacun de nos pays. Toutefois, la vérité est que nous ne trouverons pas de solution si nous n'unissons pas nos forces. En d'autres termes, moins nous coopérerons, moins nous serons en mesure de répondre aux attentes et aux exigences de nos sociétés.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, comme je l'ai déjà dit, nous pensons qu'il ne s'agit pas principalement ou uniquement d'une crise sanitaire. Il est certain que cette crise représente une menace grave pour la santé et la vie des personnes et pour nos sociétés, mais il est également vrai qu'elle a un impact économique et social considérable. Et compte tenu de cet impact, cela signifie qu'il y aura des reculs – ou qu'il pourrait y avoir des reculs – sur la voie de la réalisation des objectifs énoncés dans le Programme 2030. C'est pourquoi nous devons travailler ensemble.

Nous allons connaître une crise économique grave. En Amérique latine et dans les Caraïbes, il y aura une baisse sans précédent de 9 points du PIB – c'est une estimation prudente ; ce chiffre pourrait être un peu plus élevé. Nous pensons aussi, et c'est le plus important, que la pauvreté en Amérique latine et dans les Caraïbes augmentera d'environ 37 %, voire de 38 %, par rapport aux statistiques antérieures à la pandémie.

Nous devons également examiner cette question sous l'angle du genre. Les disparités entre les sexes sont plus marquées, ainsi que les inégalités sectorielles en général partout en Amérique latine et dans les Caraïbes. Par conséquent, il faut intensifier les efforts multilatéraux, ce qui, en substance, signifie que les pays les plus développés, qui disposent de la majorité des institutions financières et commerciales, doivent s'engager en faveur d'un transfert des ressources afin que les programmes de relance économique ne soient pas seulement fonction des revenus de chaque pays sur la base de son pouvoir économique, mais puissent bénéficier à d'autres pays grâce à la coordination et à la coopération. Cela s'est produit à d'autres occasions, par exemple avec le G20 – le groupe des 20 économies les plus grandes du monde – et avec d'autres initiatives. Il n'y a donc aucune raison pour que nous ne prenions pas des mesures similaires aujourd'hui.

Autrement dit, s'il n'y a pas de coordination entre les institutions financières et si aucune décision n'est prise pour partager les ressources et réduire les risques pour les pays les plus vulnérables, il sera très difficile de parvenir à une reprise économique mondiale. Il a été de même pour la pandémie elle-même et pour les vaccins et traitements disponibles aujourd'hui.

Au sein de la CELAC, nous pensons qu'il faut trouver un accord sur les dettes nationales existantes. En d'autres termes, outre la réduction des taux d'intérêt et des réformes de fond pour réduire le fardeau de la dette, qui sont plus pertinentes pour les pays les plus pauvres et les pays aux revenus les plus faibles, nous pensons également qu'il faut mettre au point de nouveaux instruments financiers, ou utiliser différemment les instruments existants, afin de réduire les taux d'intérêt des pays à revenus moyens et faibles dans le reste du monde.

Autrement dit, les taux d'intérêt sont très bas dans les pays développés, mais les institutions financières ou les systèmes bancaires n'en font pas bénéficier les pays les moins développés et les pays en développement. C'est une question qui doit être réglée. Comme je l'ai déjà dit et comme nous le pensons en Amérique latine et dans les Caraïbes, les pays à revenu élevé peuvent établir des mécanismes de coopération financière efficaces. L'architecture de coopération actuelle ne suffit pas. Ce que nous avons toujours fait ne peut pas fonctionner, ce n'est pas suffisant.

Comme je l'ai déjà indiqué, ce que nous vivons aujourd'hui est très clairement une crise de grande envergure, d'une portée très différente. Plus tôt nous agirons, mieux ce sera. Il en va de même en matière de santé. Plus on agit vite, moins il y a de dégâts et le résultat est meilleur. Nous devons penser à ce qui arrivera aux personnes âgées, aux personnes handicapées, aux jeunes à faible revenu, au secteur agricole non mécanisé dans ce système de risques. Nous devons aussi réfléchir aux disparités entre les sexes, qui continuent de se creuser. C'est pourquoi nous pensons qu'il faut quelque chose de plus grand – un engagement d'une plus grande envergure. C'est ainsi que nous, en Amérique latine et dans les Caraïbes, voyons les choses. Nous ferons ce que nous pourrons avec les ressources dont nous disposons.

En ce qui concerne les traitements et les vaccins, il est vrai, nous le voyons maintenant, qu'il existe un instrument international multilatéral – COVAX – et nous nous en félicitons. L'Amérique latine et les Caraïbes se félicitent de l'accès aux vaccins grâce à ce mécanisme. Nous aimerions que ce mécanisme soit renforcé et élargi aux médicaments afin de réduire le nombre de vies perdues. Cette année a été très triste pour nous tous. Nous avons perdu des proches et des amis. Tous les pays du monde

ont souffert, comme en témoignent les différentes statistiques. Des milliers de vies humaines ont été perdues cette année. C'est pourquoi nous devons travailler ensemble pour réduire la létalité de la pandémie.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a joué un rôle important, et mérite notre soutien. La CELAC se félicite également du rôle qu'a joué l'ONU, et en particulier l'OMS, et nous saluons le travail accompli. Nous sommes convaincus que des mesures exceptionnelles s'imposent, et nous sommes prêts à travailler dans ce sens. J'ai déjà donné quelques exemples. En Amérique latine et dans les Caraïbes, nous sommes prêts à répondre à l'appel de l'ONU, prêts à faire front commun, prêts à joindre le geste à la parole, à créer un espace de solidarité internationale qui permettra de relever l'économie et le bien-être social et qui fera renaître l'espoir en l'avenir. De nouvelles perspectives vont apparaître. Nous espérons que la coopération et l'action multilatérales se poursuivront. L'Amérique latine et les Caraïbes sont prêtes à apporter leur contribution.

Je vous remercie.

Hongrie (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 82)

Allocution de M. Péter Szijjártó, Ministre du commerce extérieur et des affaires étrangères de la Hongrie

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président de l'Assemblée générale et chers collègues,

Je regrette vivement que nous ne puissions pas nous réunir en personne, mais j'apprécie à sa juste valeur l'initiative qu'ont eu nos amis azerbaïdjanais d'organiser cette réunion – dont l'ordre du jour est malheureusement d'actualité, car le monde est confronté à des défis multiformes depuis que la pandémie mondiale a mis en danger la santé, la vie et l'emploi des individus.

Cette phrase montre que nous, les États du monde, sommes confrontés à un défi double : la pandémie est une crise sanitaire, qui provoque également une crise économique ; et notre obligation, l'obligation des gouvernements, est de relever simultanément ces deux défis. D'autre part, nous devons également tirer les conséquences et les conclusions qui s'imposent.

Je voudrais évoquer tout d'abord l'aspect du défi relatif aux soins de santé.

Notre obligation la plus importante est d'éviter que certains de nos citoyens, ou même l'un d'entre eux, n'aient pas accès à un traitement. Nous devons nous assurer que tout le monde est traité correctement, que tout le monde reçoit un traitement adéquat – que ce soit dans les hôpitaux ou par des médecins à domicile. Malheureusement, nous avons constaté que cela est de plus en plus difficile, même dans les pays les plus grands et les plus riches.

Dans le même temps, nous sommes conscients que les équipements de protection deviennent de plus en plus importants. Et l'une des conclusions découlant de cette crise est qu'un pays capable de fabriquer lui-même ces équipements de protection – y compris les masques, les combinaisons de protection pour les médecins et les respirateurs – est moins vulnérable et mieux préparé face à la crise. Nous nous souvenons qu'au printemps, le monde entier faisait la queue en Chine pour y acheter des équipements de protection. Nous, les Hongrois, avons réussi à établir un pont aérien avec la République populaire de Chine, qui a permis à 185 avions de livrer des équipements de protection à la Hongrie. Toutefois, maintenant, nous sommes également capables de produire une certaine quantité de masques et de respirateurs.

Le deuxième aspect du défi est d'ordre économique.

Nous savons qu'une course mondiale a été lancée pour la redistribution des capacités économiques mondiales. L'économie mondiale est entrée dans une nouvelle ère. Nous sommes entrés dans cette course – et nous avons décidé de ne pas financer le chômage, mais de financer la lutte contre le chômage. Et dans cette lutte, nos alliées sont les entreprises qui prennent des décisions courageuses pour investir dans les circonstances actuelles, très compliquées, afin d'améliorer la compétitivité, d'accroître le niveau technologique et d'éviter toute forme de licenciements. Plus de 1 300 entreprises hongroises ont décidé d'investir au total près de 3 milliards d'euros et de sauver 270 000 emplois grâce à des mesures incitatives d'une valeur de plus d'un

milliard d'euros instaurées par l'État hongrois. Ces entreprises sont nos alliées et nous devons les aider pour éviter les licenciements, ce qui nous permettra de préserver les emplois de la population – et n'oublions pas que ce ne sont pas les aides, mais les emplois qui créent un environnement prévisible à long terme pour notre population. En outre, nous continuons de réduire les taux d'imposition et de diminuer la charge fiscale sur l'emploi – parce que cela est bénéfique.

Malheureusement, nous avons constaté que ce sont les informations fallacieuses, les deux poids deux mesures et l'hypocrisie qui se propagent encore plus vite que le virus – et nous devons nous y attaquer, car ils pourraient saper l'efficacité de nos mesures de protection.

Nous savons tous que la meilleure solution serait un vaccin. Toutefois, le vaccin ne doit pas devenir une question politique et nous ne devons pas permettre aux groupes de pression économiques et commerciaux financés par certaines entreprises de faire pression sur les responsables politiques, les partis politiques ou les gouvernements pour qu'ils acceptent ou rejettent un vaccin donné. Notre obligation est de garantir l'approvisionnement le plus rapide et le plus sûr en vaccins pour notre population.

Je pense que ce défi et cette crise offrent une occasion unique de rétablir la coopération entre l'Ouest et l'Est. C'est le bon moment pour le faire, sur la base de la confiance mutuelle, du respect mutuel et du respect du droit international. C'est une responsabilité et une occasion pour les plus grandes puissances du monde.

Nous croisons les doigts pour que ces efforts aboutissent également.

Je vous remercie de votre aimable attention !

Kazakhstan (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 83)

Déclaration de M. Alexey Tsoy, Ministre de la santé de la République du Kazakhstan

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais et russe]

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,
Mesdames et Messieurs les représentants,

Qu'il me soit permis, au nom du Ministère de la santé de la République du Kazakhstan et en mon nom propre de vous souhaiter la bienvenue à la trente-et-unième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la lutte contre la pandémie de COVID-19.

À la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le chef de l'État, Kassym-Jomart Tokayev, a indiqué que la protection de la santé publique était une priorité essentielle à laquelle les dirigeants du pays accordent une attention particulière et a souligné l'importance de mettre en place un système de santé mondial avec le soutien des pays développés et des organismes des Nations Unies. Cela est particulièrement évident dans le contexte d'une pandémie qui s'est propagée dans le monde entier et qui peut être vaincue grâce à des efforts conjoints et coordonnés.

Je remercie tous les pays qui ont apporté une aide humanitaire et concrète au peuple du Kazakhstan dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, ainsi que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour son assistance méthodologique et humanitaire durant cette période très difficile.

L'épidémie de coronavirus a démontré l'importance capitale de la coopération, de la collaboration et de l'appui au niveau international dans la lutte contre les infections.

Dès les premières semaines de la pandémie, le Gouvernement kazakh n'a pas ménagé ses efforts pour élaborer des mesures visant à assurer la stabilité économique et à enrayer la propagation de l'infection :

- Une commission interdépartementale présidée par le Premier Ministre du Kazakhstan a été créée, ainsi qu'un quartier général opérationnel pour les questions relatives à la COVID-19, présidé par le Vice-Premier Ministre du Kazakhstan ;

- Une équipe nationale d'experts en ce qui concerne la situation épidémiologique a été créée sous l'égide du Ministère de la Santé ;

- Un plan d'action national a été mis en œuvre pour prévenir l'apparition et la propagation de l'infection à coronavirus au Kazakhstan ;

- Les pouvoirs du chef des services sanitaires au niveau national ont été renforcés ;

- L'application web « Centre de contrôle COVID-19 » a été lancée ;

- Le contrôle sanitaire, épidémiologique et migratoire a été renforcé aux points de passage frontaliers ;

– Les travaux visant à garantir la disponibilité des tests se poursuivent. À ce jour, plus de 3,6 millions de tests ont été effectués, la capacité maximale étant de plus de 71 000 tests par jour.

– Pour prévenir les effets et la propagation de la COVID-19 parmi les écoliers, depuis le début de l'année scolaire, nous surveillons au quotidien la situation parmi les écoliers ;

– Pour faire en sorte que les mesures de quarantaine soient respectées dans toutes les régions, on a créé des groupes de surveillance mobiles, qui effectuent des descentes et recensent les violations de quarantaine ;

– Un stock de deux mois de médicaments contre la COVID-19 a été constitué ; un stock mensuel de médicaments régulièrement réapprovisionné a été constitué dans toutes les organisations médicales du pays pour un montant de plus de 50 millions de dollars ;

– la fourniture gratuite de médicaments en ambulatoire pour les patients de l'IVC atteints de pneumonie a été organisée ;

– Une réserve de masques et d'équipement de protection individuelle a été créée ;

– Un certain nombre de mesures ont été prises pour équiper les hôpitaux – plus de 1 200 ambulances ont été achetées et 100 complexes médicaux mobiles ont été livrés aux régions ;

– Des formations avancées ont été organisées pour tout le personnel médical sur des cours d'épidémiologie, etc. ;

– 16 complexes infectieux pour les patients atteints de coronavirus ont été construits et répondent aux normes internationales en matière de sécurité infectieuse. Ainsi, au Kazakhstan, les mesures nécessaires sont prises pour prévenir la propagation de la COVID-19 et assurer la préparation du système de santé à une augmentation de son incidence.

Plus de 2 milliards de dollars ont été alloués à la lutte contre la COVID-19 cette année.

Les scientifiques kazakhs ont mis au point un vaccin contre la COVID-19, qui figure sur la liste de l'Organisation mondiale de la Santé et qui passe avec succès les essais cliniques.

La pandémie de COVID-19 a clairement montré qu'en ce qui concerne les soins primaires, il faut redoubler d'efforts pour fournir à la population des soins médicaux de qualité et abordables. Ainsi, dans le cadre de la soixante-treizième Assemblée mondiale de la Santé, 194 États membres de l'OMS ont approuvé le lancement du cadre opérationnel des soins de santé primaires pour promouvoir davantage la Déclaration d'Astana sur les soins de santé primaires. Nous demandons aux pays de soutenir un événement en ligne dédié au lancement officiel du cadre opérationnel, qui se tiendra le 14 décembre 2020, et d'y participer.

Cher Monsieur le Président, Cher Secrétaire général, Excellences, Chers représentants et représentants,

La lutte contre la COVID-19 n'est pas encore terminée. Je suis convaincu que grâce à des efforts conjoints et à une réponse coordonnée, nous serons en mesure d'en arrêter la propagation dans nos régions.

Je vous remercie de votre attention !

Slovaquie (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 84)

Déclaration de M. Ivan Korčok, Ministre des affaires étrangères et européennes de la République slovaque

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Alors que le nombre de victimes et de patients atteints de coronavirus augmente dans le monde, je trouve cette session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies très utile et opportune. Je suis convaincu que la coopération internationale et le partage de l'expertise et des meilleures pratiques sont essentiels pour lutter contre la COVID-19.

C'est pourquoi je suis heureux de saisir cette occasion pour présenter le point de vue et l'expérience de la Slovaquie dans la lutte contre cette pandémie mondiale.

Face à la COVID-19, la Slovaquie réévalue et met régulièrement en place toutes les mesures nécessaires – y compris le confinement partiel, le port obligatoire de masque et les restrictions de voyage – afin de ralentir la propagation du coronavirus et de contribuer à sauver des vies.

Ces dernières semaines, la Slovaquie a procédé à un dépistage de sa population à l'échelle nationale. Pendant deux week-ends, les deux tiers de la population ont été testés pour le coronavirus à l'aide de tests antigéniques. Il s'agissait d'un effort considérable, d'une ampleur sans précédent. Des milliers de médecins, de membres des forces de l'ordre et des forces armées, ainsi que des volontaires, ont uni leurs efforts dans une opération baptisée « Responsabilité conjointe ».

Cette opération s'est avérée fructueuse. Elle a permis d'avoir une meilleure vue d'ensemble de la situation épidémiologique du pays, ce qui s'est traduit par de multiples séries de tests effectués dans les régions les plus touchées par la pandémie.

Les tests de masse ont en outre permis d'identifier plus de 50 000 cas actifs, en plus des patients identifiés chaque jour grâce aux tests RT-PCR. Cette approche s'est avérée être un outil efficace pour ralentir la propagation du virus et réduire le nombre de cas actifs, ce qui en fait une alternative appropriée aux mesures de confinement.

En outre, par rapport au confinement national, le dépistage de masse s'est révélé moins coûteux et moins nuisible pour l'économie de notre pays. Je note avec satisfaction que l'exemple réussi de dépistage de masse effectué en Slovaquie a incité l'un de nos pays voisins à procéder à des tests similaires.

Je voudrais saisir cette occasion pour réitérer l'engagement de la Slovaquie en faveur d'un effort international coordonné pour mettre au point, produire et distribuer du matériel de diagnostic, des traitements et des vaccins efficaces et abordables. Face à la COVID-19, garantir un accès équitable à ces technologies sanitaires doit être la priorité absolue de la communauté internationale. Pour atteindre cet objectif,

la synergie entre les secteurs privé et public est cruciale. Les connaissances et les bonnes pratiques doivent être largement accessibles et les prix doivent être justes afin de garantir une répartition équitable des vaccins.

Je tiens à rappeler que, s'agissant du partage des informations, nous ne devons laisser personne de côté. Chaque pays a le droit d'accéder à l'information et de partager les enseignements tirés avec ses partenaires internationaux. Les experts et les scientifiques du monde entier doivent être invités à contribuer réellement au débat et à tirer parti de notre expérience commune dans la lutte contre le virus.

Je dois également signaler que, parallèlement à la pandémie mondiale de COVID-19, nous avons assisté à une augmentation sans précédent de la désinformation et de la diffusion de mensonges. Il est essentiel pour tous les acteurs locaux, nationaux et internationaux de lutter ensemble contre cette dangereuse pandémie de désinformation et de promouvoir la diffusion d'informations vérifiées, fondées sur des données scientifiques et accessibles au public.

Je pense que la seule manière de progresser dans la lutte contre la COVID-19 est d'adopter une approche multilatérale et je suis heureux de constater que les secteurs public et privé slovaques participent activement au développement et au partage des technologies sanitaires et du savoir-faire à l'échelle internationale.

Depuis le début de la pandémie, la Slovaquie a fourni une aide matérielle et financière d'une valeur de plus de 10 millions d'euros. Des contributions humanitaires ont été allouées à la fois de manière bilatérale à nos partenaires et aux pays les plus touchés par le coronavirus, notamment par l'entremise des mécanismes de SlovakAid, mais aussi par l'entremise d'organisations internationales telles que l'Organisation mondiale de la Santé, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le fonds d'affectation spéciale pluripartenaire et le Comité international de la Croix-Rouge.

La COVID-19 est un problème mondial qu'aucun pays ne peut surmonter seul ; le virus ne connaît pas de frontières. Pour faire face à cette menace, il faut que les décideurs politiques, les professionnels de la santé, les communautés scientifiques, les forces de sécurité et d'autres acteurs coopèrent à l'échelle internationale pour essayer de sauver la vie et la santé de millions de personnes.

La pandémie aggrave les fractures socio-économiques et fait reculer les progrès vers la réalisation des objectifs de développement. Cependant, elle a également rappelé l'importance de la coopération et de la solidarité internationales.

Que cela nous serve de leçon pour l'avenir : nous devons travailler ensemble pour faire face aux menaces mondiales et améliorer le bien-être de tous les peuples et de la planète.

Je vous remercie de votre attention.

Malaisie (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 85)

Déclaration de M. Hishammuddin Tun Hussein, Ministre des affaires étrangères de la Malaisie

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire Général,
Chers représentantes et représentants,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Avant tout, qu'il me soit permis de saisir cette occasion pour remercier la République d'Azerbaïdjan d'avoir pris l'initiative d'organiser la session extraordinaire de l'Assemblée générale qui se tient aujourd'hui sur la COVID-19. Je voudrais également remercier la République d'Azerbaïdjan et le Canada pour leur dévouement et leur détermination à co-faciliter les négociations intergouvernementales sur les modalités d'organisation de cette session extraordinaire.

Excellences,

Il s'agit d'une réunion historique de l'Assemblée générale. Malheureusement, nous ne sommes pas réunis à New York, mais dans nos propres pays, parmi nos propres concitoyens, alors que nous affrontons ensemble ces eaux inconnues. Un seul virus a coûté la vie à plus de 1,4 million de personnes dans le monde et nous a plongés dans une récession économique mondiale. Il a donné lieu à une crise sanitaire, économique et sociale : une combinaison puissante qui, si on n'y prend garde, pourrait réduire à néant les décennies de progrès que nous avons accomplis ensemble au sein de l'Organisation des Nations Unies.

Je vous parle aujourd'hui depuis la Malaisie, alors que nous sommes également confrontés aux effets dévastateurs de la COVID-19 – sans doute les plus graves que nous ayons connus dans l'histoire récente – avec une perspective incertaine de ce que l'avenir nous réserve. Depuis le début de la pandémie, les objectifs de la Malaisie sont simples : résister à la destruction que le virus cherche à créer et à semer dans nos vies et, plus important encore, dans nos moyens de subsistance. Notre plan d'action est simple : sécuriser nos frontières, enraciner la nouvelle normalité dans nos communautés et fortifier l'économie pour notre peuple.

Malheureusement, plus de 300 Malaisiens ont perdu la vie à cause du virus, mais, en termes comparatifs, nous nous en sommes mieux sortis que la plupart des autres pays et nous en sommes reconnaissants.

Excellences,

La COVID-19 est devenue la crise marquante de notre génération, et des temps sans précédent appellent des mesures sans précédent. Notre chemin vers un rétablissement complet ne sera pas linéaire et, à chaque étape, les nations devront trouver un équilibre

entre les craintes en matière de santé publique et les préoccupations économiques et sociales, en faisant des compromis en fonction de leur situation nationale singulière.

Cependant, Excellences, nos mesures nationales doivent être soutenues par un effort mondial concerté. L'interdépendance et la solidarité doivent être à l'ordre du jour au nom de notre destin commun, de notre humanité partagée et de la valeur de notre espoir commun.

Une question demeure : comment s'en sortir ? Nous avons besoin d'un vaccin, mais d'un vaccin qui soit accessible, équitable et abordable. Notre position sur la question est claire : celui qui le trouve doit le partager. Il s'agit non seulement d'une responsabilité mondiale, mais aussi d'une responsabilité morale. La Malaisie n'insistera jamais assez sur ce point. Un vaccin, une fois développé, doit promouvoir la collaboration internationale plutôt que la concurrence des nations.

Il y a eu quelques évolutions positives sur ce front, plusieurs entreprises ayant produit des résultats positifs, nous offrant un aperçu de la lumière au bout du tunnel. Mais dès que les nouvelles des percées en matière de vaccins ont fait la une des journaux du monde entier, des informations erronées sur des vaccinations forcées, des modifications de l'ADN et des récits fallacieux ont fait le tour du monde. Les craintes mondiales ont été intensifiées par la soudaineté des informations diffusées 24 heures sur 24 et les flux incessants d'informations – exactes ou fausses – sur les médias sociaux. Le principal objectif de cette campagne est d'induire en erreur et de saper la confiance dans la médecine au moment le plus important et, en fin de compte, de prolonger la pandémie.

C'est simple : la désinformation coûte des vies, surtout au moment où nous élaborons des plans de vaccination nationaux pour notre population. La sensibilisation du public à la nécessité de vacciner est cruciale pour éviter un climat de peur et de division pendant la phase de déploiement. La propagande anti-vaccination n'est pas nouvelle et n'est que le symptôme d'un problème plus vaste, à savoir l'érosion de la confiance dans les autorités et les experts et le rejet de la science. La négativité qui résulte de cette propagande doit être abordée de front. Il serait tragique, dans notre empressement, de laisser prospérer de dangereux partisans qui font campagne contre le concept même de la vaccination, risquant ainsi d'exercer une influence néfaste sur les masses et de menacer des millions de vies supplémentaires.

Même si la COVID-19 se présente comme un ennemi invincible, les dangers de la désinformation sont réels et constituent un revers pour les progrès que nous avons réalisés jusqu'à présent.

Excellences,

La Malaisie reste déterminée à travailler avec l'Organisation des Nations Unies et tous ses États Membres. Le multilatéralisme continuera de répondre à nos besoins et à ceux de toutes les nations. Il n'est peut-être pas parfait, et il reste beaucoup à faire, mais face au défi commun qui pèse sur l'humanité, il est essentiel de travailler main dans la main pour faire avancer nos intérêts communs. Aussi tragiques que soient les conséquences – et nous n'avons peut-être pas encore vu le pire – nous devons rester vigilants dans nos efforts, déterminés à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour travailler les uns avec les autres afin de vaincre ce virus mortel. Solidarité, unité et progrès. Telles sont nos valeurs. Ce sont les liens qui nous unissent pour faire le bon choix pour l'avenir, un choix digne de la confiance de la population et de notre temps.

Je vous remercie.

Indonésie (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 86)

Déclaration de M^{me} Retno Lestari Priansari Marsudi, Ministre des affaires étrangères de la République d'Indonésie

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Trois mois après que nos dirigeants se sont exprimés à l'Assemblée générale à sa soixante-quinzième session, la fin de la COVID-19 n'est toujours pas en vue. Les cas de COVID-19 continuent d'augmenter plus rapidement que jamais dans le monde. Même si les nouvelles récentes sur les avancées faites dans le développement d'un vaccin sont encourageantes, notre travail est loin d'être terminé. La prochaine étape consiste à faire en sorte qu'il puisse être évalué et distribué équitablement à tous.

Cependant, les pays en développement risquent à nouveau d'être laissés de côté en raison du manque de capacité de leurs systèmes de santé et de leurs infrastructures à produire, distribuer et administrer le vaccin. À titre d'exemple, un rapport McKinsey révèle que les infrastructures existantes ne peuvent fournir des vaccins qu'à un tiers de la population totale des pays en développement, ce qui risque de priver deux tiers de la population mondiale de tout vaccin contre la COVID-19. La découverte de vaccins n'est pas une fin en soi. Nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir.

À ce propos, j'ai trois observations à faire.

Premièrement, nous devons aller au-delà de l'engagement politique. À court terme, il faut continuer de soutenir les efforts multilatéraux fournis pour garantir une distribution juste et équitable du vaccin, par exemple le système de garantie de marché du COVAX et l'Accélérateur ACT. L'Indonésie a le plaisir de soutenir la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies ou CEPI, dans le cadre de son engagement en faveur du multilatéralisme en matière de vaccins. Le prochain défi immédiat pour l'ONU est d'aider les pays à développer leurs capacités, tant en termes d'infrastructures que de ressources humaines, pour distribuer et administrer le vaccin.

Mon deuxième point porte sur l'importance du renforcement des capacités des systèmes de santé nationaux. Pendant son discours à l'Assemblée générale des Nations Unies, le Président de l'Indonésie a rappelé que les systèmes de santé nationaux résilients jouent un rôle important de socle d'un système de santé mondial résilient. Nous devons nous efforcer de remédier à l'inégalité des systèmes de santé dans le monde afin de pouvoir répondre aux besoins de nos populations et de résister à la menace de futures pandémies. À long terme, les pays développés et en développement doivent travailler ensemble pour renforcer les capacités de l'industrie de la santé, ce qui peut se faire en créant un écosystème pour la recherche et le développement, le transfert de technologies et la collaboration de l'industrie. Nous devons également encourager une approche multipartite en liant les besoins médicaux sur le terrain à la recherche et aux industries. Ainsi, nous serons en mesure d'accroître la résilience de la santé à l'échelle nationale et mondiale.

Mon troisième point a trait à l'importance de renforcer la gouvernance mondiale de la santé. Je me souviens avoir dit à mon bon ami, M. Tedros Adhanom Ghebreyesus, que « l'Organisation mondiale de la Santé n'est pas parfaite, mais elle reste notre meilleur espoir pour coordonner l'action contre les crises sanitaires ». Par conséquent, nous n'avons pas d'autre choix que de renforcer ses capacités. Les mécanismes multilatéraux que nous avons mis au point pendant la pandémie doivent continuer d'évoluer, même lorsque la pandémie sera terminée. Le Groupement d'accès aux technologies contre la COVID-19, le Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 et le Mécanisme COVAX seront le modèle de notre future résilience.

Chers collègues,

Mesdames et Messieurs,

Ce combat est loin d'être terminé, mais en nous donnant la main, nous pouvons continuer de surmonter cette crise et de reconstruire en mieux ensemble.

Je vous remercie.

Australie (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 87)

**Déclaration de M^{me} Marise Payne, Ministre des affaires étrangères
du Commonwealth d'Australie**

*Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session
extraordinaire*

[Original : anglais]

Excellences,

Mesdames et Messieurs les représentants,

La pandémie de COVID-19 continue de nous mettre profondément à l'épreuve. Il n'y a jamais eu de moment plus important pour les États Membres et les partenaires de l'Organisation des Nations Unies pour partager nos expériences et renforcer notre collaboration.

L'Australie lutte contre la pandémie avec une grande détermination. L'Australie, qui a une économie et un système de santé publique solides, était en position de force. En tant que fédération grande et ouverte, nous avons été confrontés au défi de la gestion de multiples frontières et de la coordination de plusieurs niveaux de gouvernement. Dans un véritable esprit australien, nous nous sommes serrés les coudes. Nous avons agi rapidement et de manière décisive, en nous appuyant sur des données scientifiques. Nos principes sont axés sur trois domaines : le contrôle des frontières et la quarantaine, le dépistage et le traçage des contacts, ainsi que des restrictions sociales adaptées, le renforcement de l'intégration de la protection de la santé, des soins primaires, des soins aux personnes âgées, de la santé mentale, des hôpitaux et de la recherche – des changements systémiques. L'Australie a également mis en place un cabinet national dirigé par le Premier Ministre, dont les dirigeants des États et des territoires sont membres.

En conséquence, l'Australie a été en mesure de prévenir une propagation plus large du virus et de contenir substantiellement la pandémie. Il s'agit de la plus grande entreprise et réalisation de l'Australie en matière de santé publique à ce jour. En ces temps difficiles, l'Australie s'est tenue aux côtés de ses voisins. Nous avons fait face à la crise de COVID-19 dans un esprit de partenariat. Grâce à la stratégie australienne de développement dans le contexte de la COVID-19, Partnerships for Recovery, nous avons transformé notre programme de développement pour faire face à la crise de COVID-19.

Pour aider notre famille dans le Pacifique, l'Australie a distribué des EPI, a fourni des services médicaux essentiels, a renforcé les services essentiels et a soutenu le corridor humanitaire du Pacifique pour maintenir l'acheminement des fournitures essentielles. Pour aider nos partenaires d'Asie du Sud-Est, l'Australie a soutenu la planification de la relance économique, l'enseignement à distance pour les enfants et l'élaboration d'une stratégie pour la reprise économique.

Le monde entier compte sur un vaccin en tant que socle de notre relèvement collectif. Notre région n'est pas différente. L'Australie a joué un rôle important s'agissant de faciliter l'accès de notre région à des vaccins sûrs et efficaces. Nous assumons la vice-présidence de GAVI et nous avons contribué à hauteur de 80 millions de dollars au système de garantie de marché du COVAX. De plus, et c'est important,

nous allons verser 500 millions de dollars supplémentaires à la région du Pacifique, Timor-Leste et d'Asie du Sud-Est pour garantir l'accès à des vaccins sûrs et efficaces, ainsi que leur acheminement.

Nous travaillons également en étroite collaboration avec nos partenaires internationaux pour lutter contre la désinformation. Des informations claires et crédibles sont essentielles aux efforts fournis dans le cadre de la riposte.

Sur le plan mondial, l'Australie est consciente que notre capacité à nous relever et à prospérer est profondément liée au succès des autres. L'Australie est un pays qui pratique l'ouverture commerciale, avec des citoyens qui aiment voyager et communiquer. Notre engagement en faveur de l'ouverture des marchés est plus fort que jamais, malgré les défis liés à la COVID-19. Nous avons continué à travailler avec nos partenaires pour établir les principes de base, notamment en signant le Partenariat économique global régional, une initiative d'importance historique. L'engagement de l'Australie en faveur d'un ordre international fondé sur des règles est clair et cohérent.

Que ce soit dans le cadre de l'ONU, du Groupe des Vingt, du Sommet de l'Asie orientale, de l'APEC ou du Forum des îles du Pacifique, les pays se sont unis pour faire face à la crise. Je reconnais l'importance du Groupe indépendant sur la préparation et la riposte à la pandémie. Je salue également les fortes mesures opérationnelles de riposte prises par l'Organisation mondiale de la Santé dans la région indo-pacifique. Nous avons maintenant une occasion très favorable d'apprendre, de renforcer notre capacité collective à faire face aux futures crises sanitaires et d'identifier la source zoonotique du virus. Les conclusions du Groupe indépendant seront essentielles à cet égard.

Le renforcement collectif de nos institutions mondiales et de nos défenses nationales contribuera à prévenir les futures crises sanitaires qui sapent la cohésion sociale et nuisent à nos économies. L'année 2020 a été difficile à tous points de vue. En travaillant ensemble, nous pouvons nous engager sur la voie du relèvement et y rester.

Singapour (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 88)

Déclaration de M. Vivian Balakrishnan, Ministre des affaires étrangères de la République de Singapour

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Secrétaire général,

Excellences,

La COVID-19 a coûté la vie à plus d'un million de personnes dans le monde et de nombreuses autres sont encore en danger. Cette pandémie a suscité de profonds doutes quant au niveau de soutien apporté au système multilatéral fondé sur des règles, précisément au moment où nous en avons le plus besoin. Alors que chaque pays s'efforce de gérer les défis posés par la COVID-19, cette session extraordinaire est particulièrement pertinente et arrive à point nommé.

Malgré les récentes nouvelles positives concernant plusieurs candidats vaccins contre la COVID-19, il faudra des années pour remédier aux ravages sociaux et économiques. Aucun pays ne peut à lui seul relever tous les défis complexes liés à la COVID-19, notamment la mise au point et la distribution du vaccin. C'est précisément la raison pour laquelle Singapour a fait campagne pour le multilatéralisme en matière de vaccins.

Nous avons été l'un des premiers à appuyer le Mécanisme mondial COVAX. Avec la Suisse, Singapour copréside le groupe informel des Amis du Mécanisme COVAX, qui appuie l'objectif de ce mécanisme, à savoir un accès mondial équitable à un ensemble de vaccins sûrs et efficaces contre la COVID-19. J'ai par ailleurs le plaisir d'annoncer que Singapour contribuera à hauteur de 5 millions de dollars au système de garantie de marché du COVAX afin de soutenir, en particulier, la participation des pays à revenu faible ou intermédiaire au Mécanisme COVAX.

Singapour a également l'honneur de représenter les membres du Forum des petits États au sein du Conseil de facilitation du Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19. Nous veillerons à ce que les perspectives des petits États soient prises en compte dans les débats du Conseil de facilitation visant à accélérer la mise au point et la production d'outils diagnostiques, de traitements et de vaccins contre la COVID-19, et à assurer un accès équitable à ceux-ci. Il ne fait aucun doute que les petits États, et notamment les petits États insulaires en développement, auront besoin d'aide en vue de leur accès équitable aux vaccins.

Nous devons continuer de soutenir un portefeuille diversifié de vaccins candidats. Les premiers vaccins candidats, aussi efficaces soient-ils, ne suffiront pas. Même si l'accès peut être garanti, beaucoup se heurteront à des difficultés liées aux exigences logistiques de la distribution des vaccins. Par conséquent, il importe de renforcer les capacités et de fournir une assistance technique à tous les petits pays et les pays vulnérables en ce qui concerne des questions telles que la gestion de la chaîne du froid.

C'est dans cet esprit que Singapour a travaillé avec un groupe de pays pour publier une déclaration commune sur l'ouverture des marchés, la circulation des biens essentiels et la connectivité des chaînes d'approvisionnement à l'ONU en mai, qui a

été coparrainée par 175 pays. Le message principal est simple : il s'agit de rappeler qu'il importe de faire en sorte que les chaînes d'approvisionnement continuent d'être ouvertes et fluides afin que tous les pays puissent avoir accès aux biens essentiels dont leurs populations ont besoin. De plus, nous devons contribuer à la préservation des chaînes d'approvisionnement mondiales afin de réduire les perturbations généralisées de l'économie mondiale. Nous devons également travailler ensemble pour élaborer des protocoles de voyage sûrs afin d'ouvrir la voie à une nouvelle normalité et nous devons continuer d'utiliser tous les outils disponibles pour arrêter la propagation de la COVID-19. Que ce soit au moyen de tests de dépistage, de techniques de traçage, de traitements, de règles relatives aux masques, à l'hygiène ou à la distanciation physique, nous devons chacun jouer notre rôle pour briser les cercles et les chaînes de transmission et travailler ensemble, dans la solidarité.

Excellences et chers collègues,

La COVID-19 s'est transformée en une crise de plus large portée qui a mis à mal l'économie mondiale et le tissu de toutes nos sociétés. Elle a fait reculer la réalisation des objectifs de développement durable et pourrait potentiellement faire dérailler le Programme 2030. Nous devons travailler ensemble, partager les enseignements tirés de l'expérience et mobiliser les financements internationaux pour reconstruire en mieux. Cette crise illustre la nécessité et la possibilité de renforcer nos institutions mondiales, y compris l'OMS. Nous devons tirer les enseignements appropriés de cette pandémie pour nous préparer à la prochaine, car il y en aura une autre. Nous avons besoin d'institutions multilatérales fortes pour faire face aux problèmes du monde. C'est pourquoi Singapour se félicite de cette session extraordinaire qui, nous l'espérons, encouragera la communauté internationale à agir de manière concertée pour venir à bout de la pandémie et bâtir un monde meilleur et plus durable.

Merci beaucoup à tous.

Myanmar (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 89)

Déclaration de M. Myint Htwe, Ministre de la santé et des sports de la République de l'Union du Myanmar

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Le Myanmar s'attaque à la pandémie de COVID-19 en adoptant une approche qui s'étend à l'ensemble du Gouvernement et de la société. Nous constatons des effets positifs et négatifs. Nous nous employons à renforcer les effets positifs tout en essayant de réduire les effets négatifs.

Je vais uniquement aborder l'aspect sanitaire de ce problème.

La situation actuelle est un scénario unique en son genre et inattendu. Nous ne pouvons donc pas continuer d'agir comme à l'accoutumée. Nous devons utiliser des approches innovantes et sortir des sentiers battus. Toutes les décisions sont sensibles au facteur temps et c'est un point important. Par conséquent, nous devons agir très rapidement pour empêcher la propagation de la maladie.

Nous disposons d'un comité central national chargé de la prévention, du contrôle et du traitement de la maladie à coronavirus (COVID-19), dirigé par S. E. la Conseillère d'État et composé de ses ministres. Nous avons créé ce comité au tout début de l'épidémie. Nous avons un autre comité de haut niveau qui s'occupe du confinement lié à la COVID-19 et de l'intervention d'urgence, dirigé par le Vice-Président. Ces deux comités sont essentiels pour gérer la pandémie en temps réel. De plus, nous avons mis en place un centre de commandement contre la COVID-19 pour coordonner les hôpitaux et les sites de santé publique centraux, étatiques et régionaux. Nous avons également mis au point un système d'information relatif à la COVID-19, car il est très important que les différents acteurs agissent de manière synchronisée. C'est un peu comme le système nerveux central d'un être humain.

Par ailleurs, nous organisons régulièrement des réunions sur Zoom ainsi que des programmes de formation en ligne sur la COVID-19. Nous avons publié des procédures opératoires normalisées et des directives sur divers sujets qui ont été distribuées par voie électronique afin d'atteindre tous les niveaux du système de soins de santé. Nous avons également mis en place une unité de recherche d'informations afin de recueillir les derniers faits nouveaux sur le plan clinique et en matière de santé publique et de vaccination auprès de l'Organisation mondiale de la Santé, du « Centers for Disease Control and Prevention », des instituts de recherche et des agences de presse gouvernementales.

Dans mon pays, nous avons mis en œuvre certains dispositifs singuliers afin de réduire les effets négatifs de la COVID-19. S. E. la Conseillère d'État a tenu plusieurs visioconférences en temps réel avec des prestataires de soins de santé publique, des bénévoles, des patients ayant quitté l'hôpital, des membres du Parlement, des autorités locales, des directeurs d'État et régionaux, des ministres en chef et des ministres. Elle a également dirigé un concours de masques en tissu faits maison grâce aux médias

sociaux et à la télévision nationale afin de sensibiliser la population à l'importance du port du masque. La Conseillère d'État elle-même a fait une démonstration de la méthode correcte de lavage des mains, qui est régulièrement diffusée sur les chaînes de télévision nationale. Nous retransmettons également la situation quotidienne de la COVID-19 sur la télévision nationale, ainsi que sur les médias sociaux et les programmes de radio en langues ethniques, afin de sensibiliser les populations à la COVID-19 sous différents angles, ce qui est très important.

Nous avons également créé de nouveaux centres et installations de quarantaine communautaires, des centres sur l'anosmie et des centres médicaux contre la COVID-19. Un détail important à mentionner est que l'hébergement et la nourriture sont gratuits. La prise en charge et le traitement des patients atteints de COVID-19 sont gratuits. Tous les tests de laboratoire pour la COVID-19 sont gratuits. Les fonds nécessaires sont fournis par les entités des Nations Unies, le fonds mondial connu sous le nom de Gavi, l'Alliance du Vaccin, l'Access to Health Fund, le Japon, la Corée, la Chine, l'Inde, la Thaïlande et Singapour, entre autres, ainsi que par des entrepreneurs locaux et des sympathisants dans mon pays.

Il n'y a pas eu d'épidémie significative de la COVID-19 après les élections générales du 8 novembre. La Conseillère d'État elle-même a donné des conseils précis pour ce qui relève de la santé. Nous menons actuellement une campagne de distribution de masques à l'échelle du pays, en distribuant des masques, des écrans faciaux, des brochures et des haut-parleurs portatifs, afin d'accroître notre niveau de connaissances sur la COVID-19 et d'interrompre la chaîne de transmission.

Une caractéristique unique de la réponse du Myanmar est que tous les ministères sont impliqués à différents niveaux dans tout le pays. En d'autres termes, nous adoptons une approche globale. Toutefois, nous devons encore relever certains défis. Faire en sorte que les gens respectent les règles à suivre pour prévenir la COVID-19 est le plus grand défi auquel nous sommes confrontés. Nous devons également augmenter notre capacité à effectuer des tests.

Il nous faut mettre fin à la pandémie le plus rapidement possible pour éviter un ralentissement socio-économique et la stagnation du développement global du pays. Cependant, nous ferons tout notre possible pour réduire les effets négatifs et augmenter les effets positifs liés à la COVID-19.

Je vous remercie beaucoup.

Grèce (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 90)

Déclaration de M. Nikolaos-Georgios Dendias, Ministre des affaires étrangères de la République hellénique

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Mesdames et Messieurs,

Les circonstances nous obligent, malheureusement, à aborder aujourd'hui un sujet aussi grave que la pandémie de COVID-19 à l'aide de messages enregistrés. Il est quasiment paradoxal que les interactions que nous avons dans le cadre de la trente et unième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies se limitent à un échange plutôt impersonnel. Cela est précisément dû à la nécessité de nous protéger et, bien sûr, de protéger les autres de la pandémie. Cependant, même notre présence virtuelle envoie un message clair à la communauté internationale, ainsi qu'à nos pays d'origine – un message d'unité et de vérité.

La transmission transfrontalière des virus et leur propagation à l'intérieur des frontières nationales ont mis en évidence une situation qui a toujours existé. Le fait est que, très malheureusement, nous avons été lents à entendre le signal d'alarme des pandémies précédentes, en particulier ces deux dernières décennies. Les répercussions sanitaires, économiques et sociales de la COVID-19 et même son impact sur les aspects les plus simples de la vie quotidienne sont plus qu'évidentes, partout.

Dans le même temps, nous devons rappeler que les conflits armés en cours ne font que compliquer les efforts à déployer pour contenir le virus et les rendre moins efficaces. Dans cet esprit, nous nous associons une fois de plus à l'appel du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en faveur d'un cessez-le-feu mondial.

Malheureusement, le modèle du siècle dernier a été construit sur la base d'une action nationale, avec seulement un degré marginal de coopération internationale. Il est clair qu'un tel modèle ne correspond pas aux conditions actuelles sans précédent de notre monde interconnecté et indépendant. Il est indéniable que les États doivent saisir la nouvelle réalité et s'atteler à travailler ensemble et avec les entités compétentes, notamment l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Nous devons axer nos efforts sur l'évaluation des faits et, le cas échéant, sur la mise en œuvre de la réforme de l'OMS.

Il est tout aussi important de ne pas perdre de vue le tableau d'ensemble, qui est le mieux décrit par la logique de l'approche « Une seule santé ». Cette notion décrit la nécessité de comprendre collectivement que la santé humaine, la santé animale et la santé végétale forment la chaîne insécable des paramètres d'une même équation. Si nous voulons résoudre cette équation, nous devons tenir compte de tous ces éléments. L'OMS, ainsi que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation mondiale de la santé animale, sont des éléments importants de cette équation pour l'avenir. Nous devons les soutenir et les renforcer dans le cadre plus général du système des Nations Unies.

Garantir un accès équitable au vaccin en tant que bien public mondial et un accès sans entrave aux traitements contre la COVID-19 doit constituer l'élément majeur de la fondation de l'architecture sanitaire de demain. Sécuriser les fonds nécessaires pour permettre aux économies de redémarrer et aux sociétés de rester stables est un élément crucial de l'équation. La pandémie aura permis à notre système international de faire un grand pas en avant si, à son terme, nous réalisons et convenons tous qu'une action multilatérale efficace est la seule réponse aux défis collectifs du XXI^e siècle.

Je souhaite conclure en rendant hommage aux médecins et aux professionnels de la santé du monde entier pour leur contribution désintéressée à l'humanité.

République tchèque (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 91)

Déclaration de M. Jan Blatný, Ministre de la santé de la République tchèque

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

C'est un honneur pour moi de prendre la parole devant un organe aussi important que l'Assemblée générale des Nations Unies en ma qualité de Ministre de la santé de la République tchèque.

Cette année très difficile a été proclamée Année internationale des sages-femmes et du personnel infirmier. C'est pourquoi je voudrais tout d'abord exprimer ma gratitude personnelle et sincère au personnel infirmier et aux autres personnels de santé du monde entier pour leurs efforts inlassables et leur travail acharné, jour et nuit, alors qu'ils prodiguent des soins aux malades de la COVID-19 et à tous les autres patients partout dans le monde.

Après des années pendant lesquelles nous avons fixé notre attention sur les maladies non transmissibles, nous avons reçu un rappel que les maladies infectieuses et les épidémies représentaient toujours une menace sanitaire importante. La COVID-19 a surpris la communauté internationale. Pour éviter autant que possible de telles surprises à l'avenir, une coopération multilatérale forte, le respect des obligations internationales et le partage des expériences, des informations et des meilleures pratiques s'imposent.

Le renforcement de la résilience à tous les niveaux est un facteur essentiel de prévention des maladies. La protection et la promotion de la santé dans la vie quotidienne de chaque collectivité sont indispensables pour appuyer les systèmes de santé et lutter contre les maladies dans mon pays et dans le monde entier. Nous sommes tous dans le même bateau !

Je veux lancer un appel aux représentants politiques et aux organismes internationaux pour qu'ils ne tournent pas le dos aux principes de solidarité. La communauté internationale doit réaffirmer son engagement, inscrit dans les objectifs de développement durable, à ne laisser personne de côté. Chaque pays du monde doit recevoir le soutien dont il a besoin. Nous devons poursuivre le dialogue avec toutes les parties intéressées, et apprendre de tous ceux qui ont les compétences nécessaires. La devise « La santé de tous dépend de celle de chacun » ne doit pas être une phrase creuse.

Aujourd'hui, après presque un an de lutte contre la pandémie de COVID-19, nous en savons plus sur les mesures préventives qu'il faut appliquer ; nous avons énormément appris et la science a fait des avancées incroyables. Malgré tout, nous sommes toujours confrontés à la pandémie de COVID-19 !

Cela nous montre que nous devons redoubler d'efforts pour sensibiliser le public aux stratégies qu'il faut pour lutter contre la pandémie et pour combattre la désinformation massive. Seules des campagnes de sensibilisation et une communication

claire, associées à un engagement politique fort au plus haut niveau possible, peuvent aboutir à des résultats et permettre d'atténuer la pandémie de COVID-19. Tous les pays du monde sont confrontés à la COVID-19 et c'est un facteur d'unité qui nous donne une occasion rare de faire front commun face à ce défi.

De plus, nous ne devons pas oublier de tirer les leçons des erreurs commises. Cette pandémie nous a rappelé l'importance cruciale de disposer de médicaments essentiels pour les patients et d'équipements de protection adaptés pour le personnel médical. Pour cette raison, nous ne devrions plus accepter la moindre restriction au commerce des médicaments et d'autres produits vitaux. Cela sera effectivement de la plus haute importance lorsqu'un vaccin sûr et efficace sera disponible.

En plus de la lutte contre la COVID-19 elle-même, nous avons compris que la situation actuelle a véritablement mis à l'épreuve l'ensemble de nos sociétés et de nos services de santé. Je suis fermement convaincu que trouver le juste équilibre entre la riposte à la pandémie et la fourniture continue de services de santé est l'un des plus grands obstacles auxquels nous sommes confrontés.

L'humanité n'a jamais été aussi bien placée pour lutter contre la pandémie. Nous vivons dans une période de grandes possibilités et d'outils très utiles, qui favorisent plus que jamais la coopération internationale. L'environnement international nous donne accès à des outils d'une diversité sans précédent, à l'instar de l'Accélérateur ACT ou de la plateforme de partenariat de l'OMS, qui peuvent nous aider à atteindre notre objectif commun – vaincre la pandémie et nous préparer aux défis futurs. Nous ne pouvons pas laisser passer cette chance.

Je vous remercie pour votre attention.

Iran (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 92)

Allocution de M. Saeed Namaki, Ministre de la santé et de la formation médicale de la République islamique d'Iran

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Secrétaire général Guterres,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord remercier l'Organisation des Nations Unies pour la convocation de cette session extraordinaire de haut niveau consacrée à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui nous donne l'occasion de partager nos expériences et d'exprimer notre engagement ferme à endiguer cette maladie qui a durement frappé le monde au cours des 11 derniers mois.

Depuis le début de l'épidémie en Iran, conformément à notre approche qui fait appel à l'ensemble de l'administration et de la société, un comité national de gestion de la COVID-19 a été créé sous la houlette du Président Rouhani, avec le plein appui du Guide suprême, afin d'utiliser toutes les capacités au niveau national pour surveiller l'évolution de la maladie et adopter de strictes mesures en matière de santé publique pour enrayer sa propagation. Ainsi, notre solide réseau des SSP n'a pas seulement été au cœur de trois vagues de dépistages grâce aux dossiers médicaux électroniques, mais nous avons aussi réussi à maintenir en place les services de santé essentiels pour assurer les soins maternels et infantiles, la vaccination et la gestion des cas de tuberculose et de VIH et, en tant que pionnier de la gestion des MNT, à continuer de fournir les services de santé pour les patients souffrant de maladies chroniques et à atténuer les facteurs de risque.

Le Gouvernement, malgré toutes les restrictions dues aux sanctions illégales et unilatérales, a alloué des enveloppes financières spéciales aux populations pauvres et marginalisées ; a adopté des mesures de soutien économique, en particulier en faveur des petites entreprises ; et a mis en œuvre des programmes de dépistage et de traitement pour 3,5 millions d'immigrants africains en situation régulière et irrégulière. Nous avons pris des mesures supplémentaires en matière de santé environnementale à nos frontières avec les pays voisins, conformément au Règlement sanitaire international de 2005, qui nécessitent un soutien substantiel des États Membres pour maintenir des relations commerciales normales.

Mesdames et Messieurs,

La pandémie de COVID-19 a fait des ravages dans le monde entier, et nous en avons tiré de nombreux enseignements aux niveaux national, régional et mondial, qui ont montré l'absence de préparation de la communauté mondiale face à une pandémie. La préparation et les interventions d'urgence à l'échelle mondiale doivent figurer au premier rang des priorités des gouvernements et des organismes internationaux pendant des décennies. L'esprit de décision, la solidarité, la collaboration intersectorielle, des interventions fondées sur des données probantes et la coordination entre les pays sont les outils qu'il faut pour gérer la pandémie de COVID-19.

Nous devons en outre renforcer l'infrastructure informatique pour bénéficier de données plus fiables, de la télémédecine et du télé-enseignement en cette nouvelle ère. Je tiens à souligner l'importance vitale de la solidarité mondiale et de la coopération internationale, en apportant notre plein appui à l'OMS en tant que seule plateforme chargée des activités liées à la santé mondiale.

Pour vaincre cette pandémie, il est crucial que tous les pays aient un accès rapide, équitable et à moindre coût aux équipements médicaux et de diagnostic, aux médicaments et aux vaccins, sans discrimination, sans sanctions et sans établir des priorités injustifiées, comme l'a souligné à juste titre le Secrétaire général.

Mesdames et Messieurs,

Les mesures coercitives unilatérales imposées par le Gouvernement américain ont gravement nui aux opérations de lutte contre la pandémie dans mon pays. Ces mesures illégales unilatérales entravent l'accès facile des populations aux articles et aux services médicaux de base, ce qui met en péril la santé de nos citoyens iraniens. La fourniture de médicaments et de produits de santé a été visée par de sévères restrictions sur les ressources en devises étrangères, même pour des enjeux humanitaires comme celui-ci.

Cette pandémie nous rappelle à quel point nous avons besoin d'intégrité, de solidarité et de collaboration aux niveaux local, régional et mondial. Bien que nous soyons attachés aux résolutions de l'Assemblée générale et aux déclarations politiques relatives à la couverture sanitaire universelle et aux maladies non transmissibles, ainsi qu'aux maladies transmissibles telles que la tuberculose, il est nécessaire de revoir les cibles, les financements et les approches pour faire face à la pandémie, qui a durement touché les infrastructures sanitaires, le personnel soignant et nos économies. Je demande aux organisations financières internationales d'apporter un soutien financier important aux États Membres, quels que soient les obstacles politiques.

Je vous remercie de votre attention.

Maldives (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 93)

Déclaration de M. Abdulla Shahid, Ministre des affaires étrangères de la République des Maldives

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Excellences,

Mesdames les représentantes, Messieurs les représentants,

Je remercie le Président du Mouvement des pays non alignés d'avoir pris l'initiative de convoquer cette réunion très importante. Je remercie également le Secrétaire général pour sa direction de l'Organisation des Nations Unies au cours de cette pandémie d'une ampleur inédite.

Le multilatéralisme a été le socle de l'ordre international d'après-guerre. Depuis 75 ans, l'ONU contribue pour beaucoup à relever les défis auxquels l'humanité est confrontée, de l'acheminement de l'aide humanitaire à la lutte contre les pandémies mondiales ; de l'atténuation de la pauvreté à la médiation des conflits et à la promotion du développement durable.

Aujourd'hui, 75 ans plus tard, l'Organisation est une fois de plus mise à l'épreuve par l'événement cygne noir de notre époque, à savoir la pandémie de COVID-19. Cette pandémie n'a épargné aucun pays, elle a infecté plus de 55 millions de personnes et a fait plus d'un million de victimes. Aucun d'entre nous n'anticipait la gravité de ce virus, ni n'était préparé à une crise de cette ampleur. La pandémie a déferlé sur un monde à la dérive, ce qui a entraîné des conséquences sanitaires catastrophiques, des perturbations dans le système éducatif et le blocage des économies, plongeant des millions de familles dans la pauvreté. Les pertes ont été irréparables.

Monsieur le Président,

Lorsque la COVID-19 a frappé les Maldives en mars 2020, notre priorité absolue a été de répondre à la crise sanitaire immédiate. Nous avons agi rapidement en imposant des mesures restrictives et de distanciation physique pour contenir la propagation du virus. Nous avons déclaré un état d'urgence sanitaire sur tout le territoire, fermé toutes les administrations publiques, les écoles et les universités, et nous avons fini par imposer un confinement total. Nous avons également pris la décision difficile de suspendre tous les visas à l'arrivée, ce qui a mis à l'arrêt le cœur de notre économie, le secteur du tourisme.

La vie telle que nous la connaissions s'est arrêtée. Jamais auparavant nous n'avions vu notre capitale Malé, d'ordinaire très animée, devenir si étrangement calme et vide, ni notre aéroport désert, sans un seul touriste qui goûte au réel sens de l'hospitalité maldivien. En tant que petit État insulaire en développement fortement dépendant des importations, la fermeture de nos frontières a gravement perturbé nos chaînes d'approvisionnement. Nous avons donc commencé à surveiller de près

nos réserves alimentaires stables et nous avons stocké des produits alimentaires essentiels. Déserts, nos complexes balnéaires de luxe ont été réaménagés en centres de quarantaine et, dans tout le pays, plusieurs cliniques de lutte contre la grippe ont été mises en place. Malgré tous nos efforts, nous n'avions aucun pouvoir pour empêcher la propagation locale.

Monsieur le Président,

La COVID-19 a mis en évidence ce qui était déjà parfaitement limpide. Nous sommes tous touchés, mais nous ne sommes pas tous touchés de façon égale. Dans des pays comme les Maldives, où le tourisme représente directement et indirectement près de 75 % de notre PIB, les pertes sont incalculables. Notre vulnérabilité aux chocs extérieurs a été mise au jour et notre économie devrait se contracter de presque 30 %, rien que cette année. Ajouté au fardeau de la dette, ceci a rendu notre situation encore plus précaire.

Nous nous félicitons de l'annonce par le Groupe des Vingt d'un cadre commun pour le traitement de la dette au-delà de la suspension de la dette. Ces initiatives nous aideront grandement à nous engager sur la voie de la résilience et du relèvement. De la même manière, nous devons garantir un accès équitable au vaccin contre la COVID-19 lorsqu'il sera prêt. Il s'agit d'un problème mondial qui appelle à une solution mondiale. Nous ne serons pas en sécurité tant que chaque pays n'aura pas éradiqué cette pandémie. Toutefois, l'allègement de la dette et les vaccins ne nous mèneront pas loin, car des pays comme les Maldives ont besoin de changements structurels, d'arrangements novateurs et d'un meilleur accès aux financements durables et à taux réduit.

Cela, Monsieur le Président, doit reposer sur un indice de vulnérabilité multidimensionnel. Pour garantir la préservation de nos acquis en matière de développement ces dernières décennies, le Président Ibrahim Mohamed Solih a créé un groupe de travail national sur la résilience et le relèvement. Les travaux du groupe de travail sont ancrés dans notre ferme engagement à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à faire en sorte que personne ne soit laissé de côté. Malgré tous nos efforts, nous ne pourrions pas y arriver seuls.

Monsieur le Président,

En ces circonstances inédites, nous devons nous renforcer mutuellement et nous montrer déterminés à surmonter ensemble cette crise. Nous remercions vivement tous nos partenaires et amis de la communauté internationale qui nous ont aidés jusqu'à présent. Ce sont ces exemples de coopération et de solidarité internationales qui nous guideront vers la sécurité et nous permettront de reconstruire en mieux et de devenir plus résilients. En effet, le multilatéralisme n'a jamais été aussi nécessaire. Je profite de cette occasion pour réitérer l'appel des Maldives à une plus grande coopération dans l'esprit du multilatéralisme.

Tout comme la pandémie de COVID-19 a fait fi de toutes les frontières et a fait des ravages sans tenir compte de la responsabilité ou de la résilience des nations, il en va de même pour les changements climatiques. Si notre engagement à vaincre la pandémie est inébranlable, la lutte, en parallèle, contre les effets néfastes des changements climatiques sera comme une montagne trop raide pour être gravie. Les changements climatiques menacent notre existence même. Veillons à ce que reconstruire en mieux n'implique pas seulement de rétablir nos économies, mais aussi de soigner notre planète. Veillons à reconstruire plus neuf, plus vert et plus propre.

Monsieur le Président,

Les virus ne respectent pas les frontières. La seule issue à cette crise est l'action collective. Nous devons tenir compte des leçons que cette pandémie nous a enseignées et réparer notre toit avant la prochaine tempête. Nous devons briser le cycle qui consiste à paniquer puis à oublier. Pour nous tous, les principes et les valeurs consacrés par la Charte des Nations Unies sont encore plus importants pour vaincre la pandémie de COVID-19. Je suis convaincu que nous nous relèverons de cette tempête plus forts et plus résilients afin de répondre avec plus d'efficacité aux défis que l'avenir pourrait nous réserver.

Je vous remercie.

Turkménistan (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 94)

Allocution de M. Nurmuhammet Amanepesov, Ministre de la santé et de l'industrie médicale du Turkménistan

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : russe]

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les participants,

Qu'il me soit permis de partager avec vous quelques informations sur les mesures prises au Turkménistan pour lutter contre la COVID-19. Protéger la santé de la population et assurer la sécurité de nos citoyens au quotidien est la priorité absolue de notre politique intérieure. Sous la direction de S.E. le Président du Turkménistan, Gurbanguly Berdimuhamedov, le programme de santé national est mis en œuvre.

Depuis les rapports initiaux sur la COVID-19, le Gouvernement turkmène a assumé sa responsabilité en adoptant une approche sérieuse afin de lutter contre l'infection au nouveau coronavirus, qui représente une grave menace pour la santé humaine et préoccupe l'ensemble de la communauté mondiale, à en croire les mesures équilibrées et cohérentes prises pour y faire face.

Compte tenu de l'urgence causée par la pandémie en cours dans le pays, des mesures préventives globales ont été prises pour éviter les infections à la COVID-19 et sa propagation. Les effectifs et les équipements ont été renforcés dans le secteur de la santé. Des mesures préventives ont été prises, notamment le renforcement de la surveillance épidémiologique, la lutte contre les infections, la restriction des déplacements internationaux par voie aérienne, ferroviaire et routière, la surveillance des laboratoires, le renforcement des contrôles aux points d'entrée, la gestion et la coordination au niveau national, la hausse des achats et le renforcement de la logistique et des installations médicales équipées en médicaments, matériel et fournitures nécessaires.

Pendant la pandémie, le Gouvernement a augmenté de 20 % les salaires du personnel soignant travaillant dans les zones touchées par la pandémie. En collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), des mesures ont été élaborées pour renforcer la coopération internationale afin de mettre au point des mesures coordonnées pour contrer efficacement la menace de la pandémie. Une coopération étroite avec les bureaux régionaux de l'OMS et les pays voisins permet sans aucun doute d'assurer un échange régulier d'informations sur la situation actuelle et la mise en œuvre sans délai de toutes les mesures globales de lutte contre la COVID-19.

Le Turkménistan a toujours défendu des actions conjointes entre les pays pour relever les défis et lutter contre les menaces de notre époque, y compris ceux liés à la COVID-19. Fort de nos expériences en matière d'efforts conjoints avec les pays de la région et d'autres États voisins pour lutter contre la propagation des maladies infectieuses, le Président turkmène a présenté plusieurs initiatives pour endiguer cette menace.

Au Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Mouvement des pays non alignés, il a proposé un mécanisme pour une diplomatie scientifique afin de combattre la pandémie et ses effets, et appelé à une collaboration étroite entre les experts de ce domaine afin de partager les expériences, les connaissances et les informations sur les méthodes de traitement et de prévention, l'utilisation des médicaments, le matériel, les équipements de protection individuelle, la mise au point de vaccins et la création d'un conseil international des chercheurs en médecine.

L'Organisation des Nations Unies et l'OMS jouent un rôle clef de coordination dans ce processus, ce qui a été confirmé durant la discussion en ligne entre le Président Gurbanguly Berdimuhamedov, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, le Directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, et le Directeur régional de l'OMS pour l'Europe, le docteur Hans Henri P. Kluge, afin de parler de la pandémie de COVID-19 dans la région et des mesures prises par le Turkménistan pour l'enrayer.

Je vous remercie pour votre attention.

Saint-Marin (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 95)

Déclaration de M. Luca Beccari, Ministre des affaires étrangères, de la coopération économique internationale et des télécommunications de la République de Saint-Marin

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,

Tout d'abord, je tiens à souligner ma reconnaissance pour la convocation de cette session extraordinaire de l'Assemblée générale, qui nous permet d'exprimer nos points de vue en cette période difficile. Avec plus de 61 millions de cas de COVID-19 et plus de 1,4 million de décès, nous vivons une crise pandémique sans précédent.

La République de Saint-Marin connaît une des crises les plus graves de sa longue histoire, qui se caractérise par un nombre très élevé d'infections et de décès. Le Gouvernement de la République de Saint-Marin est intervenu rapidement face à l'urgence, accordant à chaque citoyen le droit à la santé et garantissant un traitement approprié à tous. Notre lutte contre ce nouvel ennemi invisible se fonde sur des données factuelles et une série de décrets d'application, ainsi que sur les efforts inlassables de nos médecins et du personnel médical, avec la coopération de nos citoyens.

Comme d'autres pays, Saint-Marin, au-delà de la tragédie sanitaire et humaine, subit des conséquences socioéconomiques négatives, en raison des dépenses de santé, de sécurité sociale, des mesures financières et du ralentissement de notre système économique. Face à ce défi imprévisible, nous nous félicitons que notre République ait trouvé un fort sentiment de solidarité au sein de la communauté internationale. À cet égard, le Gouvernement de la République de Saint-Marin tient à exprimer sa plus profonde reconnaissance aux pays qui ont fait preuve d'amitié et de générosité en cette période très difficile.

Monsieur le Président,

La COVID-19 ne connaît pas de frontières et partout a semé souffrance et crise économique. Elle a provoqué l'effondrement des systèmes hospitaliers, entraîné des perturbations dans les services, des fermetures d'entreprises, une hausse du chômage et la déscolarisation de centaines de millions d'élèves. Cette pandémie a accentué la faiblesse de nos sociétés et exposé les groupes les plus vulnérables aux conséquences les plus dures, aggravant ainsi les inégalités au sein de la société et des pays. En outre, on prévoit qu'elle va faire replonger des dizaines de millions de personnes dans l'extrême pauvreté et la faim, érodant les acquis obtenus jusqu'à présent en matière de croissance et de développement.

Aucun pays ne peut régler tout cela par lui-même. Il faut faire confiance à notre système multilatéral et le soutenir par un engagement mondial renouvelé en faveur de la solidarité, de l'unité et de la coopération. Nous saluons l'initiative du Secrétaire général en vue de coordonner la riposte mondiale à la pandémie et à ses effets. L'appel du

Secrétaire général à un cessez-le-feu mondial immédiat, auquel Saint-Marin s'est rallié promptement, est fondamental. Le temps est venu en effet d'arrêter immédiatement les conflits armés et de redoubler d'efforts et d'énergie pour lutter contre ce défi commun.

Je voudrais par ailleurs féliciter le Secrétaire général d'avoir lancé le Fonds des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement à l'intention des pays à revenu faible et intermédiaire. Nous savons gré également des notes de synthèse de l'ONU qui nous ont guidés dans la formulation de nouvelles mesures pour atténuer les conséquences de la COVID-19. Nous sommes conscients qu'il importe d'adopter une politique en faveur des groupes les plus vulnérables de notre société, tels que les femmes, les enfants, les personnes handicapées et les personnes âgées. Il est essentiel d'adopter une politique non discriminatoire et axée sur l'humain, selon une approche tenant compte des questions de genre et dans le plein respect des droits de la personne.

Je voudrais également souligner l'intérêt de diffuser des informations accessibles, en temps utile et factuelles, tout en luttant fermement contre la désinformation qui met la vie des personnes en danger. Ce n'est qu'en travaillant ensemble pour renforcer le système multilatéral que nous pourrions gérer cette pandémie. L'ONU et ses organismes peuvent jouer un rôle moteur en facilitant une réponse coordonnée et cohérente face aux ravages sanitaires et socioéconomiques de cette crise. Saint-Marin appuie les travaux de l'Organisation mondiale de la Santé et lui exprime sa reconnaissance pour son rôle dans la coordination de la réponse sanitaire à l'épidémie, le plan stratégique de préparation et de riposte et le Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT).

Pour la première fois, le monde s'unit autour d'un plan visant à accélérer l'élaboration de diagnostics et de thérapies à bas coût. Nous devons donc continuer à travailler ensemble, avec la participation de toutes les parties prenantes, en vue d'une réponse qui garantira l'accès universel aux traitements et aux vaccins. Cette pandémie doit être l'occasion de renforcer le système de santé mondial et de s'engager à parvenir à la couverture sanitaire universelle.

Monsieur le Président,

La crise souligne une nouvelle fois à quel point le monde est interdépendant. Il n'y a de sécurité que si tout le monde est en sécurité. Nous ne parviendrons pas à atténuer ou à neutraliser les ravages de cette crise si nous ne nous unissons pas pour contenir et contrer la pandémie par une réponse globale qui puisse nous guider pour reconstruire en mieux, ce afin de venir à bout de la crise actuelle et même d'en éviter de futures.

Notre réussite passe par la mise en œuvre de notre feuille de route. L'Accord de Paris et le Programme 2030 devront éclairer la voie vers notre objectif, en nous permettant de veiller à ce que le développement social et le bien-être soient pleinement intégrés aux objectifs environnementaux. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions reconstruire en mieux, sans laisser personne de côté, en préservant notre planète et en assurant un avenir plus résilient et plus durable à tous.

LIBERTAS

Oman (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 96)

Déclaration de M. Ahmed Mohammed Obaid Al Saidi, Ministre de la santé du Sultanat d'Oman

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : arabe]

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Je vous transmets les salutations du Sultanat d'Oman.

Depuis le début de cette année, le monde est confronté à des circonstances inédites dues à la pandémie de COVID-19. À l'échelle mondiale, le nombre de cas confirmés a maintenant dépassé les 63 millions et plus de 1,5 million de personnes sont décédées. Notre gouvernement a pris toutes les mesures qui s'imposaient pour atténuer les répercussions de la pandémie et freiner la propagation du virus. Nous avons renforcé les mesures de prévention et garanti l'accès aux tests et aux traitements à titre gratuit. Nous avons également apporté une aide au secteur de la santé, ce qui a permis de faire baisser le taux de mortalité par rapport à d'autres pays.

Aujourd'hui, étant donné que la pandémie continue à se propager et que la crise économique qui l'accompagne se poursuit, les mesures non sanitaires, telles que le confinement et la fermeture des frontières ainsi que la cessation de tout un ensemble d'activités, représentent des défis majeurs pour les gouvernements. C'est pourquoi les solutions futures doivent faire la part belle aux mesures de prévention au sein des populations et dans les institutions, afin que nous puissions vivre avec la pandémie jusqu'à ce qu'un vaccin soit mis au point. Afin de nous assurer que mon pays, le Sultanat d'Oman, dispose de doses de vaccin en quantité suffisante pour sa population, et d'en garantir la livraison rapide, nous nous sommes engagés dans plusieurs processus de négociations et de consultations. Par exemple, nous avons eu des pourparlers entretenus avec Gavi, l'Alliance du Vaccin et avec différents fabricants. Nous saluons le rôle de l'OMS et ses efforts, par l'intermédiaire du Mécanisme COVAX, pour distribuer des vaccins à tous les pays, en particulier aux pays à faible revenu. Cela va de pair avec nos politiques nationales.

Mesdames et Messieurs,

La réponse de mon pays, le Sultanat d'Oman, à la COVID-19 repose sur les éléments suivants. Tout d'abord, nous avons créé un comité réunissant toutes les entités et tous les secteurs concernés. Sa Majesté, le Sultan d'Oman, a présidé certaines de ces réunions et a rappelé l'importance de respecter les mesures de prévention et les précautions. Il a réaffirmé l'importance de vivre avec la pandémie, tout en prenant les mesures nécessaires pour contrôler sa propagation.

Deuxièmement, nous avons accru le nombre de structures d'accueil et amélioré la capacité d'adaptation du système de santé pour lui permettre de prendre en charge les cas de COVID-19. Troisièmement, nous avons travaillé avec la population et encouragé le rôle des médias à tous les niveaux. Enfin, quatrièmement, nous nous sommes appuyés sur l'intelligence artificielle et les progrès numériques pour assurer certains services publics par voie électronique.

Mesdames et Messieurs,

La prochaine étape consistera à axer nos efforts sur la réduction du fardeau direct ou indirect de la pandémie et du taux de mortalité. À cette fin, nous continuerons à assurer des services de prévention et de traitement, tout en donnant la priorité à la protection de la santé du personnel soignant. Le vaccin sera distribué en priorité aux personnes les plus vulnérables.

En conclusion, nous insistons une nouvelle fois sur l'importance de la coopération et de la solidarité internationales pour faire face aux épidémies et aux défis internationaux afin de garantir la stabilité, la sécurité et le développement pour tous.

Je vous remercie.

Côte d'Ivoire (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 97)

Déclaration de M. Eugène Aka Aouélé, Ministre de la santé et de l'hygiène publique de la République de Côte d'Ivoire

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

Excellence Monsieur le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies,
Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs,

À l'occasion de cette session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la pandémie de COVID-19, la Côte d'Ivoire informe les distingués membres et participants que le premier cas de COVID-19 a été notifié sur son territoire le 11 mars 2020.

Notre pays a pris très au sérieux cette menace.

Sous le leadership du Président de la République de Côte d'Ivoire, S. E. M. Alassane Ouattara, le Gouvernement ivoirien a élaboré et mis en oeuvre rapidement un plan de riposte qui a permis de contenir la maladie.

En effet, grâce à ce plan de riposte basé sur la stratégie tester, isoler et traiter, le pays a pu répondre efficacement à l'augmentation des cas positifs dès les mois de juin et juillet, et obtenir depuis début septembre 2020, un taux de cas positifs inférieur à 5 %. Ce plan de riposte a été financé par l'État de Côte d'Ivoire à travers des ressources domestiques importantes, avec l'appui des partenaires. Il a été soutenu par l'isolement du grand Abidjan, la fermeture des frontières terrestres et aériennes et l'application des mesures barrières.

La COVID-19, depuis septembre 2020, demeure sous contrôle dans notre pays. Cela est dû, d'une part, aux fermetures des frontières terrestres et au contrôle strict des tests au départ et à l'arrivée des aéroports d'Abidjan, et d'autre part à la grande mobilisation de toutes les ressources humaines ainsi qu'à la qualité et à la gratuité de la prise en charge.

À la date du 26 novembre 2020, la Côte d'Ivoire dénombre 21 199 cas confirmés de COVID-19 et 131 décès, soit 0,6 % des cas confirmés. La moyenne d'âge des cas positifs est de 45 ans, et les plus de 65 ans représentent 21 %. Le nombre total de guéris est de 20 852, soit 98,4 % de taux de guérison. Le nombre de cas actuellement en traitement est de 216.

La majorité des cas, soit 97 % se trouve dans les régions sanitaires d'Abidjan, qui demeure donc l'épicentre de la COVID-19.

L'un des piliers de ce plan de riposte, reste le suivi des contacts. Aujourd'hui, il ne reste qu'une centaine de personnes actuellement suivies à domicile, avec la fermeture en septembre 2020 du site pour le suivi des contacts.

Au niveau des prélèvements et analyse, une centaine d'équipes d'intervention rapide (EIR) a été mise en place, partout en Côte d'Ivoire, dont la moitié à Abidjan. Ces EIR ont été dotées de véhicules et de téléphones avec géolocalisation des appels téléphoniques pour accéder facilement aux domiciles des personnes suspectes de

COVID-19. Un centre d'appel pouvant enregistrer et traiter 10 000 appels gratuits par jour a été mis à la disposition de la population.

Aussi, 13 centres d'accueil et de dépistage de la COVID-19 ont été ouverts dans le grand Abidjan, pour faciliter l'accès et rapprocher les services des populations.

Les prélèvements pour les tests PCR sont faits aussi bien par les équipes d'intervention rapide que par les centres de dépistage COVID-19.

Le rendu des résultats s'est considérablement amélioré, avec les différentes applications mises à la disposition des usagers. Il est aujourd'hui de 48 heures.

Le nombre de cas de dépistage est en nette diminution durant tout le mois de novembre.

Un réseau de laboratoires d'analyse a été mis en place sous la supervision technique de l'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire, permettant de réaliser des tests PCR sur l'ensemble du pays. Au total, depuis le début de la pandémie, 214 926 échantillons ont été analysés.

Pour faire face à une reprise épidémique, la Côte d'Ivoire observe strictement les indicateurs d'alerte. Il faut noter que ces indicateurs n'ont pas atteint le seuil d'alerte, preuve que la maladie est actuellement sous contrôle.

Concernant la prise en charge des cas, au total, depuis le 11 mars jusqu'au 24 novembre 2020, 526 patients atteints de COVID-19 ont été admis en hospitalisation, dont 85 en réanimation dans les services de soins.

Notons que la Côte d'Ivoire a mis en place des procédures opérationnelles normalisées nationales pour le dépistage de l'infection à SARS-CoV-2 chez les voyageurs entrant ou sortant du pays. Une attestation de test PCR négatif est délivrée à tout voyageur, au départ de l'aéroport FHB d'Abidjan ; plus de 80 % des personnes qui sont testées depuis septembre dans les 13 centres d'accueil et de dépistage sont des voyageurs.

Face à la persistance de la pandémie, la Côte d'Ivoire envisage d'organiser un atelier bilan de la riposte sanitaire à la maladie à COVID 19 au cours de ce mois de décembre dans une perspective d'intégration dans le système de santé de routine.

Par ailleurs, le Gouvernement ivoirien entend renforcer les campagnes de sensibilisation communautaires pour limiter la propagation du virus.

Des directives sont en cours d'élaboration pour l'utilisation des tests antigéniques ainsi que la mise en oeuvre dès 2021, d'un plan national de vaccination contre le SARS-CoV-2, au regard des avancées scientifiques actuelles.

Excellence Monsieur le Président,

Honorables participants,

Telle est l'économie de notre intervention sur la lutte contre la COVID-19 en Côte d'Ivoire.

Je vous remercie.

Brésil (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 98)

Déclaration de M. Ernesto Henrique Fraga Araújo, Ministre des relations extérieures de la République fédérative du Brésil

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur Volkan Bozkir, Président de l'Assemblée générale,

Monsieur l'Ambassadeur Yashar Aliyev, Représentant permanent de l'Azerbaïdjan,

Chers collègues,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

Comme nous le savons, la COVID-19 a eu de fortes répercussions sur les sociétés et les économies du monde entier. Il s'agit de la crise la plus éprouvante de l'histoire récente et nous devrions y faire face sans renoncer aux principes fondamentaux de l'Organisation, sur la base des efforts des différentes nations agissant de manière concertée.

La COVID-19 ne doit pas servir de prétexte à la promotion d'objectifs qui s'inspirent pour la transposer de la structure constitutionnelle du système des Nations Unies. Malgré sa portée mondiale, la pandémie touche de façon inégale les différentes nations et les peuples. L'Organisation des Nations Unies devrait servir de plateforme aux États Membres pour qu'ils partagent leurs expériences et leurs pratiques pendant et après cette crise.

Le Brésil réaffirme que c'est aux gouvernements que revient la responsabilité première d'adopter et d'appliquer des mesures de lutte contre la pandémie de COVID-19 qui soient adaptées à leur contexte national. Il n'existe pas de modèle unique. Tout en reconnaissant le rôle joué par l'OMS pendant cette pandémie, conformément à son mandat, nous avons également relevé d'importantes lacunes dans cette organisation qu'il convient de corriger au plus tôt. La COVID-19 doit l'occasion d'améliorer les institutions multilatérales, qui doivent être transparentes et responsables.

Nous ne devrions transférer aucune responsabilité du niveau national au niveau international uniquement pour obéir à des clichés qui sonnent bien comme « Le monde a besoin de plus de multilatéralisme » ou « Les problèmes mondiaux exigent des solutions mondiales ». Les clichés ne nous aideront pas à vaincre la pandémie. Ce sont le travail national et la coopération entre les nations, accompagnés des organisations internationales jouant leur indispensable rôle de centres de coordination et de fournisseurs de coopération, qui y parviendront.

La lutte contre ce virus n'est pas moins importante que les initiatives visant à atténuer ses effets sociaux et économiques. Nous sommes tous confrontés à la tâche difficile consistant à protéger la vie et à garantir les moyens de subsistance de nos populations, et j'espère donc que le débat d'aujourd'hui sera concrètement utile à cet égard.

Le Brésil a adopté des mesures audacieuses pour relever les défis posés par la pandémie et surmonter la crise économique qui en découle. Nous apportons une aide d'urgence à environ 67 millions de Brésiliens, pour leur permettre de faire face à la pandémie et de maintenir leurs niveaux de revenus, en particulier les travailleurs du secteur informel et les chômeurs. Les dépenses que nous avons engagées pour assurer la subsistance des personnes les plus vulnérables de notre population s'élèvent à plus de 8 % de notre PIB. Cette charge repose sur les contribuables brésiliens, pas sur les institutions multilatérales.

L'économie brésilienne demeure résiliente. La croissance économique a repris, la production agricole a atteint des niveaux record et le chômage reste sous contrôle. Pendant la pandémie, nous avons maintenu la production agricole, qui a permis de nourrir 1,2 milliard de personnes. Là encore, il s'est agi d'un effort national, et non du fruit des efforts d'une institution multilatérale. Je ne dis pas cela pour rejeter la faute sur les institutions multilatérales, mais plutôt pour souligner que les efforts nationaux et les réponses nationales, en ce qui nous concerne, ont été essentiels face à la crise de la COVID-19.

Le Brésil s'est aussi constamment efforcé d'assurer à chaque citoyen les soins et la prise en charge nécessaires. Le système de santé public garantit l'accès aux soins de santé universel et gratuit à l'ensemble des 210 millions de Brésiliens. Nous pensons qu'il est essentiel d'améliorer l'accès aux médicaments, aux vaccins, aux diagnostics et aux autres produits de santé pour vaincre le virus et sauver des vies.

Nous reconnaissons, bien sûr, l'importance de la coopération internationale. Le Brésil participe à plusieurs initiatives internationales visant à promouvoir le développement de technologies de santé pour lutter contre la COVID-19, telles que l'Accélérateur ACT, le Mécanisme COVAX et l'Appel à la solidarité. Le Brésil a également signé un mémorandum d'accord avec l'Université d'Oxford et AstraZeneca pour l'acquisition et la production de vaccins, y compris le transfert de technologie. Nous investissons dans six projets nationaux de vaccins élaborés par des universités, des laboratoires publics et des entreprises de technologies d'État.

Le Ministère de la santé estime que Bio-Manguinhos/Fiocruz et l'Instituto Butantan, deux des plus grands instituts publics de recherche brésiliens, ainsi que les sociétés pharmaceutiques nationales qui ont conclu des accords spécifiques avec des laboratoires étrangers, seront en mesure de produire 600 à 800 millions de doses d'ici mi-2021. Avec ce niveau de production, le Brésil espère pouvoir contribuer activement aux campagnes d'immunisation dans notre région et dans le monde.

Le Brésil a travaillé en étroite collaboration avec ses voisins, surtout ses partenaires, mais aussi avec des pays d'autres régions afin de mettre en commun les meilleures pratiques et les enseignements tirés de la pandémie. Le Brésil a coopéré avec l'Organisation panaméricaine de la santé pour former des techniciens issus des pays de notre région aux techniques de dépistage du nouveau coronavirus à un stade précoce de la pandémie mondiale.

Le Brésil s'inquiète profondément des effets néfastes de la pandémie sur la santé physique et mentale de tous les individus, notamment sur les soignants, les personnes handicapées, les personnes âgées, les femmes, les enfants et les jeunes. Des mesures spéciales ont été adoptées pour protéger les groupes vulnérables, en particulier notre population autochtone. Nous avons adopté et mis en œuvre, dans les meilleurs

délais, une stratégie nationale visant à renforcer les services ainsi que la prévention et le contrôle de la COVID-19 au sein de la population autochtone, en respectant ses spécificités culturelles et géographiques.

Dans le contexte de la pandémie, nous avons investi dans des politiques axées sur la famille qui tiennent compte des différents besoins et attentes des familles afin de favoriser des relations familiales saines. Le Brésil a eu la fierté d'être membre de l'initiative « Partnership for Families » (Partenariat pour les familles), aux côtés des États-Unis, de la Pologne et de la Hongrie, et il continuera à défendre ce programme à l'étranger, y compris en tant qu'outil de lutte contre la COVID-19.

Tandis que l'Organisation des Nations Unies fête son soixante-quinzième anniversaire en pleine pandémie de COVID-19, c'est l'occasion pour toutes les nations de renouveler leur attachement aux valeurs consacrées par la Charte des Nations Unies. Comme le Président Bolsonaro l'a souligné dans sa déclaration en ouverture du débat général en septembre, le Brésil est un Membre fondateur de l'ONU et il est par conséquent attaché à ses principes essentiels : la paix et la sécurité, la coopération entre les nations, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Les libertés fondamentales ne sont pas une idéologie. La dignité humaine a besoin de liberté autant que d'une bonne santé et de perspectives économiques. Ceux qui n'aiment pas la liberté essaient toujours de profiter des moments de crise pour prôner sa restriction. Ne tombons pas dans ce piège. Le contrôle social totalitaire n'est un remède à aucune crise. Ne faisons pas de la démocratie et de la liberté des victimes supplémentaires de la COVID-19.

Merci beaucoup.

Sénégal (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 99)

Déclaration de M^{me} Aïssata Tall Sall, Ministre des affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur de la République du Sénégal

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Mesdames, Messieurs les chefs d'État et de gouvernement et chefs de délégation,

Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,

Je voudrais, à l'entame de mon propos, au nom de S. E. M. Macky Sall, Président de la République du Sénégal, saluer l'initiative de cette session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la pandémie de COVID-19, portée par l'Azerbaïdjan, au nom du Mouvement des pays non alignés.

L'ampleur de cette crise sanitaire mérite assurément que l'Assemblée lui consacre un moment solennel de dialogue et de réflexion, car « l'infiniment petit », pour reprendre l'expression du Président Macky Sall, a mis à rude épreuve nos avancées dans la réalisation de l'Agenda 2030.

En effet, la pandémie a déjà entraîné la mort de 1,4 million de personnes et de graves conséquences socioéconomiques, exacerbant ainsi les conditions déjà difficiles de certaines catégories sociales vulnérables, notamment les femmes et les jeunes. Nous devons leur réserver une attention particulière.

Cette crise sanitaire nous dicte aussi une réponse coordonnée, concertée, multilatérale et inclusive. C'est d'ailleurs tout le sens qu'il faut donner à cette présente session spéciale.

C'est pourquoi je me réjouis de l'appel du Secrétaire général de l'ONU en faveur d'une réponse multilatérale à grande échelle, représentant au moins 10 % du PIB mondial. La communauté internationale a la responsabilité d'y répondre favorablement.

Je salue, à cet égard, la série de résolutions, y compris celle portant sur l'accès équitable au vaccin, adoptée par l'Assemblée générale. Ce faisant, les États Membres ont démontré leur capacité à être unis et solidaires en ces moments de vulnérabilités collectives.

Il nous reste maintenant à veiller à ce que le vaccin contre la COVID 19 soit considéré comme un « bien public mondial » et rendu accessible à tous.

Je me réjouis également de l'Initiative pour la suspension du service de la dette lancée par le G20, et de la grande réflexion en cours sur la restructuration de la dette de certains pays pauvres, notamment ceux africains et, de la priorité accordée à la lutte contre les changements climatiques.

C'est pourquoi je voudrais ici solennellement renouveler l'appel de S. E. le Président Macky Sall en faveur de l'annulation de la dette des pays en développement, en particulier ceux africains.

Mesdames, Messieurs,

Le Sénégal, notre pays, a subi de plein fouet les effets de la pandémie qui a affecté tous les secteurs de notre vie nationale.

À titre d'illustration, environ 28 % de nos entreprises formelles ont procédé à un arrêt momentané de leurs activités et 85 % de nos ménages ont subi une baisse de leurs revenus.

Pour autant, notre pays a fait preuve de résilience, notamment grâce à la mise en œuvre du Plan de contingence qui lui a valu d'être classé deuxième au titre de l'indice de réponse globale face à la COVID-19.

Cette performance s'explique en partie par l'expérience tirée des épidémies antérieures, y compris à l'échelon sous-régional.

L'implication de toutes les composantes de la nation y a également grandement contribué : acteurs politiques, société civile, secteur privé, chefs religieux et coutumiers, entre autres, tous se sont impliqués.

Pour faire face et surmonter l'impact dévastateur de la COVID-19, le Sénégal a mis en place le Programme de résilience économique et sociale à hauteur de 1,64 milliard de dollars, soit 7 % de son PIB.

C'est dans cet ordre d'idées que notre pays a revu à la hausse le budget du Plan d'actions prioritaires (PAP) 2019-2023 du Plan Sénégal émergent, dorénavant intitulé PAP amélioré et accéléré (PAP 2a) et ce, en le faisant passer de 14 098 à 14 712 milliards de FCFA, afin de favoriser le renforcement du système de santé, la résilience sociale des populations, ainsi que la stabilité macroéconomique et financière de notre pays.

Grâce à cette réaction vigoureuse du Gouvernement, une récente mission du Fonds monétaire international a estimé que la contraction économique de 0,7 % prévue en 2020, pourrait être évitée, permettant ainsi à la dynamique de croissance de se prolonger dans notre pays jusqu'en 2021.

Toutefois, ces perspectives restent tributaires de l'évolution de la pandémie et de la conjoncture internationale.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais, pour clore mon propos, relever quelques enseignements que m'inspire la situation sanitaire en cours.

Premièrement, les défis de cette crise étant globaux, les réponses doivent tout aussi l'être, et ce, de façon solidaire. Dès lors, le financement du développement, notamment la mise en œuvre du Plan d'action d'Addis Abeba relève de l'urgence. Les politiques de développement engagées par notre pays en dépendent largement. Il conviendra en conséquence d'orienter les investissements vers les secteurs sociaux de base, en particulier vers l'éducation et la santé.

Deuxièmement, nous devons lutter vigoureusement contre les changements climatiques et protéger notre environnement. L'action pour le climat et les solutions basées sur la nature doivent être renforcées dans les plans de relance. À ce titre, nous exhortons les pays développés à œuvrer davantage à la mobilisation des 100 milliards de dollars promis au titre du Fonds vert pour le climat.

Troisièmement, le transfert de technologie au profit des pays en développement, en particulier dans le domaine du numérique, s'avère une nécessité absolue. C'est le sens de la deuxième édition du Forum du numérique, organisé par le Sénégal, les 27 et 28 novembre 2020, sur le thème « Le Digital, au service de la gestion de la pandémie et de la relance de l'économie ».

Enfin, la crise nous rappelle, de façon implacable, qu'il n'existe pas d'alternative crédible à la coopération internationale et au multilatéralisme. Nous devons donc y veiller.

Ce sont là, Mesdames et Messieurs, les quelques axes de réflexion que m'inspire la problématique majeure de cette pandémie, et de laquelle nous devons tirer les meilleures leçons, afin que personne ne soit laissé en rade, comme nous y engage l'Agenda 2030.

Je vous remercie de votre attention.

Liechtenstein (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 100)

Déclaration de M^{me} Katrin Eggenberger, Ministre des affaires étrangères, de la justice et de la culture de la Principauté du Liechtenstein

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

L'Assemblée générale se réunit aujourd'hui pour une session extraordinaire en pleine pandémie de COVID-19. Des centaines de milliers de personnes sont mortes, des millions d'autres souffrent de ses graves conséquences sur la santé. Nos économies et nos sociétés sont profondément bouleversées. La prospérité, l'égalité et les droits de l'homme perdent du terrain. En cette période, le monde a besoin de l'Organisation des Nations Unies et de sa promesse d'action commune dans le cadre des objectifs communs de la Charte et de la primauté du droit, et les États devraient lui apporter leur plein soutien politique et financier. Sous la direction du Secrétaire général Guterres, l'ONU a montré la voie à suivre. Les organismes spécialisés, en particulier l'Organisation mondiale de la Santé, sont une force au service du bien, même si elles sont loin d'être parfaites comme nous le savons bien. Mais ils tiennent leurs promesses et contribuent à atténuer cette crise d'une ampleur sans précédent. Bien entendu, en tant que gouvernements, nous sommes les premiers responsables de la santé et du bien-être de nos citoyens. Mais si nous ne coordonnons pas nos efforts et ne travaillons pas ensemble, nous ne pourrions pas être efficaces. C'est la valeur réelle et prouvée du multilatéralisme : il est plus efficace que les approches nationalistes, et la pandémie l'illustre très clairement. Il n'y a pas de compromis à rechercher entre des politiques intérieures ciblées et la coopération internationale dans la lutte contre une pandémie. Toutes deux sont essentielles à notre réussite, tout comme la nécessité de disposer de connaissances scientifiques solides pour les étayer. Prétendre le contraire est une vue de l'esprit.

Monsieur le Président,

Il y a bien entendu des enseignements importants à tirer quand on regarde les réponses que nous avons apportées jusqu'à présent. Toutes les mesures ne se sont pas avérées efficaces pour enrayer la propagation du virus. Les restrictions à nos libertés et droits fondamentaux sont sévères pour chacun d'entre nous, et dans certains cas elles sont clairement excessives. La faim et la pauvreté, la violence fondée sur le genre et le racisme systémique ont augmenté. Les fermetures d'écoles et l'isolement dans les établissements de soins ont privé nos plus jeunes et nos plus âgés de leurs droits. La démocratie est sous le coup d'une menace de plus avec les dérives autoritaires et les théories du complot. L'infodémie a porté lourdement atteinte à notre cohésion et aux institutions de l'État. Mais nous pouvons aussi avoir confiance dans le fait que nos systèmes sociétaux et économiques fonctionnent. La désinformation permanente ne s'est pas avérée une stratégie gagnante, du moins à long terme. Partout dans le monde, les gens exigent le respect de leurs droits fondamentaux avec une ardeur et une détermination renouvelées. L'économie de marché, la recherche publique et la

recherche privée ont développé une multitude de candidats vaccins prometteurs en un temps record. La capacité des sociétés et des économies libres d'innover a rarement eu la possibilité de s'exprimer de manière aussi utile. Nous devons à présent fournir un accès égal et efficace aux vaccins, comme les biens publics qu'ils sont. La santé de tous dépend de celle de chacun : c'est une évidence en temps de pandémie.

Monsieur le Président,

Vaincre la COVID-19 est la tâche immense qui nous attend tous, et nous souhaitons tous ardemment reprendre nos vies normales. Pour ce faire, nous devons saisir les chances qui se présentent de conformer nos sociétés et nos économies à la promesse qu'a faite notre génération de faire advenir un monde plus durable, plus égalitaire et plus pacifique d'ici à 2030. Cette pandémie ayant entraîné de forts reculs dans notre progression vers les objectifs de développement durable, nous devons donc redoubler d'efforts. Il est aussi évident que ces 17 objectifs sont les ingrédients que le monde pourra utiliser pour mieux se préparer aux prochains défis qui l'attendent, qu'il s'agisse de santé, de climat ou d'autres enjeux. Pour surmonter cette crise, nous devons avoir de grandes aspirations. Nous avons besoin d'un nouveau type de coexistence durable entre l'homme et la nature, comme le préconise l'approche « Une seule santé », et nous devons renforcer la confiance des citoyens dans leurs institutions dirigeantes. L'ONU doit ouvrir la voie à un avenir meilleur et le Liechtenstein œuvrera en ce sens du mieux qu'il peut.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Égypte (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 101)

Déclaration de M. Sameh Hassan Shokry Selim, Ministre des affaires étrangères de la République arabe d'Égypte

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : arabe]

Excellences,

Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,

Ministres et chefs de délégation,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord souligner l'importance de cette session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Cette pandémie est la crise sanitaire mondiale la plus dangereuse que le monde ait connue depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, il y a 75 ans. Ses répercussions mettent en péril la vie des personnes, freinent l'économie et aggravent les problèmes liés à la paix et à la sécurité, notamment dans plusieurs régions déjà soumises à l'incertitude et l'instabilité. Ces graves incidences ont mis en lumière les lacunes de la communauté internationale pour ce qui est de sa capacité de relever un défi d'une telle ampleur. Elles confirment le besoin de renforcer les mécanismes multilatéraux mondiaux pour pouvoir agir, ainsi que l'importance de mettre en commun les efforts et de partager les bonnes pratiques et les connaissances entre les peuples et les États pour faire face à la crise et à ses conséquences humaines, sociales et économiques.

Mesdames et Messieurs,

Depuis le début de la pandémie, l'Égypte a cherché à adopter une approche préventive globale pour répondre à la crise et en atténuer ses effets. Nous avons utilisé les outils et les mécanismes à notre disposition dans les trois piliers sanitaire, économique et social. L'objectif était de préserver la santé de notre population, de poursuivre une croissance économique positive et de relever les défis sociaux posés par la pandémie. À ce propos, nous devons également saluer les efforts et les sacrifices consentis par le personnel de santé en Égypte et dans le monde entier, qui travaille souvent dans des conditions difficiles en raison de la pandémie. Je me félicite également du rôle joué par les femmes dans le fonctionnement du système de santé, elles qui représentent la majorité de la main-d'œuvre de ce secteur.

Étant donné le caractère central et l'importance de la coopération internationale, qui est le meilleur moyen de faire face aux conséquences de la pandémie, l'Égypte, en coopération avec plusieurs partenaires, est parmi les pays fer de lance qui soutiennent le système des Nations Unies dans sa réponse à la pandémie. Nous avons également lancé plusieurs initiatives importantes qui soulignent le rôle de l'ONU dans la coordination de l'action internationale pour faire face à la pandémie et à ses répercussions diverses.

Je voudrais également mettre en avant le projet de résolution proposé par l'Égypte à l'Assemblée générale, qui a été adopté par consensus. Cette résolution est intitulée « Améliorer la riposte rapide à l'échelle nationale et internationale face à

l'impact de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) sur les femmes et les filles ». Cette résolution souligne l'importance des plans et programmes visant à protéger les femmes et les filles des effets de la pandémie. Elle souligne également l'importance de prendre en compte les femmes, les filles, les personnes âgées, les personnes ayant des besoins particuliers et les personnes vulnérables.

Mesdames et Messieurs,

Les conséquences de la pandémie se répercutent sur tous les peuples et tous les pays. Il est néanmoins très préoccupant de constater que ce sont les économies les plus faibles et les pays les plus pauvres, notamment en Afrique, qui en subissent les plus durement les plus graves conséquences. Il est donc de la plus haute importance d'œuvrer à la poursuite des progrès concernant l'Agenda 2063 de l'Union africaine et le financement des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 afin de préserver les acquis réalisés en termes de croissance économique et de recul de la pauvreté en Afrique et dans le reste du monde. L'Égypte renouvelle donc son appel à regrouper les actions mondiales pour aider les pays en développement et élaborer des plans de relance économique, notamment l'allègement de la dette et la mobilisation des ressources nécessaires à cette fin. Il importe également d'encourager les banques et les institutions aux niveaux régional et mondial à financer de tels plans de relance. Nous devons également accorder une importance particulière aux besoins de l'Afrique.

L'Égypte souligne par ailleurs la nécessité d'accompagner les efforts déployés en Afrique pour faire face à la pandémie, notamment en soutenant les Centres africains de prévention et de contrôle des maladies et le Fonds d'action COVID-19 pour l'Afrique. L'Égypte, consciente de l'importance d'une action africaine concertée face aux défis qui se posent à l'échelle du continent, a agi en ce sens. Nous avons fourni du matériel et des articles médicaux à plusieurs pays africains, dans le cadre de notre contribution au fonds susmentionné. De même, l'Égypte insiste sur le droit des pays en développement d'avoir accès au vaccin contre la COVID-19, qui est un bien public. Pour vaincre la pandémie, il ne suffit pas de mettre au point un vaccin, il faut aussi veiller à ce que tous aient le droit d'en bénéficier. À ce sujet, je rends hommage à l'action de l'Organisation mondiale de la Santé et d'autres partenaires mondiaux dans le cadre du Mécanisme COVAX, qui vise à garantir un accès rapide et égal aux tests, aux traitements et aux vaccins contre la COVID-19.

En conclusion, je voudrais attirer l'attention sur les défis de longue date qui sont également liés à la COVID-19, à savoir notamment les changements climatiques, la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'instauration de la paix et de la sécurité et la lutte contre le terrorisme. Ces problèmes font beaucoup de victimes civiles innocents et ils dépassent les capacités propres des États. Cette pandémie a confirmé la nécessité d'unir nos efforts autour d'une vision commune en privilégiant les valeurs de solidarité et de coopération et en assurant la stabilité et la prospérité pour tous.

Je vous remercie.

Rwanda (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 102)

Déclaration de M. Daniel Ngamije, Ministre de la santé de la République du Rwanda

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président de la République d'Azerbaïdjan,
Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Monsieur le Secrétaire général António Guterres,
Monsieur le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Je tiens à féliciter le Président de l'Assemblée générale pour son rôle de chef de file et pour avoir convoqué cette réunion mondiale afin d'évoquer, dans le cadre d'une session extraordinaire, les réponses apportées par les pays à la pandémie de COVID-19.

Je souhaite également remercier les gouvernements, les partenaires et la société civile pour la solidarité mondiale manifestée à mesure que nous découvrons et appliquons des mesures pour enrayer la COVID-19.

Cette pandémie nous touche tous, mais elle nous rappelle également à quel point nous sommes plus forts ensemble. Nous avons compris que ce virus mettait à l'épreuve nos systèmes de santé en place et, de ce fait, les investissements réalisés pour renforcer nos secteurs de la santé vont constituer un grand pas en avant pour l'ensemble des économies de nos nations.

Le Gouvernement rwandais a créé un comité directeur national qui a mis en place un groupe de travail conjoint multisectoriel de lutte contre la COVID-19 pour coordonner la mise en œuvre de la réponse à la COVID-19, comprenant notamment : – Un système de surveillance rigoureux ; – Des activités soutenues de mobilisation de la population pour sensibiliser aux mesures de prévention de la maladie ; – Des équipes d'intervention rapide mises en place au niveau central et au niveau des districts ; – Un système de soins à domicile pour assurer le traitement et le suivi des cas asymptomatiques de la COVID-19 depuis leur domicile.

En tant que nation axée sur le numérique, le Rwanda a conscience de l'intérêt des solutions numériques pour résoudre les défis sanitaires. Pour ce faire, le Gouvernement du Rwanda a porté au maximum l'utilisation de la technologie pour : – la surveillance et la recherche des contacts ; – les campagnes de sensibilisation au moyen de drones ; – les soins à domicile à l'aide de bracelets de surveillance ; – la visualisation de données dans les postes de commandement pour guider des interventions précises et pertinentes ; – les GPS pour le suivi des conducteurs de poids lourds ; – l'utilisation de robots dans les centres de traitement pour réduire les contacts entre le personnel médical et les malades ; – un système d'information sanitaire pour transmettre les résultats de laboratoire à toutes les parties concernées.

Des mesures supplémentaires ont été instaurées, dont : – un confinement total au début de la pandémie ; – un confinement partiel ciblé par districts, secteurs et villages.

Pour la prestation de services : – les hôpitaux sont allés à la rencontre des patients les recevant dans des centres de santé près de leur domicile pour leur fournir les médicaments dont ils avaient besoin, afin de résoudre les problèmes d'accessibilité et de coût pour les malades bénéficiant de soins à domicile ou confrontés à une restriction de circulation en raison de confinements partiels ou complets.

Pour le financement de la santé : – des accords ont été négociés avec les prestataires de services, notamment les établissements de soins, les assureurs médicaux et les autorités locales, afin de garantir que personne ne manque de soins, y compris les patients ayant des moyens limités de payer leurs frais médicaux ; – la mobilisation de ressources auprès de différents acteurs clés pour se procurer des produits en lien avec la COVID-19 ; – et des services bancaires en ligne ou des moyens sans espèces pour réduire la transmission du virus responsable de la COVID-19.

Pour le personnel soignant : – Des volontaires ont été recrutés dans différents districts pour combler les lacunes.

Le succès de la réponse nationale n'aurait pas été possible sans une direction très ferme, une approche multisectorielle et l'implication de nos communautés locales dans la lutte contre la COVID-19. Le Rwanda reste déterminé à mettre à profit son programme de vaccination performant pour tester la sécurité et l'efficacité d'un vaccin potentiel contre la COVID-19 et assurer sa distribution à grande échelle. Nous continuerons à garantir l'accès aux services de santé, même en période de pandémie, car il s'agit d'un droit humain fondamental pour lequel nous devons tous lutter. Je tiens à terminer en insistant sur l'importance de la solidarité et de la collaboration mondiales, des partenariats ainsi que du partage des informations pour permettre aux gouvernements et aux autres parties prenantes de prendre des décisions éclairées.

Je vous remercie.

Lituanie (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 103)

Déclaration de M. Linas Linkevičius, Ministre des affaires étrangères de la République de Lituanie

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Depuis son apparition, la pandémie de COVID-19 a frappé toutes les régions du monde, imposant un lourd tribut humain et économique. Cette crise a aggravé les problèmes existants et s'est avérée insoutenable pour les pays déjà en situation de vulnérabilité ou dépourvus de protection sociale. Ses conséquences mondiales, tout en étant dévastatrices, nous rappellent aussi avec force la nécessité d'un multilatéralisme fort et efficace. Le relèvement de nos nations passe par une réponse multilatérale coordonnée, forte et efficace. Tous ensemble, nous dépendons de la solidarité internationale pour assurer la sécurité de chacun.

Excellences,

Dans le cadre de nos efforts pour surmonter cette crise multidimensionnelle, quelques éléments sont cruciaux. Tout d'abord, alors que l'espoir de pouvoir compter sur des vaccins efficaces d'ici quelques mois grandit, nous devons veiller à ce qu'ils soient disponibles et abordables pour tous. En attendant le vaccin, les diagnostics, les traitements et la mise à disposition d'équipements de protection individuelle pour toutes les catégories de la population sont d'une importance capitale.

Deuxièmement, je souligne la nécessité de disposer d'informations fiables et fondées sur les faits. En période de pandémie, la peur et l'incertitude conduisent à la désinformation, voire à des théories du complot. Alors que les échanges sociaux concrets diminuent et que nous passons plus de temps en ligne, la désinformation trouve des chemins nouveaux et influents pour nuire à nos efforts collectifs de lutte contre la pandémie. La désinformation produit des « vérités alternatives » qui déstabilisent et fragmentent nos sociétés ; dans certains cas liés à la COVID, la désinformation nuit même à la santé et à la sécurité des personnes. Elle contribue en outre à la montée des discours de haine, de la xénophobie et des attaques contre les minorités. Nous luttons contre la désinformation par des informations accessibles et scientifiquement vérifiées, mais nous devons améliorer l'état des connaissances au sein de nos sociétés sur la manière de distinguer les sources dignes de confiance des sources peu fiables.

Troisièmement, l'attachement à la dignité humaine et aux droits de l'homme doit rester un principe directeur dans notre lutte contre la pandémie, en tenant dûment compte de la manière dont la pandémie affecte les différents pans de la société. Des rapports ont montré que les confinements liés à la pandémie ont entraîné une augmentation alarmante des cas de violence faite aux femmes. Nous sommes actuellement au milieu des 16 journées de mobilisation contre la violence fondée sur le genre. C'est l'occasion

de mettre au point de nouvelles méthodes pour assurer la sécurité des femmes et des filles dans leur environnement social. À cet égard, la lutte contre la violence faite aux femmes et aux enfants dans les environnements touchés par la pandémie devrait faire partie intégrante de tous les efforts de relance.

Excellences,

Le monde qui viendra après la crise ne sera pas le même. Les conséquences de la COVID-19 se feront sentir encore longtemps après que le virus aura été neutralisé. Nous devons prendre des mesures pour rendre nos systèmes de santé plus résilients et plus réactifs afin que de tels phénomènes ne puissent pas se reproduire. La sécurité sanitaire et la préparation aux situations d'urgence doivent faire partie intégrante du développement durable, de la sécurité et de la protection des droits de l'homme. Nous exprimons notre soutien à l'Organisation mondiale de la Santé et à son rôle dans la mise en place d'un système de santé mondial efficace.

Toutefois, la COVID-19 ne concerne pas que le secteur de la santé. Ses répercussions se font sentir dans toutes les sphères sociales. La complexité et l'ampleur de la tâche à accomplir rendent la mise en œuvre du Programme 2030 et la réalisation des objectifs de développement durable d'autant plus importants, et une nécessité impérieuse plus qu'un choix. Le principe fondamental qui consiste à ne laisser personne de côté est un impératif. Une fois la pandémie enrayée, nous aurons l'impulsion nécessaire pour mobiliser nos énergies afin d'atteindre les objectifs de développement durable.

La pandémie nous a obligés à adopter rapidement des solutions technologiques. Après cette crise, nous devons continuer à renforcer ces connaissances – les instances multilatérales doivent être prêtes à poursuivre leurs travaux en toutes circonstances. La Lituanie soutient le Plan d'action de coopération numérique du Secrétaire général. Il faut développer et rendre accessibles les technologies et les infrastructures numériques dans le monde entier ; les compétences numériques doivent être améliorées ; et les disparités numériques doivent décroître.

Excellences,

La Lituanie reste attachée à un multilatéralisme efficace et à l'action de la communauté internationale visant à surmonter les conséquences multidimensionnelles de la pandémie. Aucun pays ne peut combattre ce virus seul. Grâce à la recherche scientifique, à la volonté politique et à la solidarité internationale, nous pourrions relever ce défi.

Je vous remercie.

Arabie saoudite (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 104)

Déclaration du Prince Faisal bin Farhan Al-Saud, Ministre des affaires étrangères du Royaume d'Arabie saoudite

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : arabe]

Au nom de Dieu Tout-Puissant,

Majestés,

Excellences,

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord remercier S. E. M. Volkan Bozkir, Président de l'Assemblée générale, d'avoir convoqué cette session extraordinaire pour consolider les efforts de lutte contre la pandémie de COVID-19, à l'initiative de S. E. le Président de la République d'Azerbaïdjan au nom du Mouvement des pays non alignés. Nous félicitons M. Guterres pour son travail en vue d'améliorer la réponse coordonnée des Nations Unies à la pandémie de COVID-19.

Excellences,

Cette année a été exceptionnelle à tous points de vue. Le monde a été confronté à un défi commun et inédit, à savoir la propagation de la COVID-19. La pandémie s'est étendue dans le monde entier et a coûté la vie à 1,5 million de personnes en moins d'un an, tandis que le nombre de cas s'élève à 54 millions, parmi lesquels des hommes, des femmes, des personnes âgées, des enfants et des nourrissons.

Cette pandémie a fait payer un lourd tribut économique et humanitaire, qui a bouleversé et continue de bouleverser nos vies et nos moyens de subsistance. Malgré les progrès scientifiques et technologiques et l'invention d'armes destructrices de pointe dans le monde, la pandémie a mis en évidence la vulnérabilité de l'ordre mondial, face à un virus invisible à l'œil nu, pour ce qui est de sonner l'alarme qui nous aurait permis de mettre de côté nos divergences, de coordonner une réponse internationale concertée face aux répercussions sanitaires et humanitaires de la pandémie, de rétablir la stabilité économique et financière et d'élaborer des plans pour favoriser une croissance solide, durable, équilibrée et globale afin d'éviter une récession économique.

Mesdames et Messieurs,

Le Royaume a présidé le Groupe des Vingt (G-20) cette année dans des circonstances très difficiles. Nous avons pris des mesures de précaution pour apporter une solution face aux répercussions négatives de la pandémie. Nous croyons en notre rôle humanitaire. Nous avons donc modifié l'ordre du jour initial de la présidence pour tenir compte de la nouvelle réalité de terrain. Nous avons tenu un sommet extraordinaire des dirigeants du G20 en mars, au cours duquel nous nous sommes engagés à verser 500 millions de dollars pour soutenir l'action visant à enrayer la pandémie et à renforcer la préparation aux situations d'urgence. Le sommet a décidé

d'un certain nombre de mesures, dont le déblocage de 11 000 milliards de dollars pour l'économie mondiale pour sauver les emplois et les vies et stimuler la reprise économique, en plus de 21 milliards de dollars pour soutenir l'action internationale. Le G20 a également lancé une initiative visant à suspendre la dette des pays les moins avancés, soit 14 milliards de dollars de paiements dus en 2021. Ces fonds sont désormais consacrés au renforcement des programmes sanitaires et sociaux.

Le Royaume, aux côtés de ses partenaires, a également lancé l'initiative de soumettre à l'Assemblée générale la résolution intitulée « Une riposte unie face aux menaces sanitaires mondiales : lutter contre la COVID-19 », qui a été adoptée à une majorité écrasante des États Membres de l'ONU. Cette résolution souligne l'urgente nécessité d'intensifier les efforts internationaux face aux crises sanitaires et aux pandémies, tout en maintenant la stabilité économique, en renforçant les chaînes d'approvisionnement en matériel médical, en tests de diagnostic, en thérapies et en vaccins et en apportant une aide aux plus vulnérables, notamment les personnes âgées, les femmes, les enfants, les déplacés, les personnes handicapées et les réfugiés.

Mesdames et Messieurs,

La lumière est au bout du tunnel, car un vaccin efficace semble pouvoir être mis au point. Le Royaume d'Arabie saoudite tient donc à souligner les points suivants.

Tous les pays doivent bénéficier d'un accès équitable et abordable aux vaccins, sans discrimination. Il faut élaborer des stratégies pour la relance et une meilleure préparation dans l'éventualité de futures pandémies afin de garantir la réalisation des objectifs de développement durable, de sorte que personne ne soit laissé pour compte. Le système des Nations Unies, les organisations régionales et internationales et les institutions financières internationales devraient coordonner leurs actions pour atténuer les répercussions négatives de la pandémie sur le plan économique, humanitaire, financier et social. À l'avenir, nous devons nous efforcer de combler les lacunes mises en évidence par la pandémie.

En conclusion, l'ordre mondial continue de changer. Un monde meilleur dans lequel règnent la sécurité, la stabilité et la prospérité pourra advenir avec le renforcement de la coopération et de la solidarité internationales. Le Royaume d'Arabie saoudite reste attaché à l'action collective et au multilatéralisme et à la collaboration avec l'ONU pour relever les défis mondiaux liés à la préservation de la paix, de la stabilité et de la prospérité de tous les peuples.

Que la paix et les bénédictions d'Allah soient avec vous.

Fédération de Russie (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 105)

Déclaration de M. Mikhail Murashko, Ministre de la santé de la Fédération de Russie

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : russe]

Monsieur le Président,

Chers collègues,

La pandémie de COVID-19 est devenue une épreuve d'endurance inédite, aussi bien pour les différentes nations que pour l'ensemble de la communauté mondiale. Il est impératif de conjuguer les efforts pour sauver des vies et surmonter la crise provoquée par la maladie. L'analyse et le partage des meilleures pratiques nationales en matière de contrôle de la propagation de la maladie sont essentiels pour améliorer la préparation nationale dans la lutte contre la pandémie.

La Russie possède une expérience singulière de lutte efficace contre la propagation de la COVID-19, qui se retrouve dans l'examen par les pays du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et l'Organisation de Shanghai pour la coopération des meilleures pratiques pour la prévention de la COVID-19. Un système clair de mesures de détection et de prévention de la COVID-19 et une prise en charge médicale rapide nous ont permis d'éviter une situation regrettable qui aurait vu l'épidémie se propager. Nous avons été proactifs.

Nous avons rapidement élaboré et mis en œuvre une série de mesures pour contenir la situation sanitaire et épidémiologique et stimuler le système de soins de santé, y compris par l'appui au personnel médical. En Russie, un certain nombre de traitements innovants ont été mis au point et homologués, dont surtout deux vaccins contre la COVID-19 : Sputnik V et EpiVacCorona. Un troisième vaccin est en phase finale des essais cliniques. Élément crucial, ces vaccins nationaux reposent sur des technologies différentes, nous permettant d'utiliser simultanément différents sites de production et de produire le nombre voulu de doses de vaccin à un rythme plus rapide.

Il me plaît d'annoncer que le premier vaccin enregistré Sputnik V est déjà à la disposition du public.

J'insiste sur le fait que notre objectif commun est de créer un éventail de vaccins efficaces et sûrs et de fournir une protection fiable à l'ensemble de la population mondiale. Conformément à la résolution sur la lutte contre la COVID-19 adoptée à la soixante-treizième session de l'Assemblée mondiale de la Santé et à la récente déclaration finale des dirigeants du G20, la Fédération de Russie est prête à coopérer activement avec les pays afin d'accroître la disponibilité des vaccins pour leurs citoyens grâce à la production locale.

Nous condamnons la volonté d'un certain nombre d'États et de partenariats d'intégration de politiser la pandémie de COVID-19 sur un certain nombre de questions, dont la vaccination. Ces décisions, contraires à la solidarité, pourraient retarder le déploiement de solutions efficaces et augmenter le coût des mesures de sauvetage.

La Russie participe activement aux efforts internationaux de lutte contre la COVID-19 à tous les niveaux. Nous fournissons une assistance aux États touchés, directement et par le biais des structures multilatérales.

Nous le faisons, avant tout, en gardant à l'esprit le rôle central de coordination de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Nous pensons qu'il faut renforcer les capacités de l'OMS. Ce travail a déjà commencé, et la Russie y participera avec le plus grand intérêt.

La pandémie de COVID-19 a confirmé que les personnes souffrant de maladies transmissibles, comme la tuberculose, et de maladies non transmissibles sont plus vulnérables et plus gravement touchées par la maladie à coronavirus. À cet égard, nous saluons le travail du programme mondial de lutte contre la tuberculose de l'OMS et de l'Équipe spéciale interorganisations des Nations Unies pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles. Nous continuerons à leur fournir l'assistance requise.

Je voudrais conclure en témoignant ma gratitude aux membres de la communauté médicale pour leurs efforts dans la lutte contre ce nouveau coronavirus et au personnel du système des Nations Unies qui aide les pays touchés à surmonter les conséquences de la pandémie.

Autriche (voir aussi A/S-31/PV.2, annexe 106)

Déclaration de M. Alexander Schallenberg, Ministre fédéral des affaires européennes et internationales de la République d'Autriche

Prononcée le jeudi 3 décembre 2020, à la 2^e séance de la trente et unième session extraordinaire

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

En septembre dernier, la plupart d'entre nous devions nous rendre à New York pour le débat général annuel.

Nous nous serions réunis pour discuter en personne des problèmes les plus urgents auxquels le monde est confronté : les changements climatiques, source potentielle d'une super-crise, les tensions géopolitiques croissantes, la course aux armements et les pressions en faveur de la prolifération, ainsi que l'escalade des conflits et les crises humanitaires brûlantes.

Mais nous avons été stoppés dans notre élan et une grande partie de la diplomatie internationale s'est retrouvée à l'arrêt, à cause d'un élément invisible à l'œil nu : le virus de la COVID-19.

Cette année a été vraiment éprouvante et difficile pour nous tous. Et la situation reste incertaine.

En ce moment même, de nombreux pays sont ravagés par une deuxième, voire une troisième vague de la pandémie.

Et même si nous nous efforçons de répondre aux problèmes d'aujourd'hui, tels que les mesures de confinement, les restrictions de déplacement et l'immense pression exercée sur nos systèmes de santé, nous redoutons tous, à juste titre, ce qui pourrait nous attendre : les effets socioéconomiques durables de la pandémie.

Nous n'avons vu que la partie émergée de l'iceberg qui nous attend.

La pandémie n'est pas qu'une crise sanitaire. C'est une crise économique, une crise humanitaire, une crise de sécurité, et une crise des droits humains.

La COVID-19 a provoqué la récession la plus grave en près d'un siècle.

Près de 24 millions d'enfants et de jeunes sont en situation de décrochage scolaire ou ne peuvent pas aller à l'école du fait de la pandémie.

De plus, nous observons une pandémie de l'ombre avec l'augmentation mondiale de la violence domestique contre les femmes et les filles.

Et certains semblent croire que la pandémie donne « carte blanche » pour restreindre les droits humains et libertés fondamentales.

Bref, toutes les sirènes d'alarme retentissent.

Si cela continue, nous risquons de ne pas atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030.

Et pourtant, les avancées récentes sur les vaccins contre la COVID-19 offrent une lueur d'espoir.

Mais, comme l'a souligné à juste titre le Secrétaire général, cette lueur d'espoir doit éclairer tout le monde.

Mesdames et Messieurs,

Il y a un mois, dans cette salle, j'ai mis en garde contre toute forme de « nationalisme vaccinal ».

La mise au point et la distribution d'un vaccin ne doivent pas devenir une nouvelle course vers la Lune.

Nous savons maintenant que la santé de tous dépend de celle de chacun.

Ainsi ce dont nous avons besoin, aujourd'hui plus que jamais, c'est de solidarité – au sein de nos sociétés comme à l'échelle internationale.

Le meilleur moyen d'y parvenir est d'ériger en priorité mondiale l'accès rapide, équitable et abordable aux vaccins.

Je juge encourageantes les initiatives telles que l'Accélérateur ACT et son mécanisme COVAX.

L'Autriche s'est déjà engagée à verser 31 millions d'euros à l'Accélérateur ACT. Et nous encourageons tous les autres pays à se joindre à cette initiative.

En outre, l'Autriche a montré sa solidarité avec les pays partenaires en s'engageant à verser 1 million d'euros au Fonds des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement, et nous avons l'intention d'accroître encore notre contribution pour la porter à 2,1 millions d'euros.

Mesdames et Messieurs,

Avec les progrès réalisés en matière de vaccins, la lumière est au bout du tunnel.

Mais nous devons tous être conscients que disposer d'un vaccin efficace n'est pas la dernière étape. Encore faut-il convaincre les gens de l'utiliser.

Soyons réalistes : la pandémie s'est vite transformée en infodémie.

Nous assistons à une érosion générale de la confiance dans les experts, les gouvernements, la science et la technologie. Les partisans des théories du complot et les personnes aux marges de l'échiquier politique ne sont pas les seuls à se méfier.

La pandémie a prouvé une fois de plus que la désinformation peut se propager plus vite que le virus. Elle se transmet à la vitesse de la pensée.

En tant que responsables politiques, nous avons à la fois le devoir et l'obligation de renforcer la confiance du public. Pour cela, nous avons besoin de l'Organisation mondiale de la Santé comme autorité directrice et coordinatrice. Nous avons besoin que les médias sociaux fassent leur part. Et nous avons besoin que chacun d'entre nous prenne ses responsabilités.

Si nous échouons, la crise sanitaire pourrait rapidement alimenter une crise de confiance.

Nous devons nous immuniser contre la COVID-19. Mais nous devons aussi déclencher une réponse immunitaire à la désinformation.

Agissons maintenant. Ensemble.
